

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC COUNCIL

EXEMPLAIRE N°
COPY

ORIGINAL: ANGLAIS
3 juin 1970

NATO SECRET
DOCUMENT DE TRAVAIL
AC/89-WP/287

SOUS-COMITE ECONOMIQUE

ACTIVITES ECONOMIQUES DES PAYS COMMUNISTES DANS LES REGIONS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

DOUZIEME RAPPORT (Projet)
(1967-1969)

Le projet de rapport ci-joint a été établi par la Direction des Affaires Economiques conformément à la procédure adoptée en 1957. Il couvre la période de janvier 1967 à décembre 1968 et comporte des informations préliminaires sur l'évolution de ces activités en 1969 (1).

2. Ce projet est principalement fondé, en ce qui concerne sa base statistique, sur les "Données par pays en voie de développement" (AC/89-WP/274 du 25 juin 1969 - NATO CONFIDENTIEL) qui peut être joint comme annexe statistique au présent document de travail.

OTAN,
Bruxelles, 1110

(1) Voir Onzième rapport C-M(67)55 et AC/89-WP/217.

NATO SECRET

SOUS-COMITE ECONOMIQUEACTIVITES ECONOMIQUES DES PAYS COMMUNISTES DANS LES REGIONS
EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DU TIERS MONDEDouzième rapport (Projet)(1967-1969)TABLE DES MATIERES

	<u>PAGES</u>
<u>RESUME ET CONCLUSIONS</u>	8 - 19
<u>INCIDENCES POLITIQUES ET RECOMMANDATIONS</u>	20 - 26
	<u>Paragraphes</u>
I. <u>ASSISTANCE ECONOMIQUE - (NATO CONFIDENTIEL)</u>	
A. <u>Ampleur et orientation de l'aide économique communiste</u>	
(a) Engagements nouveaux	1 - 9
(b) Bilan de l'exécution des engagements	10 - 14
(c) Livraisons au titre de l'aide économique en 1967 et 1968	15 - 18
(d) Assistance technique	19 - 25
(e) Bourses pour étudiants et stagiaires de formation technique	26 - 28
B. <u>"Coût" de l'aide économique pour les économies communistes</u>	
(a) Part du PNB consacrée par les pays communistes à l'aide économique au Tiers Monde	29 - 34
(b) Incidences sur l'économie des pays communistes, de l'aide accordée à des pays non-communistes	35 - 40
(c) Assistance économique mutuelle des pays communistes	41 - 49

Paragraphes

C.	<u>Incidences de l'aide économique sur l'économie des pays bénéficiaires</u>	
(a)	Généralités	50 - 55
(b)	Pays dans lesquels l'aide communiste a contribué à un accroissement notable de la capacité de production :	
	- Afghanistan	56 - 62
	- République Arabe Unie	63 - 68
	- Irak	69 - 72
	- Syrie	73 - 77
	- Inde	78 - 87
(c)	Pays dans lesquels l'aide communiste est, en grande partie consacrée au développement de l'infrastructure :	
	- Yémen	88 - 91
	- Guinée	92 - 94
	- Mali	95 - 97
	- Somalie	98 - 100
(d)	Autres principaux bénéficiaires	101 - 102
D.	<u>Comparaison entre l'aide octroyée par le Monde communiste et le Monde libre</u>	
(a)	Exploitation de l'aide économique à des fins de propagande, par les pays communistes	103 - 104
(b)	Ampleur globale de l'aide	105 - 108
(c)	Conditions de l'aide	109 - 112
(d)	Aide communiste "liée"	113 - 115
(e)	Assistance multilatérale	116 - 117
(f)	Conclusion	118 - 120

II. ASSISTANCE MILITAIRE - (NATO SECRET)

A.	<u>Ampleur et orientation de l'aide militaire communiste</u>	
(a)	Définition de l'aide militaire communiste	121 - 122
(b)	Nouveaux engagements d'aide	123 - 124
(c)	Tirages	125 - 129
(d)	Assistance technique militaire	130
(e)	Stagiaires militaires originaires de pays en voie de développement	131 - 132

Paragraphes

B.	<u>Evaluation de l'aide militaire communiste</u>	
	(a) Coût de l'aide pour le pays "donateur"	133 - 136
	(b) Objectifs et résultats de l'aide militaire communiste	137 - 140
	(c) Conséquences économiques pour les pays bénéficiaires	141 - 143
	(d) Perspectives et conclusions	144 - 146

III. RELATIONS COMMERCIALES AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT - (NATO SANS CLASSIFICATION)

A.	<u>Volume des échanges du Monde communiste avec les pays en voie de développement</u>	
	(a) La part des pays communistes dans l'ensemble des échanges des pays en voie de développement non-européens	147 - 151
	(b) La part des régions en voie de développement dans le commerce global des pays communistes	152 - 155
	(c) Evolution des échanges commerciaux de l'Union soviétique avec les pays en voie de développement	156 - 159
	(d) Evolution des échanges commerciaux avec les régions en voie de développement	160 - 162
	(e) Evolution des échanges commerciaux de la Chine communiste avec les régions en voie de développement	163 - 164
	(f) Perspectives pour l'avenir immédiat	165 - 168
B.	<u>Répartition géographique des échanges communistes avec les pays en voie de développement</u>	
	(a) Du point de vue des pays communistes	169 - 176
	(b) Du point de vue des pays en voie de développement	177 - 179
	(c) Conclusion	180 - 181

Paragraphes

C.	<u>Composition par produits du commerce communiste avec les pays en voie de développement</u>	
	(a) Importations des pays communistes	182 - 186
	(b) Exportations des pays communistes	187 - 192
D.	<u>Avantages et inconvénients des échanges entre les pays communistes et les pays en voie de développement</u>	
	(a) Rôle du commerce avec les pays en voie de développement dans les économies communistes	193 - 206
	(b) Rôle du commerce avec le Monde communiste du point de vue des pays en voie de développement	207 - 208
	(c) Caractéristiques du commerce des pays communistes	209 - 212
	(d) Le problème de la "qualité"	213 - 216
	(e) Le problème des "prix"	217 - 223
E.	<u>Evaluation et projections à long terme du commerce des pays communistes</u>	
	(a) Evaluation	224 - 231
	(b) Projections à long terme	232 - 237

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

LISTE DES GRAPHIQUES FIGURANT DANS LE TEXTE

<u>Graphiques</u>	<u>Après</u> <u>Paragaphes</u>
I Aide économique accordée par les pays communistes (1954-1969) (Union soviétique, Europe de l'Est, Chine communiste)	9
II Aide économique tirée par les pays en voie de développement sur les engagements des pays communistes (1954-1969)	14
III Contribution des divers pays communistes dans le total de l'aide communiste au Tiers Monde (1954-1969) et part de l'aide accordée effectivement tirée	18
IV Techniciens et civils des pays communistes dans les régions en voie de développement (1958-1969)	25
V Principaux bénéficiaires de l'aide économique communiste (1954 - mi-1966) (accordée et tirée)	54
VI Aide publique au développement : Occidentale et communiste; flux net des ressources financières du secteur public vers les pays sous-développés du Monde non-communiste (a) en pourcentage du total de 1960 à 1968 (b) en millions de \$ (1960 à 1968)	105
VII Aide communiste militaire (a) en millions de \$ (1955 à 1969) (b) répartition géographique (total 1955 à 1968)	146
VIII Exportations des pays en voie de développement non-communistes (en milliards de \$) (1953 à 1969)	149
IX Destination des exportations des pays sous-développés (1953-1965-1968)	151
X Evolution du commerce extérieur de l'Union soviétique (1958-1968) (avec le monde et les pays en voie de développement)	159

Graphiques

Après
Paragraphes

XI	Evolution du commerce extérieur des pays de l'Europe de l'Est (1958-1968) (avec le monde et les pays en voie de développement)	162
XII	Evolution du commerce extérieur de la Chine communiste (1958-1968) (avec le monde et avec les pays en voie de développement)	164
XIII	Répartition géographique du commerce communiste avec les régions en voie de développement, hors Europe (1967)	170
XIV	Répartition par produits (du commerce des pays communistes avec ceux en voie de développement)	187

LISTE DES TABLEAUX FIGURANT DANS LE TEXTE

<u>Tableaux</u>	<u>Paragraphes</u>
1 Flux de l'aide soviétique vers les pays en voie de développement du Monde non-communiste	32
2 Flux de l'aide économique reçue en 1968 par les pays en voie de développement du monde non-communiste en provenance des pays communistes autres que l'Union Soviétique	33
3 Estimation du montant brut de l'aide au développement économique accordée par l'Union Soviétique aux pays communistes en voie de développement	44
4 Estimation du montant net de l'aide économique communiste accordée en 1968 aux pays communistes en voie de développement	48
5 Les dons dans l'aide économique communiste	109
6 Aide non-liée, en pourcentage du total de l'aide publique	114
7 Dépenses de défense dans certains pays arabes	141
8 Commerce des régions en voie de développement - (1964-1968)	147
9 Commerce du monde communiste (1964-1968)	152
10 Echanges commerciaux entre pays communistes et régions en voie de développement en 1968	154
11 Part du Tiers Monde dans les échanges commerciaux	155
12 Union Soviétique : Commerce avec le monde et avec les pays sous-développés (1946-1968)	159
13 Commerce des différents pays de l'Europe de l'Est avec les régions en voie de développement (1968)	161
14 Commerce de la Chine Communiste avec l'ensemble du monde et avec les régions en voie de développement	163
15 Répartition géographique du commerce entre l'Union Soviétique, l'Europe de l'Est, la Chine Communiste et les régions en voie de développement en dehors de l'Europe	170
16 Part des pays communistes dans le volume des échanges des pays en voie de développement, effectuant plus de 20% dans leur commerce total avec les pays communistes (1967)	177
17 Exportations de l'Union Soviétique vers certains pays en voie de développement (répartition par produits)	189

LISTE DES TABLEAUX DANS L'ANNEXE STATISTIQUE

<u>Tableau I</u>	Nouveaux engagements au titre de l'aide 1967-mi-1969 (crédits et dons accordés)
<u>Tableau II</u>	Aide économique accordée par les pays communistes, 1954-1969
<u>Tableau III</u>	Estimation des tirages annuels effectués par les pays en voie de développement sur l'aide économique accordée par les pays communistes au cours de la période 1967-1968
<u>Tableau IV</u>	Evaluation des tirages effectués par les pays en voie de développement sur les engagements pris au titre de l'aide économique par les pays communistes, 1954-1969
<u>Tableau V</u>	Aide économique accordée par les pays communistes et tirages effectués par les pays en voie de développement. Total 1954 - mi-1969
<u>Tableau VI</u>	Personnel non-militaire envoyé au titre de l'assistance technique par les pays communistes dans des régions en voie de développement (en poste pendant le premier semestre 1969)
<u>Tableau VII</u>	Techniciens communistes non-militaires en poste dans les pays économiquement moins développés
<u>Tableau VIII</u>	"Tirages bruts" et "montants nets" de l'aide communiste (évaluation). I. Union soviétique - II. Europe de l'Est - III. Chine communiste.
<u>Tableau IX</u>	Montant "net" de l'aide économique aux pays en voie de développement - comparaison entre l'aide communiste et celle des pays OTAN-1968
<u>Tableau X</u>	Aide militaire
<u>Tableau XI</u>	Définition géographique des régions et liste des pays dont les statistiques commerciales mentionnent des échanges avec les pays communistes
<u>Tableau XII</u>	Echanges commerciaux entre les pays communistes et certains pays en voie de développement (1962-1967)
<u>Tableau XIII</u>	Répartition géographique du commerce communiste : principaux partenaires commerciaux dans les régions en voie de développement hors Europe.

SOUS-COMITE ECONOMIQUE

LES ACTIVITES ECONOMIQUES DES PAYS COMMUNISTES DANS LES
REGIONS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT DU TIERS MONDE
(1967-1969)

Douzième Rapport (Projet)

RESUME ET CONCLUSIONS

2. Après une décennie d'expansion rapide (1954 à 1964) les activités économiques des pays communistes dans les régions en voie de développement du monde non-communiste se sont stabilisées à partir du milieu des années 1960, et il paraît peu probable qu'un changement spectaculaire puisse intervenir au cours des prochaines années. Sur le plan de l'aide et des échanges commerciaux avec le Tiers Monde, les pays communistes ne jouent actuellement, par rapport à l'Occident, qu'un rôle mineur et d'ailleurs en déclin. Les niveaux atteints jusqu'à présent restent bien en-deçà de ceux auxquels on aurait pu s'attendre il y a quelques années, compte tenu du potentiel économique du monde communiste. En 1968, la valeur des livraisons effectuées par les pays communistes au titre de l'aide, équivalant à moins de 0,1% de leur PNB, ne représentait qu'un dix-neuvième (1/19) de la valeur totale des versements nets d'assistance en provenance du secteur public du monde occidental et n'atteignait qu'un trentième (1/30) du total de l'aide occidentale, y compris les apports de capitaux privés. De même, le commerce des pays en voie de développement avec l'Occident était de 12 fois supérieur à celui de leurs échanges avec le monde communiste. Après 15 ans d'une politique de promotion commerciale, le monde communiste n'absorbe toujours que 6 à 7% du commerce total des pays en voie de développement, contre 74% pour les pays industrialisés occidentaux. Au cours des trois dernières années, les activités d'assistance et les échanges du monde occidental ont progressé plus rapidement que ceux des pays communistes.

3. L'antagonisme de plus en plus sérieux entre la Chine communiste et l'Union soviétique, l'affirmation plus prononcée d'intérêts nationaux divergents au sein du camp communiste ainsi que le ralentissement de la croissance économique de ces pays, sont autant de facteurs ayant contribué à reléguer au second plan leurs activités économiques dans le Tiers Monde. Au moment où s'atténuait l'enthousiasme de leurs efforts initiaux, les pays communistes ont appris, par expérience, les limites de

l'assistance et du commerce en tant qu'instruments de politique extérieure. Les variations dans l'intensité de leurs relations économiques avec les pays en voie de développement se sont révélées être la conséquence plutôt que la cause des changements politiques intérieurs. Au cours des quinze dernières années, ni les activités d'assistance, ni la politique commerciale des pays de l'Est n'ont entraîné un seul pays à se convertir au communisme.

4. Ces constatations n'impliquent cependant pas que les pays communistes n'aient pas remporté occasionnellement certains succès. L'assistance militaire communiste a été, pour le monde occidental, un facteur particulièrement perturbateur qui a contribué à exacerber les tensions locales entre pays en voie de développement. En concentrant leurs activités sur un nombre limité de pays, la politique d'assistance et les efforts commerciaux des pays de l'Est ont exercé une influence plus importante sur l'économie des pays choisis que ne le laisseraient supposer les moyennes générales. Toutefois, les pays industrialisés ont, désormais, jaugé l'importance relative de cette menace et ont appris à s'en accommoder. Les techniques et les ressources économiques dont ils disposent pour satisfaire les besoins des pays en voie de développement dépassent de très loin, tant en quantité qu'en qualité, tout ce que peuvent offrir les pays communistes.

5. A l'heure actuelle, les pays occidentaux se trouvent devant l'alternative suivante :

- (a) laisser les pays communistes poursuivre leurs entreprises désordonnées et peu rentables à la recherche d'un profit éventuel, chaque fois que l'occasion se présente et sans tenir compte des besoins réels des bénéficiaires. Dans ce cas, les pays communistes continueront d'affirmer leur présence dans les régions en voie de développement et la menace actuelle persistera;
- (b) suggérer que les pays communistes participent à un effort commun en vue d'alléger les problèmes économiques qui se posent au Tiers Monde dans sa lutte pour le développement.

Si les pays communistes se montrent disposés à accepter les propositions occidentales d'une participation accrue à des efforts concertés, l'Occident pourrait influencer, dans une certaine mesure, l'orientation d'au moins une partie des activités d'assistance et de commerce des pays communistes; une telle concertation pourrait peut-être également contribuer à accroître l'efficacité économique de l'aide et des échanges commerciaux pour le plus grand avantage des pays en voie de développement.

Si, par contre, ils rejettent ces propositions, les pays communistes prouveront, une fois de plus et de façon publique, qu'ils ne sont pas réellement soucieux de favoriser le développement économique optimum du Tiers Monde.

Les tendances au ralentissement des activités économiques communistes

6. Depuis trois ans, les activités d'assistance menées par les pays communistes dans les régions sous-développées du monde non-communiste, ainsi que leurs échanges commerciaux, accusent un fléchissement par rapport aux années précédentes au cours desquelles l'"offensive économique" s'était rapidement développée.

- De 1967 à 1969, les nouveaux engagements au titre de l'assistance économique ne se sont élevés qu'à \$ 540 millions environ par an; soit moins de la moitié de la moyenne enregistrée les trois années précédentes (1). Depuis 1954 jusqu'à fin 1969, ces engagements ont atteint au total \$ 10,4 milliards.
- L'assistance économique effectivement fournie, qui a atteint son maximum en 1964 (\$ 550 millions environ), a été ramenée par la suite à quelque \$ 425-450 millions en 1969. Ce ralentissement serait encore plus prononcé si le volume net de ces livraisons était pris en considération, en effet, le montant des remboursements annuels de capital et d'intérêts effectués par les pays en voie de développement n'a fait qu'augmenter au cours de cette période. Depuis 1954 les pays en voie de développement ont effectivement utilisé \$ 4,5 milliards de ces crédits.
- Le nombre des techniciens civils envoyés par les pays communistes dans le cadre de l'assistance aux pays en voie de développement, qui avait progressé régulièrement de 2.700 en 1958 à 22.200 en 1966, a régressé par la suite; il était de 21.575 (2) au milieu de 1969.
- Les programmes communistes de formation à l'intention des étudiants originaires des pays en voie de développement, se sont heurtés à des difficultés et le nombre d'étudiants admis a diminué depuis 1966.

(1) Voir graphique II page 31 bis

(2) Voir graphique IV page 35 bis

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

- En dépit des importants efforts déployés en 1967 et 1968 pour réapprovisionner les états arabes, les livraisons au titre de l'aide militaire sont passées de \$ 520 millions, chiffre record atteint en 1966, à près de \$ 400 millions, au maximum, au cours des années suivantes (1).
- Le commerce des pays en voie de développement avec les pays communistes, après avoir progressé de façon spectaculaire entre 1954 et 1965 (à raison d'environ 17% par an) connaît depuis lors une période de stagnation. De 1966 à 1968, le rythme moyen d'expansion de ces échanges (+ 2,3%) est resté de loin inférieur à celui qui a été enregistré pour les pays industrialisés d'Occident (+ 6,4% par an) (2).

La concentration accentuée sur un nombre restreint de pays

7. Malgré cette régression généralisée, les pays de l'Est ont tenté de préserver l'image d'un monde communiste présenté aux pays sous-développés comme une alternative sérieuse à l'assistance, au commerce et aux fournitures militaires occidentaux, en concentrant leurs efforts sur un nombre limité de pays. Dans les pays ainsi sélectionnés, les activités économiques communistes ont eu une influence beaucoup plus importante que ne le laisseraient supposer les statistiques globales.

- Trois pays ont, ces dernières années, absorbé, à eux seuls, plus de la moitié de l'ensemble de l'assistance économique effectivement fournie : la RAU (27% du total), l'Inde (13%), l'Afghanistan (10%).
- Près de 30% de l'aide totale ont été utilisés par six autres pays (Iran, Syrie, Pakistan, Yémen, Indonésie, Algérie). Les 20% restants ont été répartis parcimonieusement entre 24 autres pays (dont 17 pays africains) (3).
- L'assistance technique en 1969 a surtout été destinée à l'Afrique où plus de la moitié des effectifs totaux des techniciens civils en provenance de pays communistes étaient à l'oeuvre (en Algérie 2.820; en Libye 1970; en Tunisie 1.640; au Mali 1.380; en Guinée 1.020). Les autres pays ayant accueilli plus d'un millier de techniciens communistes ont été l'Inde, l'Iran, la RAU, le Pakistan, l'Afghanistan et l'Irak.

(1) Voir graphique VII page 95 bis

(2) Voir graphique VIII page 97 bis

(3) Voir graphique V page 51 bis

- L'aide militaire a été concentrée sur un petit nombre de pays arabes (notamment la RAU, l'Irak, la Syrie et l'Algérie) qui ont absorbé, depuis 1954, plus de la moitié de l'ensemble des livraisons militaires de provenance communiste, proportion qui s'est encore accrue considérablement au cours des dernières années (1).
- Quelques pays en voie de développement dirigent une grande partie de leurs échanges vers les pays communistes : l'Afghanistan (dont 56% du commerce total s'effectuait en 1967 avec les pays communistes), le Yémen (50%), la RAU (41%), la Syrie (30%). D'après leurs statistiques commerciales, plus de 70 pays en voie de développement non-européens entretenaient des relations commerciales avec les pays communistes, mais ce n'est que dans une douzaine d'entre eux que le volume total des échanges (importations plus exportations), dépassait \$ 100 millions par an. A elles deux, l'Inde et la RAU absorbent un tiers environ du total du commerce communiste avec les régions en voie de développement situées hors d'Europe (2).

Les raisons de ces tendances régressives

8. Plusieurs raisons expliquent pourquoi les pays communistes ont surtout cherché, au cours des dernières années, à consolider plutôt qu'à développer leur engagement global envers le Tiers Monde en matière économique. Dans l'ordre des priorités politiques, les problèmes internes au monde communiste ont eu tendance à repousser à l'arrière-plan leurs préoccupations relatives au Tiers Monde. Parmi ces multiples problèmes, le schisme sino-soviétique est probablement le plus crucial. L'affirmation de plus en plus marquée de l'intérêt national au sein des pays appartenant au COMECON, brutalement réprimée dans le cas de la Tchécoslovaquie par l'invasion, la charge économique toujours plus lourde qu'entraîne pour l'Union soviétique le soutien dont dépend la survie de l'économie cubaine, de même que l'effort de la Chine en faveur de l'Albanie, sont autant de facteurs qui ont contribué à ramener l'attention des dirigeants communistes sur leurs difficultés intérieures.

9. Le ralentissement de la croissance économique enregistré dans tous les pays communistes au cours de la dernière décennie par rapport au début des années 1950 - l'impatience croissante des principaux secteurs d'activités en quête de ressources - les exigences croissantes du consommateur - l'écart technologique qui s'aggrave par rapport aux pays industrialisés occidentaux - les impératifs de l'effort de défense, sont à l'origine du repli sur eux-mêmes de ces pays, constaté au cours des dernières années.

(1) Voir graphique VII page 95 bis

(2) Voir tableau XIII à l'annexe statistique

La révolution culturelle en Chine, et les réformes économiques en Union soviétique et en Europe orientale ont relégué à l'arrière-plan l'intérêt pour la politique d'assistance et les activités commerciales avec le Tiers Monde.

10. Simultanément, les pays communistes ont découvert les limites et les déceptions d'une politique misant sur l'assistance économique militaire et technique, et sur le commerce, pour affirmer leur influence dans les pays en voie de développement situés hors du camp communiste. Le résultat obtenu dans certains pays qui, à un moment donné, avaient paru constituer des objectifs tout indiqués pour la pénétration communistes, s'est avéré décevant. Tel fut le cas en Asie : pour l'Indonésie; en Afrique noire : pour le Congo (Lumumba); la Guinée (Sekou Touré) le Ghana (N'Krumha); le Mali (Keita); au Moyen-Orient : pour l'Irak (Kassem); l'Algérie (Ben Bella). Les pays communistes et l'Union soviétique en particulier ont fini par comprendre que les régions en voie de développement posent une série de problèmes beaucoup plus complexes qu'ils ne l'avaient prévu.

11. La décolonisation n'a pas eu les conséquences qu'escomptaient les communistes. Au cours de la dernière décennie, le monde occidental a connu une croissance et une prospérité sans précédent, qui lui ont permis, non seulement de maintenir, mais encore de développer ses échanges économiques avec ses anciens territoires coloniaux, plus rapidement que les pays communistes n'ont pu le faire au cours des dernières années.

Les résultats obtenus par les pays communistes

12. Il n'est pas question de nier les succès notoires remportés par les pays communistes dans leur politique d'assistance et d'échanges avec le Tiers Monde. L'aspect de ces activités le plus préoccupant pour le monde occidental est l'importance croissante prise par l'aide militaire communiste, accordée sous forme de livraisons à crédit et dont la valeur est supérieure à celle de l'assistance économique. Vingt-trois pays environ ont reçu, jusqu'à présent, du matériel militaire d'une valeur de quelque \$ 5,2 milliards, dont 85% en provenance d'Union soviétique et 10% d'Europe orientale. A l'heure actuelle, l'aide militaire soviétique représente grosso modo 1% du total des charges de défense de l'URSS. L'Union soviétique est capable, sur le plan économique, d'intensifier son assistance militaire sans compromettre son propre dispositif de défense, et, ce faisant, elle peut étendre son influence dans des secteurs particulièrement sensibles du Tiers Monde. Le genre de dépendance qu'entraîne cette forme d'assistance pour son bénéficiaire est généralement plus grave que ne pourrait l'être celle résultant d'une assistance économique.

13. Grâce au programme d'assistance économique qu'ils mènent à grand renfort de publicité, les pays communistes ont

pu s'implanter dans un nombre de pays sans cesse croissant et exercer une certaine influence sur des gouvernements qui, auparavant, ignoraient presque jusqu'à l'existence des pays communistes. Cependant, les résultats ont rarement été à la hauteur des espérances. Sur une somme totale de \$ 10,4 milliards, qui représente le montant des engagements fermes pris de 1954 à 1969 à l'égard de 42 pays différents, 4,5 milliards seulement ont été effectivement utilisés par les bénéficiaires fin 1969. Les sommes ainsi engagées mais non utilisées jusqu'ici seraient suffisantes pour permettre de poursuivre au rythme actuel la mise en oeuvre des programmes économiques communistes pendant les 13 prochaines années, même en l'absence de toute nouvelle promesse d'aide.

14. Les lenteurs apparentes d'exécution tiennent au fait qu'une large partie de cette aide économique communiste n'a été promise qu'entre 1964 et 1966. Par la nature même des projets ambitieux d'assistance, auxquels les Soviétiques donnent la préférence, des délais considérables de mise en oeuvre sont inévitables. Or, les pays communistes sont généralement impatients de tirer, le plus rapidement possible, des avantages de propagande dès l'annonce d'une déclaration d'intentions alors qu'un travail considérable de mise au point et de préparation est encore nécessaire avant de pouvoir passer à la réalisation. En outre, les pays communistes surestiment fréquemment la capacité des pays bénéficiaires à absorber l'aide qui leur est octroyée. Il n'en reste pas moins que le simple fait que les communistes aient offert de l'aide, a contribué à susciter un sentiment de concurrence qui avait été absent jusqu'alors dans les considérations d'aide occidentale. La réputation acquise par l'assistance économique communiste est, dans une très large mesure, due au rôle joué par les techniciens des pays de l'Est.

15. La politique d'assistance et les activités commerciales des pays communistes sont présentées aux pays récemment promus à l'indépendance comme un moyen d'affirmer cette indépendance sur le plan économique vis-à-vis des anciennes puissances coloniales : les pays communistes ont parfois offert de nouveaux débouchés pour leurs excédents de matières premières difficiles à vendre sur les marchés mondiaux, en échange de biens d'équipement dont ces pays ont un besoin urgent pour leur industrialisation. Avant 1954, de 20 à 25 pays seulement entretenaient des relations commerciales avec les états communistes. Fin 1968, 70 nations en voie de développement (33 en Afrique, 15 en Amérique latine, 12 en Asie, 10 au Moyen-Orient) comptaient des pays communistes au nombre de leurs partenaires commerciaux. Le potentiel que représente théoriquement le marché communiste, avec ses quelque 1,1 milliard de consommateurs (près de 1/3 de l'humanité), demeure une perspective fascinante pour les exportateurs tant des pays industrialisés, que des pays en voie de développement, non communistes.

L'importance actuelle du commerce communiste avec les régions en voie de développement

16. Après 15 années de campagne d'expansion commerciale dans diverses régions en voie de développement par le monde communiste, la part qui revient aux pays de l'Est dans les activités d'assistance et les échanges mondiaux reste infime. Elle est sans aucune commune mesure avec leur potentiel économique (1), et ne supporte guère la comparaison avec le rôle joué par les pays industriels d'Occident. De plus, cette part est en régression depuis quelques années. En 1968, les pays communistes dans leur ensemble n'ont absorbé que 5% environ du total des exportations en provenance des pays en voie de développement et leur ont fourni moins de 8% de leurs importations totales. Le commerce des pays en voie de développement avec l'Ouest, représente 12 fois le volume des échanges avec le monde communiste, soit 74% environ du total, les 20% restants correspondant aux échanges entre pays en voie de développement.

17. L'évolution de ces dernières années démontre, une fois de plus, que l'expansion économique des pays avancés, est intimement liée à la continuation de la prospérité des pays industrialisés occidentaux. Après une période initiale durant laquelle les pays sous-développés ont surtout cherché à faire état d'une indépendance nouvellement acquise en élargissant la répartition géographique de leurs échanges, ces pays en sont venus à mesurer les limites et les inconvénients des accords bilatéraux de troc avec les pays communistes, accords dont la rigidité peut avoir des effets défavorables à plus long terme sur leurs efforts visant à diversifier les produits exportés.

L'importance actuelle de l'aide économique communiste

18. Une simple comparaison avec l'assistance économique actroyée par le monde industrialisé occidental met en évidence la faiblesse du rôle joué par l'aide communiste : de 1960 à 1968, le monde occidental a accordé officiellement une aide au développement qui en chiffres nets représentait 56.000 millions de dollars. Le chiffre correspondant pour les pays communistes est 19 fois plus faible : \$ 3 milliards, soit 5,4% du volume mondial de l'aide au développement. En 1968, les crédits publics effectivement consacrés à l'aide économique aux pays en voie de développement correspondait à \$ 1,39 par tête en Tchécoslovaquie et à \$ 0,56 en Union soviétique. L'aide économique de source publique peut se chiffrer pendant la même année à \$ 17,13 par habitant en France, à \$ 16,64 aux Etats-Unis, à \$ 10,52 aux Pays-Bas, à \$ 9,21 en Allemagne et à \$ 7,74 au Royaume-Uni. Si l'on devait tenir compte dans l'aide occidentale des apports privés aux pays en voie de développement, le rapport entre

(1) Le monde communiste compte près d'un tiers de la population mondiale et sa production totale représente approximativement 1/5ème de la production mondiale.

les assistances occidentale et communiste serait de 30 contre 1 pour la période 1960-1968 (1).

19. Il n'est, dès lors, pas étonnant qu'à la réunion de février 1969 de la CNUCED, l'Union soviétique, contrairement à la décision des pays occidentaux, ait préféré ne pas répondre aux nouveaux appels lancés par les pays en voie de développement, demandant que soit accepté l'objectif de consacrer 1% du PNB aux transferts de ressources. En 1968, la part du PNB consacrée à l'aide nette aux pays en voie de développement par les pays communistes était de 0,09% en Tchécoslovaquie, de 0,08% en Hongrie, de 0,05% en Allemagne de l'Est et de 0,03% en Union soviétique, alors qu'elle représentait 0,41% dans le cas des pays donateurs membres de l'OTAN; ce pourcentage même atteignait 0,78% compte tenu des ressources privées.

Les conditions de l'assistance

20. Contrairement à ce que prétend la propagande communiste, l'assistance communiste est accordée à des conditions qui ne sont pas plus libérales que celles dont est assortie l'assistance officielle de source occidentale. L'assistance occidentale se compose pour moitié de dons purs et simples, tandis que la partie non remboursable de l'aide économique fournie par les pays communistes ne représente que 3% du montant total de leurs engagements. Le taux moyen de l'intérêt de l'assistance officielle fournie par l'Occident a varié de 3,8% en 1967 à 3,3% en 1968, tandis que la durée des prêts a été portée à 25 ans au cours de cette dernière année. En moyenne, les prêts soviétiques portent un intérêt de 2,8% et sont consentis pour une quinzaine d'années. A l'Ouest, le but poursuivi est d'abaisser les taux d'intérêt et de prolonger les délais de remboursement. Ainsi, en janvier 1969, les pays membres de l'OCDE ont accepté de prendre pour objectif l'octroi de prêts venant à échéance au bout d'une trentaine d'années, avec un délai de grâce de 8 ans, et moyennant un intérêt de 2,5%. Depuis 3 ans, l'Union soviétique a institué un système de crédits "commerciaux" remboursables dans des délais plus brefs et grevés de taux d'intérêts relativement peu élevés. Toutefois, la Chine communiste, qui ces dernières années, a fourni une assistance effective dont le volume atteint 12% du total de l'aide communiste - accorde des prêts libres d'intérêt, tandis que les pays d'Europe orientale ont abaissé légèrement leurs taux d'intérêt pour les aligner sur la pratique soviétique.

21. L'assistance communiste présente un autre inconvénient important : elle est liée exclusivement aux achats effectués dans le pays donateur. En 1967, 58% seulement du montant brut des crédits d'assistance accordés par l'Occident étaient "liés" de cette façon.

(1) Voir graphique VI page et tableau IX à l'Annexe statistique

L'aide multilatérale

22. Les principaux pays occidentaux accordent de plus en plus leur assistance (10% du total de l'aide officielle occidentale en 1968) par l'entremise d'institutions multilatérales. Alors qu'en 1960, le montant net des fonds accordés par ces institutions était plus ou moins équivalent au volume total de l'aide communiste, le volume de l'aide qu'elles ont accordée en 1968 a été de près de 4 fois supérieur à celui de l'assistance fournie par les pays communistes. Ceux-ci ne font partie d'aucune organisation internationale spécialisée dans l'octroi de crédits de développement. La part des pays communistes dans l'assistance technique et les programmes de secours des Nations unies ne représente que 3% du total.

Les perspectives à court terme

23. Le rythme d'activité, qui a atteint un palier vers la fin des années 1960, se maintiendra probablement à ce niveau au cours des 5 prochaines années et il ne semble pas que l'on puisse s'attendre à un changement radical dans la politique économique communiste vis-à-vis du Tiers Monde. Ne serait-ce que pour des raisons de prestige, il paraît peu probable que les communistes réduisent sensiblement leurs efforts actuels.

24. Etant donné les résultats obtenus jusqu'à présent, l'aide militaire restera vraisemblablement le moyen le plus dynamique dont dispose l'Union soviétique pour accroître son influence dans les pays en voie de développement hors du camp communiste. Dans ce domaine, l'évolution dépendra évidemment, en premier lieu des tensions existant entre voisins moins développés. Au sein du groupe communiste, l'URSS possède un quasi-monopole pour les livraisons d'armements aux gouvernements. La Chine communiste, de son côté, s'est spécialisée dans la fourniture d'armes légères aux mouvements subversifs, elle tente ainsi délibérément de créer de nouveaux foyers de conflit et d'accroître l'instabilité des gouvernements locaux. L'aide militaire chinoise pourrait avoir des conséquences plus néfastes que le volume de ses livraisons d'armements ne pourrait le laisser croire. La valeur annuelle des livraisons militaires soviétiques restera probablement à son niveau actuel, situé entre 300 et 400 millions de dollars, mais pourrait, en cas de besoin, atteindre environ le double de ce montant sans imposer pour autant un effort exagéré à son économie.

25. Au cours des prochaines années, les nouveaux engagements au titre de l'aide économique risquent d'accuser des variations importantes et pourraient même retrouver, lors d'une année exceptionnelle, le niveau de la période 1964-1966, qui dépassait \$ 1 milliard par an. Mais il n'en reste pas moins que le montant réel des livraisons effectuées au titre des programmes

d'aide ne dépassera vraisemblablement pas le volume annuel actuel de 450 à 500 millions de dollars. En d'autres termes, le montant net des ressources économiques mises à la disposition des pays en voie de développement continuera à diminuer au fur et à mesure de l'augmentation des remboursements de capital et des versements d'intérêt. Il semble qu'au cours des cinq prochaines années, le pourcentage de l'aide économique communiste fournie aux pays en voie de développement restera inférieur au taux de croissance de l'économie des pays communistes et, qu'en conséquence, l'écart déjà considérable entre l'objectif de 1% du PNB - que les pays en voie de développement ont proposé de voir consacrer à l'aide économique - et les prestations communistes au titre du développement, ira en s'élargissant.

26. Comme des considérations d'ordre économique et commercial risquent de peser plus lourdement sur les décisions des pays communistes européens, les conditions de l'aide économique dépendront sans doute encore plus des circonstances que par le passé. Une telle diversification des conditions de l'aide n'irait pas dans un sens favorable aux pays en voie de développement. La Chine communiste continuera à concentrer sur quelques régions bien déterminées, les sommes relativement modiques qu'elle consacre à l'aide économique. Finalement, on ne peut guère s'attendre à ce que l'aide communiste joue plus qu'un rôle marginal dans l'ensemble des efforts déployés pour promouvoir le développement économique dans les régions les plus attardées; ces contributions ne dépasseront pas 5 à 6% des moyens financiers mis officiellement chaque année à la disposition des pays du Tiers Monde au titre du développement, à moins que les pays occidentaux ne diminuent fortement leurs efforts d'aide.

27. L'assistance technique peut sembler plus profitable aux dirigeants communistes que l'aide économique, et le nombre des techniciens implantés dans les régions en voie de développement pourrait atteindre environ 25.000 au cours des prochaines années. Cela signifierait que ces pays seraient disposés à accueillir un plus grand nombre de travailleurs et d'experts communistes non directement liés à des projets économiques spécifiques financés grâce à l'aide communiste. Certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique pourraient figurer parmi ceux qui accepteraient des effectifs communistes plus importants. Bien que les dirigeants communistes aient pu avoir certaines réserves au sujet de l'enseignement et de la formation technique donnés dans leurs pays aux ressortissants du Tiers Monde, il semble bien que ces programmes seront maintenus. A l'avenir, ils pourraient surtout viser à créer des établissements d'enseignement et de formation professionnelle dans les pays en voie de développement et y envoyer du personnel enseignant.

28. Le rythme de croissance des échanges entre le monde communiste et les pays en voie de développement pourrait s'élever à nouveau à près de 9 ou 10% par an. Il semble que pour tenter d'équilibrer leurs livraisons récentes, les Sociétés augmentent plus rapidement leurs importations que leurs exportations. Les échanges de la Chine communiste pourraient même croître à un rythme plus rapide que pour l'ensemble du commerce soviétique, à condition que la situation intérieure demeure plus ou moins stable. On voit mal comment les pays communistes pourraient absorber plus de 8% du commerce total des pays en voie de développement, vers le milieu des années 70, si le monde occidental continue de jouir d'une certaine prospérité.

29. Le fait qu'en concentrant leurs efforts les pays communistes soient parvenus à occuper une place assez importante dans les échanges d'une douzaine de pays, ne signifie pas qu'ils puissent exploiter ces résultats à des fins politiques, car le monde occidental peut toujours fournir des débouchés et des sources d'approvisionnement de remplacement au pays visé. En effet, tout recours des pays communistes à des pressions d'ordre économique aurait probablement des effets contraires à ceux qu'ils escomptaient. Par contre, en entretenant des relations commerciales, même peu importantes, ils améliorent progressivement leur réputation en tant que partenaires commerciaux valables.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

ANNEXE

Note : (Un certain nombre de propositions de recommandations pour les pays de l'OTAN sont suggérées aux paragraphes 4 - 12 et 15 de la présente annexe sur la base de l'analyse sommaire qui précède).

CONSEQUENCES POLITIQUES ET RECOMMANDATIONSAide militaire

1. Parmi ces diverses formes d'activités des pays communistes, l'aide militaire est la plus inquiétante. L'Ouest a, de toute évidence, intérêt à limiter autant que possible les risques de conflits locaux dans les régions en voie de développement. Cependant, il demeure pratiquement impuissant tant que l'Union soviétique pourra se présenter comme fournisseur d'armes à des conditions libérales chaque fois que l'éventualité d'un conflit armé surgit. La manière la plus efficace de limiter les livraisons d'armements, serait de parvenir à un accord avec les pays communistes sur un embargo international sélectif. Tous les efforts entrepris dans cette direction, - comme par exemple la mise en oeuvre d'un système d'enregistrement, sous l'égide des Nations Unies, des livraisons d'armements destinés à des régions déterminées -, ont échoué jusqu'à présent à la suite du refus de l'Union soviétique d'envisager sérieusement toute proposition occidentale en ce sens.

2. Même, si les chances d'aboutir à un accord en ce qui concerne certaines régions critiques paraissent encore très réduites, il pourrait cependant être intéressant d'étudier les possibilités d'une entente limitée avec l'Union soviétique, portant sur l'enregistrement de livraisons d'armements aux régions non-critiques dans lesquelles :

- aucune livraison importante de matériel militaire n'a été faite jusqu'à présent par l'un ou l'autre camp, en dehors de celles qui peuvent se justifier pour des raisons de sécurité intérieures;
- aucun conflit n'a eu lieu jusqu'à présent;
- les tensions antérieures se sont suffisamment apaisées pour que la région en question ne soit plus considérée comme critique.

3. L'Est et l'Ouest devraient d'abord se mettre d'accord entre eux sur des propositions visant à geler les livraisons dans certaines régions géographiques qu'ils présenteraient ensuite

conjointement aux pays en voie de développement, éventuellement sur l'initiative du Secrétaire général des Nations unies. Deux problèmes principaux pourraient se poser à savoir :

- la définition des zones non critiques;
- la distinction entre les armements destinés à sauvegarder la sécurité intérieure et ceux qui pourraient être utilisés dans un conflit avec un autre pays.

De toute façon, il faudrait éviter de donner l'impression que les pays industrialisés tentent de perpétuer leur position privilégiée en maintenant les pays en voie de développement dans un état de faiblesse militaire.

4. En conclusion, les pays OTAN pourraient juger utile :
- (i) de procéder à de plus larges échanges d'informations au sein de l'Alliance, en vue d'établir une évaluation commune de l'importance de la menace que représente l'aide militaire communiste ;
 - (ii) d'améliorer leurs échanges de vues sur les divers problèmes résultant de ce type d'activité communiste;
 - (iii) d'étudier d'autres mesures pouvant faire l'objet de propositions en vue de parvenir à un accord limité avec les pays communistes, d'une part et avec les pays en voie de développement, d'autre part.

Aide économique

5. Les diverses conférences de la CNUCED ont montré que les pays en voie de développement sont très conscients du caractère d'urgence de leurs besoins économiques, mais qu'en de nombreuses occasions, ils se sont avérés incapables d'établir un ordre raisonnable de priorités et de mobiliser les ressources tant domestiques qu'en provenance de l'aide internationale. Il est de l'intérêt des pays de l'OTAN d'aider le Tiers-Monde, non seulement sur le plan financier mais également sur le plan technique et de lui apporter la formation nécessaire pour que les pays sous-développés puissent mettre en oeuvre une politique d'auto-assistance. Une action commune dans ce domaine accélérerait certainement le processus. Bien qu'il soit généralement admis que l'efficacité de l'aide extérieure pourrait être accrue par une meilleure coopération, celle-ci est, jusqu'ici, pratiquement inexistante entre l'Est et l'Ouest. Pour éviter de donner l'impression que les pays "nantis" à l'Est comme à l'Ouest, cherchent à s'entendre pour maintenir leur suprématie économique sur les pays "pauvres", cette proposition de coopération pourrait être liée à l'engagement d'accroître le volume de l'aide bilatérale et multilatérale à un rythme plus rapide que celui de la croissance économique

des pays donateurs et de rendre les conditions de l'aide plus libérales. Si les pays communistes refusaient une telle proposition, les pays en voie de développement ne manqueraient pas d'en tirer leurs propres conclusions.

6. Les gouvernements communistes - qui octroient une aide économique aux pays en voie de développement pour lesquels des consortiums spéciaux d'aide ont été créés à l'initiative des pays occidentaux - pourraient être invités à y participer (1) en vue d'harmoniser leurs politiques d'aide, en présence du pays en voie de développement intéressé.

7. Les négociations au sujet de l'étalement des échéances entamées à la demande d'un pays donné qui doit faire face à des difficultés particulières, ont la meilleure chance d'aboutir si tous les créanciers y participent. Dans le cas contraire, le créancier qui a accepté un report d'échéance risque fort de voir les nouveaux crédits qu'il octroie utilisés pour rembourser un autre créancier ayant refusé un arrangement de ce genre. L'endettement considérable des pays en voie de développement est devenu un sujet de préoccupation majeur. A la fin de l'année 1967, cet endettement atteignait environ \$ 2 milliards vis-à-vis des pays communistes, c'est-à-dire 9,1 % de leur endettement total dans le cadre des prêts bilatéraux officiels (2). Le report

(1) Des groupes et consortiums consultatifs pour la coordination de l'aide ont été créés pour 17 pays en voie de développement, y compris les pays ci-après qui ont accepté une certaine aide économique de l'Union soviétique et/ou des pays d'Europe de l'Est :

(a) Sous l'égide de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement :

- Ceylan, Colombie, Est africain, (Kenya, Tanzanie, Ouganda), Inde, Maroc, Nigeria, Pakistan, Pérou, Soudan, Tunisie.

(b) Sous l'égide du Fonds monétaire international

- Ghana

(c) Sous la présidence du gouvernement des Pays-Bas

(La tutelle en sera ultérieurement transférée à la BIRD)

- Indonésie.

(2) Suivant les calculs effectués par la Banque mondiale et repris par M. Lesler B. Pearson dans son rapport sur l'aide au développement "Vers une action commune pour le développement du Tiers-Monde" de septembre 1969. Ce pourcentage est beaucoup plus important que celui de l'aide communiste dans le total mondial du fait que dans le premier cas, les "dons" ne jouent qu'un rôle négligeable alors que plus de la moitié de l'aide occidentale n'est pas remboursable.

d'échéance des dettes de l'Indonésie en 1966 illustre clairement la nécessité d'une coopération entre l'Est et l'Ouest. Ses obligations de remboursement envers l'Union soviétique s'élevaient à \$ 800 millions (dont plus des 2/3 au titre de livraisons militaires). La Pologne et la Tchécoslovaquie figuraient également au nombre des créanciers. Les obligations de remboursement de prêt au développement économique accordés par les principaux pays industrialisés de l'Ouest étaient du même ordre de grandeur. Les négociations avec l'URSS en vue de fixer de nouvelles échéances se sont prolongées jusqu'à ces dernières années, alors que l'Indonésie était parvenue à un accord avec les pays de l'Ouest dès avant la fin de l'année 1967.

8. L'évolution récente des modalités de l'aide communiste dénote un durcissement des conditions d'octroi. Dans le même temps, l'Ouest a été incité par les organismes internationaux d'aide et par les pays en voie de développement à libéraliser ses conditions (délais de remboursement plus longs, intérêts plus bas, aide moins "liée"). Cette évolution divergente pourrait pousser certains pays en voie de développement et les amener à exploiter les deux sources d'aide afin d'utiliser les prêts occidentaux, accordés à des conditions de faveur, pour rembourser les crédits communistes "liés". A la limite, une telle solution pourrait aboutir à ce que les Soviétiques vendent aux pays en voie de développement des produits de base contre paiement en devises fortes obtenues grâce à l'aide occidentale. Cette éventualité pourrait freiner l'Ouest dans son désir de "déliier" et d'assouplir l'aide qu'il apporte. Ceci souligne l'avantage que présenterait une coordination internationale de l'aide pour dissiper une certaine méfiance entre donateurs nuisible aux bénéficiaires. Ces questions ont été évoquées à la Commission économique pour l'Europe, à Genève, mais n'ont encore éveillé aucune réaction favorable du côté communiste. Les pays communistes estiment peut-être qu'en coordonnant leur politique d'aide avec les pays occidentaux, ils risquent de perdre les avantages politiques qu'ils espèrent tirer de leurs programmes d'assistance à l'étranger.

9. La multilatéralisation de l'aide a été présentée comme le moyen d'éviter que les problèmes de développement du tiers monde ne soient exagérément politisés. A l'heure actuelle, l'Union soviétique et la plupart des pays d'Europe de l'Est n'ont contribué que de manière symbolique (moins de \$ 10 millions par an) à un petit nombre de programmes lancés par les Nations unies. Les communistes ne participent pas aux grands organismes internationaux qui financent le développement économique, tels que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Association internationale pour le développement (AID), le Fonds monétaire international (FMI) ou les banques régionales de développement telles que la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque asiatique de développement, ou, la Banque

africaine de développement. Le rapport Pearson propose aux pays occidentaux de doubler leurs versements officiels aux organismes multilatéraux d'aide, au cours des cinq prochaines années.

10. Lors de la création de la Banque asiatique de développement, en 1967, la participation éventuelle de l'Union soviétique avait été envisagée, mais les négociations n'ont pas abouti. Plus récemment, la Banque africaine de développement a invité 27 pays, dont l'Union soviétique, les pays d'Europe de l'Est et la Chine, à lui apporter leur concours. Des négociations sont actuellement en cours.

11. La participation des pays communistes aux organismes tels que la BIRD, l'AID ou le FMI peuvent soulever un certain nombre de difficultés techniques, surtout du fait que les devises communistes ne sont pas convertibles. Il pourrait être nécessaire de mettre au point des mesures transitoires pour résoudre ces problèmes. Par exemple, au lieu de verser une contribution en devises convertibles, les pays communistes pourraient mettre des quantités données de biens et de services à la disposition d'un organisme international, la valeur de ces livraisons étant exprimée en unités de compte. Si une telle proposition s'avérait irréalisable, l'établissement d'un fond spécial pourrait être envisagé, où les aides "liées" de sources diverses seraient traitées de façon multilatérale. Les pays membres de l'OTAN pourraient encourager les organismes internationaux compétents à examiner plus avant la possibilité de susciter une participation communiste, en prévoyant éventuellement un statut spécial applicable pendant une période transitoire.

12. En conclusion, pour parvenir à une position commune sur la politique à suivre vis-à-vis des pays communistes au sein des organisations internationales compétentes, les pays membres de l'OTAN pourraient juger utile :

- (i) d'étudier plus avant la possibilité d'inviter les pays communistes à participer :
- aux groupes et consortiums consultatifs de coordination de l'aide qui s'occupent des pays ayant déjà accepté une aide économique des pays communistes;
 - aux réunions spéciales des pays créanciers à organiser ultérieurement pour les reports d'échéances des dettes des pays en voie de développement;
 - aux discussions visant à assouplir les conditions de l'aide économique;

- (ii) de procéder à des échanges de vues sur les conditions auxquelles les pays communistes pourraient être invités à participer à des organismes multilatéraux tels que la BIRD et l'AID et, éventuellement, être invités en tant qu'observateurs au Comité d'aide au développement de l'OCDE;
- (iii) de procéder à des échanges d'informations sur les négociations qui ont déjà eu lieu et qui se déroulent actuellement sur la participation des pays communistes aux Banques africaine et asiatique de développement.

Relations commerciales

13. L'évolution récente discernable dans la politique des pays communistes en matière de commerce extérieur dénote leur intérêt pour des accords commerciaux de type triangulaire. Ainsi, la Pologne a proposé à l'Ouest de lui acheter davantage de matériel à condition qu'il intensifie ses achats de produits de base dans les pays en voie de développement qui, à leur tour, pourraient utiliser les devises fortes ainsi obtenues pour acheter des biens industriels à la Pologne. Pour les pays en voie de développement, le problème principal reste cependant l'élargissement de la gamme de leurs exportations de manière à ce qu'elle comporte davantage de produits manufacturés. Un accroissement des livraisons de fruits tropicaux, de biens de consommation semi-durables et durables (textiles, chaussures) et de produits d'emballage vers les pays communistes pourrait améliorer le niveau de vie du consommateur dans ces pays. Une telle évolution ne peut qu'être accueillie favorablement par les pays occidentaux puisqu'elle facilite l'évolution des pays communistes vers un type d'économie accordant une place plus large à la consommation.

14. Dans le domaine des échanges différents types de coopération ont été proposés par certains pays d'Europe de l'Est et notamment par la Hongrie. Ils suggèrent entre autres de livrer en commun des usines complètes (centrales électriques) ou des éléments entrant dans des projets importants (turbines, groupes électrogènes) aux pays du tiers monde (Liban, Inde, par exemple), de créer en commun des entreprises dans les pays en voie de développement, d'établir des modalités communes de commercialisation pour la vente de certains produits et matériels. Ces propositions, dont certaines ont déjà été mises en oeuvre, ne devraient pas être découragées par les pays occidentaux.

15. En conclusion, les pays membres de l'OTAN pourraient juger utile :

- (i) de continuer à suivre l'évolution des échanges communistes avec le tiers monde afin d'analyser les risques qu'ils comportent pour les intérêts occidentaux;

- (ii) d'encourager le développement des livraisons de matériels en commun avec les pays d'Europe de l'Est et la création d'entreprises communes dans les pays en voie de développement;
- (iii) de rechercher les moyens d'encourager la participation des pays communistes aux accords internationaux sur certains produits de base.

I. ASSISTANCE ECONOMIQUE

A. AMPLEUR ET ORIENTATION DE L'AIDE ECONOMIQUE COMMUNISTE

(a) Nouveaux engagements d'aide

Au cours des deux années examinées (1967 et 1968), la valeur totale des nouveaux engagements contractés par les pays communistes au titre de l'aide économique a été nettement inférieure à celle des années précédentes et d'après les premières estimations disponibles pour 1969, il semblerait que cette tendance ait persisté. En 1967, les nouveaux crédits accordés (1) se sont élevés à \$ 340 millions, ils ont atteint \$ 735 millions en 1968 et ont probablement été de l'ordre de \$ 550 millions en 1969. Ainsi, pendant ces trois années, l'aide moyenne annuelle n'a été que d'environ \$ 540 millions, contre \$ 1.350 millions pour chacun des trois exercices précédents (1964-1966) au cours desquels les montants records de l'aide octroyée par les pays communistes avaient été particulièrement remarquables (2). Cette diminution des engagements nouveaux résulte en grande partie de l'attitude plus prudente adoptée récemment par l'Union soviétique en matière d'aide économique.

2. A la fin de 1969, sur un total d'environ \$ 10,4 milliards de crédits et de dons octroyés au cours des 15 années écoulées depuis 1954, 62% des engagements souscrits sont à charge de l'Union soviétique contre 27% pour les pays d'Europe de l'Est - la Tchécoslovaquie venant en tête - et 11% pour la Chine communiste. Cependant, en 1967 et 1968, la part dans le total de l'aide communiste prise par l'URSS est tombée à moins de 45%, tandis que les pays de l'Europe de l'Est ont dépassé ce pourcentage et que celle de la Chine communiste s'est maintenue à environ 10% du total des nouveaux engagements communistes. En 1969, il semblerait que la

-
- (1) Un crédit est "accordé" lorsqu'il y a un engagement formel de fournir des biens et services, soit avec des facilités de paiement, soit à titre de don. L'aide est considérée comme ayant été accordée lorsqu'un accord a été signé et que le pays donateur s'engage ainsi officiellement à fournir cette aide. Un crédit est considéré comme "utilisé" lorsqu'il y a effectivement livraison de biens ou prestation de services.
- (2) Voir le 11ème Rapport sur les activités économiques des pays communistes (C-M(67)55 et AC/89-WP/217).

part relative de l'Union soviétique dans l'ensemble des nouveaux engagements communistes ait augmenté alors que, vers le milieu de l'année, la Chine communiste n'avait pas encore annoncé d'engagement nouveau. Aucune information définitive n'avait été donnée à la fin de l'année sur le projet de construction par la Chine de la ligne de chemin de fer Tanzanie-Zambie.

3. Pendant la période examinée, les pays de l'Est ont fait principalement porter leur efforts sur les pays du MOYEN ORIENT. Au cours des trois dernières années, le principal bénéficiaire de l'aide a été l'Iran qui a reçu \$ 485 millions (\$ 200 millions de l'URSS et \$ 200 millions de la Tchécoslovaquie, le reste étant fourni par la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie). Ces nouveaux engagements sont destinés à favoriser l'industrialisation du pays en général et le développement de l'industrie lourde en particulier. Le pays bénéficiaire devra rembourser une grande partie de cette aide sous forme de livraisons de pétrole et de gaz naturel dont la production est actuellement en pleine expansion. Au cours du premier semestre de 1969, l'Irak a accepté \$ 205 millions de crédits accordés par l'Union soviétique et la Zone d'Occupation Soviétique en Allemagne (ZOS Allemagne). Les crédits soviétiques (\$ 121 millions) doivent être employés à l'achat de matériel pour l'industrie pétrolière et à l'assistance technique : les crédits octroyés par la ZOS Allemagne (\$ 84 millions) permettront de financer diverses installations industrielles et des projets de développement intéressant les télécommunications et l'agriculture. Parmi les autres bénéficiaires des crédits récemment octroyés, il convient de citer la Syrie (\$ 25 millions octroyés par la Roumanie en 1968), la RAU (\$ 21 millions accordés par la Chine communiste en 1968) et le Sud Yémen (\$ 13 millions octroyés par l'Union soviétique en 1969).

4. Au cours des dernières années, la manifestation la plus marquante de l'aide des pays communistes à l'AFRIQUE a été, sans aucun doute, l'engagement pris par la Chine communiste d'aider la Tanzanie et la Zambie à construire une ligne de chemin de fer de 1.750 km entre Dar-es-Salam et les gisements cuprifères de Zambie. La Chine a proposé son concours après l'échec des négociations avec les gouvernements de certains pays occidentaux et divers groupes privés. En septembre 1967, un accord de principe a été conclu et les travaux topographiques et les plans étaient presque terminés à la fin de 1969. L'importance et les conditions de remboursement du prêt sans intérêt accordé par la Chine n'étaient pas encore officiellement annoncés au moment de la rédaction du présent rapport, mais il était d'ores et déjà évident que ce projet d'aide serait le plus important que la Chine ait jamais entrepris. Les experts occidentaux en avaient évalué, il y a quelques années, le coût total à \$ 260 millions, dont 60% seraient à charge de la Tanzanie et 40% de la Zambie. La capacité de transport envisagée suffirait à répondre aux besoins de la Zambie et il resterait encore une marge de capacité supplémentaire pour la Tanzanie qui prévoit la mise en valeur des ressources agricoles et minières dans les hauts plateaux méridionaux du pays. Il est à noter qu'en mai 1967, l'URSS a accordé \$ 6 millions à la Zambie pour l'achat de matériel scientifique et qu'elle lui a fourni une aide économique et technique pour des travaux d'électrification

des campagnes et de construction de routes, cependant, dès juin 1967, l'aide de la Chine avait déjà dépassé celle de l'Union soviétique : en effet, un prêt sans intérêt de \$ 17 millions a été accordé par ce pays pour financer les dépenses d'équipements de divers projets. Depuis lors, la Chine n'a cessé d'accorder une importance toute particulière à cette région d'Afrique tant en ce qui concerne l'aide que les échanges commerciaux. Le projet de chemin de fer de Tanzanie représente un investissement à caractère politique de premier ordre et un échec dans ce domaine serait particulièrement désastreux pour le prestige de la Chine.

5. Outre cet important projet, un crédit de \$ 50 millions octroyé en 1967 par la Tchecoslovaquie à l'Algérie doit être mentionné. Divers pays d'Europe de l'Est ont accordé des prêts à la Tunisie (\$ 52 millions en 1968) et au Soudan (\$ 37 millions en 1967 plus un autre crédit dont le montant est inconnu en 1969 accordé par la ZOS Allemagne. La Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal auraient bénéficié ces trois dernières années de prêts moins importants fournis par l'Union soviétique et par la Chine communiste.

6. En ce qui concerne l'ASIE l'Afghanistan, par tradition l'un des principaux bénéficiaires de l'aide soviétique, a obtenu en 1968 de ce pays un nouveau crédit de \$ 132 millions destiné à financer des projets industriels dans le cadre du troisième plan quinquennal. En 1967, le Pakistan a reçu de nouveaux prêts de la Chine (\$ 7 millions) et en 1968 (\$ 42 millions), et récemment (en 1969) l'URSS lui a accordé un nouveau crédit de \$ 20 millions. Ainsi à la fin de l'année 1969, le total des crédits accordés par la Chine communiste à ce pays depuis 1954 s'élevait à \$ 109 millions, l'Union soviétique ayant, quant à elle, accordé \$ 203,1 millions. Au Népal, la Chine a confirmé sa position en tant que source principale d'aide communiste en ajoutant 2 millions de dollars aux 63 millions accordés précédemment.

7. En AMERIQUE LATINE, les engagements nouveaux résultent en grande partie du regain d'intérêt que portent l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est aux échanges avec cette région du monde. Le Chili a obtenu \$ 55 millions de l'Union soviétique en 1967 et \$ 5 millions de la Tchecoslovaquie, en 1968. L'Uruguay a reçu 10 millions de dollars de la Hongrie en 1967 et 20 millions de l'URSS en 1969. L'Equateur a accepté \$ 5 millions de la Tchecoslovaquie en 1967 et \$ 5 millions de la Pologne en 1969. L'Argentine a bénéficié d'un crédit de \$ 5 millions octroyé par la Pologne en 1968; le Pérou a reçu \$ 6 millions de la Tchecoslovaquie en 1969 et la Colombie \$ 2,5 millions de l'URSS, en 1968.

8. Bien que le nombre des pays bénéficiaires augmente régulièrement depuis 1954 pour atteindre le chiffre total de 42 vers le milieu de l'année 1969, l'une des caractéristiques principales et permanentes de l'aide communiste est d'être concentrée sur un petit nombre de pays. Sur le total de \$ 10,4 milliards octroyés jusqu'à présent, 36% ont été alloués à deux pays, l'Inde et la RAU. Trois autres pays (Iran, Indonésie et Afghanistan) ont absorbé 25%. Parmi les autres pays qui reçoivent une aide importante du camp communiste figurent l'Irak, la Syrie et le Pakistan. En Afrique, dont la part représente 17% des engagements, l'Algérie, la Guinée et le Mali sont les principaux bénéficiaires de l'aide communiste promise jusqu'à présent.

9. Il semble bien que l'objectif essentiel des activités d'aide économique de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est soit encore le Moyen-Orient et les pays musulmans voisins tels que l'Algérie et la Tunisie, à l'Ouest, l'Afghanistan et le Pakistan à l'Est, le Soudan au Svd. En dehors de l'intérêt que la Chine communiste a toujours manifesté à l'égard de ses voisins asiatiques (Pakistan, Népal, Cambodge), elle accorde une attention particulière à la Corne de l'Afrique (Ouganda, Kenya, Somalia) et aux régions limitrophes comme l'ont récemment souligné son projet d'aide à la Tanzanie et à la Zambie et l'intérêt qu'elle porte au Sud Yémen.

(b) Bilan de l'exécution des engagements

10. Les références à l'importance et à l'évolution de l'aide économique "accordée" (1) sont intéressantes en tant que déclarations d'intention officielles approuvées à la fois par le pays donateur et par le pays bénéficiaire et en raison des indications précieuses qu'elles donnent sur l'orientation et l'ampleur probables des livraisons au titre de l'aide économique des pays communistes au cours des années à venir. Cependant, ces chiffres ne permettent aucune évaluation de l'aide effectivement reçue par les pays en voie de développement. Alors que les pays communistes donateurs font une large publicité à chaque nouveau crédit qu'ils accordent, au titre de l'aide, les informations officielles sur les montants annuels de l'aide réellement utilisée, sont rares et généralement imprécises. Les experts occidentaux se trouvent donc aux prises avec la tâche difficile d'estimer ce que les pays en voie de développement obtiennent réellement à la suite des promesses des pays communistes.

11. Au cours de la période 1954-1961, l'écart entre le montant des engagements et le volume réel de l'aide des pays communistes s'est creusé rapidement. En 1962 et en 1963, les tirages ont dépassé le montant peu élevé des nouveaux crédits accordés. Mais lorsqu'au cours des trois années suivantes les engagements ont atteint des niveaux records, l'écart entre les "promesses" et les "réalisations" s'est à nouveau élargi considérablement et est resté, depuis lors, très important. A la fin de 1969, sur un total de \$ 10,4 milliards accordés depuis 1954, \$ 4,4 milliards seulement ont été utilisés.

12. La plupart des programmes d'aide, tant occidentaux que communistes, se caractérisent par un délai considérable entre l'octroi des crédits et leur utilisation par le pays en voie de développement bénéficiaire. L'insuffisance de compétences techniques et la pénurie de personnel administratif et de direction qualifié retarde l'exécution des programmes. Pour résoudre ces problèmes, les pays communistes ont fourni, dès le début des programmes, une assistance technique aux pays en voie de développement, mais ils ont rencontré des difficultés imprévues. Les économistes soviétiques n'ont découvert qu'assez récemment l'un des problèmes auxquels se heurtent le plus fréquemment les programmes d'aide, à savoir, la capacité limitée des pays bénéficiaires à absorber de nouveaux biens d'équipement. La plupart des pays en voie de développement ont été incapables de fournir la contre-partie en monnaie locale, indispensable à la mise en oeuvre des projets. L'Union soviétique

(1) Voir note au bas de la page 27

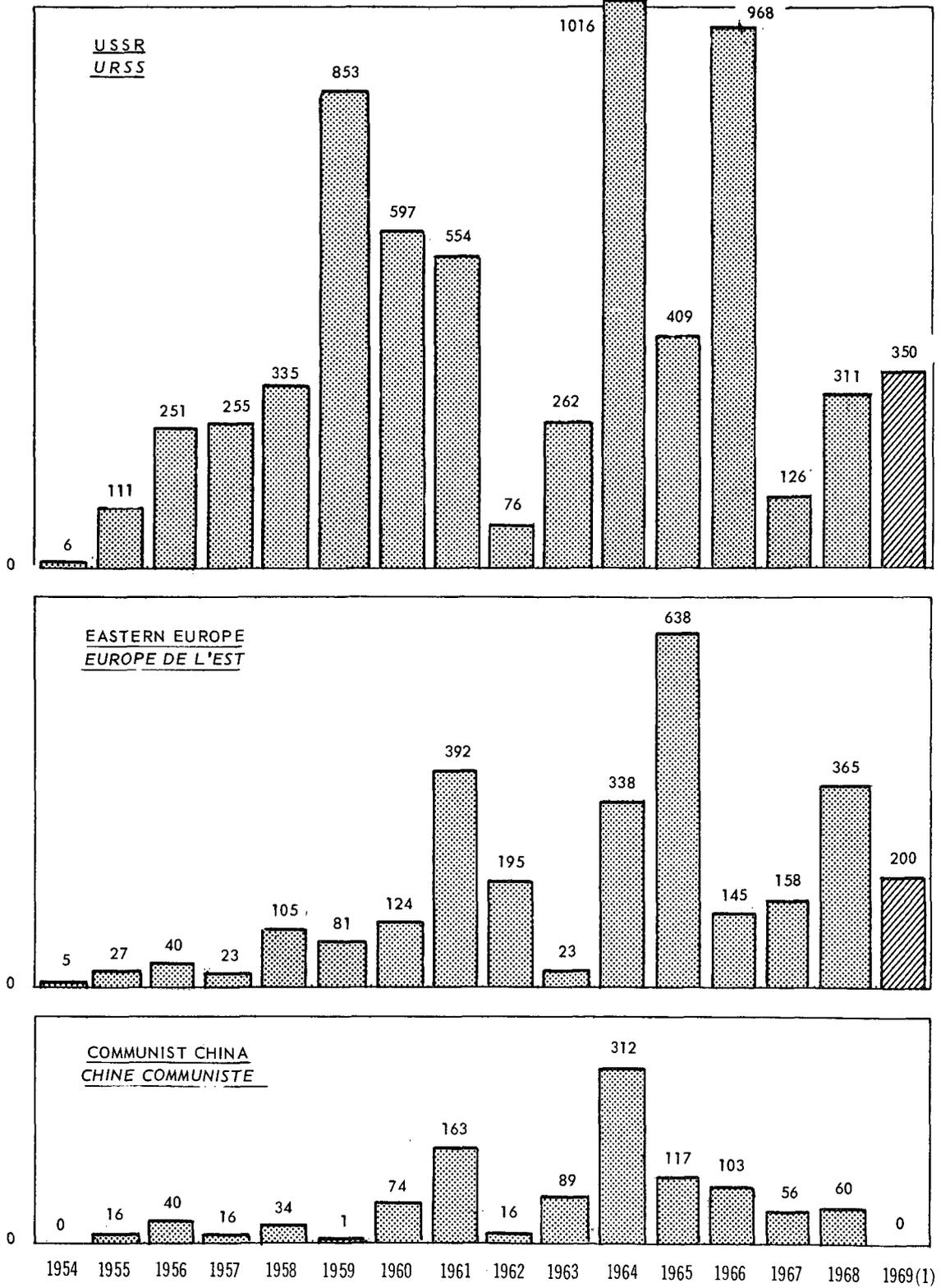
DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

GRAPH I - GRAPHIQUE I

ECONOMIC AID EXTENDED BY COMMUNIST COUNTRIES
AIDE ECONOMIQUE DES PAYS COMMUNISTES - ENGAGEMENTS

(1954 - 1969)

(IN MILLION US \$) - (EN MILLIONS DE \$ US)



(1) Provisional estimate on the basis of half year's results

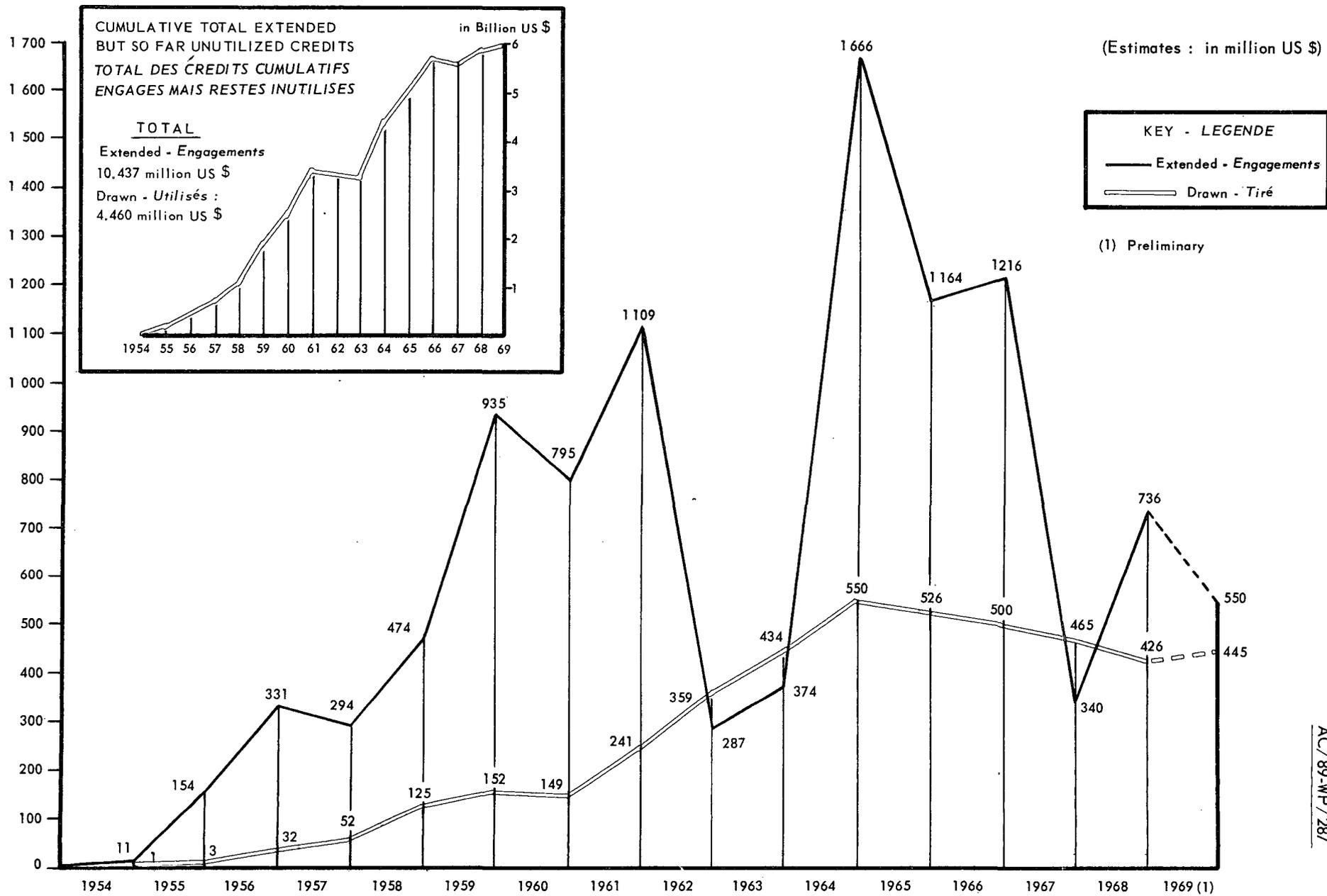
a dû se résoudre à consacrer près de 5% du total de ses livraisons d'aide à des biens de consommation, dont la vente sur les marchés locaux permet d'obtenir au moins une partie du montant en monnaie nationale nécessaire à l'exécution du programme. La nature même des projets d'aide des pays communistes dont l'ampleur est parfois très considérable explique aussi le délai entre l'octroi de l'aide et son utilisation. Par exemple, le premier crédit accordé par l'Union soviétique à la RAU pour la construction du barrage d'Assouan remonte à décembre 1958. Les travaux ont commencé en 1960 et l'ensemble du projet devrait, en principe être achevé vers le milieu de 1970. Les tirages sur ces crédits ont commencé lentement deux ans après la signature du premier accord, et ont atteint leur apogée en 1964-1965 au moment où le premier remboursement semble avoir été effectué; ils ont diminué en 1966, mais ils se sont accélérés en 1967. Ainsi, les tirages auront été répartis de façon irrégulière sur une période de 12 ans alors que, dans ce cas particulier, le projet pourrait être achevé plus tôt que prévu.

13. Dans l'ensemble, les délais de mise en oeuvre de l'aide économique soviétique supporte plutôt mal la comparaison avec ceux de l'aide occidentale. L'Union soviétique n'a découvert qu'en 1961 le type d'accord "clés en main", depuis longtemps utilisé par les pays occidentaux et qui couvre la fourniture non seulement de matériel, de matières premières et de connaissances techniques, mais aussi des bâtiments et d'installations. Alors que dans le passé l'Union soviétique s'est efforcée de limiter sa responsabilité dans la réalisation des projets, elle accorde maintenant beaucoup moins d'ouvertures de crédits importants sans affectation précise et elle tient compte davantage de l'opportunité des projets proposés. Ainsi en 1968, avant de prendre un engagement ferme envers le Brésil, le Nigéria, et le Pakistan, l'URSS a voulu attendre le résultat des études sur les possibilités de réalisation des projets.

14. A la fin de 1969, le total des crédits inutilisés a atteint un montant record de près de \$ 6 milliards. Au rythme actuel de mise en oeuvre, ce montant suffirait à financer le programme d'aide communiste pendant les treize années à venir, même si les pays communistes ne prenaient aucun nouvel engagement au cours des prochaines années. Le taux d'utilisation des crédits accordés par la Chine communiste (50%) est légèrement supérieur à celui de l'aide soviétique (46%). Les résultats apparemment médiocres des pays d'Europe de l'Est (moins de 40% de l'aide accordée a été utilisée à la fin de 1969) sont dus au fait que ces pays ne se sont sérieusement engagés dans ce genre d'activités qu'au cours de ces dernières années. En effet, 55% du montant total des crédits des pays de l'Europe de l'Est ont été octroyés pendant les cinq dernières années.

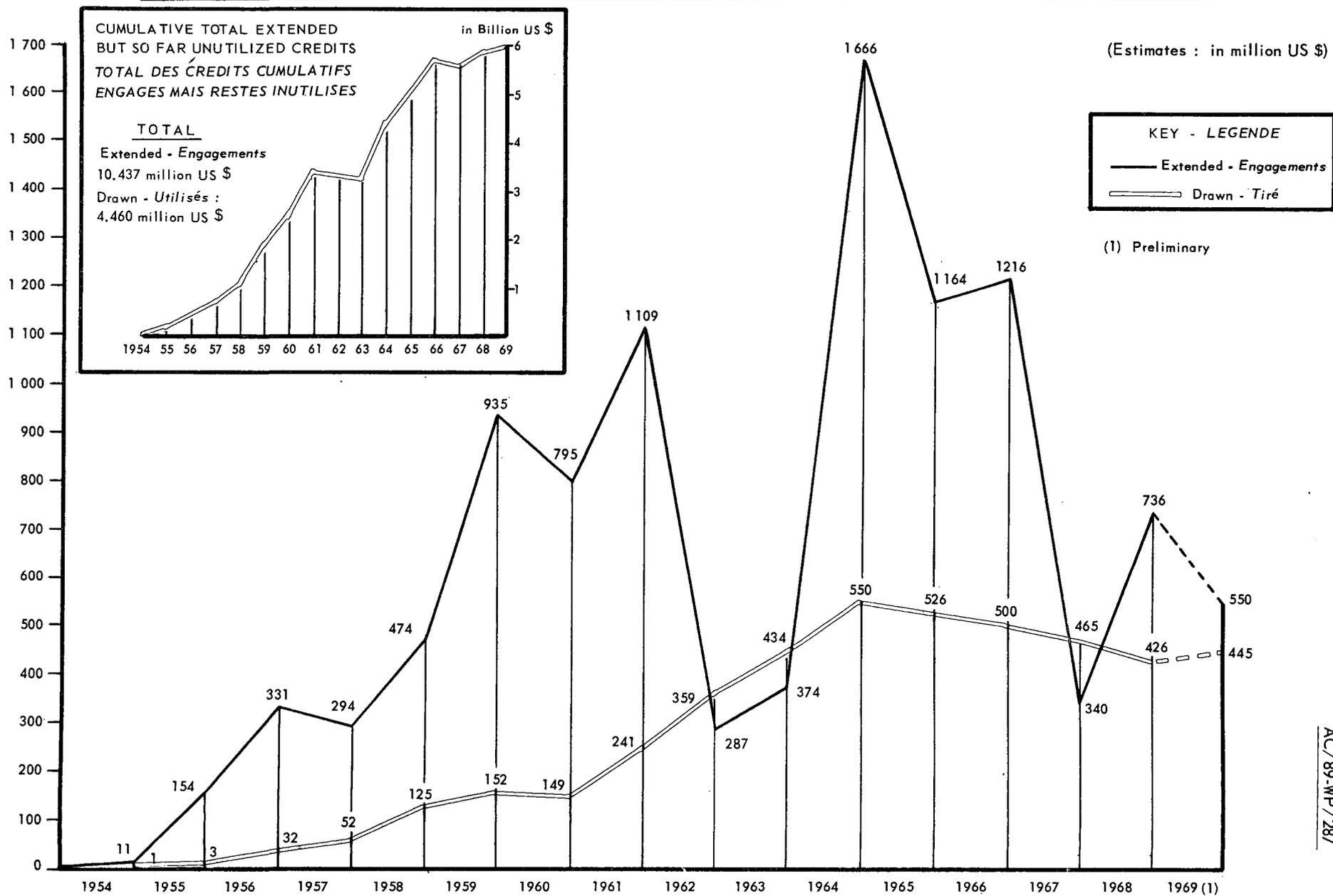
GRAPH II - GRAPHIQUE II

ECONOMIC AID DRAWN BY DEVELOPING COUNTRIES ON COMMUNIST COUNTRIES COMMITMENTS (1954-69)
 AIDE ECONOMIQUE - TIRAGES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SUR LES ENGAGEMENTS DES PAYS COMMUNISTES (1954-69)



GRAPH II - GRAPHIQUE II

ECONOMIC AID DRAWN BY DEVELOPING COUNTRIES ON COMMUNIST COUNTRIES COMMITMENTS (1954-69)
 AIDE ECONOMIQUE - TIRAGES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT SUR LES ENGAGEMENTS DES PAYS COMMUNISTES (1954-69)



(c) Livraisons au titre de l'aide économique en 1967 et 1968

15. Les tirages annuels effectués par les pays en voie de développement se sont accrus progressivement entre 1954 et 1964, année au cours de laquelle ils ont atteint un maximum d'environ \$ 560 millions pour diminuer ensuite régulièrement et passer de \$ 490 millions en 1966 à \$ 465 millions en 1967 et \$ 426 millions en 1968. Pour 1969, les tirages peuvent être estimés à près de \$ 450 millions. Ce fléchissement provient en grande partie d'une diminution régulière de l'aide accordée par l'Union soviétique, qui est de loin la source communiste la plus importante en matière d'aide économique. Les livraisons de la Chine communiste au titre de l'aide ont également diminué par rapport au maximum atteint en 1966, tandis que les pays d'Europe de l'Est ont quelque peu augmenté le volume de leurs livraisons au cours des années suivantes.

16. Cependant, cette diminution globale des livraisons au titre de l'aide au cours des récentes années ne doit pas dissimuler le fait que dans certains cas ces livraisons ont continué au rythme antérieur et se sont même accélérées. Outre un flux d'aide soviétique légèrement réduit, bien que toujours important, destiné à la RAU, à l'Inde et à l'Afghanistan, les livraisons à l'Iran et à l'Algérie en provenance de l'URSS se sont accélérées tandis que celles à la Syrie et à la Somalie ont repris avec une certaine vigueur. De même, les livraisons des pays d'Europe de l'Est à l'Iran et à la Syrie se sont ajoutées au flux destiné aux pays bénéficiaires habituels tels que la RAU, l'Inde et l'Indonésie (où l'aide venant d'autres sources communistes s'est tarie). Les principaux bénéficiaires de l'aide chinoise - Népal, Cambodge, Ceylan et Yémen - ont continué à effectuer régulièrement des tirages sur les crédits octroyés, tandis qu'une accélération des livraisons au Pakistan et à certains pays africains comme la Tanzanie a été enregistrée.

17. Au cours des trois dernières années, il n'y a pas eu de modification notable dans la destination des livraisons au titre de l'aide. Plus de la moitié de ces livraisons en provenance de l'Union soviétique a été destinée aux pays du Moyen-Orient (surtout à la RAU et plus récemment à l'Iran). Comme précédemment, un tiers a été dirigé vers l'Asie (Inde et Afghanistan) et environ 15% vers l'Afrique (Algérie et Somalie). La répartition géographique de l'aide effectivement livrée par les pays d'Europe de l'Est suit étroitement le schéma fixé par l'Union soviétique : près de 60% sont allés à des pays du Moyen-Orient (RAU, Syrie, Iran) environ un tiers à l'Asie (surtout Inde et Indonésie) et environ 6% à l'Afrique (Ghana, Guinée, Tunisie, Algérie); le Brésil et l'Argentine n'ont reçu que des montants symboliques. L'aide chinoise est distribuée de façon plutôt différente : plus de la moitié des livraisons est concentrée sur les pays d'Asie (Népal, Pakistan, Cambodge, Ceylan). La quasi totalité du reste est destinée à l'Afrique (Tanzanie, Algérie), tandis qu'au Moyen-Orient, le Yémen reste l'objectif principal de la Chine communiste. Cette répartition géographique explique que tout en ne représentant que moins du quart des crédits soviétiques, l'aide chinoise réellement fournie a dépassé en volume celle de l'URSS dans un certain nombre de pays d'Afrique (Tanzanie, Zambie, Ouganda, Mauritanie, Mali), ainsi qu'au Népal.

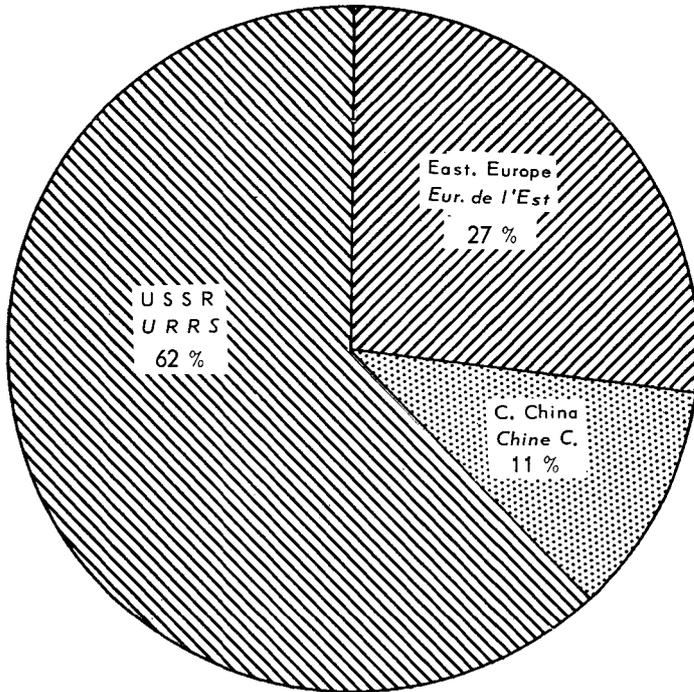
GRAPH III - GRAPHIQUE III

**CONTRIBUTION OF VARIOUS COMMUNIST COUNTRIES IN TOTAL COMMUNIST AID TO THIRD WORLD
CONTRIBUTION APPOREE PAR LES DIVERS PAYS COMMUNISTES A L'AIDE COMMUNISTE AU TIERS-MONDE**

(1954 - 1969)

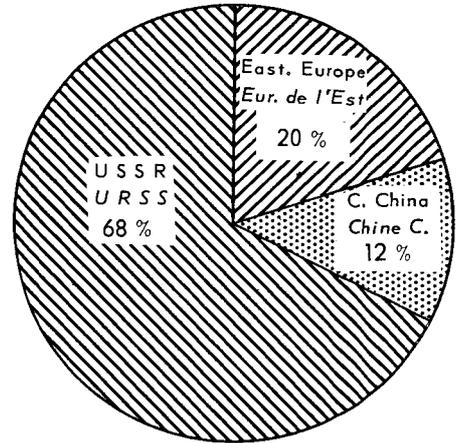
EXTENDED - ENGAGEMENTS

TOTAL 1954-1969
\$ 10,437 million
(100)



DRAWN - TIRE

TOTAL 1954-1969
\$ 4,460 million
(43% of extended)

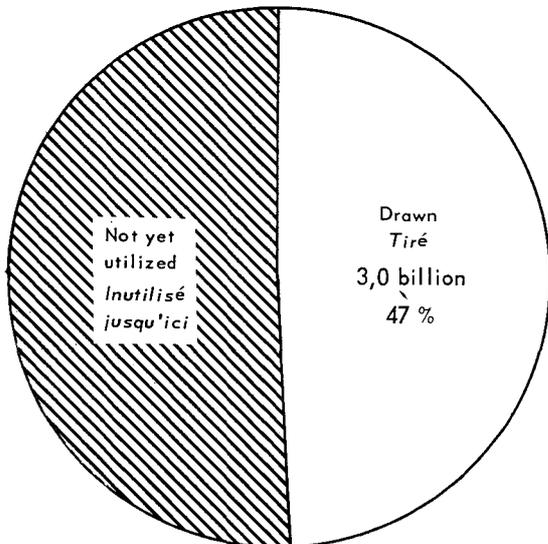


SHARE OF EXTENDED AID ACTUALLY DRAWN

POURCENTAGE DE L'AIDE OCTROYEE QUI A ETE EFFECTIVEMENT TIRE

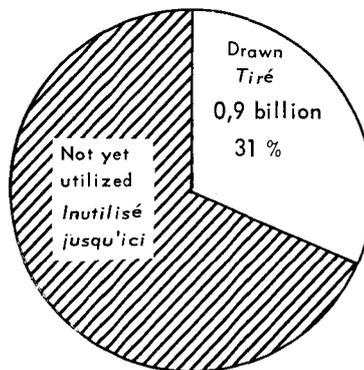
USSR - URSS
TOTAL 1954 - 1969

Extended - Engagements :
6,5 billion



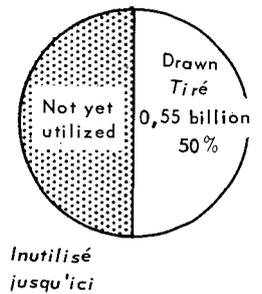
EAST. EUROPE - EUR. DEL'EST

TOTAL 1954 - 1969
Extended - Engagements
2,9 billion



C. CHINA - CHINE C.

TOTAL 1954 - 1969
Extended - Engagements
1,1 billion



DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

18. Bien que peu d'informations détaillées sur la composition de l'aide communiste soient disponibles, selon les sources soviétiques environ 70% des crédits soviétiques effectivement utilisés sont destinées à l'industrie lourde. De tous temps, les secteurs de l'industrie des métaux ferreux et non ferreux, de l'électricité hydraulique et thermique, et des industries mécaniques et métallurgiques ont été les principaux bénéficiaires de l'aide soviétique. Les industries légères, les transports et les télécommunications, le matériel agricole interviennent pour environ 20%, tandis que les 10% restants se composent surtout de livraisons de produits de base et de produits alimentaires et d'assistance technique non affectée à un projet particulier et d'assistance financière (financement des déficits commerciaux, ou prêts en numéraire). L'aide des pays de l'Europe de l'Est est répartie en sommes moins importantes sur un éventail plus large de projets; les livraisons dans le cadre d'accords d'aide économique suivent étroitement la structure par produit des échanges commerciaux des divers pays. Les livraisons de matériels industriels légers y jouent un plus grand rôle que dans l'aide soviétique. Chaque pays de l'Europe de l'Est exporte sa propre gamme de biens d'équipement. Ainsi, en dehors d'équipements pour l'industrie légère et des machines agricoles, la Roumanie fait surtout porter ses efforts sur le matériel de prospection et d'exploitation pétrolière; la Tchécoslovaquie, quant à elle, est plutôt orientée vers les secteurs des machines utiles, de l'équipement pour l'industrie textile et la fabrication de chaussures, ainsi que vers les matériels et usines destinés à l'industrie alimentaire. La Chine communiste s'est intéressée aux projets nécessitant une main-d'oeuvre abondante (construction de routes, projets agricoles pilotes) ainsi qu'aux livraisons d'usines pour l'industrie légère (textile, produits alimentaires, ciment); dans ses efforts pour surpasser l'Union soviétique elle n'a pas hésité à octroyer des prêts en nature (produits de base) voire en espèces, à un certain nombre de pays où l'Union soviétique avait marqué une certaine réticence à accorder ce genre d'aide financière.

(d) Assistance technique

19. Outre le rôle joué par les techniciens qui, dans le cadre des projets de développement, aident les pays bénéficiaires à absorber les biens d'équipement livrés par les pays communistes, un nombre croissant d'enseignants, de conseillers, de planificateurs et de médecins ont été envoyés ces dernières années surtout dans les pays africains pour prêter leur concours sans liens directs avec un projet déterminé. Contrairement aux pays occidentaux, l'assistance technique fournie par les pays communistes est rarement gratuite. Toutes les dépenses, y compris les traitements, indemnités, frais de voyage, frais médicaux et assurances, sont considérées comme faisant partie du coût du projet et doivent être remboursées avec intérêt conformément aux modalités des prêts communistes. Le personnel non affecté à un projet déterminé doit être rémunéré par le pays bénéficiaire et est envoyé dans le cadre d'accords spéciaux ou même, comme c'est le cas pour les techniciens d'Europe de l'Est en Libye et en Tunisie, dans le cadre de contrats commerciaux. La seule exception à cette règle portant le remboursement des frais de l'assistance technique à charge du pays bénéficiaire, est constituée par les projets d'aide gratuite mais ceux-ci n'ont d'importance notable que dans les programmes d'aide financés par la Chine communiste.

20. Entre 1954 et 1964 le nombre de techniciens civils en poste dans les pays en voie de développement n'a cessé de croître à un rythme correspondant à celui des livraisons au titre de l'aide. Cependant, lorsque celles-ci ont amorcé un ralentissement en 1965, l'envoi de personnel non affecté à un projet particulier, a eu pour conséquence que l'assistance technique communiste - évaluée en fonction du nombre de techniciens en poste dans ces pays - a encore progressé et qu'elle a atteint son maximum en 1966 où l'on comptait 22.200 spécialistes civils répartis dans au moins 34 pays différents. Depuis lors, ce chiffre s'est stabilisé aux environs de 21.200 en 1967 et de 20.900 en 1968, mais répartis dans 43 pays. Au cours du premier semestre de 1969, le nombre total d'experts soviétiques a continué de fléchir en particulier à la suite de l'achèvement d'une nouvelle tranche de travaux du barrage d'Assouan en Egypte, mais cette diminution a été largement compensée par l'accroissement du nombre des travailleurs chinois et par une légère augmentation du personnel d'assistance technique venu d'Europe de l'Est. Ainsi, le nombre total de techniciens des pays communistes au milieu de l'année 1969 s'est élevé à 21.585, dépassant le chiffre de 1967 mais néanmoins inférieur au maximum atteint en 1966. En 1969, 43% seulement de ce personnel (9.285) étaient d'origine soviétique, un tiers (7.385) venait d'Europe de l'Est et près du quart (4.905) de Chine communiste. Ainsi, par rapport au volume d'aide fournie, l'assistance technique joue un rôle relativement plus important dans les programmes est-européens, et surtout dans les programmes chinois, que dans ceux de l'Union soviétique. Il convient cependant de noter que parmi les techniciens chinois figurent un grand nombre de travailleurs employés à des travaux de construction (routes et chemins de fer, par exemple) et que leurs compétences ne sont guère comparables à celles des "techniciens" au sens occidental du terme.

21. Les programmes d'assistance technique communistes se caractérisent toujours par une forte concentration de techniciens dans un petit nombre de pays, mais les pays choisis ont varié au fil des années. Si en 1962 un quart (2.365) du personnel civil communiste était en poste dans neuf pays africains, au milieu de l'année 1969, la présence de plus de la moitié (11.695) a été signalée dans 22 pays africains : Algérie (2.820), Libye (1.970), Tunisie (1.640) et Mali (1.380). Au Moyen-Orient, où, près du quart des techniciens communistes était au travail en 1969, la diminution du personnel en poste en RAU (2.000 en 1967 et 1.200 en 1969) a été partiellement compensée par l'augmentation des effectifs en Iran (passés de 800 en 1967 à 1.385 en 1969) et en Irak (de 850 à 1.040). En Syrie, les techniciens civils communistes sont restés au nombre de 755. En Asie, le chiffre pour 1969 (4.860), qui représente environ 1/5ème du total, a marqué un net recul depuis le maximum de 1966; cette situation résulte soit de l'achèvement de divers ouvrages importants comme en Inde, en Afghanistan et au Népal, soit de la décision prise, pour des motifs politiques, par certains pays d'Asie (Birmanie, Indonésie) de réduire l'aide communiste.

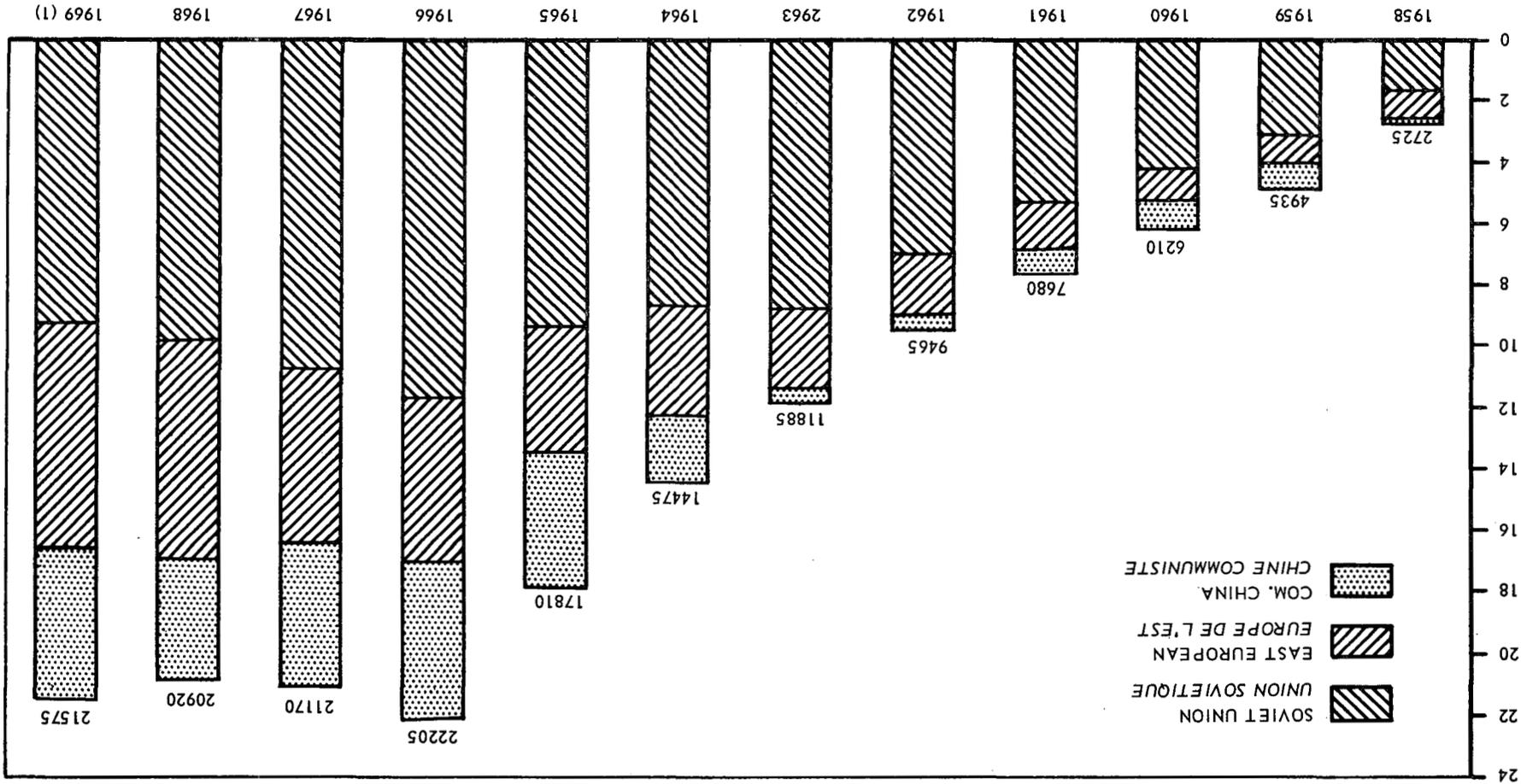
22. En 1969, le pays qui a fait le plus largement appel aux techniciens soviétiques a été l'Algérie (2.000); ces derniers ont surtout été employés dans le domaine médical, dans l'enseignement et la prospection pétrolière et minière. Sur les 9.285 techniciens soviétiques en poste dans 35 pays en voie de développement, 27% se trouvaient dans six pays du Moyen Orient (Iran, RAU, Irak, Syrie, Yémen et Sud-Yémen) et ont travaillé dans le cadre des projets de développement économique : 1.000 d'entre eux ont participé jusqu'à la fin de 1968 aux travaux du barrage d'Assouan en Egypte, plusieurs centaines ont construit un gazoduc en Iran et un nombre important a travaillé au barrage sur l'Euphrate, en Syrie). Malgré une réduction notable des effectifs au cours des dernières années, d'importants groupes de techniciens soviétiques se trouvent encore en Inde et en Afghanistan. L'assistance technique des pays d'Europe de l'Est a été surtout concentrée sur l'Afrique qui héberge environ 72% du total des experts est-européens : on en comptait notamment 1.970 en Libye, 1.430 en Tunisie, et 720 en Algérie. En Libye et en Tunisie, la majorité d'entre eux comprend des ouvriers hautement spécialisés, ou du personnel technique ou médical ne travaillant pas dans le cadre de projets déterminés. Environ 55% des techniciens et travailleurs chinois se trouvaient dans quatre pays d'Afrique équatoriale : Mali, Tanzanie, Guinée et Zambie. Un important contingent de Chinois a exécuté les travaux préparatoires pour la liaison ferroviaire Tanzanie-Zambie et d'autres ont été affectés à des projets de mise en valeur des terres, au Mali. La majeure partie des autres équipes chinoises d'assistance technique a travaillé à la construction de routes au Pakistan (1.000), au Népal (560) et au Yémen (400). Des groupes moins importants ont participé à divers projets au Congo (Brazzaville), en Afghanistan, en Mauritanie, en Algérie et au Cambodge.

23. Une des caractéristiques marquantes de l'assistance technique communiste a été son expansion indépendamment du volume des livraisons au titre de l'aide. Tel est par exemple le cas de la Libye. Jusqu'au milieu de l'année 1969, ce pays n'a accepté aucun crédit de source communiste, mais les pays d'Europe de l'Est y ont envoyé du personnel d'assistance technique en nombre croissant si bien qu'en juillet 1969, un quart des ressortissants de l'Europe de l'Est travaillant dans les pays en voie de développement se trouvait en Libye, constituant ainsi le groupe le plus important de techniciens est-européens au travail dans un seul pays. Par ce biais, l'Europe de l'Est a réussi à combler une certaine lacune dans son système d'aide économique aux pays musulmans allant de l'Algérie au Pakistan.

24. Le personnel d'assistance technique envoyé par l'Union soviétique et les pays de l'Europe de l'Est a été en général bien accueilli par les pays bénéficiaires. Il s'est attiré des éloges pour avoir accepté des conditions de travail difficiles, avoir obtenu dans l'ensemble des résultats satisfaisants et pour ne pas avoir fait ouvertement de prosélytisme en faveur des régimes communistes. Mais le nombre élevé de techniciens soviétiques nécessaire à la mise en oeuvre d'un projet et les charges financières qui en découlent ont quelquefois provoqué certaines appréhensions. La Chine a accordé son assistance technique avec moins de prudence et de réserve que

NON-MILITARY TECHNICIANS FROM COMMUNIST COUNTRIES IN THE DEVELOPING AREAS
(Members at work at the end of each year)
TECHNICIENS NON MILITAIRES DES PAYS COMMUNISTES DANS LES ZONES EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
(Ressortissants en poste à la fin de l'année considérée)

GRAPH IV - GRAPHIQUE IV



For more detailed information see Tables VI and VII of annex
Pour plus de précisions, voir Tableaux VI et VII en annexe
(1) At work mid-1969
En poste mi-1969

l'Union soviétique. Les Chinois ont travaillé à des projets exigeant des compétences moins grandes, mais un travail plus pénible. Les travailleurs chinois envoyés à l'étranger sont parfois soupçonnés de vouloir se lancer dans des formes de propagande plus directes, mais dans les rares cas où le départ de la main-d'oeuvre chinoise a été demandé (Birmanie et Indonésie) cette décision a sans aucun doute été la conséquence plutôt que la cause d'une détérioration des relations politiques avec la Chine.

25. Les pays communistes ont certainement retiré un avantage politique de l'envoi de personnel technique à l'étranger. Le monopole des pays occidentaux dans ce domaine a été brisé et les communistes ont pu exposer leurs conceptions et réalisations techniques dans des pays où elles étaient à peine connues auparavant. Dans les pays bénéficiaires, les contacts avec les techniciens et les travailleurs soviétiques et chinois provoquent des sentiments mélangés à l'égard des institutions communistes et de leur système de valeurs. La concurrence entre les deux grandes puissances communistes a porté préjudice à l'une comme à l'autre. Comme, en général, c'est au compte du pays donateur que sont mises toutes les difficultés, les retards et la mauvaise utilisation du matériel livré, quelle que soit la part de responsabilité des bénéficiaires, le personnel technique a néanmoins largement contribué à la réputation de l'aide économique communiste. En outre, ces experts et techniciens hautement qualifiés ont établi des relations personnelles importantes avec certaines personnes des pays hôtes qui pourraient ultérieurement assumer des fonctions de premier plan dans leur pays respectif. Ainsi il est de notoriété publique que l'Union soviétique a déployé des efforts particuliers pour placer des conseillers auprès de personnalités influentes dans les ministères-clés et dans les projets importants. Bien que le personnel d'assistance technique envoyé par le monde communiste évite soigneusement de donner l'impression de chercher à s'engager dans des activités subversives, il ne fait aucun doute qu'il exerce une influence favorisant les objectifs communistes. Une fois rentrés chez eux, l'expérience acquise par les experts peut, à son tour, être exploitée par les responsables communistes de l'aide à l'étranger, en vue d'améliorer la compréhension des vrais problèmes auxquels se heurtent les divers pays en voie de développement. Pour toutes ces raisons, il est probable que les pays communistes continueront à envoyer un nombre toujours plus grand de techniciens à l'étranger et que l'importance de l'assistance technique par rapport aux autres formes d'aide ne fera que croître.

(e) Bourses pour étudiants et stages de formation technique

26. Depuis 1956 les pays communistes ont organisé divers programmes de formation technique à l'intention des ouvriers hautement spécialisés, des techniciens et du personnel administratif des pays en voie de développement. A leur retour, ils travailleront à des projets mis sur pied grâce à l'aide économique des pays communistes. En 1968 sur un total d'environ 1.650, dont 1.500 nouveaux venus, 70% de ces stagiaires venaient de RAU,

d'Afghanistan, d'Iran et d'Inde où les pays communistes exécutent déjà de grands travaux. Depuis le lancement de ce type d'assistance technique, le nombre des ressortissants de pays en voie de développement ayant bénéficié de tels programmes de formation à la fin de l'année 1969 a été estimé à 18.000. L'Union soviétique a été la première à construire des établissements de formation technique dans les pays en voie de développement. Au cours des dernières années, 20 établissements de ce genre ont été construits par l'URSS et 20 autres sont en voie d'achèvement, la plupart sont situés dans des pays où l'Union soviétique a entrepris de grands travaux.

27. Outre les 1.650 stagiaires techniques originaires de 20 pays en voie de développement, le nombre d'étudiants venus de 76 pays différents pour poursuivre en 1969 des études plus prolongées dans les pays communistes s'élevait d'après les informations disponibles à 16.000. Jusqu'à présent, les programmes communistes de formation universitaire ont touché environ 33.000 étudiants, dont 70% environ ont été formés en Union soviétique. La Chine communiste, qui a pratiquement abandonné ses programmes de formation universitaire depuis la révolution culturelle, n'a accepté aucun étudiant nouveau au cours de la période examinée ici. Le nombre des étudiants se rendant en URSS a diminué au cours des dernières années, Moscou semble en effet vouloir en limiter le nombre à 11.000 ou 12.000, niveau atteint en 1965. Bien qu'ils fassent un choix plus rigoureux que par le passé, les Soviétiques continuent à accueillir un certain nombre d'étudiants n'ayant ni les moyens financiers ni les capacités nécessaires pour pouvoir entrer dans les hautes écoles techniques ou les universités des pays occidentaux. La moitié de ces étudiants est venue des pays africains; environ un quart d'entre eux est originaire du Moyen-Orient, un sixième environ d'Asie et un dixième d'Amérique latine.

28. Les programmes de formation dans les pays communistes, d'étudiants originaires des pays en voie de développement semblent donner - dans l'optique des communistes - de moins bons résultats que l'envoi d'experts à l'étranger. Dans certains cas, les cours de formation politique ont dû être interrompus par suite de protestations officielles. Les étudiants se sont plaints de difficultés d'ordre linguistique, des médiocres conditions de vie, des graves restrictions imposées pour des raisons de sécurité et de la ségrégation raciale. Certains de ces étudiants semblent avoir été profondément déçus par le contraste existant entre les idéaux soviétiques et leur mise en pratique ou même par les programmes de formation que leur proposaient les instituts communistes. Les impressions recueillies par ces étudiants en URSS et dans les autres pays d'Europe de l'Est pourraient ternir l'image des sociétés communistes qui a généralement cours dans les pays en voie de développement. Néanmoins il est peu probable que des stages prolongés dans un milieu communiste ne laisse de marques positives. Des liens personnels se créent et de nombreux étudiants se rendent compte qu'ils peuvent ainsi acquérir une formation dont ils auraient été privés autrement. Quoiqu'il en soit, les résultats assez

médiocres des programmes de formation amèneront sans doute les responsables communistes de l'aide à l'étranger à ne pas pousser leur effort en ce domaine au-delà du niveau actuel. En revanche, il est probable que l'accent sera mis davantage sur la construction d'établissements d'enseignement et de formation sur le territoire même des pays en voie de développement.

B. LE "COUT" DE L'AIDE ECONOMIQUE POUR LES ECONOMIES COMMUNISTES

(a) Part du PNB consacrée par les pays communistes à l'aide économique au tiers monde

29. Pour traduire le "poids de l'aide" en termes statistiques la valeur totale des livraisons effectuées au titre de l'aide est généralement comparée à l'ensemble des ressources dont dispose le pays donateur, exprimé en termes de Produit National Brut. Ainsi, à la deuxième session de l'UNCTAD (Conférence des Nations-unies sur le commerce et le développement) qui s'est déroulée à New-Delhi en mars 1968, la majorité des pays occidentaux a accepté en principe l'objectif du "1% du PNB" que les pays industrialisés devraient consacrer aux moyens financiers nets mis à la disposition des pays en voie de développement, mais n'est toutefois pas parvenue à fixer la date à laquelle cet objectif devrait être atteint. Pour les pays communistes, il est difficile de calculer le pourcentage du PNB aux prix du marché consacré à l'aide économique; en effet, d'une part les livraisons réellement effectuées au titre de l'aide ne sont pas publiées officiellement et, d'autre part, les statistiques communistes ne comportent pas le calcul du PNB. Le présent rapport a dû se fonder sur des estimations américaines pour les estimations du PNB (1). Cette note ne prétend donner qu'une indication approximative de l'importance des fournitures effectuées au titre de l'aide par rapport aux ressources des pays donateurs.

30. Pour évaluer sommairement les conséquences de l'aide sur l'économie des pays donateurs au cours d'une période donnée, il convient de tenir compte des remboursements effectués par les bénéficiaires au cours de cette période. Dans le calcul des montants "nets" de l'aide fournie par les pays communistes, l'importance des remboursements du capital et des intérêts par les pays moins développés est d'autant plus grande que les "dons" ne jouent qu'un rôle négligeable dans ces programmes d'aide. Dans la conception communiste, toute aide octroyée doit être remboursée à l'échéance fixée. Les "dons" ne représentent que 1,5% du total des engagements d'aide soviétique depuis 1954, et moins de 0,5% des crédits octroyés par les pays de l'Europe de l'Est. Les "dons" ne revêtent une certaine importance que dans le cas de l'aide chinoise. En effet, 14% des crédits chinois semblent ne pas devoir être remboursés. Les seuls "dons" enregistrés entre 1967 et le milieu de l'année 1969 ont été accordés par la Chine à la RAU (\$ 21 millions) et au Népal (\$ 2 millions). A ceci s'ajoute un don de moindre importance fait

(1) Congrès des Etats-Unis - Joint Economic Committee :
"Soviet Economic Performance : 1966-1967", pages 16 et 119.

par la Bulgarie à la RAU (évalué à \$ 0,1 million). Depuis 1954, 3% de l'aide communiste aux pays en voie de développement représentent des dons, n'exigeant ni remboursement du capital, ni paiement d'intérêt, les 97% restants sont remboursables.

31. A mesure que le total cumulatif des livraisons faites à crédit s'est accru, le volume des remboursements a nettement augmenté. Les renseignements sur les modalités de remboursement des prêts communistes sont difficiles à obtenir, mais il est possible de les évaluer d'après la durée et les taux d'intérêt en vigueur dans ces pays. La durée normale des prêts soviétiques est de 12 ans, à laquelle s'ajoute un délai de grâce d'un an. Toutefois, alors que par le passé les Soviétiques avaient parfois prévu des délais plus longs - comme en 1963 année au cours de laquelle 18% des prêts ont été accordés pour des périodes de 15 à 25 ans - depuis 1965 les prêts pour des périodes plus courtes n'ont plus un caractère exceptionnel : les "crédits commerciaux" prévus en général pour 5 à 7 ans et, le cas échéant, 10 ans sont devenus plus nombreux. Les pays d'Europe de l'Est ont tenté d'adopter les modalités analogues pour l'amortissement de leurs prêts. Les prêts chinois semblent avoir des durées plus longues (15 à 20 ans). Avant 1965, le taux d'intérêt moyen des prêts soviétiques était d'environ 2,5%. Depuis lors, des taux plus élevés ont quelque fois été appliqués (ils atteignent, par exemple 4% pour les crédits commerciaux), ce qui donne un taux moyen pondéré d'environ 2,8%. Les pays de l'Europe de l'Est ont évolué dans une direction opposée : avant 1964, le taux moyen pondéré d'environ 2,8%. Les pays de l'Europe de l'Est ont évolué dans une direction opposée : avant 1964, le taux moyen pondéré dépassait 3% (3,2% en 1963), mais il s'est depuis stabilisé aux environs de 2,8%. Tous les prêts chinois connus sont, selon les renseignements disponibles accordés sans intérêt.

32. L'ensemble des remboursements de prêts soviétiques prévus depuis 1959, a été estimé atteindre de 825 à 850 millions de dollars à la fin de l'année 1968. Sur ce total, 165 à 175 millions de dollars sont venus à échéance en 1968. Les 3/4 de ce montant représentent le remboursement du capital et le dernier quart les intérêts. Il est difficile de savoir jusqu'à quel point ces remboursements ont effectivement été versés à l'échéance fixée, mais il est bien connu que dans certains cas les pays débiteurs ont demandé de reporter les échéances et que ces demandes ont été acceptées par les pays communistes créditeurs. L'endettement total des pays en voie de développement à la fin de l'année 1968 a été évalué approximativement à \$ 1,9 milliards envers l'Union soviétique, à \$ 0,6 milliards envers les pays de l'Est et à \$ 0,4 milliard envers la Chine communiste. En appliquant la définition occidentale du "montant net" qui correspond à la différence entre les versements bruts et les remboursements de capital, à l'aide économique soviétique il apparaît que le flux "net" de moyens financiers mis à la disposition des pays en voie de développement du monde non communiste pourrait avoir diminué comme suit au cours des 5 dernières années :

TABLEAU I

Flux de l'aide économique soviétique vers les pays
en voie de développement du monde non communiste

Année	Versement brut (mil- lions de \$ des EU)	Remboursement estimatif du capital (mil- lions de \$ des EU)	Flux "net" de l'aide éco- nomique soviétique	
			(millions de \$ des EU)	% du PNB
1964	376	65	311	0,10
1965	356	80	276	0,08
1966	327	110	217	0,06
1967	292	115	177	0,05
1968	252	120	132	0,03

33. En 1968, le montant net de l'aide effectivement octroyée par les autres pays communistes a été évalué comme suit :

TABLEAU 2

Flux de l'aide économique reçue en 1968 par les pays
en voie de développement du monde non communiste en provenance
des pays communistes autres que l'Union soviétique

Pays donateur	Versements bruts (mil- lions de \$ des EU)	Rembour- sements du capital (millions de \$ des EU)(esti- mations)	Flux "net" de l'aide économique	
			(en millions de \$ des EU)	% du PNB (aux prix du marché)
Bulgarie	6	1	5	0,07
Tchécoslovaquie	36	16	20	0,09
Hongrie	15	6	9	0,08
Pologne	27	7	20	0,06
Roumanie	8	3	5	0,03
Zone d'occupation soviétique d'Alle- magne	27	12	15	0,05
Europe de l'Est	119	45	74	0,06
Chine communiste	55	10	45	0,05

34. Il n'est pas étonnant, au vu des estimations ci-dessus, que les pays communistes aient rejeté l'objectif de "1% du PNB" fixé par l'UNCTAD, en faisant valoir que le sous-développement est le résultat du colonialisme et que, le monde occidental étant seul responsable de cette situation, c'est à lui qu'il revient désormais de payer pour aider les pays en voie de développement à résoudre leurs problèmes. Adopter la proposition de l'UNCTAD aurait entraîné l'obligation de multiplier environ par 20 l'effort d'aide consenti par l'Union soviétique et la SOZA, par 16 celui de la Pologne et par 11 celui de la Tchécoslovaquie; ou alternativement il aurait fallu admettre ouvertement que le PNB des pays communistes les plus avancés soit singulièrement faible par rapport à celui des pays occidentaux d'importance comparable.

(b) Incidences sur l'économie des pays communistes de l'aide accordée à des pays non-communistes

35. Calculée en pourcentage du revenu national l'aide économique accordée aux pays en voie de développement du monde non communiste est loin de constituer un fardeau pour les donateurs. Il y a toutefois une exception notable à cette remarque d'ordre général : la Chine communiste est en effet le seul pays moins développé du monde qui fournit de l'aide à des pays dont le revenu par habitant dépasse souvent le sien de manière considérable. En outre, comme la Chine communiste ne peut rivaliser avec les autres pays communistes pour le volume de l'aide accordée, elle n'a pas hésité à offrir des conditions beaucoup plus libérales que celles de pays communistes plus riches (dons, prêts à long terme sans intérêt). Etant donné les dimensions de son économie la charge qu'elle supporte est faible, mais, en 1968, elle était cependant relativement plus lourde que celle de l'Union soviétique. Compte tenu du niveau de vie très bas de sa population et des besoins innombrables auxquels elle doit faire face pour son propre développement, l'aide octroyée par la Chine doit être considérée comme un effort onéreux pour revendiquer la place de chef de file du monde sous-développé.

36. Les engagements d'aide de l'Union soviétique ne peuvent guère être considérés comme une charge, puisque ses livraisons sont loin d'atteindre des proportions importantes et qu'elles ne comportent aucun matériel technique de pointe. De temps à autre, des pressions temporaires se sont probablement exercées sur des secteurs déterminés - comme celui de la production de matériel lourd - lorsqu'il a fallu faire face à des livraisons urgentes, mais, dans l'ensemble, le programme doit être considéré comme une partie annexe du commerce extérieur. Il est d'usage dans le commerce international d'accorder des crédits à long terme pour le paiement du matériel lourd, des équipements ou des usines complètes vendus à l'étranger. A cela s'ajoute la pratique de "l'aide liée" qui est l'une des caractéristiques permanentes de l'aide communiste; suivant cette procédure, la quasi totalité des accords d'aide au développement prévoit la livraison de biens et services provenant exclusivement du pays donateur. Il est donc permis de considérer que l'aide à l'étranger n'entraîne des "dépenses" pour les donateurs que dans la mesure où les exportations financées dans le cadre de cette aide prennent la place

d'autres exportations qui auraient été vendues à d'autres pays ou à des conditions moins avantageuses pour le bénéficiaire. Les crédits à long terme accordés par l'Union soviétique ont, au contraire, stimulés les échanges avec les pays en voie de développement.

37. Néanmoins, les besoins intérieurs soviétiques peuvent se trouver concurrencés par les engagements résultant des programmes d'aide au développement chaque fois que le problème de la répartition des ressources se pose de manière plus pressante et ce, d'autant plus que les secteurs alimentant les programmes d'aide risquent d'être précisément ceux dans lesquels les besoins intérieurs se font le plus gravement sentir. Cette situation peut se présenter par exemple pour les produits chimiques, la métallurgie, les industries mécaniques, les industries électriques et les usines complètes de biens de consommation. Les programmes militaires et spatiaux peuvent limiter les choix des moyens disponibles pour répondre tant aux besoins civils intérieurs qu'à ceux de l'aide à l'étranger. La sélection des pays bénéficiant d'une aide et la lenteur avec laquelle les projets sont menés à bien ont fait l'objet de critiques. Dans d'autres pays communistes, on a aussi reproché aux Soviétiques d'aider des pays non-communistes; en fait, la pratique a montré que l'influence politique de l'Union soviétique ne s'est pas toujours maintenue malgré des dépenses considérables. En outre, les programmes d'assistance technique privent l'Union soviétique de milliers de techniciens et d'ingénieurs hautement qualifiés qui sont envoyés à l'étranger, tandis que de nombreux étudiants venus des pays en voie de développement profitent d'établissements d'enseignement et de logement qui sont quelquefois refusés à la jeunesse soviétique. Tous ces éléments peuvent provoquer parfois un mécontentement hors de proportion avec le coût économique réel du programme; compte tenu de la capacité économique de l'Union soviétique, celle-ci pourrait, si elle le désirait, augmenter très sensiblement son effort d'aide dans les pays en voie de développement du monde non communiste.

38. Parmi les pays d'Europe de l'Est, la Tchécoslovaquie est de loin le plus fortement engagé dans le processus de l'aide. Elle a été, en 1955, le premier pays d'Europe de l'Est à s'occuper de la question. Elle aide un plus grand nombre de pays en voie de développement qu'aucun autre donateur du groupe de l'Est. Le total de ses engagements, en valeur absolue, dépasse celui des pays disposant de ressources économiques plus importantes comme la Pologne ou la zone d'occupation soviétique d'Allemagne, en 1968, ses livraisons calculées par habitant ou en pourcentage du PNB, ont atteint plus de deux fois celles de l'Union soviétique. Même dans ces conditions, il ne semble pas que l'aide aux pays non communistes impose de grands sacrifices à son économie. La plupart des observations relatives aux incidences de l'aide sur l'économie soviétique sont valables pour la Tchécoslovaquie, et notamment les effets stimulants de l'aide sur les exportations de biens d'équipement. Le rendement

médiocre de l'économie tchécoslovaque au cours des dernières années - comparé à d'autres pays d'Europe de l'Est qui n'octroient pas une aide aussi importante à l'étranger - et l'insatisfaction qui en résulte ont toutefois exacerbé le mécontentement latent à l'égard du prétendu fardeau de l'aide. Une autre raison de malaise s'y ajoute encore : la population se rend de plus en plus compte que tout en n'étant pas dirigé par Moscou le programme d'aide de la Tchécoslovaquie est cependant très inspiré par lui, alors que dans le pays des impératifs urgents exigent une véritable réorientation de la répartition des ressources.

39. Les incidences de l'aide aux pays en voie de développement non communistes sur l'économie de la Pologne et de la Hongrie, qui sont après la Tchécoslovaquie les deux sources les plus importantes d'aide communistes, sont moins graves que ne le feraient croire certaines dépêches de presse et autres rapports signalant sans cesse le mécontentement de l'opinion publique. Mis à part les efforts particuliers entrepris pour des raisons de prestige politique, la ZOS d'Allemagne a évité de s'engager dans de grands programmes d'aide à l'étranger. Bien que, sur le plan économique, la ZOS d'Allemagne soit le pays le plus riche de l'Europe de l'Est, elle consacre à l'aide une plus faible partie de ses ressources que les autres pays industrialisés du bloc oriental. Cet état de choses pourrait notamment s'expliquer par le fait qu'elle produit des biens d'équipement présentant un intérêt direct pour l'Union soviétique qui en absorbe déjà la plus grande partie et ne peut donc pas exercer des pressions sur celle-ci pour la faire davantage participer à l'effort économique de l'Europe de l'Est en faveur des pays en voie de développement.

40. Néanmoins, lorsqu'il s'agit d'évaluer le "coût" de l'aide économique pour les pays donateurs communistes, il ne faut pas oublier que ceux-ci ne conçoivent jamais cette aide en termes financiers. Les "crédits" accordés par les pays communistes sont généralement exprimés en roubles ou, éventuellement, dans la monnaie du pays bénéficiaire, mais ils ne constituent qu'une indication du volume de biens matériels à livrer, dont le "remboursement" se fera également sous forme de biens matériels. Le pays donateur communiste est limité par les quantités de biens - principalement des biens d'équipement - disponibles et pouvant être fournis au titre de l'aide. Or la production de ces biens est déterminée par le plan et il est rare qu'un certain volume devienne disponible de manière fortuite; comme, par exemple, à la suite d'un dépassement des objectifs du plan. Les calculs économiques peuvent évidemment devoir céder le pas à des considérations d'ordre politique; pour profiter d'une occasion, les autorités peuvent décider d'affecter à l'étranger des biens destinés à la consommation intérieure. De telles décisions risquent cependant de remettre en question la réalisation du plan et avoir ainsi des conséquences néfastes, hors de proportion avec la valeur en "roubles" des biens en

question. En effet l'une des principales caractéristiques du système de planification centrale est de tendre à utiliser les ressources au maximum et à ne laisser qu'une très faible capacité inemployée pour faire face aux contingences. Ce système réduit ainsi la souplesse des programmes d'aide économique. Lorsque, en application des concepts occidentaux, un rapport est établi entre l'aide et l'ensemble des capacités économiques exprimé en valeur globale, (% du PNB) ce rapprochement a tendance à faire oublier la rigidité de l'économie communiste dans laquelle toute modification subite peut provoquer des perturbations auxquelles une économie de marché, remédierait avec beaucoup plus de souplesse et de rapidité.

(c) Assistance économique mutuelle des pays communistes

41. Lorsqu'il s'agit d'évaluer l'ensemble de la charge que représente, sur le plan économique, les programmes d'aide aux pays en voie de développement, les livraisons aux pays communistes en voie de développement devraient pouvoir être prises en considération. Dans ces pays, les plans actuels de développement économique reposent en grande partie sur les crédits à moyen et long terme destinés à couvrir les achats d'outillage industriel, d'usines complètes et de matériel de transport auprès des pays communistes plus industrialisés, et notamment de l'Union soviétique. Les "programmes d'aide économique mutuelle" entre pays communistes ont débuté après la guerre et, à la fin de la décennie 1945-1955, au moment du lancement des programmes d'aide aux pays non communistes, le montant total des engagements avait atteint une valeur globale d'environ \$ 3,5 milliards, dont 73% octroyés par l'Union soviétique. Depuis lors, près de \$ 11 milliards s'y sont probablement ajoutés (contre \$ 10 milliards accordés aux pays non communistes) fourni à concurrence d'environ 70% par l'Union soviétique. Nombre de ces accords de crédits (les dons sont généralement évalués à environ 12% des engagements) prévoient une assistance technique et des clauses stipulant la construction de bâtiments et l'installation des biens d'équipement achetés. En outre, des établissements d'enseignement et de formation ont été mis à la disposition des pays communistes bénéficiaires. Cette "aide mutuelle" est en général assortie d'un intérêt de 2% et les remboursements annuels sont échelonnés sur 15 ans, à compter de la date de livraison des biens.

42. En l'absence de données officielles précises, il est difficile d'évaluer les tirages effectués sur ces crédits et, à plus forte raison, les remboursements réels du capital. L'étude des incidences de l'aide sur l'économie se complique du fait que presque tous les pays d'Europe de l'Est sont à la fois donateurs et bénéficiaires. En outre, il ne faut pas oublier qu'immédiatement après la guerre l'Union soviétique a pris aux pays d'Europe de l'Est - sous forme de réparations de guerre, d'usines démantelées et de parts dans des sociétés industrielles - des montants

comparables à ceux qu'elle leur a ultérieurement octroyés sous forme de prêts pour le développement. La plupart de ces crédits ont servi à réorganiser la production industrielle des pays bénéficiaires en fonction des besoins soviétiques, ce qui a renforcé leur dépendance vis-à-vis de l'URSS. Les "crédits mutuels" entre l'Union soviétique, la zone d'occupation soviétique en Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie n'ont donc pas été pris en considération dans les évaluations ci-après qui tentent de déterminer l'aide accordée aux pays "en voie de développement".

43. D'après des sources soviétiques officielles (1), sur les 1.560 entreprises industrielles et autres projets prévus jusqu'à présent par l'Union soviétique, environ 890 (soit 57%) ont été achevés avant la fin de l'année 1968. Depuis 1945, 80.000 spécialistes soviétiques auraient été envoyés en poste dans des pays communistes et 40.000 ressortissants de pays communistes auraient reçu une formation en URSS. Il semblerait donc que sur un total de \$ 7,7 milliards engagé par l'Union soviétique depuis 1954 en faveur de pays communistes en voie de développement, environ \$ 6 milliards aient été tirés à la fin de l'année 1968, ce montant comprenant \$ 1,5 milliard versé à la Chine communiste avant 1961 et totalement remboursé avant la fin de l'année 1965.

44. D'autres indications sur l'ampleur réelle de l'aide économique au développement octroyée par le gouvernement soviétique aux pays communistes figurent dans les statistiques commerciales officielles des exportations d'"équipements et fournitures nécessaires pour l'installation d'usines complètes". Pour les livraisons aux pays non communistes, ces chiffres représentent, d'après les estimations occidentales, environ 80% du total des tirages sur les crédits d'aide économique, les 20% restants couvrant les services techniques, les outillages et équipements autres que ceux des usines complètes, les dons et autres accords d'aide au développement (2). En appliquant ces mêmes proportions aux livraisons faites aux pays communistes d'après les statistiques soviétiques officielles, le tableau suivant peut être établi.

-
- (1) EKONOMICHESKAYA GAZETA (Novembre 1968)
(2) Congrès des Etats-Unis - joint Economic Committee.
"Soviet Economic Performance 1966-67", page 119.

TABLEAU 3

Estimation du montant brut de l'aide pour le développement économique accordée par l'Union soviétique aux pays communistes en voie de développement

(millions de dollars des EU)

	Pays communistes d'Europe	Pays communistes d'Asie	Cuba(a)	Total
1964	158	242	57	457
1965	200	106	36	342
1966	245	134	33	412
1967	269	149	50	468
1968 (b)	305	160	50	515

(a) Pour Cuba aux exportations de matériel destiné à l'installation d'usines complètes a été ajouté le montant estimé de l'assistance technique (AC/89-WP/207, page 63).

(b) Chiffres provisoires.

45. Pour l'Union soviétique, le soutien de l'économie cubaine représente une opération beaucoup plus coûteuse que ne sembleraient l'indiquer les chiffres du tableau ci-dessus. D'après les statistiques soviétiques de 1968, le déficit de la balance commerciale de Cuba avec l'URSS s'est élevé à un niveau, jamais atteint auparavant de 346 millions de dollars (exportations soviétiques : \$ 624 millions; importations : \$ 278 millions), ce qui porte le déficit commercial total, financé par les Soviétiques et en augmentation constante depuis 1960, à environ \$ 1,9 milliards. Il faut ajouter que l'URSS a acheté du sucre non raffiné à Cuba à un prix de soutien de 6,1 cents la livre f.o.b., alors que le prix moyen sur les marchés mondiaux passait d'environ 2 cents la livre en 1967 à 1,7 cents en 1968. Les achats de sucre cubain à un tel prix représentent approximativement une subvention supplémentaire de 160 à 180 millions de dollars pour l'année 1968. Ainsi, l'aide non destinée au développement (aide à la balance des paiements et subventions pour le sucre) a été évaluée à environ \$ 465 millions pour l'année. Le total de l'assistance accordée à Cuba (à l'exclusion de l'aide militaire) représentait plus du montant total net de l'aide octroyée par l'Union soviétique au reste du monde et environ 0,12% du PNB estimé de l'URSS.

46. Les autres grands bénéficiaires de l'aide communiste ont été la Bulgarie, la Mongolie et le Nord Vietnam; des montants moins importants ont été affectés à la Roumanie, à la Yougoslavie et à la Corée du Nord. Alors que pendant six ans (1955-1960), les pays d'Europe de l'Est appartenant au COMECON ont reçu 55% de l'aide soviétique aux pays communistes, leur part est tombée à environ 34% au cours des six années suivantes (1961-1966). En 1967 et 1968, une augmentation des livraisons de biens d'équipement et d'usines complètes, notamment à la Bulgarie, a rétabli l'équilibre en faveur des pays de l'Europe de l'Est.

47. La Chine communiste et les pays d'Europe de l'Est (en particulier la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la ZOS d'Allemagne et la Bulgarie) ont veillé à maintenir plus ou moins en équilibre leur balance commerciale avec Cuba. Tous ces pays ont accordé des crédits au développement au titre de projets particuliers ainsi que de l'assistance technique et ils ont accepté d'acheter à prime du sucre cubain non raffiné, mais certains d'entre eux sont parfois restés en deçà du prix de soutien versé par l'Union soviétique. En 1968, leurs livraisons à Cuba au titre de l'aide au développement ont atteint environ \$ 35 millions auxquels s'ajoutaient les subventions pour le sucre évaluées à \$ 80 millions.

48. L'Albanie qui absorbant presque autant de crédits chinois que la Chine communiste, n'en accorde au reste du monde (1), constitue une charge sérieuse pour ce dernier pays. En 1968, les principaux bénéficiaires de l'aide chinoise dans le monde communiste ont probablement été l'Albanie (\$ 70 millions), Cuba (\$ 15 millions) et le Nord Vietnam (\$ 7 millions), tandis que la Corée du Nord et la Mongolie ont reçu des montants moins importants. Le total de l'aide versée aux pays communistes en voie de développement est évalué dans le tableau ci-dessous :

TABLEAU 4

Estimations des montants nets de l'aide économique communiste accordée en 1968 aux pays communistes en voie de développement

Pays donateur	Aide nette au développement (en millions de dollars des EU)	Balance commerciale. Assistance et subventions de prix accordées à Cuba	Montant net de l'aide en pourcentage du PNB (aux prix du marché)	
			Aide au développement	Total de l'aide
(1)	(2)	(3)	(4) = (2)	(5) = (2+3)
Tchécoslovaquie	30		0,13	
Hongrie	8		0,07	
Pologne	20		0,05	
Roumanie	5		0,03	
Zone d'occupation soviétique	25		0,09	
Europe de l'Est Total	83	50	0,07	0,12

Pays donateur	Aide nette au développement (en millions de dollars des EU)	Balance commerciale. Assistance et subventions de prix accordées à Cuba	Montant net de l'aide en pourcentage du PNB (au prix du marché)	
			Aide au développement	Total de l'aide
(1)	(2)	(3)	(4) = (2)	(5) = (2+3)
Union soviétique	315	465	0,08	0,20
Chine communiste	95	30	0,11	0,14
Total général	493	545		

49. Les pays communistes fournissent en crédits 80% de plus aux pays en voie de développement appartenant au monde communiste qu'aux autres. En 1967-1968, l'aide par habitant atteignait dans ces pays communistes 6 d'entre eux totalisant une population de 53 millions) un niveau nettement plus élevé : l'Albanie a reçu par exemple \$ 35 et Cuba \$ 10,5 contre \$ 5,8 pour la Syrie, \$ 3,8 pour la RAU et moins de \$ 3 dans les autres pays. Pour ces quelques pays communistes en voie de développement l'aide octroyée peut se comparer à celle des bénéficiaires de l'aide occidentale les plus favorisés (1). La Chine communiste, qui en est encore aux premiers stades de son développement économique, s'est engagée dans le processus de l'aide mais n'en reçoit aucune. L'URSS a "justifié" sa position particulière en affirmant que la croissance économique rapide du pays est le moyen le plus sûr de parvenir au progrès économique de l'ensemble du monde communiste. En fait, le fossé grandissant qui sépare les pays "riches" des pays "pauvres" souvent dénoncé à l'ouest, est une caractéristique appartenant aussi bien au monde communiste qu'au monde non communiste.

- (1) La liste des bénéficiaires de l'aide officielle nette la plus importante par habitant, d'après les statistiques du Comité d'aide au développement de l'OCDE, s'établit comme suit (moyenne annuelle 1964-67) :
- Territoires français d'outre-mer en Amérique : \$ 177,1
 - Territoire français d'outre-mer en Afrique : \$ 115,7
 - Israël : \$ 44,2; Papouasie et Nouvelle-Guinée : \$ 38,2
 - Jordanie : \$ 31,9; Laos : \$ 23,7; Sud Vietnam : \$ 23
 - Tunisie : \$ 18,9

C. INCIDENCES DE L'AIDE COMMUNISTE SUR L'ECONOMIE DES PAYS BENEFICIAIRES

(a) Généralités

50. L'URSS présente son système économique aux pays en voie de développement comme l'exemple d'un raccourci vers le développement et l'indépendance économique. Lorsque l'Union soviétique déclare qu'en octroyant son aide elle contribue à accélérer la croissance économique, elle considère cette dernière à la lumière de sa propre expérience, d'où son insistance sur la mise sur pied d'une "industrie lourde", planifiée et placée sous contrôle direct du gouvernement. Elle se propose de restructurer la société dans l'esprit des conceptions marxistes et de faire augmenter plus rapidement le nombre des ouvriers dans les grandes unités industrielles que dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat et des services. L'aide soviétique contribue ainsi à promouvoir un modèle de croissance déséquilibrée, caractéristique du système communiste, n'accordant qu'une importance mineure aux secteurs des biens de consommation et négligeant presque totalement le développement de l'agriculture. Bien que cette dernière joue encore un rôle capital dans tous les pays en voie de développement, l'aide que lui consacre l'URSS a été minime : environ 70% des crédits au développement se sont concentrés par exemple sur la production d'acier, les industries mécaniques et métallurgiques, les barrages et les stations hydro-électriques, la prospection et l'exploitation pétrolières et minières et enfin sur les produits chimiques. Les projets agricoles n'ont recueilli que 2% du total octroyé.

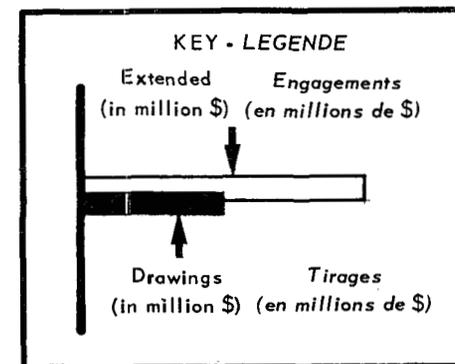
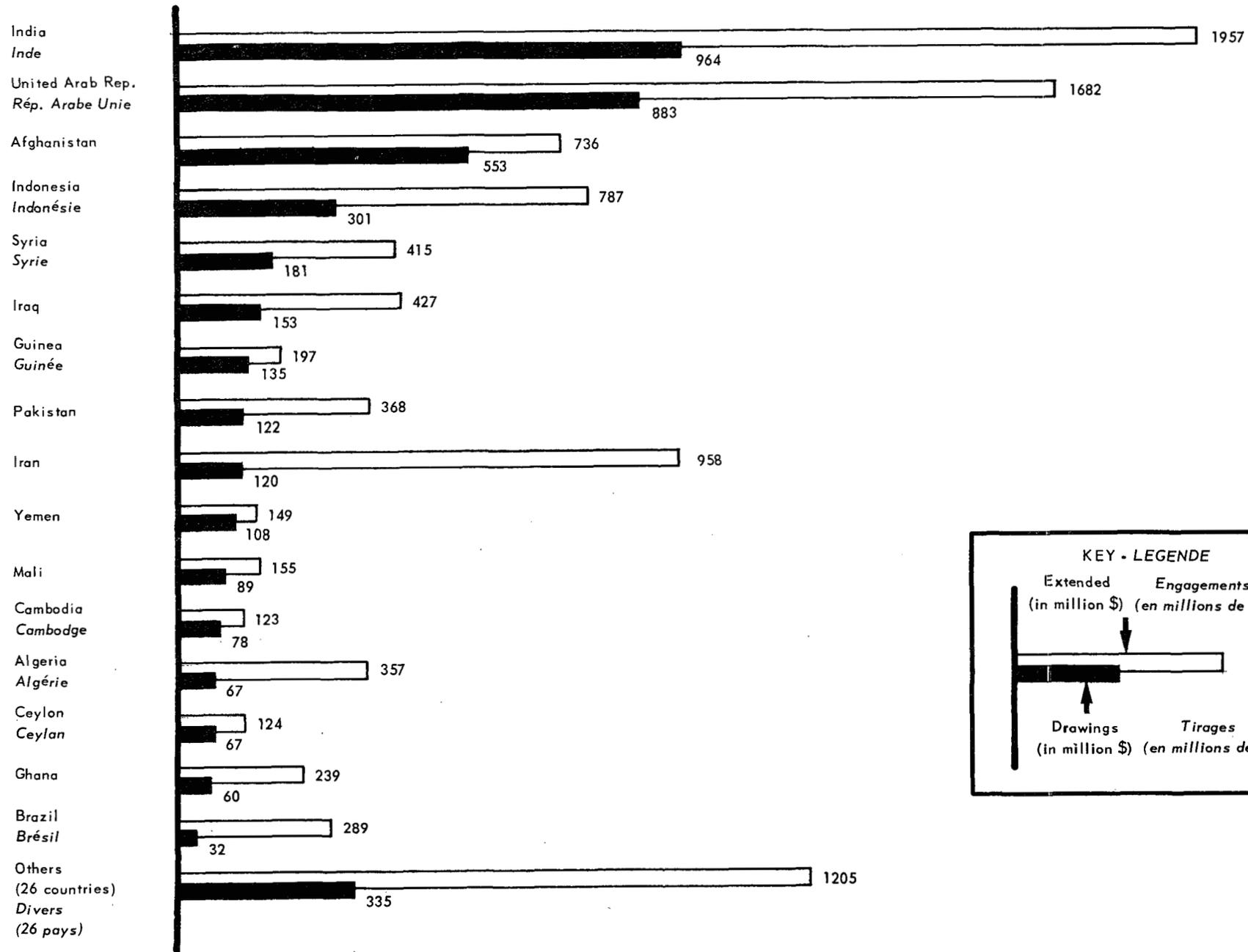
51. Dans le passé, l'Union soviétique a souvent approuvé sans discussion, tout projet envisagé par le pays bénéficiaire, alors que l'aide aux investissements fournie par l'accident ne portait généralement que sur des projets justifiés par une étude approfondie de leur rentabilité. Le système des "ouvertures de crédits globaux" - groupant en un seul ensemble des montants importants pour divers projets non spécifiés - introduit et utilisé par l'Union soviétique jusqu'à la fin des années 50, a parfois abouti à la mise en œuvre, à grands frais, de projets de prestige dont l'inutilité a été depuis lors amplement démontrée. Aujourd'hui encore le capital et les intérêts de crédits ayant servi à la construction de stades, d'hôtels de luxe, de bâtiments officiels, de salles d'expositions et de théâtres, sont remboursés par les pays en voie de développement par le biais d'exportations supplémentaires. Il ne faudrait cependant pas mettre exagérément l'accent sur ces exemples de mauvaise utilisation. L'expérience a démontré à l'URSS qu'un gaspillage de crédits peut avoir des répercussions néfastes pour le prêteur, même s'il n'a pas voulu prendre la responsabilité d'indiquer à des nations souveraines la manière de dépenser l'argent fourni. Ces dernières années, tout nouvel octroi important de crédits a été précédé d'enquêtes de préinvestissement détaillées. Cependant, en Union soviétique l'utilité économique d'un projet donné est évaluée suivant les normes communistes de croissance économique, et, d'autre part, les considérations politiques continuent à

jouer un rôle primordial dans la décision finale l'URSS a, par exemple, entrepris un certain nombre de projets que les pays occidentaux avaient refusé ou bien dont ils avaient été exclus (barrage d'Assouan en Egypte, barrage sur l'Euphrate en Syrie, aciérie de Bokaro en Inde, prospection pétrolière en Irak). La répartition économique optimale des ressources présuppose des analyses très élaborées (coût d'opportunité), difficiles à réaliser en l'absence de statistiques et d'informations financières, complètes et sûres. En outre, les décisions finales des gouvernements ne sont pas dictées par des motifs d'ordre purement économique. Pour les pays en voie de développement, les considérations sociales et politiques (indépendance économique, prestige national) ont souvent joué un rôle décisif, indépendamment de la rentabilité du projet.

52. Les pays d'Europe de l'Est ont fait preuve de plus de prudence en matière d'aide économique, mais leur manque d'expérience n'a pas empêché un certain nombre d'erreurs spectaculaires et bien connues (par exemple, l'envoi en Indonésie d'une raffinerie de sucre équipée pour les betteraves sucrières, alors que le pays ne produit que de la canne à sucre; la livraison à la Guinée de bulldozers conçus pour travailler dans la neige et la glace, etc...). Des efforts ont été entrepris en vue de coordonner l'aide au sein du COMECON. L'Union soviétique est le seul pays capable d'entreprendre des projets à très grande échelle, tandis que les pays de l'Europe de l'Est font porter leurs efforts sur des projets moins ambitieux et plus diversifiés. Ces derniers se sont principalement consacrés aux secteurs industriels ayant un rapport plus direct avec la production de biens de consommation (textiles, chaussures, pneumatiques, ciment, industrie alimentaire, imprimerie). Les pays d'Europe de l'Est sont parfois sous-traitants dans certains grands projets soviétiques et, en général, l'aide qu'ils fournissent complète celle de l'URSS. Ces pays ont lancé récemment une nouvelle forme de collaboration avec les pays en voie de développement : il s'agit de la création dans le pays en voie de développement d'usines "mixtes" où sont assemblés les éléments ne pouvant être produits sur place. Les prêts sont considérés comme une participation dans le capital, la planification de la production se fait en commun et les remboursements consistent en livraisons de biens produits dans l'usine. Cette forme d'aide présente à la fois des avantages pour le prêteur et pour l'emprunteur, mais il est difficile de préciser lequel des deux est le plus favorisé car le système réduit la souplesse de l'économie du pays bénéficiaire en limitant sa liberté de choix en matière d'achats et de livraisons. Ce système, qui a été adopté par la Zone d'occupation soviétique d'Allemagne, la Pologne, la Roumanie et la Hongrie, n'a pas encore atteint une très grande extension, mais il risque de se développer fortement dans un avenir proche.

GRAPH V - GRAPHIQUE V

MOST IMPORTANT RECIPIENTS OF COMMUNIST ECONOMIC AID (1954 - mid 1969)
PRINCIPAUX BENEFICIAIRES DE L'AIDE ECONOMIQUE COMMUNISTE (1954 - mi 1969)



53. La Chine communiste, qui a connu des mécomptes avec le modèle de développement soviétique dans lequel la priorité est accordée à l'industrie lourde, concurrence l'URSS en offrant une variante du modèle soviétique. Les Chinois incitent les pays en voie de développement à être plus autonomes, à préserver leur indépendance et à tenir davantage compte des considérations d'ordre économique dans leurs programmes d'investissements. Les Chinois mettent aussi davantage l'accent sur le secteur agricole car ils voient dans les paysans la principale force révolutionnaire du Tiers monde. De toute évidence, les moyens limités dont dispose la Chine ne lui permettent pas d'accorder des crédits substantiels aux pays en voie de développement, c'est pourquoi ses crédits sont en général destinés à des ouvrages exigeant une nombreuse main-d'oeuvre tels que la construction de routes et de chemins de fer, les petites entreprises d'industrie légère et les projets pilotes en agriculture. Même en limitant ainsi ses efforts, il semblerait, d'après diverses informations que la Chine aurait été incapable de faire face à ses obligations au Népal et en Birmanie et qu'elle aurait dû remplacer les projets qu'elle envisageait à l'origine par des projets moins ambitieux. Néanmoins, dans leur effort en vue de surpasser l'Union soviétique, les Chinois ont parfois livré des produits de base à crédit (riz, blé, sucre) et octroyé à certains pays africains des prêts (peu importants) en devises fortes. Ainsi en 1967, ils ont livré à crédit du blé et des devises d'une valeur totale de \$ 21 millions à la RAU. L'aide chinoise a contribué à la solution des difficultés à court terme de quelques pays en voie de développement, mais elle est insuffisante pour exercer une influence décisive sur les problèmes fondamentaux de la croissance économique.

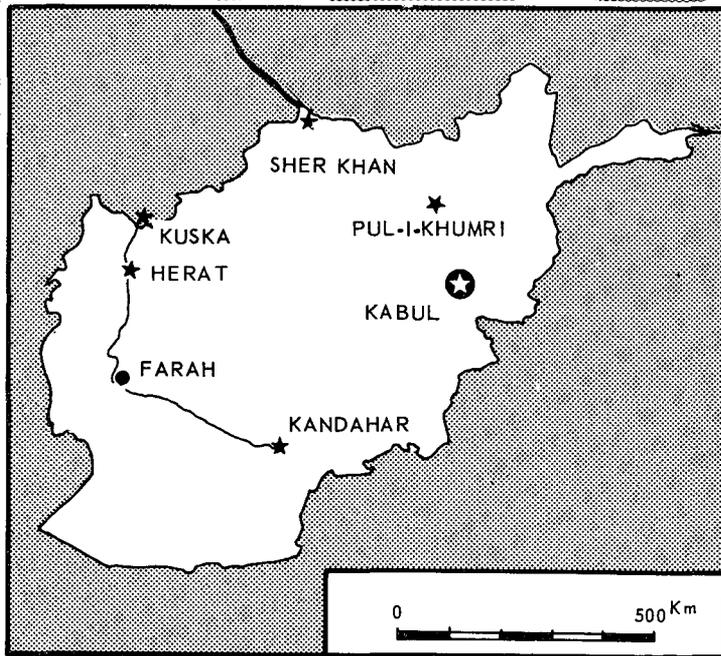
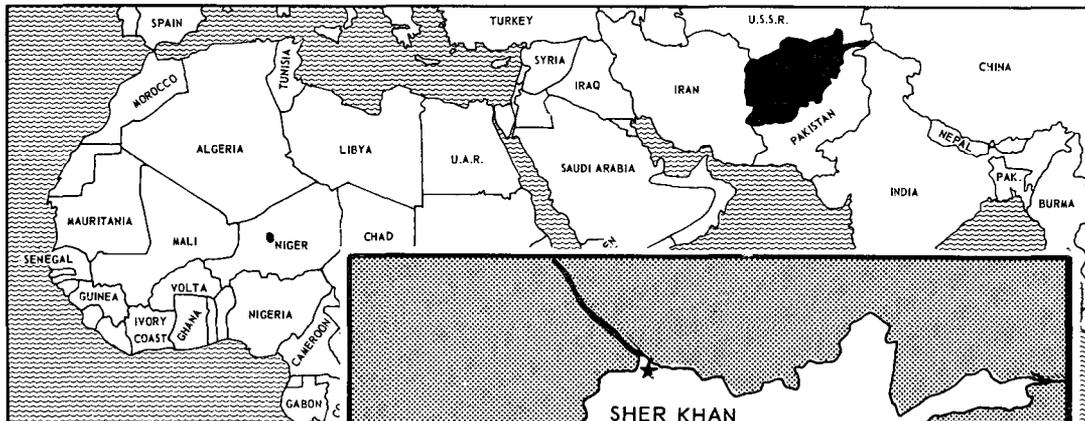
54. Etant donné l'ampleur limitée de l'aide communiste effectivement utilisée jusqu'au milieu de l'année 1969, seule sa concentration intensive pouvait permettre d'exercer une influence sur le développement des pays bénéficiaires. En outre, les programmes d'aide communistes n'ont pris de l'importance qu'après 1961 et, dans la plupart des pays bénéficiaires, les tirages effectués jusqu'à présent sont restés modestes. Sur les 42 pays bénéficiant de l'aide communiste, 26 pays ont jusqu'à présent tiré moins de \$ 50 millions chacun et seuls 4 pays ont tiré plus de \$ 250 millions. Les dimensions économiques des pays bénéficiaires ainsi que le stade de développement auquel ils sont parvenus doivent également entrer en ligne de compte lorsque l'on tente d'évaluer le rôle joué par l'aide dans la croissance économique. Sur les 42 pays considérés, 22 ont une population de moins de 10 millions d'habitants, et seuls 5 pays comptent plus de 35 millions d'habitants. Une aide peu importante accordée à des pays de dimensions réduites où le développement, les ressources et la population ne sont pas très importants (le Yémen, le Mali, et la Guinée, comptent tous moins de 5 millions d'habitants) peut contribuer d'une manière apparemment plus efficace au développement que des livraisons nettement plus importantes à des pays très vastes comme l'Inde, qui compte 524 millions d'habitants.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

55. L'aide communiste n'a permis d'accroître la capacité de production de manière notable que dans un très petit nombre de pays (Afghanistan, République Arabe Unie, Syrie, Irak et Inde). La plupart des autres pays bénéficiaires ont utilisé l'aide reçue pour mettre en place une infrastructure économique : exploration géologique, communications, construction de routes et de voies ferrées, développement portuaire, construction d'aérodromes, hôpitaux, centres et instituts de formation technique comme au Yémen, en Guinée, au Mali et en Somalie. Aucun des pays mentionnés n'a enregistré de résultats économiques sensationnels au cours des dix dernières années, mais il ne faudrait pas en conclure que l'aide communiste est restée sans effet : cette constatation fait au contraire, ressortir le fait que l'aide économique étrangère ne peut remplacer, sur le plan intérieur, l'effort propre des pays en voie de développement.

(b) Pays dans lesquels l'aide communiste a contribué à un accroissement notable de la capacité de production

56 AFGHANISTAN



AFGHANISTAN

Population :
16,1 millions

PIB par habitant (1968):
environ \$ 75

Aide communiste :
total octroyé depuis 1954 :
\$ 736 millions
total des crédits tirés au
milieu de l'année 1969 :
\$ 553 millions
soit \$ 34 par habitant

L'Afghanistan a été le premier pays non communiste à bénéficier d'une aide économique communiste et c'est également celui dans lequel cette aide a contribué de la manière la plus frappante au développement économique. L'aide émanant de sources communistes, principalement d'URSS, est au moins aussi importante que celle qu'octroient les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis et l'Allemagne. L'aide soviétique a commencé dès 1954. Au cours du premier plan quinquennal (1956-1961), environ 1/3 du total des investissements bruts dans le pays a été fourni par l'Union soviétique. Ce pourcentage s'est ensuite accru et est passé à près de la moitié au cours du deuxième plan (1962-1967). Vers le milieu de l'année 1969, un montant de \$ 183,4 millions restait encore à la disposition du pays pour terminer des projets inscrits au deuxième plan et entamer de nouveaux travaux dans le cadre du troisième plan (1963-1973). A ce jour, la participation soviétique au troisième plan représente \$ 127 millions de nouveaux crédits octroyés en 1968 et l'URSS continuera à faire porter sa contribution essentiellement sur les industries de base et les télécommunications. En regard de l'aide soviétique, l'aide accordée par les pays de l'Europe de l'Est (\$ 11 millions au total depuis 1954) et la Chine communiste (\$ 28 millions au total) est négligeable sur le plan économique.

57. Jusqu'à présent, la construction de routes a absorbé une bonne partie de l'aide soviétique. Parmi les principaux ouvrages terminés, il convient de citer la route Kouchka-Herat-Kandahar reliant la région nord-ouest de la frontière soviétique au sud-est du pays. Pour ces travaux, l'URSS a accordé, au milieu de l'année 1959, un don d'environ \$ 120 millions. En outre, la construction de plusieurs ponts, des travaux d'entretien des routes ainsi que des améliorations sur divers aérodromes ont été entrepris. Pour ce qui est de l'énergie, sur une production totale d'environ 350.000 kWh en 1967, plus du quart ont été fournis par une centrale hydro-électrique construite au nord du pays à Pul-I-Khumri avec l'aide des Soviétiques et mise en exploitation en mai 1962. L'URSS a participé à la création d'au moins trois autres centrales hydro-électriques d'une capacité totale de 100.000 kWh dont une partie doit alimenter en électricité la République socialiste soviétique d'Ouzbékistan. Un réacteur nucléaire devait également être mis à la disposition de l'Afghanistan pour des travaux de recherche dans le domaine de l'énergie atomique. Un autre grand projet en cours d'exécution prévoit l'extraction de 2 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, dont 1,5 milliard doit être acheminé vers Duchambé (URSS) par un gazoduc déjà construit grâce à l'aide soviétique. Outre la construction de dépôts de combustibles liquides dans 7 grandes villes, l'URSS construit une raffinerie de pétrole d'une capacité annuelle de 50 à 60.000 tonnes.

58. Dans le domaine de l'industrie chimique, l'Union soviétique étudie actuellement la construction d'une usine d'engrais et l'établissement d'un institut de recherche chimique à Kaboul. La construction d'une aciérie a été envisagée, mais les résultats de l'enquête préalable à l'investissement, menée par l'URSS, ne sont pas encore connus. La principale contribution de la Chine a été l'installation des usines de textiles près de Kaboul, tandis que la Tchécoslovaquie a monté deux cimenteries et une conserverie de fruits. Des ateliers de réparation mécanique ont été créés dans plusieurs villes grâce à l'aide soviétique, et les travaux de construction d'une usine de maisons préfabriquées, de deux minoteries, de silos à grains et de nouveaux entrepôts à Kaboul, ont été menés à bonne fin.

59. Dans le domaine de l'agriculture, plusieurs grands projets d'irrigation comprenant la construction de barrages ont été entrepris par l'Union soviétique, surtout dans le nord du pays. Quatre exploitations modèles ont été créées dans le cadre des travaux d'irrigation. Ces divers ouvrages ont sans aucun doute contribué à augmenter la production agricole et l'Union soviétique a également apporté son aide en envoyant, en général à titre de dons, des quantités importantes de blé (40.000 tonnes métriques en 1959, 50.000 en 1960 et 25.000 en 1963). En outre, des crédits commerciaux (sucre, essence, etc.) ont été octroyés à plusieurs occasions.

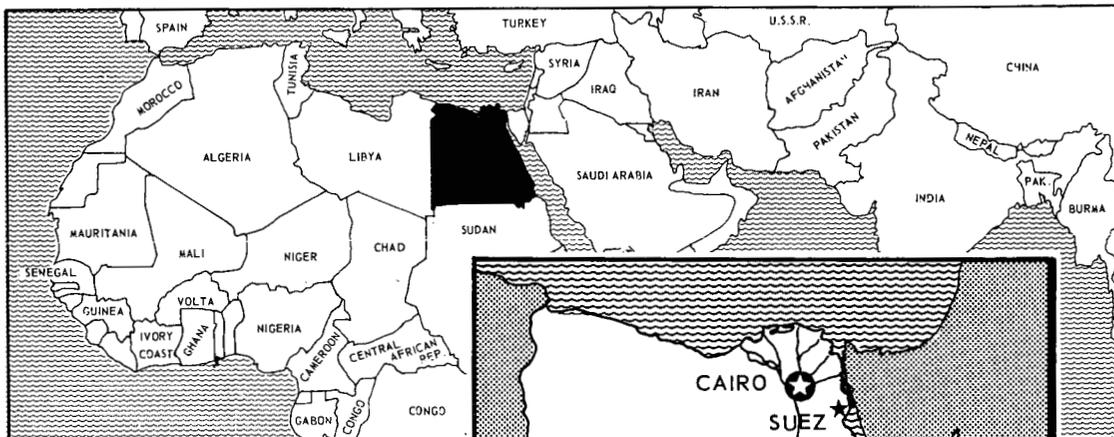
60. Dans le domaine de l'enseignement, divers laboratoires, écoles techniques et instituts ont été construits grâce à l'aide soviétique. Au cours des 5 à 6 dernières années, de 1.000 à 2.000 techniciens civils soviétiques ont participé à la construction de divers projets. Enfin, depuis 1956, près de 900 étudiants et 580 techniciens afghans ont suivi des cours dans des établissements d'enseignement et de formation en Union soviétique ou dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

61. Dans l'ensemble, les Soviétiques semblent avoir contribué de manière notable au développement du pays, ils l'ont aidé à exploiter ses ressources naturelles et l'ont engagé dans la voie de l'industrialisation. Cette évolution a entraîné un resserrement des liens économiques entre l'Afghanistan et les Républiques socialistes soviétiques voisines. Les Soviétiques ont principalement fait porter leurs efforts sur le nord du pays, et les travaux de développement entrepris, par exemple, dans le port de Sher Khan sur l'Amou Daria fournissent une base permanente à partir de laquelle les relations économiques entre l'Afghanistan et l'Union soviétique peuvent être davantage intensifiées.

62. Le degré de dépendance économique de l'Afghanistan à l'égard de l'Union soviétique reste sans égal dans le monde non communiste. En 1967, les importations en provenance de pays communistes ont été évaluées à 63% du total et les exportations vers ces pays ont absorbé 38% des exportations totales. Cependant, l'Afghanistan a toujours réussi à éviter l'ingérence directe de l'URSS dans ses affaires intérieures et a maintenu des relations actives avec les pays occidentaux. Si l'Union soviétique s'est proposée à l'origine d'utiliser la pénétration économique comme un moyen pour attirer ce pays dans son orbite, l'Afghanistan n'en a pas moins réussi jusqu'à présent à poursuivre sa voie autonome de développement politique et économique. Pour l'instant l'URSS semble s'être résignée à considérer qu'il serait plus sage d'utiliser le pays comme un exemple de l'aide soviétique aux pays non communistes, plutôt que de tenter d'en faire par la force un satellite récalcitrant.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

63 REPUBLIQUE ARABE UNIE



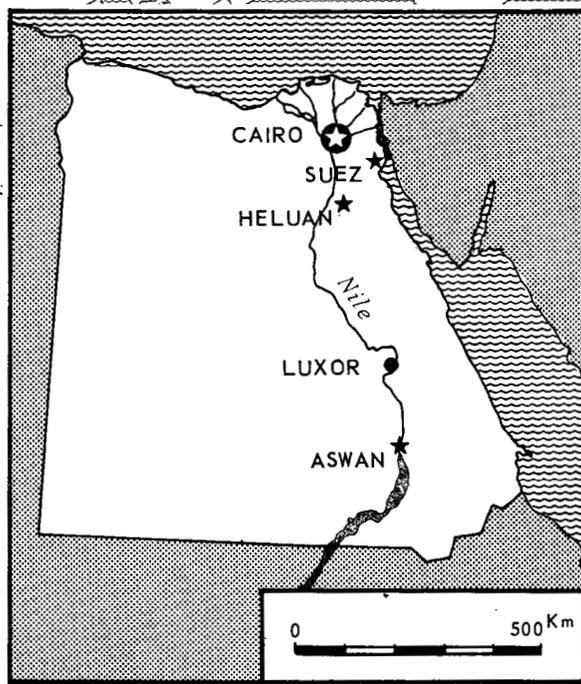
REP. ARABE UNIE

Population (1968) :
31,7 millions

PIB par habitant
(aux prix du marché - 1966) :
\$ 189

Aide communiste :
total octroyé depuis 1955 :
\$ 1.682 millions

total des crédits tirés
à la fin de 1968 :
\$ 883 millions
(soit \$ 28 par habitant)



Après l'Afghanistan, c'est en RAU (Egypte) que l'aide économique communiste a manifestement eu les conséquences les plus directes sur le développement économique, mais à l'encontre de ce qui s'est passé en Afghanistan, les pays d'Europe de l'Est se sont largement associés à l'effort collectif dans lequel la Chine elle-même a voulu jouer son rôle, si modeste soit-il. Depuis 1958, les pays communistes constituent la principale source de crédits du programme d'industrialisation de l'Egypte, dépassant ainsi les pays de l'Ouest dans ce domaine. Il est à noter que les efforts d'aide en RAU constituent la première grande tentative des pays communistes en vue d'étendre leur influence au Moyen-Orient.

64. Le programme a commencé au début de l'année 1958 lorsque l'Union soviétique a ouvert une première "ligne de crédits" de \$ 175 millions. La majeure partie a été destinée à l'industrie métallurgique et en particulier aux forges et aciéries de Hérouan. La prospection et l'exploitation pétrolière sont un autre secteur d'élection de l'aide communiste, mais dans ce cas particulier, les efforts semblent avoir été moins

heureux que ceux de l'Ouest. Les industries mécaniques et chimiques ont bénéficié de crédits de même qu'un certain nombre de projets se rapportant à l'industrie alimentaire, aux textiles et aux chantiers navals. Toujours en 1958 l'URSS a accordé pour la première fois des crédits (\$ 100 millions) pour la construction du barrage d'Assouan, elle y a ensuite ajouté \$ 225 millions en 1960. Les tirages effectués sur les crédits soviétiques au cours du premier plan quinquennal (1960-65) représentent environ 10% du total brut des investissements et près de 25% des investissements réalisés dans l'industrie, l'énergie électrique et le barrage d'Assouan. Au cours de cette période, il a été annoncé que la part tenue dans le revenu national par l'industrie manufacturière est passée de 20 à 22% et que celle de la production industrielle a augmenté d'environ 45%.

65. Après le premier plan quinquennal (1960-65), un plan septennal a été lancé en 1966 prévoyant des investissements d'un montant total de \$ 7,4 milliards (Livres égyptiennes 3,2 milliards). La même année, l'Union soviétique a accordé une nouvelle ligne de crédits de \$ 177,7 millions pour des projets entrant dans le cadre de ce deuxième plan. Cependant, à la fin de 1967, une nouvelle analyse de la situation après la guerre des six jours, a abouti à l'adoption d'un programme triennal (1967-1970) regroupant les projets prioritaires devant être achevés au cours du plan septennal actuel. Le montant total des investissements de ce programme triennal devait atteindre \$ 2,5 milliards (Livres égyptiennes 1,1 milliard). Au cours de la première année, les investissements \$ 816 millions, (soit Livres égyptiennes 355 millions) devaient être répartis entre l'industrie (28%), l'agriculture (10%), les travaux d'irrigation et de drainage (11%) le barrage d'Assouan proprement dit (3%), les transports et les télécommunications (14%), le logement (10%), le Canal de Suez (3%) et divers services. Cependant les bouleversements intérieurs consécutifs à la guerre ont considérablement ralenti l'exécution de plusieurs projets et, après juin 1967, les pays communistes ont concentré leur aide sur les besoins à court terme en produits de base et devises fortes. Ils se sont engagés à livrer 1 million de tonnes de blé (évalué à \$ 11 millions) et un montant de \$ 10 millions en devises fortes. Hormis quelques crédits relativement peu importants octroyés en 1967 par la France, l'Allemagne et l'Italie (au total moins de \$ 30 millions), l'aide occidentale s'est tarie.

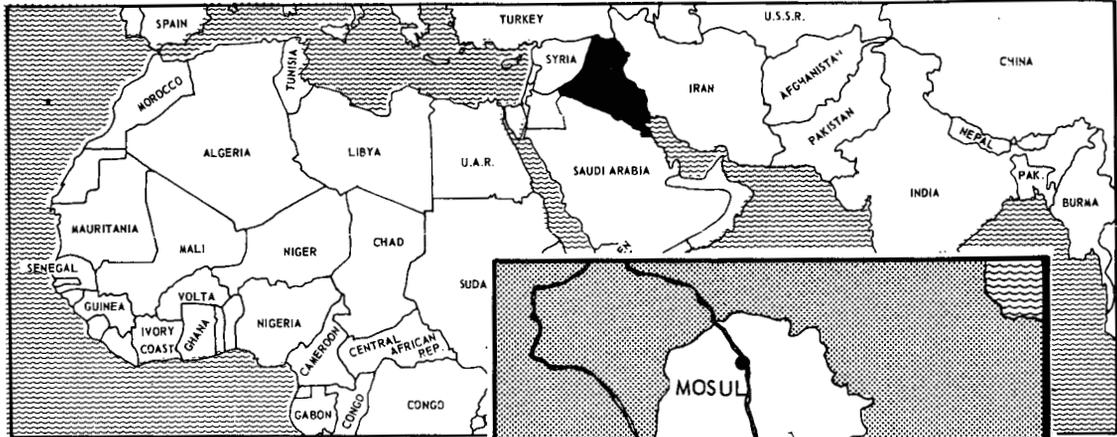
66. Depuis lors, l'Union soviétique a surtout fait porter ses efforts d'aide économique sur l'achèvement rapide du barrage d'Assouan; la centrale électrique a été inaugurée en janvier 1968, soit un an plus tôt que prévu et l'ensemble des travaux doit être terminé en juillet 1970. En janvier 1970, il ne restait plus qu'à installer 3 turbines. L'autre grand projet auquel l'Union soviétique s'est particulièrement intéressée consiste à développer la capacité de production annuelle de l'aciérie de Héliouan, l'URSS a octroyé à cette fin un crédit de \$ 155 millions en 1964. La Roumanie et la Zone d'occupation soviétique en Allemagne ont accepté de participer à certaines constructions industrielles prioritaires, inscrites dans le nouveau programme triennal et financées par des crédits ouverts antérieurement.

67. La principale contribution de l'URSS au développement économique de l'Egypte est sans aucun doute sa participation au barrage d'Assouan dont elle a financé un tiers des travaux par des prêts représentant \$ 325 millions. Les autorités de la RAU ont fait savoir, en janvier 1970, que le premier prêt (\$ 100 millions pour le premier stade des travaux) avait été complètement remboursé et que les remboursements du deuxième prêt (\$ 225 millions) débuteraient à la fin de l'année et seraient échelonnés en 12 versements, le dernier devant avoir lieu en 1982. Les quelques indications ci-après démontrent toute l'importance du barrage d'Assouan sur le plan économique : l'augmentation du revenu national obtenue grâce à ce barrage couvrira, selon les estimations égyptiennes les dépenses totales encourues en deux ans. L'électricité produite doublera pratiquement la production d'énergie du pays. A la fin de l'année 1969, la centrale hydro-électrique avait déjà produit 4 millions de kWh, alors que la production totale du pays atteignait à peine 6 millions de kWh en 1966. Le barrage fournira à l'industrie de l'énergie à bon marché et la construction d'une usine de traitement de l'alumine avec l'aide des Soviétiques est à l'étude. La suppression des pertes antérieurement subies par l'agriculture à la suite des inondations représente, rien que pour 1969, un acquis de \$ 25 millions, à ajouter au revenu annuel de l'agriculture. En bref, le bénéfice total obtenu en 1969 grâce au barrage d'Assouan représentait environ 4% du revenu national.

68. Néanmoins, les conséquences économiques de la défaite des pays arabes en juin 1967, et la priorité accordée à nouveau à la défense ont réduit les taux de croissance : en 1968-1969, les industries du secteur public n'ont augmenté leur production que de 3,6%. En revanche, de nouveaux gisements de pétrole ont été découverts, en grande partie grâce aux efforts de prospection entrepris par les pays occidentaux, et, malgré la tension avec Israël, les exportations de pétrole ont augmenté de 7,2% entre avril 1968 et avril 1969. La fermeture du Canal de Suez et les graves risques de dommages de guerre pour les installations industrielles - comme l'a prouvé par exemple la destruction des raffineries de pétrole de Suez - ont assombri les perspectives économiques du pays.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

69 **IRAK**



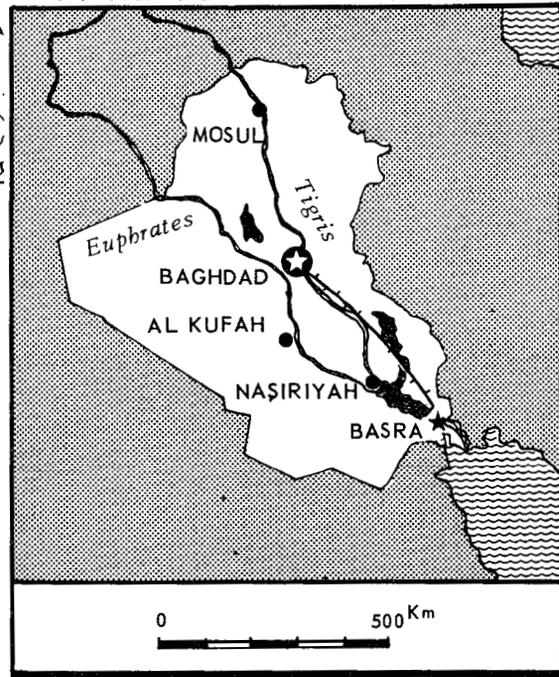
IRAK

Population (1968) :
8,6 millions

PIB par habitant
(aux prix du marché - 1966) :
\$ 262

Aide communiste :
total octroyé depuis 1959 :
\$ 427 millions

total des crédits tirés
à la fin de 1969 :
\$ 153 millions
soit \$ 18 par habitant



La plus grande partie de l'aide communiste à l'Irak, octroyée en particulier par l'URSS, remonte à l'époque du régime de Kassem. En mars 1959, l'Union soviétique avait accordé une ligne de crédits de \$ 137,5 millions destinée à une large gamme de projets dans le cadre du plan de développement alors en vigueur. Après une période d'hésitation, en 1964-1965, les relations avec l'Union soviétique se sont progressivement améliorées et les livraisons au titre de l'aide économique ont repris après la guerre de juin 1967. L'aide occidentale, qui avait pris une très grande extension avant 1958, a suivi une tendance inverse. Au cours du premier semestre de 1969, l'Union soviétique s'est engagée à verser une nouvelle aide représentant \$ 121 millions. La ZOS d'Allemagne a consenti un effort particulier en accordant \$ 84 millions destinés à diverses entreprises industrielles, aux télécommunications et au développement de l'agriculture.

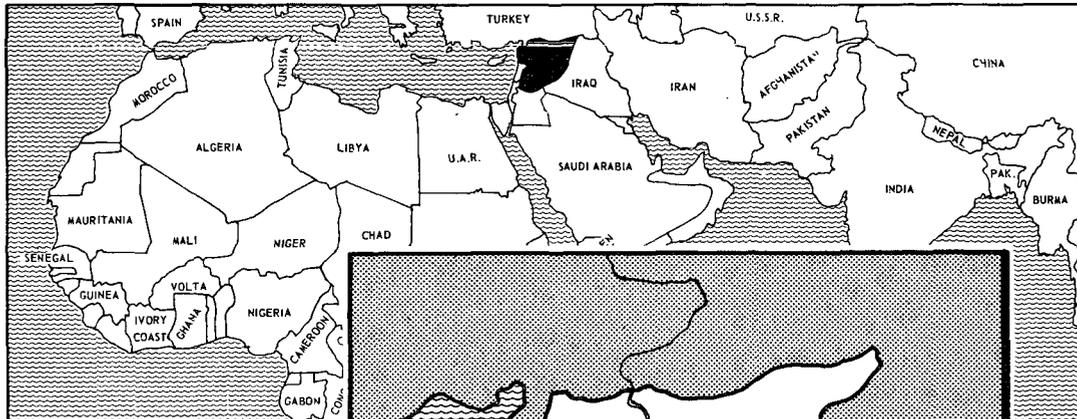
70. Le témoignage le plus spectaculaire de l'aide soviétique est l'importante liaison ferroviaire Bagdad-Basra qui a pu être réparée et prolongée grâce aux techniciens et au matériel soviétiques. Dans le secteur de l'industrie, environ 30% du total des investissements réalisés au cours de la période 1958-1963 ont été d'origine communiste et ont porté sur des installations comme une usine de produits pharmaceutiques, une fabrique de verre, une conserverie, une usine de textiles (coton), une usine de bonneterie et une fabrique de matériel électrique.

71. Cependant de nombreux projets industriels mis en oeuvre grâce à l'aide communiste n'ont pas été finalement très rentables et la qualité du matériel livré a fait l'objet de critiques. L'Union soviétique a contribué aussi à l'extension du réseau de radio et de télévision et à la création du central téléphonique du secteur est de Bagdad. Dans le domaine de l'agriculture, plusieurs projets d'irrigation ont été entrepris dans le sud du pays; cinq fermes expérimentales et quatre stations de tracteurs ont été édifiées, enfin des installations d'entreposage pour les céréales ont été montées. Après 1965, il semble que les efforts aient principalement porté sur l'aspect technique du programme d'aide économique. L'URSS a fourni une aide technique à la société d'Etat de prospection et d'exploitation pétrolière au sein de laquelle les experts soviétiques ont eu une influence directe sur la politique suivie. En outre, elle a livré du matériel de forage et un petit atelier de réparation du matériel géologique. En 1967, l'Irak a signé un accord de coopération technique avec la Bulgarie, et la Tchécoslovaquie s'est engagée à fournir les services d'experts-conseils industriels. Le nombre de techniciens civils communistes présents dans le pays traduit bien l'orientation générale de l'aide communiste. Le groupe le plus nombreux a été signalé en 1963 année au cours de laquelle la présence de 1.175 experts a été signalée en Irak; ce chiffre est tombé à 475 en 1964 et est progressivement remonté pour atteindre 1.040 vers le milieu de l'année 1969. Après la guerre de 1967, l'Irak a bénéficié d'une partie des 10 millions de dollars octroyés à titre de secours par les pays d'Europe de l'Est aux Etats arabes.

72. Il est encore trop tôt pour savoir comment sera utilisée l'ouverture d'une nouvelle "ligne de crédits" accordée par l'Union soviétique en 1969, mais il semble bien que les efforts continueront à porter essentiellement sur l'achat de matériel pour l'industrie pétrolière et sur l'assistance technique. Le pétrole représente plus de 90% des exportations totales de l'Irak, mais jusqu'à présent seules des quantités négligeables ont été expédiées vers les pays communistes (principalement vers la Chine communiste). Tant que les besoins en pétrole de l'Union soviétique seront couverts par sa production intérieure, le développement économique de l'Irak continuera à dépendre de ses possibilités d'achat de matériel dans les pays de l'Ouest en échange de pétrole. Les importations irakiennes d'origine communiste ont atteint un maximum en 1965 année au cours de laquelle elles ont représenté un quart du total; elles sont tombées ensuite en 1968 à environ 20%. Les

principaux fournisseurs occidentaux de l'Irak sont depuis toujours le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon et l'Italie, et l'Irak trouve ses principaux débouchés sur les marchés du Royaume-Uni, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, du Japon et de l'Allemagne.

73 SYRIE



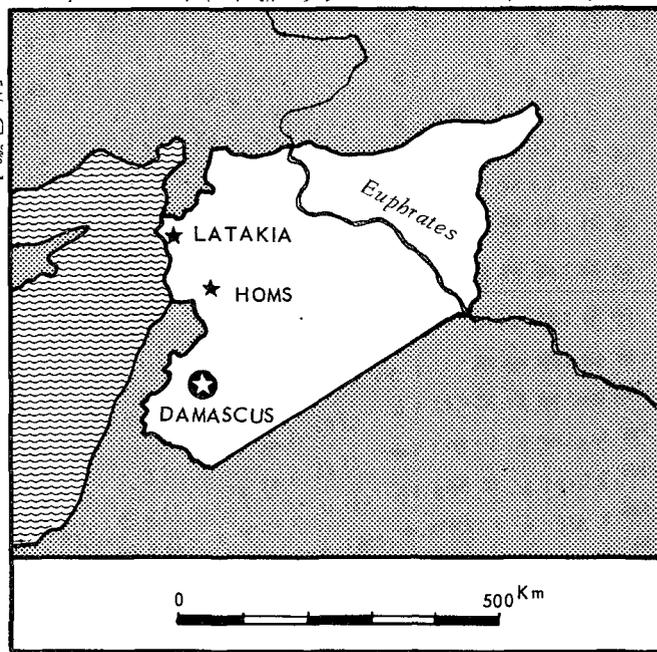
SYRIE

Population :
5,6 millions

PIB par habitant (1967)
\$ 235

Aide communiste :
Total octroyé depuis 1955 :
\$ 415 millions

Total des crédits tirés au
milieu de l'année 1969 :
\$ 181 millions,
soit \$ 32 par habitant



La Syrie est le pays qui a bénéficié du volume d'aide communiste le plus important par rapport à sa population, mais la majeure partie de cette aide n'a pas encore été utilisée. Les premiers crédits communistes, assez modestes, ont été octroyés par la Tchécoslovaquie et la ZOS Allemagne à la fin de l'année 1955 et en 1956 pour la construction d'un petit nombre de cimenteries, de raffineries de sucre et d'usines textiles de faible importance. En octobre 1957, l'Union soviétique a ouvert une ligne de crédits de \$ 100 millions au titre du développement économique. Le projet le plus important a été la liaison ferroviaire entre le port de Lattaquié et le Nord-Est du pays. En outre, plusieurs études géologiques ont été entreprises. La ZOS Allemagne a apporté son concours en se chargeant de quelques projets industriels mineurs et la Tchécoslovaquie a entrepris la construction d'une raffinerie de pétrole à Homs.

74. Après ces premières mesures, l'URSS a pris une initiative importante, en avril 1966, en fournissant \$ 133 millions pour la première tranche des travaux du barrage sur l'Euphrate. Depuis lors, les Soviétiques ont fait porter la plus grande partie de leurs efforts sur cet ouvrage gigantesque à usages multiples, le reste de l'aide étant destiné à la prospection pétrolière et aux transports ferroviaires. Les autres pays communistes ont également contribué au programme général d'industrialisation. La Tchécoslovaquie a accepté de porter la capacité initiale de la raffinerie de pétrole de Homs d'environ 750.000 tonnes à 2,5 millions de tonnes par an. (La consommation intérieure de produits pétroliers atteignait en moyenne 1 million de tonnes par an, au cours des années 60). La Pologne et la Bulgarie ont aidé le pays à accroître sa production de phosphates. La Roumanie a livré des machines et du matériel à crédit. La Zone d'occupation soviétique en Allemagne a octroyé une aide destinée au matériel portuaire, aux machines pour les constructions de routes et à divers projets mineurs.

75. Le deuxième plan quinquennal (1966-1970) doit être financé aux deux tiers par les ressources du pays, le dernier tiers par des apports provenant de l'étranger. La Syrie est fortement tributaire des pays communistes en général et de l'Union soviétique en particulier pour l'aide à fournir par l'étranger. Au cours des dix dernières années, celle des pays occidentaux a été très faible, l'Italie étant le principal pays qui a officiellement octroyé des crédits d'une certaine ampleur. Le projet de loin le plus important, dans le cadre du plan actuel, est la première tranche de travaux (\$ 180 millions) du barrage sur l'Euphrate commencé en mars 1968. Le coût total en a été évalué à environ \$ 650 millions (livres syriennes 2,4 milliards) et la fin des travaux est prévue pour 1972. Il devrait permettre d'irriguer 640.000 hectares de terre, soit de doubler largement la surface totale irriguée vers le milieu des années 60 (600.000 hectares). Il permettra également d'accroître rapidement la production d'électricité; on escompte en effet une augmentation de 1,5 millions de kWh venant s'ajouter à la capacité actuelle de 700.000 kWh. L'importance globale du projet est particulièrement mise en lumière par le calcul suivant : lorsque le barrage sera terminé, son utilisation permettra d'ajouter environ 20% par an (\$ 180 millions) au revenu national.

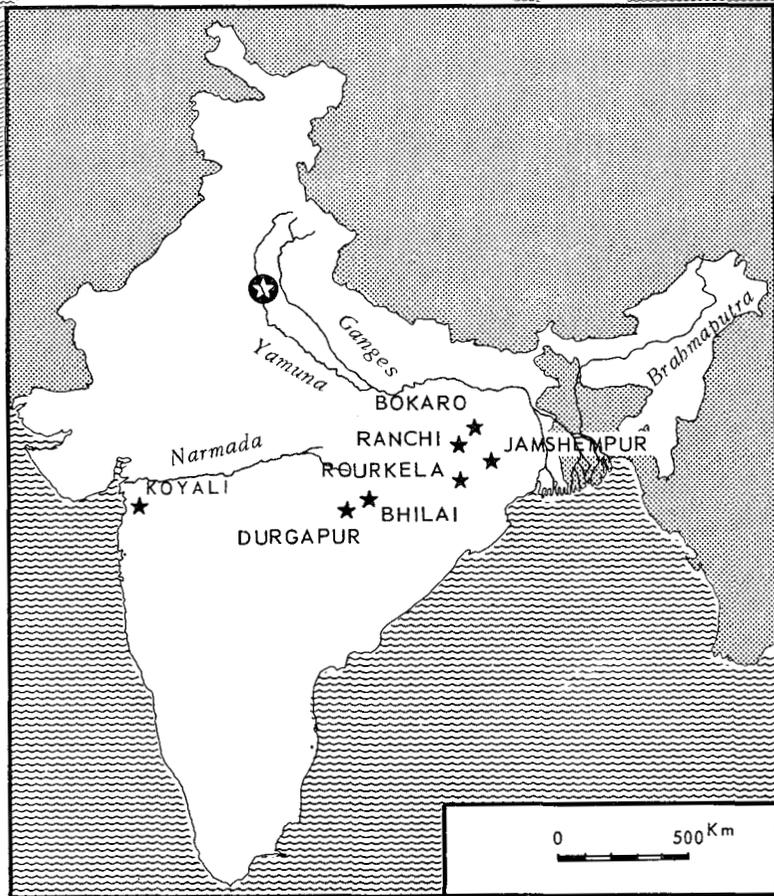
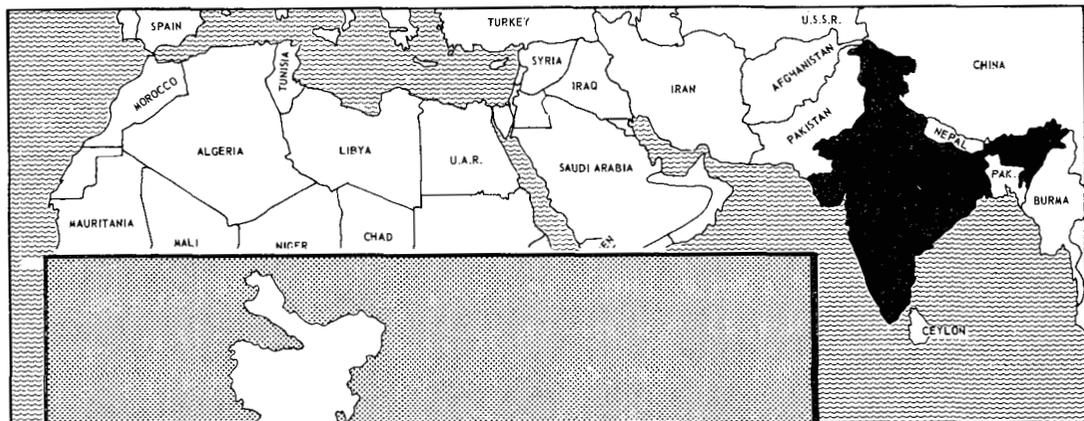
76. En concentrant leurs efforts d'aide sur certains secteurs de l'industrie et des télécommunications, les pays communistes ont pu intervenir dans le développement économique de la Syrie et renforcer - suivant leur méthode habituelle les secteurs publics de l'industrie et en particulier la prospection et l'exploitation des produits pétroliers. Les petites industries, l'artisanat et les services du secteur privé ont cependant marqué des progrès, mais à un rythme plus lent que dans le secteur public. La majorité de la population travaille encore dans l'agriculture qui représente environ un tiers du revenu national. Dans l'ensemble, les résultats obtenus au cours des dix dernières années n'ont pas été particulièrement frappants : l'augmentation moyenne annuelle du revenu par habitant a été évaluée à moins de 2%, alors que le premier plan

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

quinquennal s'était fixé comme objectif un taux extrêmement ambitieux de 5%. Depuis lors, la tension grandissante avec Israël a détourné l'attention de la croissance économique et a orienté les efforts vers le secteur de la défense. Bien que, jusqu'à présent, cette réorientation n'ait guère affecté les travaux aux grands projets et notamment ceux pour le barrage sur l'Euphrate. En 1969, 750 techniciens civils communistes, dont les deux tiers d'origine soviétique, étaient au travail dans le pays.

77. L'une des conséquences du programme d'aide communiste a été de faire dépendre encore davantage l'économie syrienne de ses échanges avec le monde communiste. Néanmoins, en 1968, environ 70% du commerce total s'est effectué avec des pays non communistes, les principaux fournisseurs étant l'Italie, l'Allemagne, la France, l'Irak et le Royaume-Uni. Les exportations se font surtout avec le Liban, la France et le Japon dans le groupe des pays non communistes, avec l'URSS et la Chine communiste dans le groupe des pays communistes. Les principales sources de devises de la Syrie sont les exportations de coton et les redevances de transit pour les produits pétroliers empruntant les pipe-lines situés sur son territoire.

78 INDE



INDE

Population (1968):
524 millions

PIB par habitant (1966)
\$ 88
(au cours achat libre)

Aide communiste :
Total octroyé
depuis 1955 :
\$ 1.958 millions

Total des crédits
tirés au milieu de
l'année 1969 :
\$ 964 millions, soit
\$ 1,8 par habitant

Parmi les pays en voie de développement bénéficiant d'une aide économique communiste, l'Inde se place au premier rang pour ce qui est du volume accordé et tiré, soit 19% du total de l'aide communiste accordée au tiers monde et 23% de l'ensemble des tirages. Toutefois ces chiffres ne représentent que très peu de choses en regard de la superficie, de la population et des besoins de ce vaste sous-continent sous-développé. Par ailleurs, le total de l'aide communiste reçue par l'Inde ne représente qu'environ 10% des ressources mises à sa disposition par les pays de l'Ouest. Les crédits soviétiques atteignent le tiers des crédits octroyés par les Etats-Unis et ils sont d'environ 10% inférieurs à la contribution de la République fédérale d'Allemagne. L'aide apportée par la Banque mondiale est supérieure à celle de l'Union soviétique. La participation de la Tchécoslovaquie, deuxième grand pays donateur communiste, ne représente que le cinquième de celle du Royaume-Uni, moins de la moitié de celle du Japon et est presque égale à celle de l'Italie. Quant à l'assistance accordée par la France et le Canada, elle est supérieure à celle de la Pologne. Les pays occidentaux de moindre superficie comme les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, l'Autriche, le Danemark et la Suède participent également à l'effort collectif occidental en faveur de l'Inde.

79. Les Soviétiques se sont surtout intéressés dès le début (1955-56) au développement de l'industrie lourde au sein du secteur public. Les aciéries de Bhilai dont la construction a commencé à la fin des années 50, grâce à un premier crédit de \$ 135 millions accordé en 1955 et 1956, restent, avec le barrage d'Assouan en Egypte, l'exemple le plus marquant de l'aide soviétique au développement. Entre 1956 et 1966, plus de \$ 270 millions ont été consacrés à la construction, en deux stades, d'une aciérie d'une capacité annuelle de 2,5 millions de tonnes qui est la plus grande unité de production de l'Inde. Une nouvelle expansion de cette usine est envisagée. Autre grande réalisation, le complexe d'industries mécaniques lourdes de Ranchi a été construit grâce à l'aide soviétique et est désormais en mesure de produire 85% du matériel nécessaire à l'installation d'une aciérie. A côté de ce projet soviétique, et dans la même ville, la Tchécoslovaquie a construit une usine de machines-outils lourdes. L'aide communiste a également permis de développer le secteur minier, la production d'énergie électrique ainsi que l'extraction et le raffinage du pétrole. Les experts soviétiques travaillant avec la Commission nationale indienne du pétrole et du gaz naturel ont été en mesure d'influencer la politique suivie en la matière par le Gouvernement.

80. Pour tenter d'arrêter l'inflation, le Gouvernement indien a décidé en 1967 de ralentir le rythme de croissance du secteur public, et les restrictions budgétaires qui en ont résulté expliquent la faible importance des tirages effectués depuis 1967 sur les crédits communistes. En mai 1968, le Gouvernement a décidé de ne plus entreprendre de grands projets industriels au cours des cinq années suivantes, mais de consolider plutôt les réalisations déjà achevées. L'aide

soviétique est à présent concentrée sur la première tranche de travaux de l'aciérie de Bokaro qui sera terminée à la fin de l'année 1971 (un crédit de \$ 225 millions a été octroyé à cet effet en 1964), sur l'expansion de l'usine de machines lourdes de Ranchi et sur le développement de la raffinerie de pétrole de Koyali.

81. Dans le domaine de l'agriculture, l'Union soviétique avait construit gratuitement, il y a plusieurs années, une ferme pilote relevant du Secteur public qui n'a manifestement pas eu grand succès. Elle a livré ensuite du matériel pour un certain nombre de fermes d'Etat et de stations de machines agricoles et de tracteurs, mais les résultats obtenus n'ont pas répondu aux espérances. Pour aider l'Inde à surmonter les conséquences des deux grandes sécheresses qui l'ont frappée en 1966 et 1967, l'URSS s'est engagée en décembre 1966 à livrer 200.000 tonnes métriques de blé (d'une valeur de \$ 14 millions) à titre de don. En termes économiques, l'aide communiste à l'agriculture a été négligeable et il ne semble pas que l'Union soviétique qui a participé à toute une série de projets industriels ait tenté d'encourager particulièrement la construction d'usines d'engrais chimiques.

82. Pendant les douze ans qui se sont écoulés entre 1958 et 1970, environ 35% de l'aide totale reçue par l'Inde a consisté en denrées alimentaires, mais les résultats agricoles récents ont été beaucoup plus satisfaisants. En 1968-69, la production de denrées alimentaires était d'environ 10% supérieure aux records précédents de 1964-1965, et il semblerait que dans quelques années l'Inde puisse se passer d'aide alimentaire. Certains experts ont même déclaré récemment qu'elle pourrait devenir un pays exportateur de céréales d'ici à 1980.

83. Depuis 1967 l'ancienne politique d'expansion de la production d'acier qui recueillait l'approbation de l'Union soviétique a été remise en question. L'Inde semble même souffrir, du moins temporairement, d'un excès de capacité de production dans ce secteur. Dans le cadre du deuxième plan (1956-61), - Bhilai, Rourkela et Durgapur - trois aciéries ont été construites dans le secteur public, d'une capacité d'acier en lingots de 1 million de tonnes chacune, elles ont été achevées respectivement avec l'aide de l'Union soviétique, de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Simultanément, dans le secteur privé, les "Tata Steelworks" ont été encouragés à doubler leur capacité qui était de 1 million de tonnes tandis que celle des usines IISCO est passée à 1 million de tonnes. Au cours du troisième plan (1961-66), la capacité de l'usine de Bhilai a été portée à 2,5 millions de tonnes et celle de Rourkela à 1,8 millions de tonnes. Le quatrième plan (1966-71) prévoyait à l'origine une production de 19,5 millions de tonnes. En fait, la demande n'a guère progressé au cours des cinq dernières années et elle est restée stationnaire aux environs de 6,4 millions de tonnes pour l'acier brut et de 4,5 millions de tonnes pour l'acier raffiné. Les deux aciéries du secteur privé fonctionnaient à environ 85% de leur capacité normale alors que celles du secteur public n'ont guère dépassé 55%. Le seul élément plus favorable a été noté dans le domaine de l'exportation qui, en 1968, a absorbé environ 700.000 tonnes d'acier affiné, soit trois fois le chiffre atteint en 1967. Cependant, les coûts de production de l'acier indien restent élevés et les exportateurs ont demandé de très fortes subventions (atteignant

jusqu'à 30% de la valeur des produits). Cette situation a abouti à une remise en question des objectifs fixés par le plan. Dans le cadre du plan révisé, la nouvelle aciérie de Bokaro, qui sera construite avec l'aide soviétique, verra sa capacité de production limitée au cours d'un premier stade à 1,7 millions de tonnes et elle ne sera portée à 4 millions qu'au cours du cinquième plan (1971-76). La capacité de production de Bhilai, autre aciérie construite avec l'aide soviétique, sera légèrement augmentée et passera de 2,5 à 3,2 millions de tonnes à la fin de l'année 1972.

84. La quasi totalité du matériel nécessaire pour faire passer la production d'acier de 9 millions (1969) à 11,2 millions (1973) sera fabriqué en Inde à l'usine de construction mécanique lourde de Ranchi, montée grâce à l'aide soviétique. En dehors de l'industrie mécanique lourde et de la production d'outillage pour l'extraction de la houille, c'est dans l'expansion de la capacité de raffinage du pétrole que les Soviétiques semblent avoir le mieux réussi : avec la Roumanie, l'URSS a contribué au développement des quatre raffineries du secteur public d'une capacité totale de 6,5 millions de tonnes par an. Quatre autres raffineries du secteur privé fournissent 2,5 millions de tonnes. En 1968, la demande intérieure a été évaluée à 15,8 millions de tonnes et l'on estime qu'elle passera à 20,5 millions de tonnes vers 1970-71. Les plans actuels prévoient une capacité totale de raffinage de 22,2 millions de tonnes en 1970-71, le secteur privé y aura son rôle à jouer malgré la forte influence exercée par l'Union soviétique au sein de la Commission du pétrole et du gaz naturel. La situation semble également favorable pour la production d'aluminium qui doit remplacer les importations de cuivre, de plomb, de zinc et d'étain, mais il faudrait pour cela accroître encore les ressources en énergie électrique. Dans ce domaine, l'Union soviétique n'a joué jusqu'à présent qu'un rôle assez modeste : sa contribution représente environ 15% de l'augmentation observée entre 1950 et 1965, soit environ 9% de la production totale du pays.

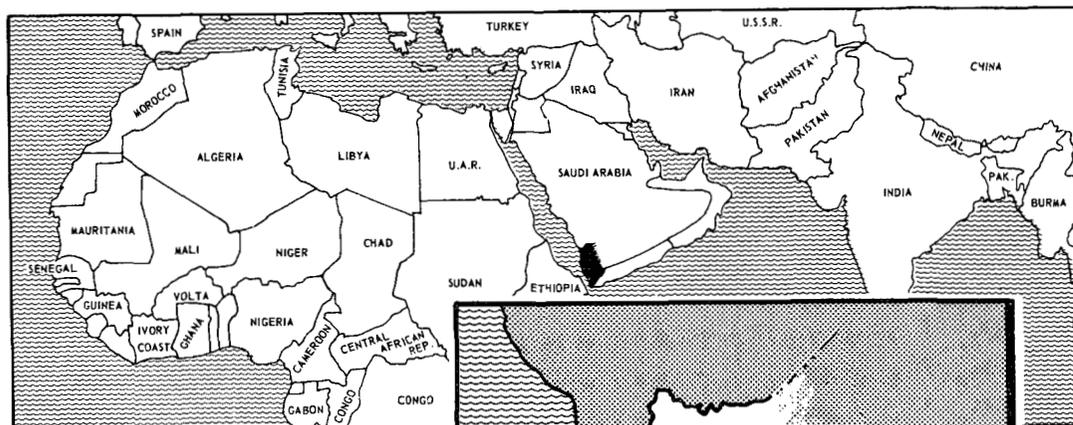
85. L'Inde est en voie d'apprendre par expérience qu'il est dangereux d'accepter un schéma de développement économique analogue à celui du système soviétique et de trop négliger la question des débouchés de la production. Malgré la nationalisation récente du système bancaire, les tendances actuelles de la planification indienne vont dans le sens d'une plus grande souplesse : la Commission de planification et le Gouvernement exercent un contrôle moins strict sur le développement industriel et consacrent davantage d'attention à l'agriculture en tenant mieux compte des désirs et des initiatives des agriculteurs. Au cours de l'exercice 1968-69, l'Inde a importé environ \$ 220 millions d'engrais dont la majeure partie a été financée grâce à l'assistance des Etats-Unis. Au cours des années à venir, le pays s'efforcera d'accroître sa production d'engrais chimiques mais devra continuer à importer de l'ammoniaque.

86. Ces dernières années, l'Inde a effectué environ 15% de ses exportations et 10% de ses importations avec les pays communistes. Ses liens économiques avec le monde industrialisé non communiste ont beaucoup plus d'importance pour sa croissance que ses relations avec les pays communistes. A la fin de l'année 1969, les perspectives économiques étaient, une fois de plus, assez sombres. L'inflation continuait à menacer le pays les liquidités augmentant plus rapidement que la production et la hausse des salaires dépassant de loin celle de la productivité.

87. Le financement des investissements pose de graves problèmes au pays qui aura encore besoin de l'aide étrangère. Au cours des trois dernières années, le montant net de l'aide accordée par l'étranger a rapidement diminué (\$ 1.507 millions en 1965-64, \$ 605 millions en 1968-69). Le nombre des offres d'investissements privés de l'étranger qui dépassait 800 en 1965-66 tombait à 114 en 1968-69. Le remboursement des dettes antérieures atteindra vraisemblablement, en 1970, 50% du montant brut de l'aide accordée. Le gouvernement a annoncé son intention de réduire de moitié sa dépendance vis-à-vis de l'aide internationale vers 1974. Sur le total des crédits accordés par le monde communiste, près de \$ 1 milliard n'ont pas encore été tirés, mais après son expérience de l'aide soviétique en ce qui concerne la production d'acier, le Gouvernement indien réexamine soigneusement les secteurs dans lesquels l'assistance économique pourrait trouver son meilleur emploi.

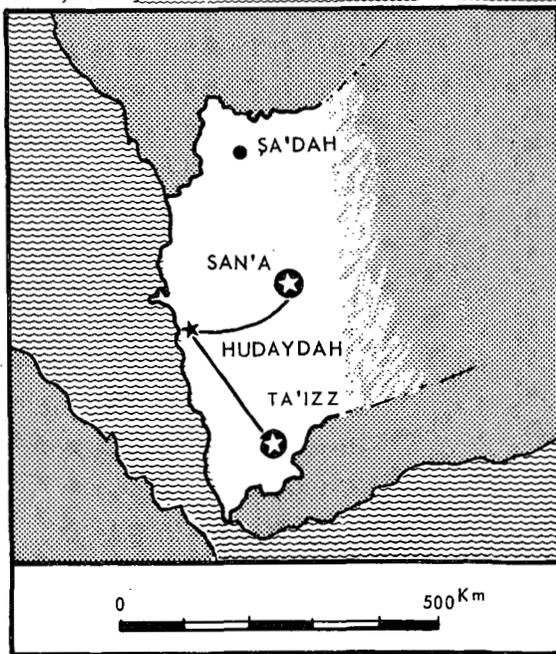
(c) rays dans lesquels l'aide communiste, est en grande partie consacrée au développement de l'infrastructure

88 YEMEN



YEMEN

Population (1968) :
évaluée à 5 millions
PIB par habitant :
l'un des plus bas du monde,
évalué à environ : \$ 70
Aide communiste :
Total octroyé depuis 1956 :
\$ 149 millions
Total des crédits tirés au
milieu de l'année 1969 :
\$ 108 millions ou
soit \$ 20 par habitant



DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

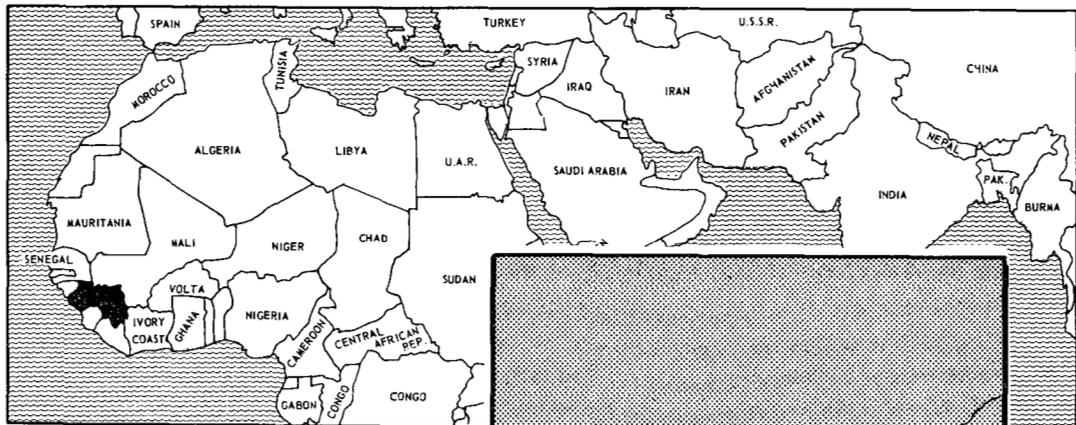
Peu d'informations sont disponibles sur la situation économique du pays qui est particulièrement peu développé et pratiquement coupé du monde extérieur. L'économie repose surtout sur une agriculture de subsistance (céréales, dattes, fruits, café et un peu de coton). L'industrie est pratiquement inexistante et l'artisanat a souffert du départ des Juifs dans les années 50. Le café reste la principale source de revenus. Le pays exporte en outre des cuirs et peaux et quelques céréales. Les experts soviétiques ont entrepris des recherches géologiques mais elles n'ont jusqu'à présent révélé aucun gisement pétrolier important.

89. L'aide communiste a contribué au développement de l'infrastructure économique du pays. Jusqu'en 1966, le Yémen n'a accepté que peu d'aide de source occidentale. Parmi les quelques projets réalisés grâce aux pays occidentaux, il faut mentionner le système d'alimentation en eau construit par les Etats-Unis pour la ville de Ta'izz. La Chine communiste a concentré ses efforts (les tirages dépassaient \$ 35 millions à la fin de l'année 1969) sur la construction de la route reliant le port de Hodeida à la capitale Sanaa. Elle a en outre achevé la construction d'une usine textile au début de l'année 1967. La Zone d'occupation soviétique d'Allemagne, qui est le pays d'Europe de l'Est le plus actif au Yémen, a installé le réseau téléphonique et fourni le matériel de production d'électricité de la capitale, elle a également participé avec la Tchécoslovaquie à un projet de télécommunications. Pour sa part, la Hongrie a équipé un hôpital construit avec l'aide soviétique et a fourni le personnel nécessaire.

90. La principale contribution soviétique à l'ouverture du pays au monde extérieur a été la construction d'un nouveau port à Hodeida pour lequel elle a accordé un crédit d'environ \$ 15 millions en 1956. Avant la fermeture du canal de Suez en 1967 l'inclusion de ce port de la Mer Rouge parmi ceux que desservaient plusieurs compagnies maritimes soviétiques et est-européennes, a notablement contribué à l'expansion des échanges entre le Yémen et ces pays. L'Union soviétique a également participé à la construction d'aérodromes et à des projets de mise en valeur des terres et d'amélioration de la culture du coton. A la fin de l'année 1968, l'URSS a accepté de reprendre divers projets, y compris la route de 200 km reliant Hodeida à Ta'izz qui avait été commencée en février 1966 mais avait été abandonnée pendant la guerre civile. Elle a également réenvisagé la construction d'une cimenterie et d'une conserverie de poisson ainsi que la construction d'un port de pêche à Hodeida. Dans le domaine de l'enseignement, l'Union soviétique a proposé la création de plusieurs centres de formation professionnelle. Plus de 1.370 Yéménites ont reçu ou reçoivent actuellement une formation universitaire ou technique dans des pays communistes, en particulier en URSS. Au cours des dernières années, environ 900 techniciens et travailleurs civils ressortissants de plusieurs pays communistes (près de la moitié d'entre eux étaient d'origine chinoise et ont travaillé à la construction de routes) ont été occupés au Yémen, mais leur nombre a fortement diminué en 1969.

91. Le Yémen a un besoin constant de tous les types d'aides économique et technique. Il ne produit cependant que très peu de biens d'exportation. Les pays communistes ont dû fournir des denrées alimentaires et des biens de consommation qui ont été vendus dans le pays afin d'obtenir les recettes nécessaires, en monnaie locale, pour mettre en oeuvre leurs programmes d'aide. Après le conflit israélo-arabe de 1967, l'influence occidentale (surtout celle des Etats-Unis, de l'Allemagne et de l'Italie) a encore diminué et les intérêts occidentaux ont été pratiquement éliminés. La guerre civile qui s'est poursuivie en 1968 et pendant la majeure partie de 1969 a empêché tout progrès économique réel pendant cette période. Comme le développement du pays, qui n'a pas encore amorcé son industrialisation, dépend presque exclusivement des importations en provenance des pays communistes; au titre de l'aide, l'influence de ces derniers continuera probablement à se faire sentir dans le proche avenir, la voie qui doit mener le pays vers l'industrialisation et le développement économique s'avérant particulièrement longue.

92 GUINEE



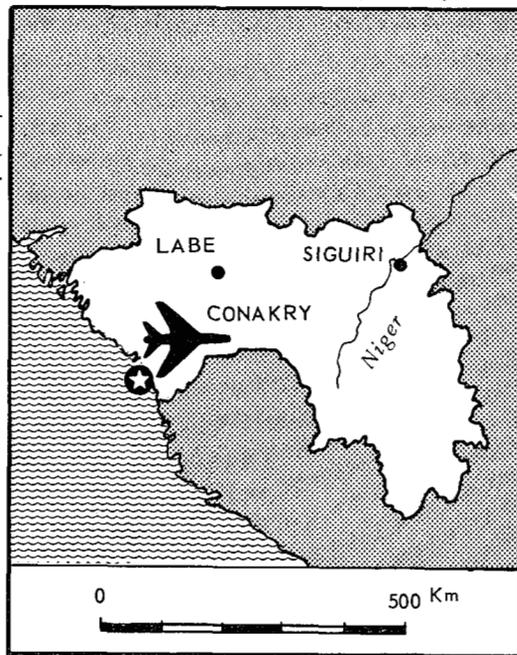
GUINEE

Population (1968) :
3,8 millions

PIB par habitant (1967) :
évalué à environ \$ 100

Aide communiste :
Total octroyé depuis 1959 :
\$ 197 millions

Total des crédits tirés
(au milieu de l'année 1969) :
\$ 135 millions
soit \$ 36 par habitant



DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

La Guinée, qui a jusqu'à présent bénéficié du plus grand volume d'aide communiste accordée à un pays d'Afrique (1), est l'exemple typique du pays en voie de développement pour lequel les considérations d'ordre politique prennent le pas sur les considérations économiques dans l'octroi de l'aide. Le programme d'aide communiste à la Guinée a fortement fluctué, suivant les changements d'orientation politique du pays. Après la rupture avec la France en 1958 et jusqu'à la fin de 1961, il avait semblé que la Guinée deviendrait l'une des têtes de pont des activités communistes en Afrique. En effet, la plus grande partie de l'aide reçue a été octroyée en 1959 et 1960 non seulement par l'URSS mais également par divers pays d'Europe de l'Est tels que la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Zone d'occupation soviétique d'Allemagne et la Chine communiste. Une partie importante a été rapidement utilisée pour installer une puissante station radio, des systèmes de sonorisation et des matériels radio, des théâtres et des salles de réunion ainsi que des ateliers de publication. En outre, un certain nombre de techniciens civils communistes ont remplacé les experts français à divers postes, au sein et en dehors des services gouvernementaux. L'Union soviétique, aidée par la Tchécoslovaquie, a amélioré les voies d'accès à l'aéroport de Conakry ainsi que ses installations et a fourni des appareils et son assistance technique pour la création et l'exploitation de la compagnie aérienne du pays. Par rapport à l'aide pour l'infrastructure, l'assistance destinée à accroître la capacité de production a été moins importante, bien qu'un certain nombre d'entreprises industrielles et de projets agricoles aient été menés à bien.

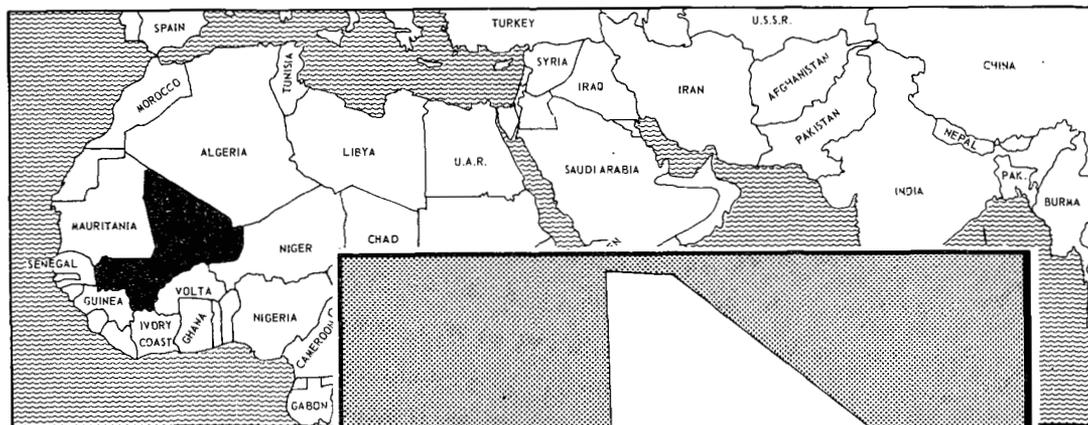
93. Après le renvoi de l'ambassadeur d'Union soviétique, en décembre 1961, pour ingérence dans les affaires politiques intérieures, le Gouvernement guinéen a tenté d'attirer à nouveau l'aide occidentale et les investissements privés. Les autorités se sont plaintes du coût trop élevé des livraisons soviétiques et de la qualité insuffisante des matériels fournis. A l'époque, le Gouvernement a même refusé de rembourser les dettes en cours envers les pays communistes. Cependant, comme les perspectives d'aide occidentale restaient incertaines, les autorités ont progressivement compris qu'elles ne pourraient pas indéfiniment faire jouer les offres d'aide communiste contre celles de l'Ouest. Elles ont donc adopté une politique de neutralité plus nuancée entre l'Est et l'Ouest et, après avoir nettement diminué au cours des années 1960, l'aide communiste a repris une certaine ampleur. De nouveaux crédits ont été octroyés et une grande partie d'entre eux a servi à financer le déficit grandissant de la balance commerciale. Dès 1967, près de 1.670 techniciens civils envoyés

(1) Dans le présent document, la RAU (Egypte) est étudiée dans la partie consacrée au Moyen-Orient.

par les pays communistes étaient à nouveau en poste en Guinée dont environ 1.000 Chinois travaillant à divers projets agricoles (thé, tabac, café, coton) et à l'achèvement d'un barrage de faible capacité. L'Union soviétique a fait preuve de plus de prudence et a proposé de nouveaux crédits afin de donner une base économique et technique plus solide à plusieurs projets en cours. Pendant ce temps le pays renouait des relations plus étroites avec la France et divers autres pays occidentaux (y compris le Royaume-Uni) et le Gouvernement décidait de développer l'exploitation de ses vastes réserves de bauxite, près de Boké, avec l'aide occidentale.

94. La Guinée est abondamment dotée de ressources naturelles (minerai de fer, bauxite, or alluvial, diamants) et le Gouvernement a pris de plus en plus nettement conscience que l'expansion de ses exportations vers l'Ouest lui rapportera au moins autant de devises fortes qu'il pourra consacrer au développement du pays que l'aide communiste dont l'importance économique s'est jusqu'à présent révélée assez contestable. Néanmoins, une certaine présence chinoise et soviétique a pu se maintenir dans le pays en 1969. L'URSS a relancé les projets pour le développement de la pêche en mer, proposés par la Pologne en 1960 et abandonnés ultérieurement, et pour l'exploitation des ressources hydro-électriques du pays. Les pays communistes continueront probablement à absorber au total environ 35% des importations et des exportations de la Guinée.

95 MALI



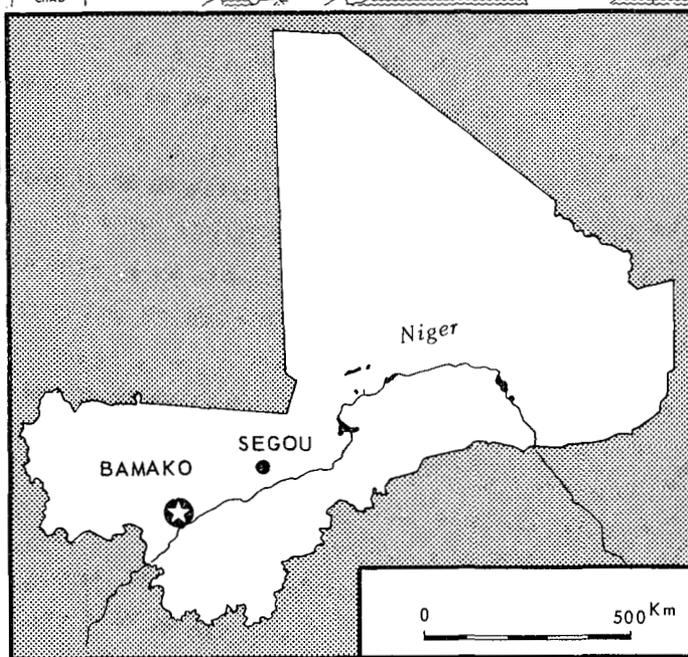
MALI

Population (1968) :
4,8 millions

PIB par habitant (1967) :
évalué à environ \$ 75

Aide communiste :
Total octroyé
depuis 1961 :
\$ 155 millions

Total des crédits tirés
(milieu de l'année 1969) :
\$ 89 millions
soit \$ 19 par habitant

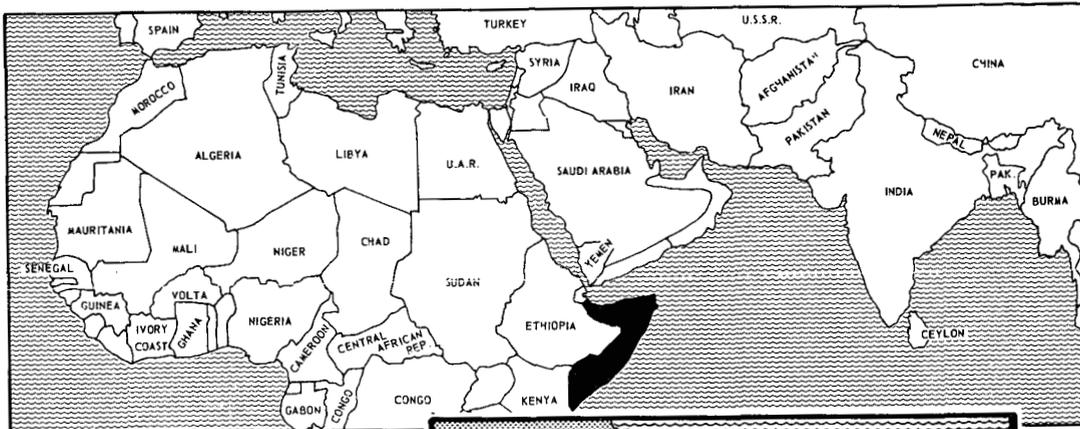


L'attitude anti-occidentale adoptée au début des années soixante par ce pays sous-développé, dépourvu d'accès à la mer et doté de ressources humaines et naturelles limitées, a entraîné à la fin de l'année 1965 des difficultés économiques et financières très graves que l'aide communiste n'a pas permis de rétablir, malgré les apports de devises fortes fournies par la Chine et l'Union soviétique en 1966. Jusqu'à cette date l'aide communiste avait surtout été utilisée pour la prospection géologique qui n'a abouti à aucune découverte nouvelle importante, pour des livraisons à crédit de matériel et d'assistance technique dans le domaine des transports (aériens et routiers) et pour diverses installations industrielles de petite et moyenne envergure. Un certain nombre de projets agricoles ont également été entrepris mais la plus grande partie de ceux-ci a dû être ajournée en raison de la grave crise économique. Après avoir dévalué sa monnaie de 50% vers la fin de 1967, le Mali s'est tourné vers la France pour obtenir de l'aide.

96. Depuis lors l'aide soviétique est limitée à la construction d'une cimenterie et à la livraison de matériel et d'assistance technique pour l'Office du Niger créé quelques années plus tôt par la France. La Chine communiste qui avait construit avant 1966 une raffinerie de sucre et une fabrique de cigarettes et d'allumettes a terminé récemment l'installation d'un motel, d'un cinéma, d'un émetteur radio, d'une usine textile (dont coût \$ 8 millions) et d'une tannerie et continue à fournir une assistance technique à l'agriculture (thé, riz, sucre). L'aide communiste a, en outre, été utilisée dans les domaines de la santé publique (équipement hospitalier et personnel médical) et de l'enseignement. En 1969 il restait encore 1.300 experts civils communistes en poste au Mali dont 800 d'origine chinoise et 400 d'origine soviétique.

97. La contribution de l'aide communiste au développement économique du pays n'a pas été marquante. La situation économique demeure précaire. La balance des paiements continue à se détériorer et les mauvaises conditions météorologiques de la campagne agricole 1968-1969 qui ont eu des conséquences néfastes sur les exportations ont accru les besoins d'importation de denrées alimentaires. Le service annuel de la dette du Mali représente près des trois quarts de ses recettes d'exportation 1966-1967. L'aide occidentale (notamment celle de la France) s'est avérée indispensable, elle pourrait être partiellement fournie par l'intermédiaire de la Communauté Economique Européenne, dont le Mali est un membre associé. En 1967, environ 30% du commerce malien se faisait encore avec les pays communistes, mais depuis le coup d'Etat militaire de novembre 1968, le nouveau régime a tenté de resserrer ses liens économiques avec l'Ouest. L'aide et le commerce avec le monde occidental pourraient d'ailleurs se révéler un meilleur atout pour le développement économique du pays que les crédits octroyés par les pays communistes.

98 SOMALIE



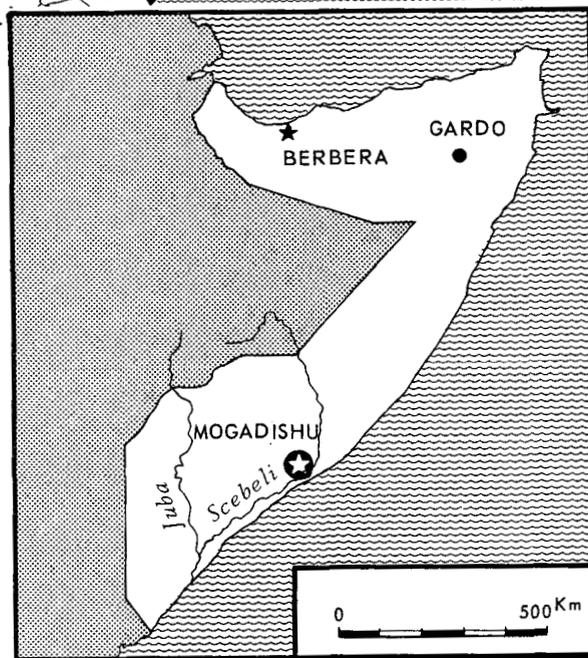
SOMALIE

Population (1968) :
2,7 millions

PIB par habitant (1967) :
évalué à environ \$ 75

Aide communiste :
Total octroyé depuis 1961 :
\$ 90 millions

Total des crédits tirés
(milieu de l'année 1969) :
\$ 45 millions
soit \$ 17 par habitant



Les premières tentatives faites par l'Union soviétique pour s'implanter dans la Corne d'Afrique remontent à 1961, lorsqu'elle a accordé à la Somalie des crédits de plus de \$ 50 millions. Il s'agissait là d'un montant considérable pour un pays encore plus en retard qu'aucun autre pays africain mentionné ci-dessus. En effet, la Somalie en est encore au stade de l'économie de subsistance, sa population est en majeure partie nomade, le pays n'a pas de chemins de fer et il exporte uniquement du bétail, des cuirs et peaux, de la gomme, du coton et des fruits (les exportations de bananes ont été améliorées grâce à l'aide de l'Italie). Exception faite d'une usine de tissage et de filature construite avec le concours de l'Egypte, l'industrie est pratiquement inexistante.

99. Dès le début les Soviétiques ont rencontré de sérieuses difficultés le Gouvernement somalien s'étant avéré incapable de financer les dépenses locales des projets entrepris et d'assurer le fonctionnement des installations après la fin des travaux. L'aide soviétique s'est concentrée sur la création de trois exploitations agricoles d'Etat, de quelques usines de transformation de produits alimentaires (traitement du lait, conditionnement de la viande et conserverie de poisson), sur le développement du port de Berbéra et sur une petite centrale hydro-électrique. Pour aider la Somalie à résoudre le problème que lui posent les dépenses locales, l'URSS a accepté de lui accorder en 1966 un prêt en nature (d'une valeur de \$ 8,5 millions) : il s'agit surtout de pétrole à vendre sur place, pour créer ainsi des recettes en devises locales; malgré cela le manque de capitaux et de connaissances techniques ont continué à handicaper les projets d'aide économique soviétiques. En août 1968, l'URSS a accepté de reporter d'un à deux ans l'échéance des prêts accordés à la Somalie. L'aide chinoise, qui a commencé en 1963, n'a guère rencontré plus de succès pour ce qui est des projets d'aide au développement économique. Ce n'est qu'en août 1967 que le premier projet-pilote de culture du riz et du tabac a été officiellement approuvé et il a fallu attendre pour juin 1968 que l'accord de prêt signé par la Chine 5 ans plus tôt soit finalement ratifié. Entre-temps, les Chinois ont construit le théâtre national à titre de don et ils ont accordé gratuitement au pays un soutien budgétaire et des secours. Vers le milieu de l'année 1969 environ 170 techniciens civils d'origine communiste étaient en poste en Somalie.

100. L'expérience faite en Somalie a attiré l'attention des Soviétiques sur certains problèmes qu'ils avaient ignorés jusqu'alors tels que la capacité d'absorption limitée des pays en voie de développement. L'aide communiste a quelquefois contribué à permettre au pays de surmonter un problème temporaire d'ordre budgétaire, mais elle n'a guère aidé à son développement économique. En fait, les prêts octroyés ont imposé une lourde charge à la balance des paiements du pays bénéficiaire. L'assistance technique et l'éducation semblent constituer les conditions préalables de tout progrès futur; dans ce domaine les pays occidentaux, qui possèdent une longue expérience de la question, ont un avantage certain. La Somalie, qui a conscience d'avoir besoin de l'aide des pays occidentaux est membre associé de la Communauté Economique Européenne et effectue ses exportations presque exclusivement en direction des pays non communistes. Une part notable de ses importations vient cependant d'URSS (17% en 1967) et devra être compensée par des exportations accrues.

(d) Autres principaux bénéficiaires

101. Dans la plupart des autres pays bénéficiaires, les conséquences de l'aide communiste sur le développement économique ont jusqu'à présent été encore moins nettes que dans les pays étudiés dans les paragraphes précédents. Dans certains cas comme en Algérie, en Tunisie et en Iran, les programmes d'aide de grande envergure sont encore trop récents pour que l'on puisse juger des résultats. Ce n'est qu'après l'achèvement de certains grands ouvrages (aciéries de Annaba, en Algérie par exemple), qu'il sera possible d'évaluer la part tenue par les communistes dans la croissance de ces économies. Dans d'autres cas comme au Ghana, en Ethiopie et au Pakistan, les résultats des programmes d'aide communiste sont jusqu'ici négligeables par rapport au volume total de l'économie ou à l'assistance fournie par les pays occidentaux.

102. L'Indonésie occupe une position particulière. En dépit de l'aide importante octroyée par tous les pays communistes entre 1955 et 1961 - environ \$ 650 millions - la politique suivie par Sukarno jusqu'à la fin de l'année 1965 a rendu inutiles tous les efforts entrepris en vue de donner une base solide à l'économie. En effet, entre 1958 et 1966, la production industrielle a commencé par décroître puis elle s'est stabilisée aux environs du niveau obtenu en 1958. Au cours de la décennie 1958-1967, le produit intérieur brut par habitant n'a marqué aucun progrès.

D. COMPARAISON ENTRE L'AIDE OCTROYEE PAR LE MONDE COMMUNISTE ET LE MONDE LIBRE

(a) Exploitation de l'aide économique à des fins de propagande de l'aide économique par les pays communistes

103. La vaste campagne publicitaire qui a accompagné les programmes d'aide économique communistes en faveur des pays du tiers monde a trois objectifs principaux :

- créer l'image d'un monde communiste en mesure d'offrir aux Etats nouvellement indépendants une autre source importante d'aide au développement économique. Ces pays pourraient ainsi remplacer l'aide occidentale, réduire leur dépendance économique à l'égard des anciennes puissances coloniales et parvenir à une industrialisation rapide;
- présenter l'aide communiste comme financièrement plus avantageuse que l'aide occidentale en mettant en relief les conditions "généreuses" dont sont assortis les prêts communistes : taux d'intérêt peu élevés, longs délais de remboursement et possibilités de remboursement du capital et des intérêts par des exportations de produits de base plutôt qu'en devises fortes;

- souligner le caractère "désintéressé" de l'aide communiste destinée à des projets industriels du secteur public qui permettent une croissance rapide de l'ensemble de l'économie. Les investissements effectués par les pays industrialisés occidentaux aboutiraient, selon les communistes, à une ponction croissante de devises étrangères dans le pays bénéficiaire qui doit verser les intérêts et rembourser le capital. L'aide occidentale ne contribuerait guère à la croissance et tendrait à remplacer l'ancienne domination directe de type colonial par un nouveau système d'asservissement économique aux nations occidentales favorisées.

104. Cependant, après 1960, la Chine communiste a retourné la plupart de ces thèmes de propagande contre l'Union soviétique en s'efforçant de discréditer les programmes d'aide de l'URSS. Pour établir sa présence dans les pays du tiers monde, la Chine n'a pas hésité à concurrencer en sous-main l'aide soviétique en offrant des crédits à plus long terme sans intérêt, des types particuliers d'aide purement financière et en envoyant du personnel d'assistance technique à des conditions inacceptables pour les experts soviétiques ou est-européens;

(b) Ampleur globale de l'aide

105. Toute comparaison des moyens financiers nets mis à la disposition des pays en voie de développement montre que les pays communistes ne fournissent qu'une fraction minime, et même en diminution constante, du total mis à la disposition de ces pays. Au cours des cinq dernières années (1964-1968), le montant annuel moyen net de source occidentale a été de \$ 10,8 milliards (\$ 6,6 milliards venant du secteur public et \$ 4,2 milliards du secteur privé) contre environ \$ 1 milliard pour le total des livraisons communistes annuelles (\$ 300 millions aux pays en voie de développement du monde non communiste, \$ 350 millions aux pays communistes moins développés et \$ 380 millions d'aide normale et spéciale à Cuba). Dans les pays en voie de développement du tiers monde, les communistes ont fourni au cours des cinq dernières années moins de 3% de l'ensemble des moyens financiers (y compris ceux provenant de sources privées) fourni par le monde libre industrialisé et moins de 5% de l'aide occidentale officielle. Pour l'année 1968 la comparaison entre l'Ouest et l'Est (1) est encore plus défavorable aux pays communistes : l'aide occidentale officielle a représenté près de 28 fois celle des pays de l'Est et si l'on compte les investissements privés (qui tout en ne représentant pas une aide au sens strict du terme contribuent néanmoins au développement économique), les moyens financiers fournis par l'Ouest ont été environ 50 fois supérieurs aux crédits d'origine communiste.

(1) Voir Tableau IX en Annexe.

106. Le PNB de l'URSS a été évalué à un peu moins de la moitié (48%) de celui des Etats-Unis, or le montant moyen annuel net de l'aide soviétique au cours des cinq dernières années (1964-1968) a représenté moins du 15ème (6,5%) de l'aide officielle américaine aux pays moins développés non communistes. Si l'on compare l'effort soviétique et celui des membres européens de l'OTAN - alors que le PNB soviétique représente environ 70% du total de leurs PNB - l'aide soviétique au cours des cinq dernières années n'a atteint qu'un peu plus de 10% de l'aide fournie par les pays européens de l'Alliance. L'aide officielle annuelle de la France aux pays en voie de développement du tiers monde représente le triple de celle de l'URSS, alors que son PNB ne représente qu'environ le tiers du PNB soviétique. Or, au cours de ces dernières années, l'aide soviétique effectivement fournie a été inférieure à la moyenne annuelle calculée sur cinq ans utilisée pour les comparaisons ci-dessus.

107. Quant aux 21.500 techniciens et travailleurs d'origine communiste en poste ces dernières années dans les pays en voie de développement non communistes ils ont été plus de cinq fois moins nombreux que les experts envoyés officiellement par les pays occidentaux (103.000 en 1966 et 111.000 en 1967). De même, alors qu'environ 17.500 étudiants et stagiaires de pays en voie de développement bénéficiaient d'une formation technique et universitaire dans les pays communistes, plus de 69.000 (35.000 étudiants et 34.000 stagiaires techniques) étaient formés dans les pays de l'Ouest et plus de 11.000 bénéficiaient, dans leurs propres pays, de facilités analogues établies grâce à l'assistance occidentale. Les chiffres occidentaux ne comprennent pas les techniciens envoyés par diverses entreprises pour installer le matériel et les usines livrés à titre privé, non plus que les étudiants ou stagiaires techniques séjournant pour leur propre compte dans les pays de l'Ouest. En outre, alors que l'assistance technique communiste fait normalement partie d'un accord global de crédit et est remboursée avec un intérêt, l'aide technique des pays occidentaux représente habituellement des dons ou des services entièrement gratuits.

108. Les comparaisons des livraisons au titre de l'aide économique entre les pays occidentaux et ceux de l'Europe de l'Est ne sont guère plus favorables pour ces derniers. La Tchécoslovaquie, par exemple, qui se place en tête des pays du Pacte de Varsovie pour l'aide au développement, et dont le PNB par habitant atteint pratiquement le même niveau que celui de l'Italie, dépense annuellement environ \$ 1,40 par habitant pour le tiers monde alors que l'aide officielle nette accordée par l'Italie au cours des deux dernières années a représenté \$ 2,70 par habitant. L'aide officielle nette versée par l'ensemble des gouvernements européens de l'OTAN a été de \$ 8,20 par an et par habitant entre 1964 et 1968. Dans aucun des pays du Pacte de Varsovie (sauf en Tchécoslovaquie), l'aide économique nette n'a dépassé 1 dollar par habitant.

GRAPH VI - GRAPHIQUE VI

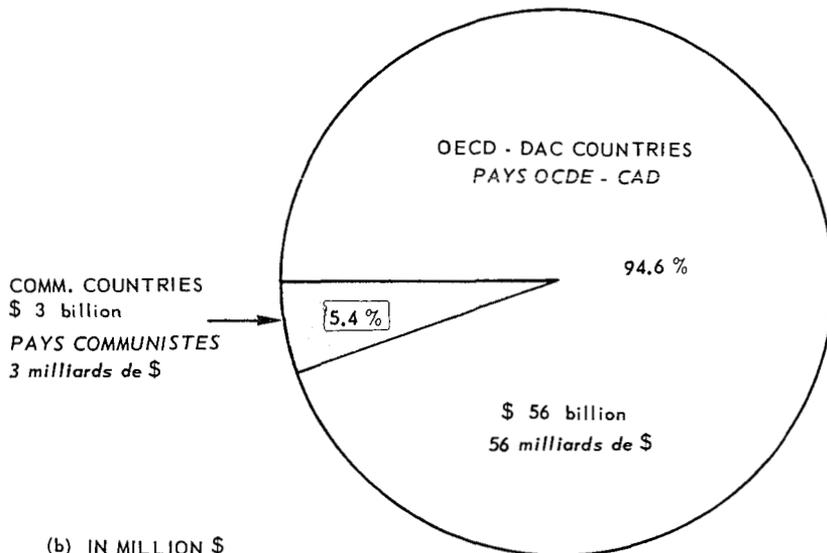
OFFICIAL DEVELOPMENT AID WESTERN & COMMUNIST

Net flow of Financial Resources from the Public Sector to less developed Countries of the Non-Communist World

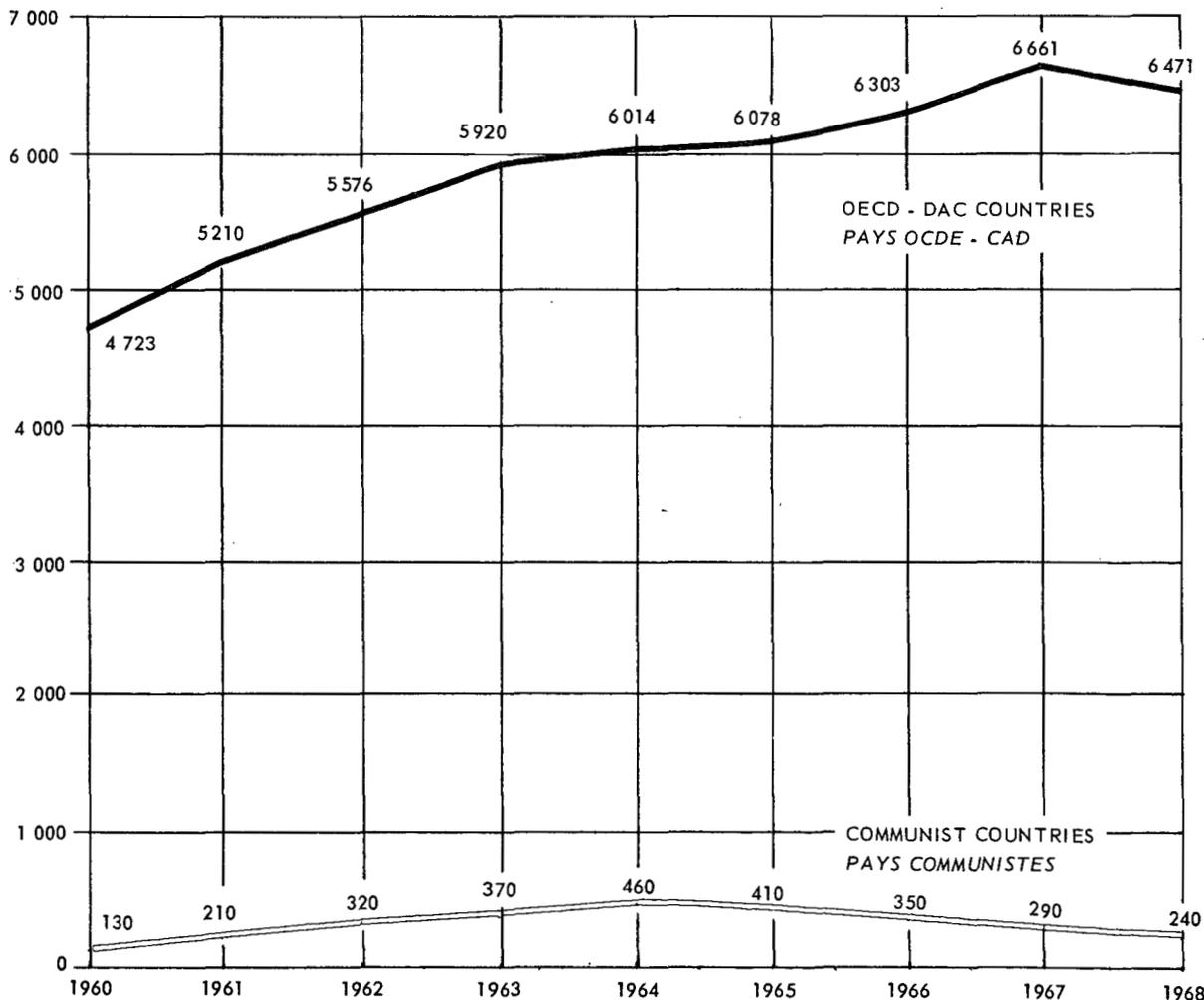
AIDE ECONOMIQUE OFFICIELLE DE L'OUEST ET DES COMMUNISTES

Montant net de l'aide financière fournie par le Secteur public aux pays en vue du développement du monde non-communiste

(a) AS PERCENTAGE OF TOTAL OFFICIAL DEVELOPMENT AID DURING THE PERIOD 1960-68
POURCENTAGE DU TOTAL DE L'AIDE ECONOMIQUE OFFICIELLE PENDANT LA PERIODE 1960-68



(b) IN MILLION \$
EN MILLIONS DE \$



(c) Conditions de l'aide

109. Contrairement aux affirmations de la propagande communiste, l'aide de ces pays est dans l'ensemble octroyée à des conditions moins libérales que l'aide officielle occidentale. Les communistes comparent les taux d'intérêt et les délais de remboursement des prêts gouvernementaux, mais ne tiennent pas compte du fait que la moitié de l'aide occidentale se compose de dons qui ne sont donc pas remboursables. En 1967 et en 1968, les dons occidentaux ont représenté en moyenne environ \$ 3 milliards par an. Jusqu'en 1960, les dons comptaient pour 85% environ de l'aide officielle occidentale et les 15% restants étaient accordés avec des taux d'intérêt commerciaux élevés pour des périodes relativement brèves. Depuis lors, le pourcentage des dons a progressivement diminué (50% en 1968), mais simultanément, les conditions et les modalités des prêts officiels des pays occidentaux sont devenus nettement plus libérales. Néanmoins, la situation varie beaucoup d'un pays à l'autre : 95% de l'aide octroyée en 1968 par la Belgique se composaient de dons. Ce pourcentage était de 92% pour la Norvège, de 75% pour le Canada, de 72% pour les Pays-Bas et de 70% pour la France. Au Royaume-Uni il a atteint 46%, aux Etats-Unis 45% et enfin 36% en République fédérale. En revanche 98,5% de l'aide soviétique et 99,4% de celle des pays d'Europe de l'Est doivent être remboursés par le pays bénéficiaire.

NATO CONFIDENTIEL
AC/89-WP/287

TABLERAU 5
LES "DONS" DANS L'AIDE ECONOMIQUE COMMUNISTE

Année	Chine communiste		Union soviétique		Europe de l'Est		TOTAL communiste	
	en millions \$ EU	En % du total des engagements	en millions \$ EU	En % du total des engagements	en millions \$ EU	En % du total des engagements	en millions \$ EU	En % du total des engagements
1960	48,5	66	5,7	1	2,2	2	56,4	7
1961	9,8	6	9,8	2	3,1	1	22,7	2
1962	12,5	77	8,2	10	1,4	1	22,1	8
1963	3,0	3	0	0	0	0	3,0	1
1964	6,3	2	16,8	2	0,8	negl.	23,9	1
1965	19,4	20	0,9	negl.	0,6	negl.	20,9	2
1966	23,0	20	24,1	2	3,0	2	50,1	3
1967	21,0	38	-	0	0,1	negl.	21,1	1
1968	2,0	3	-	0	-	0	2,0	negl.
Total 1960-68	145,0	14,0	65,5	1,5	11,2	0,5	222,2	2,9

Negl. = moins de 0,5%

NATO CONFIDENTIEL

110. Les donateurs comme les bénéficiaires s'inquiètent de la charge grandissante qu'impose aux pays en voie de développement le service des dettes accumulées envers l'étranger. Celles-ci ont été évaluées à environ \$ 48 milliards au milieu de l'année 1968 et exigent des remboursements annuels de près de \$ 3 milliards pour le capital et de \$ 1,3 milliard pour les intérêts. Dans les pays occidentaux le but poursuivi a consisté à abaisser les taux d'intérêt et à échelonner les remboursements sur des périodes plus longues (1). Les pays communistes n'ont pratiquement rien entrepris dans cette voie. L'Union soviétique a de plus en plus fréquemment octroyé des crédits "commerciaux" dont les délais de remboursement sont relativement courts et qui sont assortis d'un taux d'intérêt assez élevé. La Chine communiste accorde maintenant des prêts sans intérêt plutôt que des dons, qui représentaient au début (1960-1962) une part importante de sa contribution au développement. Les pays d'Europe de l'Est ont légèrement abaissé leurs taux d'intérêt pour les ramener au niveau soviétique, mais ils ne semblent pas avoir allongé de manière notable les délais de remboursement.

111. Dans les pays occidentaux, le taux d'intérêt moyen pondéré de l'aide publique a oscillé entre 4,7% en 1961, 3,1% en 1966, 3,8% en 1967 et 3,3% en 1968. La durée moyenne de ces prêts était de 18 ans en 1961, elle a été portée depuis à 23 ans et demi en 1966, 23 ans en 1967 et 25 ans en 1968. Ces chiffres montrent que la "générosité" des prêts soviétiques (portant en moyenne un intérêt de 2,8% sur une période de 15 ans) n'a rien d'exceptionnel si on la compare à l'aide publique occidentale, et que, d'autre part, les modalités de l'aide communiste chinoise sont nettement plus favorables.

112. Les pays communistes se sont déclarés prêts à accepter que les débiteurs remboursent le capital et versent les intérêts sous forme d'exportations traditionnelles et, dans certains cas, d'exportations des biens produits dans les entreprises montées grâce à l'aide communiste, et cette procédure a

(1) Les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE ont adopté, en février 1969, une recommandation d'après laquelle les pays membres s'efforceraient, soit de fournir 70% du total de l'aide publique au développement sous forme de dons ou de contributions assimilables à des dons, soit de garantir que leurs engagements d'aide au développement comportent en moyenne au moins 85% d'éléments concessionnels (c'est-à-dire la valeur nominale du financement engagé, diminué de la valeur actuelle des amortissements et des intérêts prévus, avec un taux d'actualisation de 10%). Exemple de tels prêts :

<u>Durée</u>	<u>Délai de grâce</u>	<u>Taux d'intérêt</u>
25 ans	7 ans	2%
30 ans	8 ans	2,5%
38 ans	10 ans	3%

sans aucun doute permis d'alléger les besoins constants en devises convertibles qui pèsent sur les pays bénéficiaires. Cet avantage ne joue cependant que dans la mesure où ces exportations ne trouvent normalement pas de débouché sur les marchés occidentaux. La possibilité pour les pays en voie de développement de rembourser les dettes communistes par des exportations classiques tend à réduire les pressions économiquement saines qui incitent le pays à réorienter sa production soit vers des types de biens plus concurrentiels; quoi qu'il en soit, cette formule communiste apporte indubitablement aux pays bénéficiaires un soulagement appréciable bien qu'il soit provisoire.

(d) Aide économique "liée"

113. La pratique de l'"aide liée", suivant laquelle les pays créditeurs imposent aux bénéficiaires d'acheter exclusivement chez le donateur les biens et services financés par l'aide, est généralement considéré comme l'une des plus graves entraves au bon fonctionnement de l'aide. De telles conditions peuvent en effet contraindre les bénéficiaires à accepter des prix plus élevés ou une qualité moins bonne que s'ils choisissaient librement leurs sources d'approvisionnements. Dans les pays occidentaux, la pratique de l'"aide liée" a pris une certaine ampleur au cours des années soixante, notamment aux Etats-Unis qui ont eu à faire face à des difficultés de balance des paiements, mais les pays occidentaux admettent en général que le libre choix des fournisseurs demeure l'objectif à atteindre dès que la situation économique intérieure du pays donateur le permet. Récemment, les Etats-Unis ont décidé de réduire la part "liée" de leur programme d'aide. L'aide liée en 1967 a été estimée à 58% des versements bruts des pays occidentaux et à un peu moins de 75% de l'aide totale, compte tenu des livraisons "liées" de biens et services fournis au titre de l'assistance technique.

114. Néanmoins, l'ensemble des pays non communistes ont versé en 1967 \$ 1,8 milliard au titre de l'aide "non liée". La part de cette aide dans le total net des déboursements officiels varie beaucoup d'un pays à l'autre. Dans les pays donateurs membres de l'OTAN elle s'établit comme suit :

TABLEAU 6

Aide "non liée" en % du total de l'aide publique

Pays	1966	1967
Portugal	73	86
Allemagne	38	40
Royaume-Uni	29	35
Belgique	28	34
Pays-Bas	24	32
France	34	31
Italie	25	27
Norvège	22	13
Danemark	3	4
Etats-Unis	4	4
Canada	4	-

En outre, une part importante (plus de 40% en 1967) de l'aide "liée" se composait de dons qui n'imposent aucune charge aux pays bénéficiaires.

115. Par opposition aux pays occidentaux qui, en général, laissent une certaine liberté de choix aux bénéficiaires, toute l'aide communiste est accordée sur une base non convertible; tous les achats de biens ou services fournis dans le cadre d'un programme d'aide communiste doivent obligatoirement s'effectuer exclusivement dans le pays donateur. Les bénéficiaires de l'aide occidentale "liée" peuvent toujours choisir entre divers fournisseurs en concurrence dans le pays donateur, mais cette liberté de choix limitée est même exclue dans les pays donateurs communistes puisque la concurrence n'existe pas sur le marché intérieur.

(e) Assistance multilatérale

116. Bien que les pays en voie de développement estiment en général que l'aide multilatérale est le meilleur moyen d'éviter que l'aide économique soit "inutilement assortie de liens", les pays communistes ont constamment rejeté toute forme d'assistance dont l'origine nationale ne peut être nettement identifiée. Aucun pays communiste ne participe aux organisations internationales telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale pour le développement, la Société financière internationale ou aux banques de développement régional créées pour l'Afrique, l'Asie et l'Amérique du Sud. Les Soviétiques ont été incapables d'organiser, même au sein du COMECON, une institution ressemblant de près ou de loin au Fonds de développement européen du Marché Commun. Même dans les programmes d'aides et de développement des Nations unies auxquels les communistes participent (à peine 3% du total des contributions à ces programmes est d'origine communiste), ils ont tenu à faire des distinctions très nettes et à contrôler l'utilisation qui est faite de leur contribution. Contrairement à la pratique générale, les pays communistes octroient pour ces programmes des devises non convertibles ce qui limite l'utilisation de ces crédits au financement des livraisons en provenance du pays donateur. L'Union soviétique a, par exemple, tenté de concentrer son aide sur certains projets des Nations unies dans lesquels sa contribution peut, soit jouer un rôle de premier plan, soit être au moins identifiée et, par conséquent, présentée officiellement comme "contribution soviétique". La démonstration de la répugnance des pays communistes à participer à des projets multilatéraux a été faite, une fois de plus, au Conseil économique et social, lorsque les pays communistes ont adopté une attitude évasive à l'égard de la deuxième décennie des Nations unies pour le développement, qui doit commencer en 1970.

117. Malgré l'absence remarquée des communistes, les organismes d'aide multilatéraux ont joué, depuis le début des années 60, un rôle rapidement grandissant dans l'effort mondial d'aide au développement. Alors qu'en 1960 les versements nets de ces institutions représentaient \$ 284 millions, soit un ordre de grandeur comparable au total de l'aide communiste au cours de la même année, le montant de l'aide multilatérale reçue en 1968 par les pays en voie de développement non communistes, était évalué à \$ 1.200 millions soit plus de 4 fois le montant de l'aide reçue du monde communiste. L'aide multilatérale

représentait en 1968 environ 17% du total des crédits bilatéraux officiellement versés par les pays occidentaux, contre 5,5% en 1960. Un certain nombre de pays de l'OTAN ont eu recours à l'intermédiaire d'organisations multilatérales pour des parts de plus en plus importantes de leurs programmes d'aide officielle. Au cours des cinq dernières années (1964-1968), cette solution a été adoptée pour l'aide publique versée par la Norvège (2/3), le Danemark (plus de 50%), l'Italie et les Pays-Bas (1/3), le Canada (près de 1/5ème) et la Belgique (plus de 14%). Ce pourcentage d'aide multilatérale s'est accru au cours des deux dernières années pour l'Allemagne (15%), les Etats-Unis (8%) et la France (6%), tandis qu'il restait aux environs de 10 à 11% pour le Royaume-Uni. En moyenne au cours des dernières années la contribution des pays occidentaux à des organismes multilatéraux s'est élevée à près de 10% de leurs versements au titre de l'aide publique au développement.

(f) Conclusion

118. L'assistance technique et financière occidentale, qui représente plus de 97% de l'aide reçue par les pays en voie de développement, provient de sources très variées, officielles et privées, bilatérales et multilatérales, et est octroyée sous forme de dons et de crédits à environ 100 pays en voie de développement répartis sur les cinq continents. L'aide communiste paraît bien étriquée en comparaison. Les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique en limitant strictement leurs programmes d'aide, en exerçant un contrôle gouvernemental sur le volume et l'orientation de l'aide octroyée, en choisissant soigneusement les pays bénéficiaires et en s'efforçant d'éviter toute confusion possible quant à l'origine de l'aide, ont amplement démontré que, pour eux, l'aide aux pays en voie de développement est davantage un instrument de politique étrangère qu'un moyen de promouvoir véritablement la croissance économique. Cette subordination des considérations économiques aux raisons d'ordre purement politique est encore plus frappante dans le cas de la Chine communiste qui tente à la fois de discréditer et l'aide économique occidentale et celle de l'Union soviétique.

119. Etant donné leur puissance économique, l'Union soviétique et les pays de l'Est pourraient consentir un effort nettement plus important s'ils estimaient pouvoir en retirer des avantages politiques suffisants. Après une période initiale d'optimisme, les événements se sont chargés de démontrer aux milieux communistes, que l'influence politique essentiellement fondée sur l'octroi d'aide n'a qu'un caractère éphémère. Les pays communistes les plus industrialisés, dont l'URSS, se sont progressivement mis à évaluer avec plus de réalisme les avantages qu'ils pouvaient retirer de leurs engagements au titre de l'aide économique. Ils ont été ainsi amenés à utiliser de plus en plus l'aide comme moyen de promotion de leurs exportations de biens d'équipement. L'élan de l'offensive de l'aide économique communiste qui avait été lancée avec grand bruit vers la fin des années 50 semble être retombée sous l'influence modératrice des réalités.

120. La comparaison entre l'Est et l'Ouest dans le domaine de l'aide économique ne devrait cependant pas conduire à des conclusions fausses. L'Ouest continue à avoir un intérêt certain à la croissance économique rapide des régions moins développées et l'aide des pays occidentaux ne peut être considérée comme un moyen de contrer les efforts d'aide économique des pays communistes. L'Occident s'est d'ailleurs engagé dans la voie de l'assistance bien avant que les pays communistes ne prétendent découvrir le problème. L'échec de ces derniers ne peut servir de prétexte à un relâchement des efforts occidentaux. Si l'objectif du "1% du PNB" à consacrer à l'aide économique doit être atteint en 1975, ainsi qu'il a été décidé en principe à la deuxième session de l'UNCTAD à New-Dehli en 1968, les pays occidentaux devront veiller à ce que le taux annuel de croissance des moyens financiers mis à la disposition des pays en voie de développement atteint en 1968, (14% de plus qu'en 1967) soit maintenu au cours des années à venir. En effet, alors qu'en 1961 ce montant représentait 0,96% du total du PNB des pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, ce pourcentage était tombé à 0,73% en 1966, et, depuis lors, il est remonté à 0,75% en 1967 et à 0,77% en 1968. Cette dernière augmentation doit être cependant imputée au très net accroissement des capitaux privés (+ de 40% par rapport à 1967) sur lesquels les Gouvernements occidentaux n'ont que peu d'influence; dans le même temps l'aide publique diminuait légèrement (- 1,2%) par rapport au montant record de \$ 7 milliards enregistré en 1967.

X
 X X

II. ASSISTANCE MILITAIRE

A. AMPLEUR ET ORIENTATION DE L'AIDE MILITAIRE COMMUNISTE

(a) Définition de l'aide militaire communiste

121. Alors que pour d'évidentes raisons de propagande la signature des accords d'aide économique passés par les pays communistes est en général annoncée à grands renforts de publicité, beaucoup moins d'informations sont données sur les tractations militaires entre les pays communiste et les pays en voie de développement du monde non-communiste. Le problème consistant à distinguer la part de "l'aide" dans ce qui serait une transaction commerciale ordinaire, accroît la difficulté d'une évaluation de l'aide militaire communiste. Pour parvenir à faire une telle évaluation, il faut commencer par établir la valeur estimative du matériel militaire ayant fait l'objet d'un engagement de livraison. De ce montant sont ensuite déduits les versements effectués par le bénéficiaire; ils varient d'un marché à l'autre mais sont évalués en moyenne à 3 ou 4% de la valeur des biens militaires promis. Le montant de "l'aide" militaire se limite: (a) aux arrangements de crédit pour le financement du marché, et (b) aux remises et dons accompagnant les accords d'aide militaire. Il convient de remarquer que les prix de catalogue des équipements militaires sont arbitrairement fixés par les pays communistes de sorte que les remises consenties pourraient viser à grossir la part des livraisons effectuées sous forme de dons.

122. Il semble qu'en général 60% des livraisons d'armes fournies par les pays communistes sont faites à crédit et que près de 40% de leur valeur totale sont défalqués soit sous forme de dons purs et simples, soit par des réductions de prix ou encore par des remises. Il est rare que les conditions d'octroi des crédits militaires soient révélées, mais elles sont en général plus strictes que celles des prêts à l'économie. Si, dans certains cas, il semble que le remboursement des prêts militaires ait été expressément prévu en devises fortes, les remboursements sont la plupart du temps apparemment compris dans le total des exportations du pays bénéficiaire ce qui signifie qu'ils ont été effectués en marchandises et non en devises. Outre les livraisons d'armements, de munitions et de matériels, les pays communistes envoient des Conseillers militaires et des instructeurs dans les pays bénéficiaires et organisent sur leur propre territoire des installations d'entraînement destinées au personnel militaire des pays en voie de développement.

(b) Nouveaux engagements d'aide

123. Au cours de la période 1960-1966, on estime que les engagements communistes au titre de l'aide militaire ont représenté en moyenne environ \$ 550 millions par an et ont atteint 2 fois un niveau record: \$ 850 millions en 1961 et \$ 1.000 millions en 1964. Les crédits nouveaux se sont élevés \$ 600 millions en 1967 et au moins à \$ 200 millions en 1968. Pour le premier semestre de 1969, l'aide nouvelle est évaluée à \$ 50 millions. L'aide militaire totale octroyée par les pays communistes entre 1955 et le milieu de l'année 1969 a représenté au moins \$ 3,6 milliards de crédits et 2,3 milliards de remises ou de dons.

124. Au cours des trois dernières années de la décennie, l'Union soviétique a comme d'habitude été de loin le pays communiste le plus actif dans le domaine de l'aide militaire: elle compte pour environ 90% dans les nouveaux engagements de 1967 et pour 75% dans ceux qui ont été signés en 1968. La Tchécoslovaquie qui a joué dans ce domaine un rôle moins important après 1960, a fourni la majeure partie du reste et la part de la Chine communiste a été minime. On n'a signalé aucune livraison chinoise de matériels militaires d'importance majeure au premier semestre de 1969. La plupart des nouveaux accords de livraisons d'armements conclus par l'URSS en 1967 et 1968 ont été passés avec le Moyen-Orient et les pays arabes. En janvier 1967, l'Union soviétique a signé un accord d'aide militaire de \$ 100 millions avec l'Iran et après la guerre des six jours, en juin 1967, elle a pris de nouveaux engagements afin de rétablir le potentiel militaire arabe au niveau atteint avant le conflit. La RAU, la Syrie et l'Irak ont été les principaux bénéficiaires de ces nouveaux engagements. En outre, l'URSS a conclu en 1967 des accords mineurs avec la Guinée, l'Indonésie, le Maroc, le Nigeria et le Yémen et, pour 1968, il faut ajouter à cette liste le Sud Yémen et le Soudan. Il semble bien que les Soviétiques ont fait des offres à la Jordanie, au Liban, à la Lybie, et au Congo (Kinshasa). On sait qu'en ce qui concerne l'Europe de l'Est la Tchécoslovaquie a signé, en 1967, des accords de faible importance avec l'Irak, la Syrie, la RAU, le Maroc et le Nigeria.

(c) Tirages

125. Contrairement au faible taux d'utilisation de l'aide économique, les tirages sur l'aide militaire communiste montrent que la mise en oeuvre de ce type d'assistance suit de très près la signature des accords. Depuis le début en 1955 des activités communistes en ce domaine, les pays non communistes en voie de développement avaient tiré, à la fin de 1969, près de \$ 5,2 milliards sur les 5,9 milliards d'aide octroyée, soit un taux d'utilisation de plus de 85%, ou encore plus de deux fois

le taux d'utilisation de l'aide économique. C'est la raison pour laquelle, bien que l'aide militaire totale promise par les pays communistes depuis 1955 représente moins de 60% des engagements au titre de l'aide économique, la valeur des livraisons réelles d'armements, de matériels militaires et autres services dépasse d'environ 16% celle des livraisons faites au tiers monde au titre du développement.

126. La différence la plus importante observée entre le flux de l'aide militaire et celui de l'aide économique a été observée en 1962: la première étant alors évaluée à environ \$ 810 millions et la seconde à un peu plus de \$ 350 millions. Depuis lors, la prédominance écrasante de l'aide militaire sur l'aide économique a progressivement diminué. Pendant la période 1960-1966 les tirages annuels moyens sur les accords d'aide militaire se sont élevés à environ \$ 440 millions et au cours des deux dernières années de la période les pays bénéficiaires ont reçu des livraisons militaires d'une valeur de \$ 400 millions. Compte tenu du volume plus faible des nouveaux engagements au cours du 1er semestre de 1969, il semblerait que les livraisons pour cette année seront ramenées à environ \$ 300 millions.

127. Plus de 85% des livraisons effectuées au cours des deux dernières années au titre de l'aide militaire par les pays communistes provenaient d'Union soviétique, les autres grands fournisseurs étant la Tchécoslovaquie et la Chine communiste tandis que la Bulgarie, la zone d'occupation soviétique d'Allemagne et la Pologne n'y ont participé que de manière symbolique. Après l'opération d'approvisionnement d'urgence de juin 1967, effectuée par le moyen d'un pont aérien d'environ 300 vols, et par des livraisons ultérieures par mer, le flux des livraisons aux Etats arabes (RAU, Syrie, Irak, Algérie, Yémen) s'est un peu ralenti en 1968. Ce ralentissement a cependant été compensé par un accroissement des livraisons aux autres pays bénéficiaires comme l'Iran et surtout l'Inde, pays dans lequel les Forces armées tirent maintenant d'URSS, la majeure partie de leurs matériels militaires. Une usine de montage de MIG est en cours d'installation en Inde grâce à l'aide soviétique, mais on ne pense pas que les appareils pourront être entièrement fabriqués sur place avant 1970. Tenant compte de ses relations particulières avec l'Inde, l'URSS a manœuvré avec prudence au Pakistan où la Chine communiste concentre ses efforts. En 1967, l'URSS a accepté de fournir à l'Indonésie, contre paiement comptant, des pièces détachées pour les forces navales et aériennes. Depuis 1967, le Nigeria reçoit du matériel militaire de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie. Le principal marché d'armement passé par cette dernière a été l'accord négocié en 1967 avec le Maroc pour la livraison d'environ \$ 20 millions de matériel aux forces terrestres marocaines en vue de contrebalancer le potentiel militaire algérien.

128. Dans l'ensemble, depuis 1955, environ 23 pays ont bénéficié d'une aide militaire soviétique pour une valeur d'au moins \$ 4,3 milliards. Les bénéficiaires les plus importants jusqu'à ce jour ont été la RAU (\$ 1,4 milliards) et l'Indonésie (\$ 1,1 milliards octroyés en majeure partie avant 1966) qui ont absorbé à elles deux plus de la moitié de l'aide militaire totale; elles sont suivies par l'Irak et l'Inde qui ont reçu au total plus de \$ 1 milliard. Viennent ensuite la Syrie, l'Afghanistan et l'Algérie et enfin, le Yémen. Les 8 pays mentionnés ci-dessus ont reçu plus de 95% de l'aide militaire soviétique octroyée jusqu'à présent. Le reliquat a été octroyé au Pakistan, à la Somalie, au Maroc et des crédits de moindre importance ont été accordés à divers autres pays africains tels que le Ghana, la Guinée, le Mali, le Nigeria, le Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda.

129. La Tchécoslovaquie a accordé une aide militaire à onze pays recevant déjà des livraisons soviétiques (en particulier la RAU, l'Indonésie, la Syrie, le Yémen et l'Inde). La Pologne (en Indonésie), la Bulgarie (en Inde et en Algérie) la zone d'occupation soviétique d'Allemagne (en Tanzanie) n'ont participé que d'une façon marginale à l'aide militaire. Par contre, l'assistance militaire assez modeste de la Chine communiste, qui représente environ 4% du total de l'aide des pays communistes a une répartition géographique différente de celle des pays communistes européens. Les 8 principaux bénéficiaires des livraisons d'armements et de matériel chinois ont jusqu'à présent été la Pakistan, suivi par l'Algérie (surtout avant l'indépendance), le Cambodge et certains pays africains comme le Congo (Brazzaville), le Ghana, le Mali, la Tanzanie et l'Ouganda.

(d) Assistance technique militaire

130. Après la guerre de juin 1967, le nombre des techniciens et des conseillers militaires communistes implantés dans les pays arabes a notablement augmenté. En RAU et en Syrie, les conseillers soviétiques (plus de 2.000 dans le premier pays et 1.000 dans le second) ne jouent pas seulement un rôle de plus en plus important dans l'instruction militaire, mais leur influence est croissante dans les affaires militaires en général. Dans les deux pays, les conseillers soviétiques semblent être détachés auprès des unités de combat jusqu'à l'échelon du bataillon, de la station de radar et du site de lancement de missiles sol-air (SAM). Aux échelons plus élevés, le personnel soviétique aide les commandants des unités à préparer les plans d'opérations et à en surveiller l'exécution. C'est en Algérie (1) et en Irak que l'on signale ensuite la plus forte concentration de techniciens militaires soviétiques; ils s'occupent surtout de montage de matériel et de la formation militaire de type plus classique. La répartition géographique des autres

(1) De 800 à 1.000 personnes auraient été envoyées dans le pays au titre de l'aide militaire

techniciens soviétiques correspond à celle des crédits et de dons. Dans l'ensemble, on estime que, par suite de l'intensification de l'aide militaire, l'effectif des techniciens et des conseillers militaires en poste pour des périodes supérieures à 1 mois dans les pays non communistes en voie de développement qui était resté stationnaire et un peu en deçà de 3.500 en 1966 est passé à environ 6.100 en 1967 et à 7.200 en 1968. Au milieu de l'année 1969, ce chiffre est retombé à 6.400.

(e) Stagiaires militaires originaires de pays en voie de développement

131. Alors que l'effectif des conseillers militaires mis en place dans les pays en voie de développement avait nettement tendance à augmenter, les désignations nouvelles par les pays en voie de développement de personnes militaires destinés à suivre des cours de formation organisés spécialement pour eux dans les pays communistes, tendait par contre à diminuer en 1967 et 1968, par rapport aux années précédentes. Les informations disponibles sembleraient indiquer qu'en 1961 et 1962 le nombre annuel des départs a atteint un maximum d'environ 3.500. En 1965, ce chiffre s'est abaissé à 2.720 puis en 1966 à 1.550. Pour 1967 et 1968, on évalue respectivement leur nombre à 1.200 et 1.500, originaires de 11 pays différents. On signalait au milieu de l'année 1969 qu'environ 3.500 ressortissants de pays en voie de développement recevaient une formation militaire dans les pays communistes, contre 3.800 en 1968, 3.500 en 1967, 3.630 en 1966 et 4.355 en 1965. Plus de 90% d'entre eux se trouvaient en Union soviétique, les autres étant répartis dans divers pays d'Europe de l'Est et en Chine communiste. En dehors des pays arabes (comme l'Algérie, l'Irak, la RAU et la Syrie), on comptait un nombre assez important de stagiaires originaires d'Afghanistan, du Congo (Brazzaville), de Guinée, d'Inde, de Somalie et de Tanzanie.

132. Depuis 1955, environ 25.000 militaires d'au moins 15 pays différents, ont été formés dans les pays communistes, et notamment en URSS pour 85% d'entre eux. Les effectifs les plus nombreux venaient d'Indonésie (plus de 15.000), mais ce pays a pratiquement cessé d'envoyer de nouveaux stagiaires après 1966. Le principal bénéficiaire de l'aide militaire a été ensuite la RAU (environ 6.000 stagiaires), mais là encore, leur nombre a diminué depuis 1967.

B. EVALUATION DE L'AIDE MILITAIRE COMMUNISTE

(a) "Coût" de l'aide pour le pays donateur

133. Comme il a été indiqué plus haut, l'aide militaire communiste est presque entièrement fournie par l'Union soviétique, les autres pays de l'Europe de l'Est, ne jouant qu'un rôle

complémentaire. La valeur annuelle des livraisons soviétiques, au titre de l'aide militaire, représentait au cours des dernières années environ 1% (approximativement \$ 350 millions) du total estimatif des dépenses militaires de l'URSS; on ne peut donc guère considérer qu'elle accroisse d'une façon ou d'une autre la charge que représente, l'effort militaire soviétique. On peut penser que les matériels militaires livrés aux pays en voie de développement sont prélevés sur les stocks existants. Les bénéficiaires se sont plaints, il y a quelques années, de la qualité des livraisons soviétiques. En 1963 par exemple les autorités iraqiennes auraient été mécontentes du matériel "périmé" et "usagé" livré par l'Union soviétique dans le cadre de l'accord d'aide militaire. Depuis lors, l'URSS a fourni des avions et des matériels pour les forces terrestres navales plus modernes et même des missiles sol-air dont sont actuellement dotées les forces armées soviétiques. Aucune critique n'a plus été formulée depuis par les bénéficiaires.

134. Il est bien évident que l'Union soviétique n'envisage pas d'affecter une partie quelconque de sa capacité de production à ses programmes d'aide militaire. La seule exception qui soit connue a été la création en Inde d'une usine destinée d'abord au montage puis à la construction de Mig-21, maintenant pratiquement achevée. A la fin de l'année 1964 l'Union soviétique a accordé à l'Inde dans ce but des crédits équivalents à \$ 86 millions. En 1968, l'URSS semblait de plus en plus préoccupée de la capacité des pays bénéficiaires à absorber et utiliser efficacement les matériels livrés. Tout en continuant à fournir des armements aux Arabes, pour compenser leurs pertes, elle a manifestement cherché à renforcer le contrôle étroit qu'elle exerce sur leurs besoins en armements et sur l'utilisation qui en est faite.

135. A titre de comparaison, il convient de se référer à l'aide militaire offerte par les Etats-Unis. On y a observé un passage progressif des dons aux ventes à crédit et plus récemment aux ventes au comptant. L'aide accordée à titre de dons par les Etats-Unis (sauf pour le Vietnam) s'est élevée à \$ 865 millions au cours de l'exercice 1966-1967, à \$ 525 millions en 1967-1968 et à \$ 485 millions en 1968-1969. Un montant de \$ 684 millions a été inscrit au budget fédéral au titre de l'exercice 1970, pour les livraisons sous forme de dons. Il est prévu qu'en 1970 des ventes officielles d'armements de gouvernement à gouvernement d'une valeur de \$ 600 millions payés comptant, des ventes par l'industrie privée d'un montant de \$ 400 millions à payer comptant des ventes à crédit destinées surtout aux pays industrialisés, d'un montant de \$ 350 millions accordé par la banque Import-export, enfin, des crédits et des dons destinés surtout aux pays en voie de développement, d'une valeur de \$ 350 millions octroyés dans le cadre de la Loi sur les ventes d'armements militaires à l'étranger. Aucune information n'est disponible sur les autres transactions

occidentales en matière d'aide militaire et il est donc impossible de pousser plus avant la comparaison entre la valeur totale des livraisons militaires des pays communistes et celle des pays de l'Ouest.

136. Comme 60% des armements fournis par l'URSS et les autres pays d'Europe de l'Est sont vendus à crédit et que les pays bénéficiaires remboursent en général par des exportations de produits traditionnels et parfois en devises fortes, le coût réel des programmes d'aide militaire équivaut à la valeur des "dons et remises". Ceux-ci ont été évalués à environ \$ 160 millions par an en 1967 et 1968, et il faut tenir compte aussi d'un autre élément (1), à savoir les conditions libérales auxquelles les crédits sont accordés. Ceci amène donc à conclure qu'en termes économiques l'aide militaire soviétique peut être considérée simplement comme le moyen de développer les ventes d'armements sans imposer un effort abusif à l'industrie des armements. En effet, dans la mesure où les remboursements sont effectués en devises convertibles, l'aide militaire peut être considérée comme une source de devises fortes qui permet de réduire en partie les problèmes de balance des paiements en devises convertibles et donne ainsi aux communistes des facilités pour acheter aux nations occidentales industrialisées une technologie dont ils ont grand besoin.

(b) Objectifs et résultats de l'aide militaire communiste

137. L'aide militaire s'est révélée être un moyen peu onéreux et très efficace pour les communistes d'accroître leur influence dans les pays non communistes en voie de développement, de créer l'image d'une grande puissance amicale et de réduire l'influence occidentale dans ces pays. L'aide militaire soviétique s'est développée de façon expérimentale et pragmatique, utilisant toutes les occasions qui se présentaient.

(1) Suivant la méthode "d'actualisation de la valeur" utilisée par l'OCDE (voir l'ouvrage de Garan OHLIN "Réévaluation des politiques d'aide à l'étranger" OCDE Paris 1966 et Annexe: "L'élément "don" dans les prêts de développement", ainsi que "Les moyens financiers mis à la disposition des pays moins développés 1961-1965" OCDE Paris 1967, Annexe I et page 157) pour calculer cet élément et en supposant que les conditions de crédits appliquées à l'aide économique (intérêt de 2,5%, délai de remboursement de 12 ans taux de capitalisation 10%) les remboursements commençant un an après la livraison, sont applicables aux crédits militaires, les prêts militaires soviétiques contiendraient un élément "dons" de $7,5 \times 4,5 \times (1 + 1/12) = 36,56\%$, au maximum, contre environ 43% pour les prêts classiques au titre du développement économique.

Chronologiquement, elle a souvent précédé une aide économique, comme dans les pays du Moyen-Orient. En adoptant cette politique, l'Union soviétique a plus agi en puissance traditionnelle qu'en promoteur d'intérêts idéologiques mondiaux. Des armements et du matériel militaire ont été proposés quelle qu'ait été l'attitude des pays bénéficiaires vis-à-vis de leurs partis communistes respectifs; il se pourrait même que les livraisons d'armes soviétiques aient contribué à la prise de position des autorités locales contre les activités illégales de leurs partis communistes. Les Chinois qui ne sont pas en mesure d'offrir une aide militaire comparable à celle des Soviétiques, ont fortement critiqué cette attitude dans les pays non communistes.

138. L'aide militaire et l'assistance technique communistes se caractérisent notamment par le fait qu'elles tentent de gagner de l'influence, dans les pays en voie de développement, auprès des milieux militaires appelés à prendre de l'importance. Dans ces pays - désireux de manifester leur identité nationale et leur indépendance politique - l'armée constitue en général l'une des très rares structures sociales bien organisées. En y envoyant des experts militaires qui se tiennent constamment en relation avec leurs homologues locaux et en invitant les jeunes militaires les plus brillants à étudier dans les pays communistes, les Soviétiques semblent créer par le biais de l'assistance technique militaire des relations personnelles avec certains groupes qui, ultérieurement, joueront peut-être un rôle politique décisif dans leurs pays respectifs. En même temps, les communistes contribuent à éliminer les installations militaires occidentales dans les zones présentant un intérêt stratégique (Méditerranée, pays arabes producteurs de pétrole) car ils offrent d'autres possibilités d'approvisionnement de matériels militaires aux pays géographiquement situés en bordure des alliances occidentales (Afghanistan, Inde); parfois même, ils tentent de briser ces alliances (CENTO, OTASE) en proposant des armes à leurs pays membres (Iran, Pakistan).

139. L'aggravation des conflits locaux a servi les objectifs communistes et a tendu à bouleverser les relations des pays occidentaux avec toutes les parties intéressées. L'Union soviétique a souvent exploité, dans les conflits locaux, le désir de l'une des parties de s'affirmer contre un rival présenté comme bénéficiaire du soutien occidental (Arabes contre Israël, Inde contre Pakistan, Indonésie contre Malaisie, etc.). Lorsqu'un certain volume de matériel militaire a été mis à la disposition d'un pays en voie de développement, il est alors facile aux pays communistes d'assurer leur présence en contrôlant les livraisons indispensables de pièces de rechange, le remplacement des matériels et les fournitures de munitions. En même temps, en favorisant l'appareil militaire d'un pays, ils incitent ses voisins - opposants éventuels - à améliorer leur propre potentiel

militaire. Si l'Occident ne répond pas à de telles demandes, le pays pourra se sentir obligé de se tourner vers les pays communistes pour obtenir du matériel militaire. Le cas s'est présenté pour le Maroc après les livraisons d'armes soviétiques à l'Algérie.

140. La politique suivie par les pays communistes en matière d'aide militaire connaît cependant des limites et des échecs. En renforçant le nationalisme des pays bénéficiaires, les pays communistes ne limitent pas seulement l'influence de l'Ouest, mais ils entravent aussi leurs propres efforts de pénétration idéologique. Le cas de l'Indonésie a montré qu'en dépit d'une aide militaire importante, le pays bénéficiaire peut conserver une indépendance suffisante pour refuser de s'aligner sur les puissances communistes et peut se tourner alors vers le monde occidental pour obtenir un appui. De même, en donnant l'impression qu'ils prennent partie dans les conflits locaux, les pays communistes risquent d'indisposer l'une des deux parties. La méfiance du Pakistan qui a demandé l'aide de la Chine, en voyant l'aide militaire accordée à l'Inde par les Soviétiques, illustre particulièrement cette situation.

(c) Conséquences économiques pour les pays bénéficiaires

141. Comme aucun pays en voie de développement ne possède de capacité industrielle suffisante pour produire sur place les armements et matériels jugés indispensables par les dirigeants, la création d'un appareil militaire représente pour ces pays un prélèvement très lourd sur leurs ressources, sans aucune contrepartie économique et retarde par conséquent leur développement. Les livraisons d'armements et de matériels de type très perfectionné entraînent ensuite de nouvelles dépenses d'entretien. En outre, en affectant des techniciens hautement spécialisés à l'entretien de ces armements modernes, les pays en voie de développement aggravent encore dans les secteurs civils de l'économie la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, qui est l'une des principales caractéristiques du sous-développement. Lorsque le Comité d'aide au développement de l'OCDE a examiné les problèmes de la répartition de l'aide par rapport au développement, il s'est posé la question de savoir "comment réagir devant le détournement des ressources à des fins militaires dans les pays en voie de développement" (1). Certains des grands bénéficiaires de l'aide militaire communiste ont en effet consacré une part considérable de leur PNB à la défense, malgré le faible niveau de vie de leurs populations, comme l'indique le tableau 6(2) ci-dessous.

(1) Aide au développement - Examen 1968 - OCDE Paris, page 149 (version anglaise)

(2) D'après "Equilibre militaire 1969-1970" - Institut d'études stratégiques de Londres.

TABLEAU 6

Dépenses dans certains pays arabes

Pays	Dépenses militaires 1968		PNB (estimations)	
	Millions de de \$ des Etats-Unis	en \$ par habitant	Par habitant \$	Pourcentage consacré à la défense
Algérie	173	14	210	6,4
Irak	252	30	260	11,2
Syrie	137	25	190	12,6
RAU	690	22	175	12,5

Dans ces pays les livraisons communistes au titre de l'aide militaire sont approximativement évaluées à un cinquième des dépenses militaires totales.

142. Comme les livraisons de biens militaires suivent de beaucoup plus près la signature des accords d'aide que les livraisons au titre du développement économique, les "crédits militaires" ont une incidence plus immédiate sur les obligations des pays bénéficiaires en ce qui concerne le service de leur dette. Les difficultés auxquelles ils se heurtent pour faire face aux lourdes obligations du remboursement de la dette sont sérieusement aggravées par les remboursements relatifs aux livraisons d'armements. On peut citer comme exemple le cas de l'Indonésie: sous le régime de Sukarno le pays a reçu, entre 1957 et 1965, environ \$ 1.340 millions de matériels militaires (environ \$ 130 millions de la Pologne, \$ 100 millions de la Tchécoslovaquie et \$ 1.110 millions de l'URSS), dont plus de \$ 1 milliard à crédit. Les dirigeants qui ont pris le pouvoir après Sukarno ont été dans l'obligation de rembourser en 1966 \$ 800 millions à l'Union soviétique dont les deux-tiers représentaient des livraisons de matériels militaires. Le pays n'a pas eu d'autre alternative que de demander un report d'échéance, tant aux crédateurs occidentaux qu'aux crédateurs communistes. Depuis septembre 1965, les grosses livraisons soviétiques ont cessé, tandis que l'aide économique a diminué puis s'est stabilisé en 1968. Les négociations menées avec l'URSS pour les reports d'échéance se sont prolongées jusqu'à ces dernières années. Il convient

de remarquer que ce sont précisément les pays ayant bénéficié d'une aide militaire communiste qui ont dû demander des facilités de paiement à leurs créanciers (1).

143. Il serait plausible que le ralentissement de la croissance économique de ces pays causé par l'aide militaire communiste puisse, à long terme, contribuer au mécontentement croissant de la population du point de vue de ses conditions de vie et dégénérer en malaise social sur lequel les partis communistes locaux pourraient s'appuyer pour accroître leur influence. Si une telle évolution est manifestement nuisible aux intérêts occidentaux, il n'est cependant pas certain que l'Union soviétique soit le premier bénéficiaire d'un mécontentement populaire car les communistes chinois pourraient en tirer partie pour formuler des critiques contre les Russes. L'inclination récente des Soviétiques à faire preuve d'une prudence accrue, sinon d'une certaine hésitation, en matière de livraisons de matériels militaires aux pays en voie de développement pourrait traduire une prise de conscience plus nette de cet aspect du problème.

(d) Perspectives d'avenir et conclusions

144. Compte tenu des résultats obtenus, l'aide militaire restera probablement l'un des moyens d'élection de l'Union soviétique pour étendre son influence dans les pays en voie de développement du monde libre. Elle a en effet la possibilité d'augmenter le volume de ses livraisons de matériels militaires sans compromettre pour autant son potentiel de défense ni la modernisation de ses armements. Ainsi, la fourniture d'armements et de matériels militaires dépendra surtout de l'évolution des foyers de discorde et des rivalités entre pays en voie de développement. Cela ne signifie pas que l'Union soviétique cherchera délibérément à multiplier les causes éventuelles de tension dans le tiers monde, mais que les dirigeants soviétiques se tiendront prêts à profiter rapidement et avec efficacité de toutes les occasions qui pourraient se présenter. Jusqu'à présent, la valeur des livraisons d'armements communistes a été au moins équivalente aux apports fournis au titre de l'aide économique, mais l'aide militaire a été plus fortement concentrée que celle-ci sur un petit nombre de pays. En outre, aucun pays communiste d'Europe ou d'Asie ne peut véritablement soutenir la concurrence avec l'URSS dans ce domaine, si bien que le prestige et l'influence découlant de ce genre d'"assistance" profiteront exclusivement à l'Union soviétique. Il n'y a donc aucune raison de penser qu'au cours des années à venir les livraisons d'armements et de matériels militaires

(1) RAU, Yémen, Guinée, Ghana, Mali, Afghanistan, Somalie, Indonésie

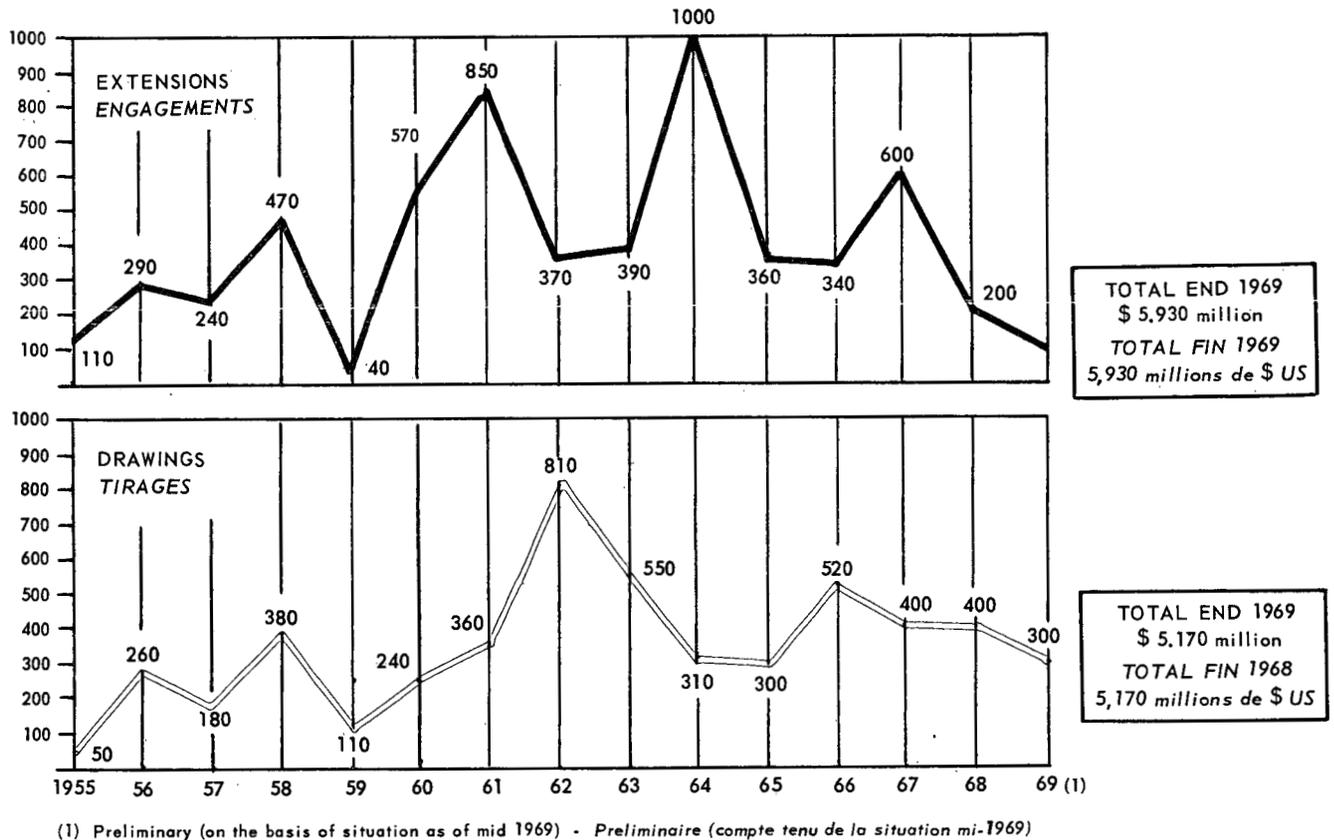
soviétiques seront en régression par rapport à leur niveau actuel, évalué à 350 ou 400 millions de dollars par an; elles pourraient même s'accroître si de nouvelles zones de tension apparaissaient dans les régions en voie de développement du monde non communiste.

145. Bien que ses moyens soient limités, la Chine communiste poursuivra sans aucun doute ses efforts en vue d'affirmer sa présence dans un domaine où l'Union soviétique détient un quasi monopole au sein du monde communiste. La Chine continuera probablement à fournir des armements et du matériel aux forces de subversion dans les régions en voie de développement, tout en condamnant ostensiblement le caractère "impérialiste" de l'aide militaire soviétique. Il est cependant peu probable que la valeur des livraisons militaires chinoises dépasse le dixième des livraisons soviétiques.

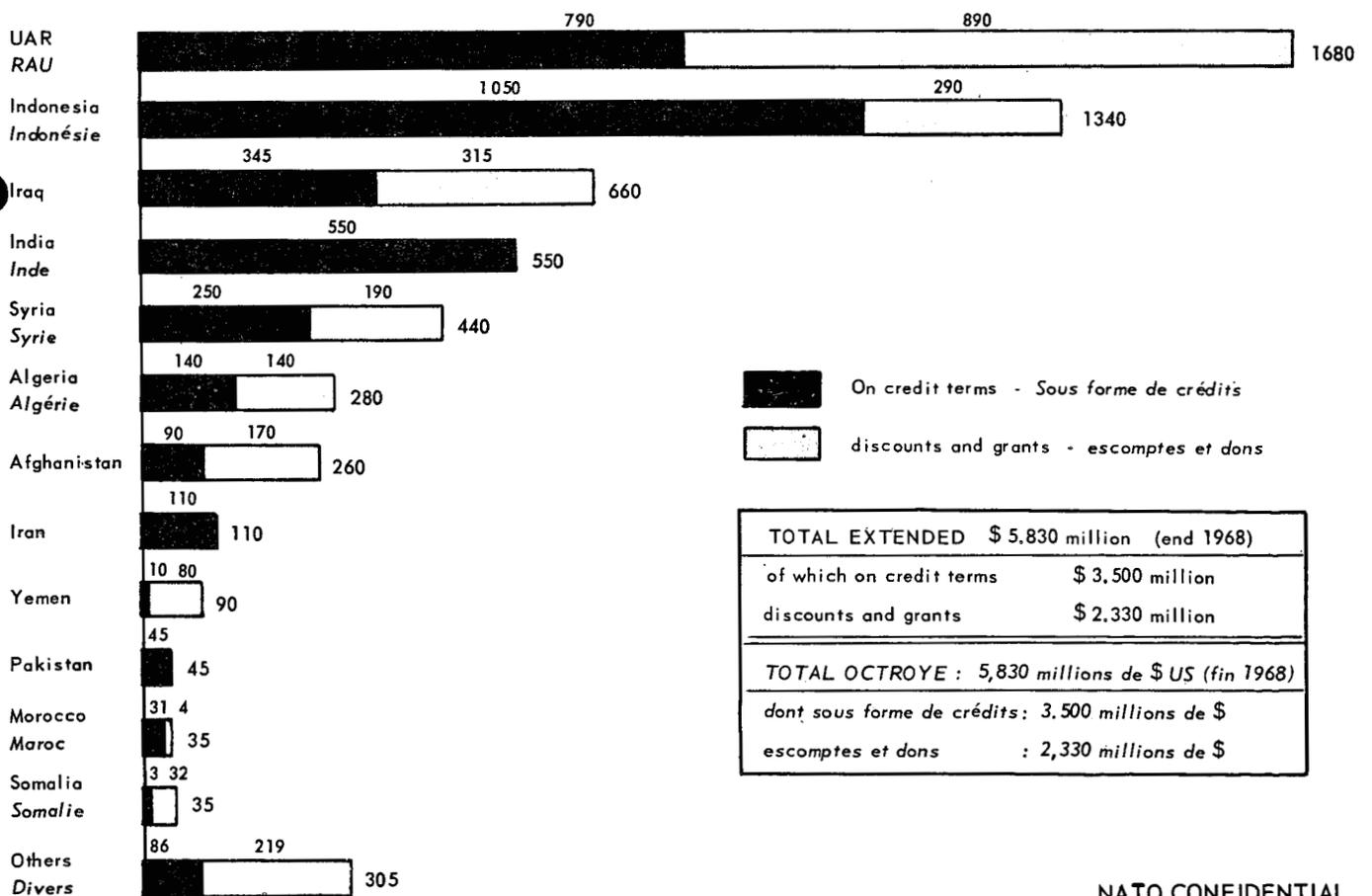
146. Les pays en voie de développement, dans lesquels le sentiment nationaliste constitue souvent le principal élément de dynamisme cherchent à assurer leur stabilité intérieure et leur sécurité extérieure en développant leur potentiel militaire. Les offres d'aide militaire s'adressent donc à des secteurs particulièrement réceptifs. Le type de dépendance qu'entraîne l'acceptation de ces offres a des conséquences plus profondes que l'aide économique. Lorsqu'une armée a été équipée par l'Union soviétique, les nécessités permanentes de son entretien, du remplacement des matériels et de l'assistance technique pour apprendre à les utiliser créent avec l'URSS, dans un secteur d'une importance vitale pour le pays bénéficiaire, des liens qu'il n'est pas facile de défendre. L'exemple de l'Indonésie montre clairement les problèmes qui peuvent résulter d'une telle dépendance. Enfin, ainsi qu'il a déjà été indiqué plus haut, la course aux armements entre pays en voie de développement risque au détriment des pays de l'Ouest d'entraver la croissance de leurs économies, d'aggraver ainsi, à la longue les tensions internes et d'accroître les déséquilibres dans les rapports de forces. Les pays de l'OTAN ont donc intérêt à suivre avec la plus grande attention les activités communistes dans le domaine de l'aide militaire et il paraît souhaitable que les pays membres améliorent leurs consultations sur les problèmes que pose ce mode d'action des pays communistes.

GRAPH VII - GRAPHIQUE VII

**COMMUNIST MILITARY AID (Million US \$)
AIDE MILITAIRE COMMUNISTE (En millions US \$)**



GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION (Military Aid 1955-68) - REPARTITION GEOGRAPHIQUE (Aide militaire 1955-68)



DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

III. LES RELATIONS COMMERCIALES AVEC LES PAYS EN VOIE
DE DEVELOPPEMENTA. VOLUME DES ECHANGES DU MONDE COMMUNISTE AVEC LES PAYS EN VOIE
DE DEVELOPPEMENT(a) La part des pays communistes dans l'ensemble des échan-
ges des pays en voie de développement non européens

147. Pendant les deux dernières années pour lesquelles des données statistiques d'ensemble sont disponibles (1), la valeur globale du commerce extérieur du Tiers Monde a augmenté de 3 % en 1967 et de près de 9 % en 1968. Les pays communistes ne sont intervenus que pour une faible part dans cette croissance. Le volume des échanges entre les pays communistes et les pays en voie de développement non européens, qui en 1967 avait légèrement diminué (- 1,1 %) n'a progressé que de moins de 3,5 % en 1968.

Tableau 8Commerce extérieur des pays en voie de développement

Année	AVEC LES PAYS COMMUNISTES						AVEC L'ENSEMBLE DU MONDE	
	Exportations (fob)		Importations (fob)		Volume total		Volume total	
	En mil- lion de \$	Varia- tion en %	En mil- lion de \$	Varia- tion en %	En mil- lion de \$	Varia- tion en %	En mil- lion de \$	Varia- tion en %
1964	1.940	+ 11,6	2.650	+ 7,3	4.590	+ 10,7	69.565	+ 9,3
1965	2.390	+ 23,2	2.930	+ 10,6	5.320	+ 15,9	73.510	+ 5,7
1966	2.340	- 2,1	3.230	+ 10,2	5.570	+ 4,7	79.030	+ 7,5
1967	2.150	- 8,1	3.360	+ 4,0	5.510	- 1,1	81.410	+ 3,0
1968	2.220	+ 3,3	3.470	+ 3,3	5.690	+ 3,3	88.650	+ 8,9

(1) "Le commerce international en 1968", GATT, Genève 1969.

148. Le rôle joué par les partenaires commerciaux communistes dans la structure globale des échanges des pays en voie de développement s'est révélé particulièrement médiocre sur le plan des exportations du Tiers Monde. Les exportations vers les pays communistes ont diminué de 2,1 % en 1966 et de 8,1 % en 1967. Elles n'ont augmenté que de 3,3 % en 1968. Cela est d'autant plus frappant que :

- les importations totales des pays communistes ont progressé de 3,8 % en 1966, de 6,8 % en 1967 et de 8,2 % en 1968;
- les exportations totales des pays en voie de développement se sont accrues, en valeur, de 6 % en 1966, de 3 % en 1967 et de 8,9 % en 1968.

L'augmentation en 1968 du volume global des exportations des pays en voie de développement (+ 8 %), est la plus importante enregistrée depuis la fin de la guerre (1). Cette évolution favorable est toutefois imputable uniquement à la reprise de la croissance économique dans les régions industrialisées non communistes. En fait, la hausse impressionnante des recettes d'exportations (+ 9 %) s'explique par l'effet conjugué de 3 facteurs :

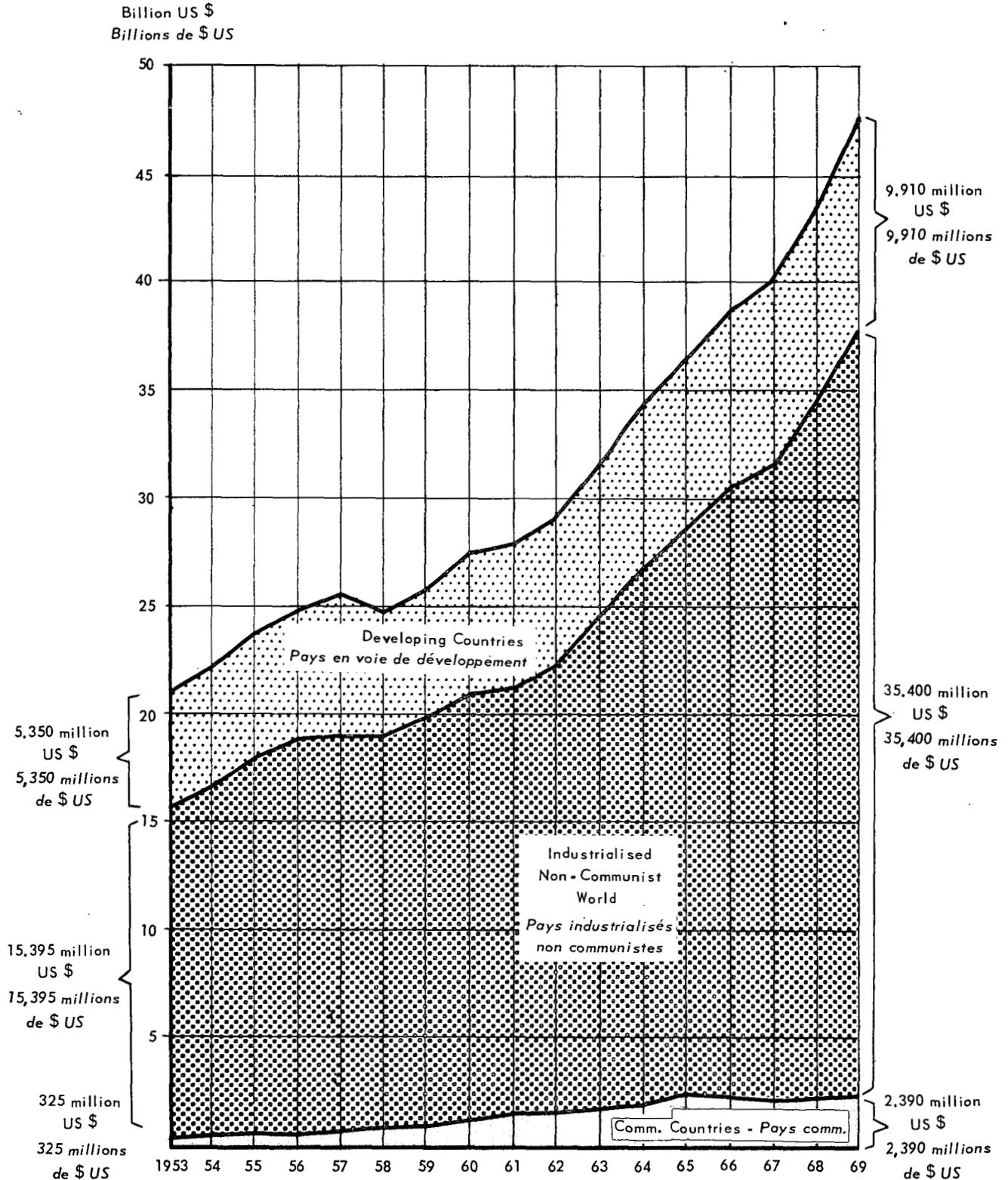
- la demande croissante de matières premières dans les pays industrialisés;
- l'évolution favorable des prix à l'exportation qui en a résulté, et;
- la croissance rapide des exportations de produits manufacturés (+ 20 %) en provenance des pays en voie de développement).

149. La part des pays communistes dans l'ensemble des exportations du Tiers Monde s'est accrue rapidement entre 1953 et 1965, passant de 1,5 % environ au chiffre record de 6,5 %. Depuis, elle a suivi une courbe descendante et se situait à 5,1 % en 1968 (voir graphique X). D'après les renseignements fragmentaires disponibles, il semblerait que ce fléchissement ait persisté en 1969. Il est possible que les exportations vers les pays communistes aient retrouvé en valeur absolue leur niveau de 1965. Il semble néanmoins peu probable que les pays en voie de développement aient livré plus de 5 % de leurs exportations au monde communiste, contre 74 % aux pays occidentaux industrialisés. Les 21 % restant représentent les échanges entre pays en voie de développement non communistes.

(1) En 1955, 1963 et 1967, l'augmentation avait été pratiquement du même ordre.

GRAPH VIII - GRAPHIQUE VIII

EXPORTS OF NON-COMMUNIST DEVELOPING COUNTRIES
 EXPORTATIONS DES PAYS NON COMMUNISTES EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
 (1953 - 1969)



150. Les importations des pays en voie de développement en provenance des pays communistes se sont développées rapidement entre 1959 et 1966 (+ de 17 % par an), mais plus modérément par la suite (4 % en 1967 et 3,3 % en 1968). L'amélioration en 1968 des termes de l'échange ainsi que l'expansion des ventes consécutive à l'accélération de l'activité économique en Occident, ont entraîné un accroissement des importations en provenance des pays industrialisés non communistes qui ont augmenté de 10 % en 1968. De ce fait, l'importance relative prise par les pays communistes en tant que fournisseurs (dont la part est progressivement passée de 1,9 % de l'ensemble des achats effectués par les pays en voie de développement en 1953 à 8,1 % en 1967) a fléchi en 1968 pour la première fois. Pendant cette dernière année, 73,1 % du total des importations des pays en voie de développement provenaient du monde industrialisé non communiste, contre 7,7 % pour les pays communistes. D'après les renseignements incomplets actuellement disponibles sur les importations effectuées en 1969 par les pays insuffisamment développés, il semble que ces pourcentages n'aient pratiquement pas varié pendant l'année écoulée.

151. La balance commerciale des régions en voie de développement dans leur ensemble s'est rapidement détériorée depuis 1966. Toutefois les échanges pays insuffisamment développés et pays occidentaux étaient beaucoup plus équilibrés que le commerce avec les pays communistes. Les achats f.o.b. dans les pays communistes ont dépassé, dans des proportions de plus en plus grandes, les exportations f.o.b. à destination de ces pays, situation qui s'est soldée pour les pays en voie de développement par un déficit commercial sans aucune mesure avec leurs échanges avec le monde communiste. En 1968, ce déficit s'est aggravé de 1 milliard de dollars au moins, compte non tenu de la hausse du fret des marchandises importées. Un quart environ de ce déficit peut être attribué aux prestations, à crédit consenties au titre de l'assistance économique, mais il est évident que les livraisons au titre de l'aide militaire y interviennent pour une large part. On ne dispose que de trop rares informations sur la balance des échanges invisibles, -service, transports et autres transferts, -tandis que la situation de la balance des paiements accuse de trop larges variations d'un pays à l'autre pour permettre des généralisations valables.

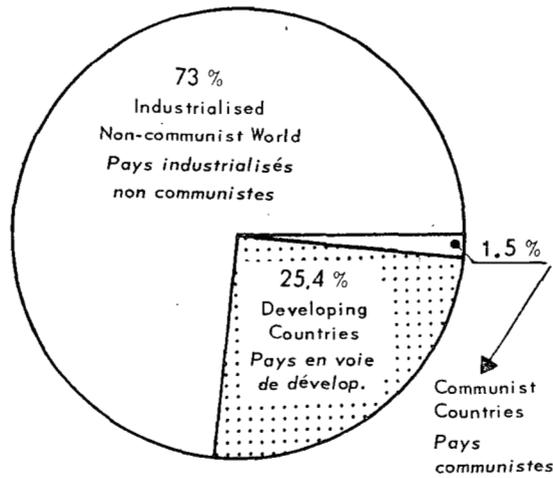
(b) La part des régions en voie de développement dans le commerce global des pays communistes

152. Les échanges globaux du monde communiste ont progressé régulièrement : partis d'un niveau très bas en 1953, ils se sont élevés en 1968 à \$ 27 milliards pour les exportations et \$ 26 milliards pour les importations, soit une augmentation de 8,6 % par rapport à l'année précédente. Cependant, le commerce mondial connaît, depuis 1962, une croissance presque aussi rapide et en 1968 il a enregistré une augmentation de 11 %. Fin 1968, le commerce des pays communistes représentait 11 % environ de l'ensemble des échanges mondiaux.

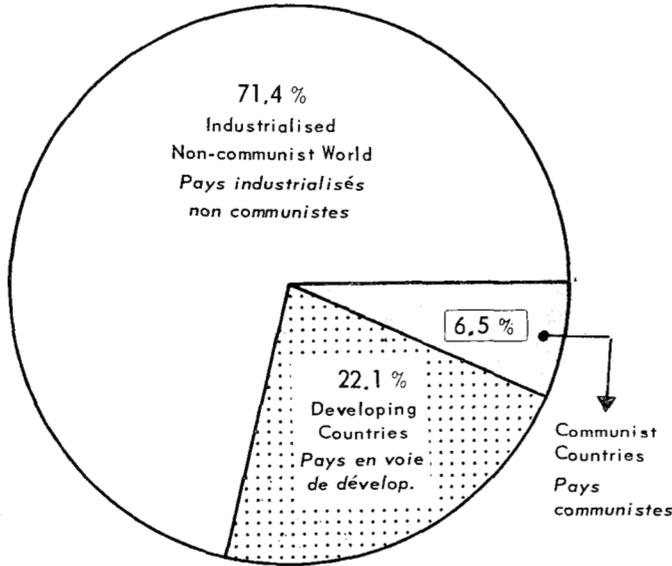
GRAPH IX - GRAPHIQUE IX

DIRECTION OF LESS DEVELOPED COUNTRIES' EXPORTS
DESTINATION DES EXPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

1953
TOTAL EXPORTS :
21,070 million US \$
TOTAL DES EXPORTATIONS :
21,070 millions de \$ US
(1953 = 100)



1965
TOTAL EXPORTS :
36,510 million US \$
TOTAL DES EXPORTATIONS :
36,510 millions de \$ US
(1965 = 173)



1968
TOTAL EXPORTS :
43,430 million US \$
TOTAL DES EXPORTATIONS :
43,430 millions de \$ US
(1968 = 206)

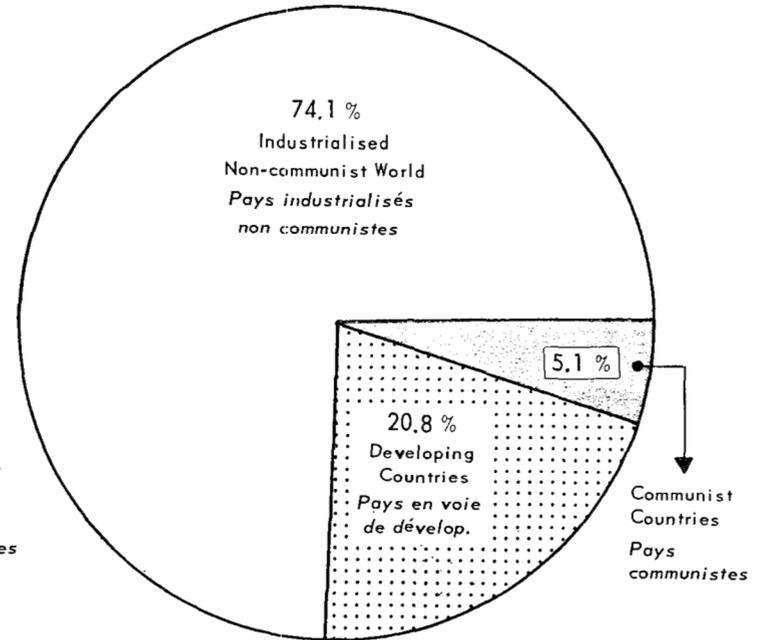


Tableau 9

Commerce du monde communiste

(en milliards de
\$ des Etats-Unis)

Année	Le commerce des pays communistes avec le monde			Volume des échanges avec les pays en voie de déve- loppement
	Exportations	Importations	Volume total des échanges	
1964	20,27	20,03	40,30	4,59
1965	21,73	21,42	43,15	5,32
1966	23,20	22,32	45,52	5,57
1967	24,89	23,86	48,75	5,51
1968	27,03	25,87	52,90	5,69

153. L'expansion générale des échanges des pays communistes enregistrée en 1968 provient dans une large mesure d'une augmentation de 10 % du commerce à l'intérieur du COMECON, qui occupe une place prépondérante dans ces échanges (plus de 56 %). Le commerce avec les pays occidentaux industrialisés s'est accru à un rythme plus modéré (+ 6,7 %), tandis que celui avec les pays en voie de développement n'a accusé qu'un faible accroissement (+ 3,5 %). Il n'en reste pas moins que l'excédent d'exportations des pays communistes, qui avait doublé de 1965 à 1967, s'est gonflé de plus de \$ 1 milliard en 1968, du fait notamment que les exportations vers les pays en voie de développement ont continué de croître, tandis que les importations marquaient un fléchissement depuis 1965 et que même à la fin 1968, elles n'atteignaient pas le niveau de l'année précédente.

154. Cet aperçu ne tient toutefois pas compte des différences marquées qui existent entre les divers pays communistes en ce qui concerne la valeur de leurs échanges avec les pays en voie de développement. A cet égard, l'URSS occupe la première place.

Tableau 10Le commerce des pays communistes avec les régions en
voie de développement en 1968(En milliards de
\$ des Etats-Unis)

Pays	Exportations	Importations	Volume des échanges	Solde
Union soviétique	1,40	0,86	2,26	+ 0,54
Europe orientale	1,03	0,85	1,88	+ 0,18
Chine communiste	0,83	0,24	1,07	+ 0,59
Autres pays commu- nistes d'Asie	0,10	0,08	0,18	+ 0,02

C'est la prépondérance de ses exportations qui explique, en grande partie, le rôle de premier plan joué par l'Union soviétique. Si au sein du monde communiste l'URSS est sans conteste la principale source d'approvisionnement des pays insuffisamment développés, pour les produits vendus par ces derniers, l'Europe orientale représente un débouché tout aussi important que l'URSS. La Chine communiste occupe une place à part : elle écoule une importante partie de ses exportations vers les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient, et achète la plupart de ses importations aux pays industrialisés d'Europe occidentale et orientale; par contre, son commerce avec l'Union soviétique a été ramené à un niveau négligeable.

155. La part des pays en voie de développement dans l'ensemble des échanges des divers pays communistes en 1968 se décompose comme suit (en pourcentages) :

Tableau 11Part du tiers monde dans le commerce des pays communistes

Chine communiste	31 %
Union soviétique	11 %
Tchécoslovaquie	10 %
Roumanie	8 %
Pologne	7 %
Bulgarie	7 %
Hongrie	6 %
Zone soviétique d'Allemagne	5 %

On peut constater que cette répartition vient confirmer l'importance relative des activités d'assistance économique des pays d'Europe orientale (1).

(c) Evolution des échanges commerciaux de l'Union soviétique avec les pays en voie de développement

156. Depuis la fin de la dernière guerre, les échanges entre l'URSS et les pays insuffisamment développés sont passés par trois étapes :

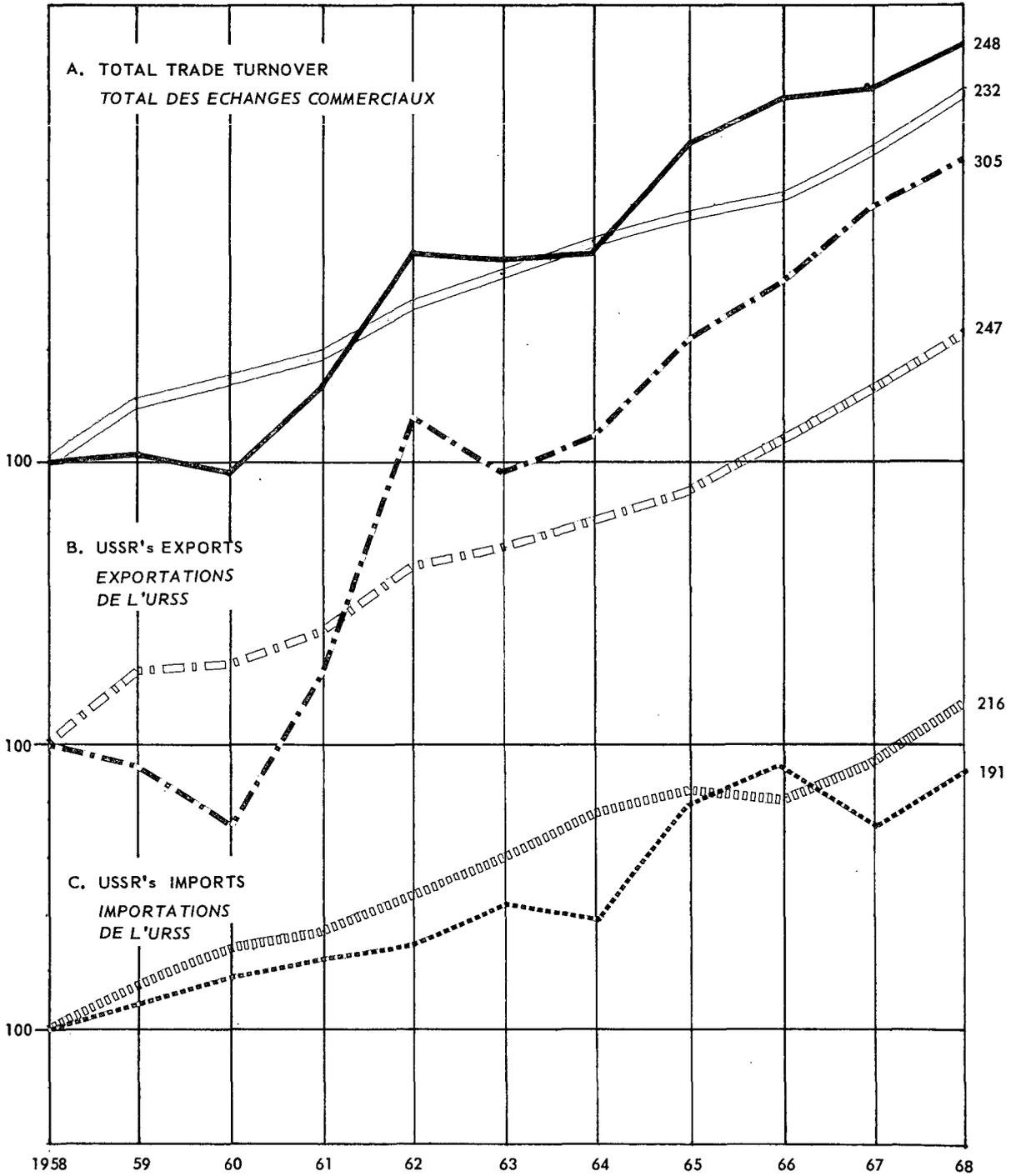
- de 1946 à 1953, le commerce avec les pays en voie de développement est resté à un niveau très peu élevé (\$ 130 millions environ par an) ;
- de 1954 à 1962, ces échanges ont progressé à un rythme extraordinaire ; leur valeur s'est multipliée par 12 (passant de \$ 130 millions en 1953 à \$ 1 milliard 570 millions en 1962) ;
- de 1963 à 1968, l'expansion s'est poursuivie, mais à une cadence plus modérée, de \$ 1 milliard 570 millions à \$ 2 milliards 260 millions (soit une augmentation de 45% environ).

157. La politique d'expansion commerciale de 1954 a coïncidé avec l'octroi des premiers crédits au titre de l'assistance économique. L'Union soviétique s'est présentée comme un nouveau marché important où les pays en voie de développement pourraient écouler les matières premières et les produits agricoles pour lesquels ils ne peuvent trouver d'acquéreur dans le monde non communiste. Comme ces pays souffraient d'une insuffisance chronique de devises fortes, l'URSS a proposé de troquer leurs excédents contre du matériel industriel dont ils avaient cruellement besoin. Ces livraisons d'équipement à crédit ne devaient toutefois pas atteindre de proportions considérables avant 1962, et la balance commerciale de l'Union soviétique avec les pays en voie de développement accusait des déficits modérés mais persistants. En fait, à la fin de 1960, le déficit cumulé, à partir de 1946, de la balance commerciale de l'Union soviétique avec les pays en voie de développement avait atteint près de \$ 670 millions.

158. Depuis le début de 1962, le tableau a changé. Le taux de croissance s'est ralenti, et la balance commerciale s'est modifiée à l'avantage de l'Union soviétique. Parti d'un niveau peu élevé, le taux de croissance semblait, au début, très élevé, bien qu'en valeurs absolues, il ait été relativement modeste. Le niveau des importations atteint au début des années 1960 correspondait mieux à ce que l'on pouvait attendre d'un pays comme l'Union soviétique. Toute nouvelle

(1) Voir paragraphe 38.

GRAPH X - GRAPHIQUE X
FOREIGN TRADE OF THE U.S.S.R.
COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.R.S.S.
1958 = 100



KEY
LEGENDE

- Trade with developing countries
Echanges avec les pays en voie de développement
- Trade with World
Echanges internationaux

expansion semblait liée aux résultats d'ensemble de l'économie soviétique, dont les progrès avaient tendance à être plus lents au cours de cette décennie que pendant la période précédente. De 1962 à 1968 les importations de l'Union soviétique en provenance des pays en voie de développement sont passées de \$ 565 millions (1961) à \$ 860 millions (1968), soit une augmentation annuelle moyenne d'environ 6,2%, encore que cette progression ne soit plus régulière : en 1964, les importations ont baissé quelque peu par rapport à 1963 ; en 1967, elles sont tombées en-dessous du niveau atteint deux années auparavant et en 1968, elles n'avaient pas retrouvé leur niveau de 1966.

159. Pendant la période 1962-1968, les exportations soviétiques vers les pays en voie de développement ont continué de progresser à leur rythme antérieur, c'est-à-dire plus rapidement que les importations (de \$ 585 millions en 1961 à \$ 1 milliard 405 millions en 1968, soit 17% environ par an). De ce fait, la balance commerciale de l'Union soviétique avec ces pays est devenue favorable. Le déficit accumulé faisait bientôt place à un excédent qui à la fin de 1968 se chiffrait à \$ 2 milliards 100 millions au total. La fourniture à crédit de biens d'équipement a joué un rôle dans ce renversement de situation et l'Union soviétique sera peu à peu amenée à se pencher plus attentivement sur le problème suivant : l'intérêt économique des approvisionnements qu'elle peut se procurer auprès des régions en voie de développement, en échange de ses exportations.

Tableau 12

URSS : Commerce avec l'ensemble du monde et échanges avec les pays insuffisamment développés

(en millions de roubles)

Année	Monde	Echanges avec les pays insuffisamment développés				
	Volume total des échanges	Volume total des échanges	Exportations (1)	Importations	Solde commercial	
					Annuel	Accumulé
1946	1.280,3	91,7	38,7	53,0	- 14,3	- 14,3
1947	1.364,0	75,8	19,4	56,4	- 37,0	- 51,3
1948	2.278,9	229,6	66,2	163,4	- 97,2	- 148,5
1949	2.642,8	173,4	64,0	109,4	- 45,4	- 193,9
1950	2.925,5	112,5	29,1	83,4	- 54,3	- 248,2
1951	3.853,4	151,8	66,0	85,8	- 19,8	- 268,0
1952	4.766,4	109,6	67,1	102,5	- 35,4	- 303,4
1953	5.148,1	117,1	45,1	72,0	- 26,9	- 330,3
1954	5.764,4	228,7	88,1	140,6	- 52,5	- 382,8

(en millions de roubles)

Année	Monde	Echanges avec les pays insuffisamment développés				
	Volume total des échanges	Volume total des échanges	Exportations (1)	Importations	Solde commercial	
					Annuel	Accumulé
1955	5.838,5	304,0	127,8	176,2	- 48,4	- 431,2
1956	6.504,9	489,9	241,0	248,9	- 7,9	- 439,1
1957	7.487,3	699,2	326,6	372,6	- 46,0	- 485,1
1958	7.783,9	820,0	414,5	405,5	+ 9,0	- 476,1
1959	9.471,2	826,9	387,7	439,2	- 51,5	- 527,6
1960	10.072,9	784,8	303,7	481,1	- 77,4	- 605,0
1961	10.643,5	1.032,7	525,5	507,2	+ 18,3	- 586,7
1962	12.137,4	1.415,4	889,5	525,9	+ 363,6	- 223,1
1963	12.898,1	1.404,5	820,7	583,8	+ 236,9	+ 13,8
1964	13.877,9	1.431,8	868,0	563,8	+ 304,2	+ 318,0
1965	14.609,7	1.744,5	1.010,4	734,1	+ 276,3	+ 594,3
1966	15.078,6	1.874,1	1.090,6	783,5	+ 307,1	+ 901,4
1967	16.370,1	1.905,3	1.207,0	698,3	+ 508,7	+ 1.410,1
1968	18.039,9	2.037,1	1.263,1	774,0	+ 489,1	+ 1.899,2

Source : Annuaire statistique de l'Union soviétique

(1) Les exportations tiennent vraisemblablement compte de l'équipement militaire.

(d) Evolution des échanges commerciaux de l'Europe orientale avec les régions en voie de développement

160. Les échanges de l'Europe orientale avec les pays en voie de développement ont progressé rapidement pendant les quinze dernières années, bien qu'à un rythme plus uniforme qu'en Union soviétique, et correspondant mieux à la croissance générale de leur commerce extérieur. Au cours des dix années allant de 1959 à 1968, la valeur des exportations a pratiquement triplé, tandis que celle des importations s'est multipliée par 2½. Le volume des échanges de l'Europe orientale avec les pays non communistes en voie de développement, qui représentait quelque \$ 700 millions en 1959, se chiffrait en 1968 à \$ 1 milliard 880 millions. Si on le compare avec les échanges de l'Union soviétique avec ces mêmes pays, le commerce de l'Europe orientale est plus équilibré, bien que la valeur des exportations ait en moyenne dépassé celle des importations d'environ \$ 100 millions par an, pendant les dix années considérées.

161. Au cours des dix dernières années, le classement des divers pays d'Europe orientale par ordre d'importance ne s'est guère modifié. En 1968, la situation se présentait comme suit :

Tableau 13

Commerce des divers pays d'Europe orientale avec les pays en voie de développement - 1968

Pays	en millions de \$ US			Part dans les échanges totaux de l'Europe orientale (en %)
	Exportations fob	Importations fob	Volume total des échanges	
1. Tchécoslovaquie	331	248	579	29%
2. Pologne	211	191	402	20%
3. Zone soviétique d'Allemagne	199	166	365	18%
4. Roumanie	167	90	257	12%
5. Bulgarie (a)	115	110	225	11%
6. Roumanie	94	113	207	10%
TOTAL	1.117	918	2.035	100%

(a) Selon les estimations du GATT

Source : Le Commerce international en 1968 - GATT, Genève 1969

Note : Les chiffres de ce tableau diffèrent quelque peu des données mentionnées au paragraphe 160, car le GATT comprend entre autres Cuba parmi les régions en voie de développement

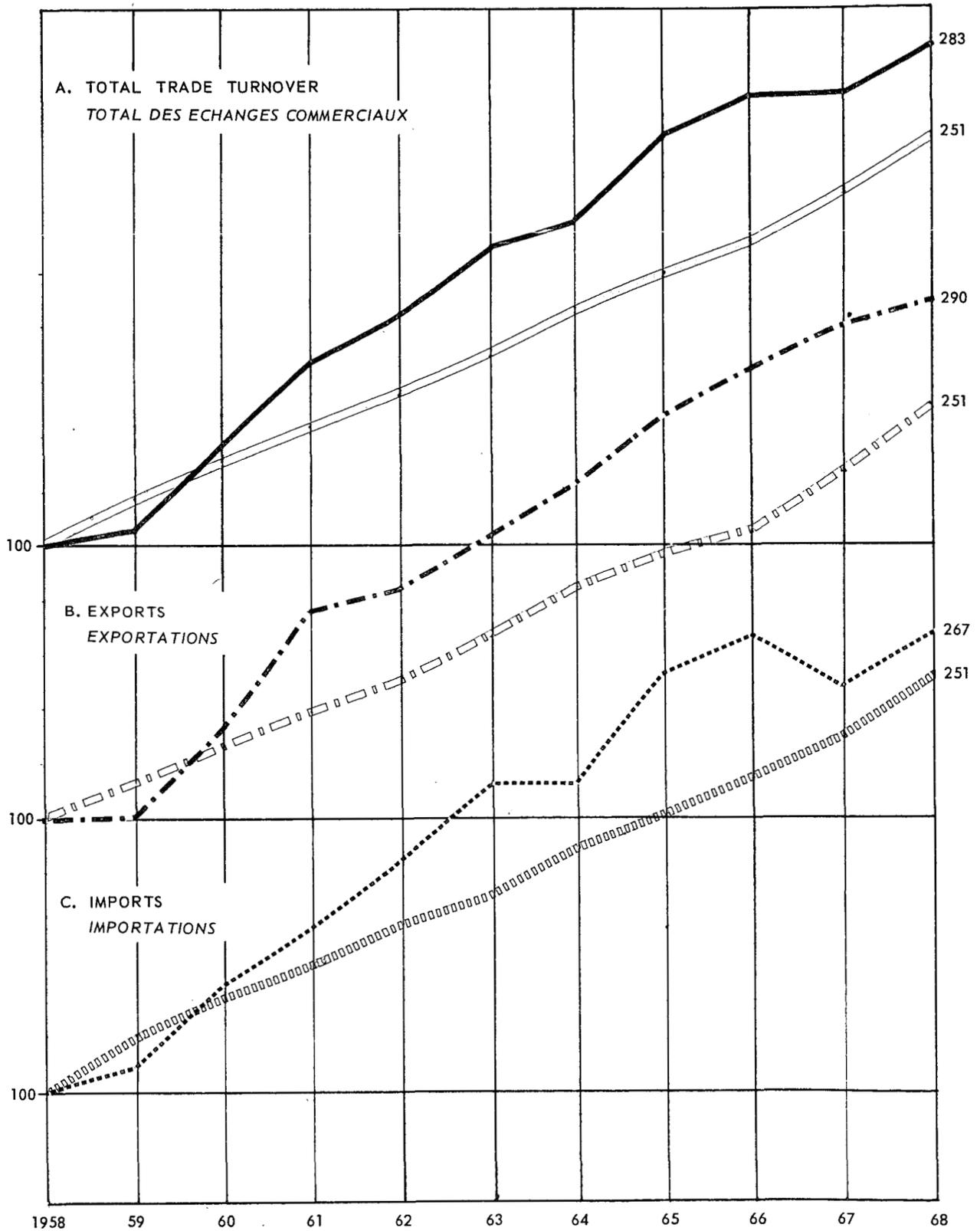
162. La part du commerce que les pays d'Europe orientale effectuent avec les pays en voie de développement n'a guère varié. Les statistiques donnent respectivement pour la Tchécoslovaquie et la Hongrie les chiffres de 13 et 10% en 1956 et 10 et 6% en 1960. Par la suite, ces pourcentages sont restés pratiquement inchangés. La part des autres pays se chiffre comme suit :

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

GRAPH XI - GRAPHIQUE XI

**FOREIGN TRADE OF EAST-EUROPEAN COUNTRIES
COMMERCE EXTERIEUR DES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST**

1958 = 100



KEY
LEGENDE

- Trade with developing countries
Echanges avec les pays en voie de développement
- Trade with World
Echanges internationaux

Pologne	8% en 1956, 7% en 1960, 7% en 1968					
Zone soviétique d'Allemagne	3%	"	4%	"	5%	"
Bulgarie	4%	"	4%	"	7%	"
Roumanie	7%	"	5%	"	8%	"

D'après ces chiffres, il semblerait que les petites puissances d'Europe orientale n'aient pas jugé opportun d'intensifier plus particulièrement leurs échanges avec les pays en voie de développement. Seule l'Union soviétique a réservé une part de plus en plus large au commerce avec ces régions : en 1956, elle effectuait 5,5% de l'ensemble de son commerce vers ces pays, proportion qui est passée à 8% en 1960 et à 11% en 1968.

(e) Evolution des échanges commerciaux de la Chine communiste avec les régions en voie de développement

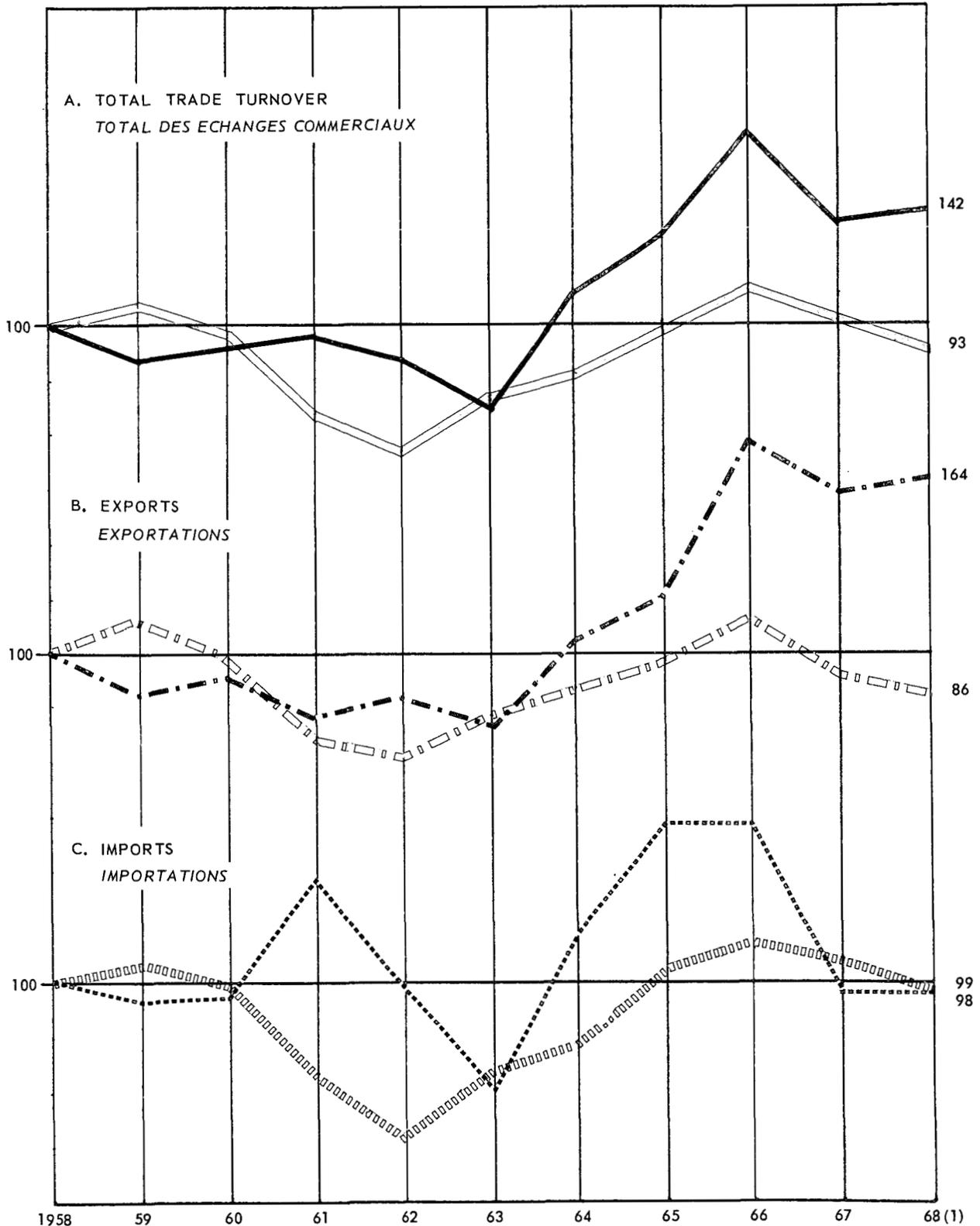
163. Contrairement à ce qui s'est passé en Europe orientale et en Union soviétique, le commerce de la Chine communiste avec les régions en voie de développement n'a pas progressé de manière constante de 1958 à 1968. Il a baissé de 30% environ, entre 1958 et 1963, pour amorcer ensuite une certaine reprise jusqu'à la révolution culturelle, qui a entraîné une diminution du volume des échanges en 1967 et 1968. Ces fluctuations suivent étroitement l'évolution générale du commerce de la Chine communiste pendant ces dix ans. Comme on l'a déjà dit (1), les exportations de la Chine vers les pays insuffisamment développés dépassent de loin les importations, et leur excédent compense, dans une certaine mesure, le déficit commercial avec les pays occidentaux industrialisés qui lui fournissent des biens d'équipement.

(1) Voir paragraphes 154 et 155.

GRAPH XII - GRAPHIQUE XII

**FOREIGN TRADE OF COMMUNIST CHINA
COMMERCE EXTERIEUR DE LA CHINE COMMUNISTE**

1958 = 100



KEY
LEGENDE

— Trade with developing countries
Echanges avec les pays en voie de développement

- - - Trade with World
Echanges internationaux

(1) Provisional
Provisoire

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

Tableau 14

Commerce de la Chine communiste avec l'ensemble du monde et avec les régions en voie de développement (a)

(en millions de \$ des Etats-Unis)

Année	Volume global des échanges mondiaux	Commerce avec les régions en voie de développement		
		Exportations fob	Importations fob	Volume total des échanges
1958	3.675	508	244	752
1963	2.650	383	152	535
1966	4.180	837	388	1.285
1967	3.730	806	240	1.046
1968	3.400	830	240	1.070

(a) Estimations établies par le Secrétariat sur la base notamment des statistiques des partenaires commerciaux.

164. Le commerce avec les régions en voie de développement représente dans le commerce total de la Chine communiste un élément beaucoup plus important que ce n'est le cas pour d'autres pays communistes comme l'URSS et les pays d'Europe orientale. Le volume de ces échanges équivaut pratiquement à celui du commerce entre la Chine et les autres pays communistes, mais si dans ce cas la balance commerciale de la Chine se solde par un déficit chronique, elle accuse un excédent permanent dans le premier.

(f) Perspectives pour l'avenir immédiat

165. Il est probable que le commerce du monde communiste avec les pays en voie de développement continuera à progresser, mais à un rythme mieux adapté à l'évolution économique et à la situation commerciale en général. D'après certaines informations préliminaires, il semble qu'en 1969, l'ensemble des échanges des pays du COMECON aient augmenté de quelque 10%, contre un accroissement de 15% pour le commerce avec les pays industrialisés non communistes. Il est probable qu'en 1969, les échanges des pays en voie de développement avec les pays industrialisés non communistes ont progressé plus rapidement que leur commerce avec les pays communistes, sous l'effet de l'essor persistant de la production mondiale.

166. Les perspectives s'annoncent moins satisfaisantes pour 1970. Le ralentissement de la croissance économique qui s'est manifesté aux Etats-Unis au cours des premiers mois de l'année se traduira vraisemblablement par une diminution des demandes d'importation de ce pays. Il se peut, en revanche, que le Royaume-Uni et le Japon accroissent leurs exportations. En ce qui concerne le monde communiste, les résultats assez peu satisfaisants de l'économie soviétique en 1969, et le ralentissement de la croissance du commerce extérieur se traduiront peut-être par une baisse des exportations vers les pays en voie de développement, avec lesquels il s'est accumulé d'importants excédents. Il semble probable que les importations soviétiques en provenance de ces pays augmenteront plus rapidement en 1970 que les exportations, tandis que le volume global des échanges de l'Union soviétique avec les régions en voie de développement pourrait progresser de 8 à 9%, soit un pourcentage plus élevé que le rythme d'expansion prévu pour le commerce des pays en voie de développement. Il se peut, pour des raisons de qualité, que leurs produits manufacturés trouvent plus facilement un débouché dans les pays communistes que dans les pays industrialisés.

167. Les exportations de la Tchécoslovaquie ont fléchi pendant le premier semestre de 1969 et il semble peu probable qu'elles s'accroissent sensiblement en 1970. Une modeste expansion des importations tchécoslovaques résultera probablement d'une augmentation des achats dans les pays industrialisés du monde communiste. En Pologne, en Hongrie et en Roumanie, les importations ont progressé rapidement en 1969, tandis que la zone soviétique d'Allemagne a connu un accroissement de ses importations et de ses exportations d'environ 13%. Il se peut dans ce cas également que l'expansion générale du commerce avec les pays en voie de développement soit imputable à un accroissement des importations. La Chine communiste, où l'agitation politique semble s'être calmée, continuera sans doute à intensifier ses échanges avec les pays en voie de développement assez rapidement, peut-être à un rythme de l'ordre de 10 à 15% par an, ce qui lui permettra de retrouver la cadence perdue en 1967/1968.

168. Si la tendance à la hausse du cours des produits primaires était stoppée par le ralentissement de l'activité économique dans les pays industrialisés, la balance commerciale des régions insuffisamment développées, qui ont constamment besoin d'importations, risquerait d'être gravement compromise. Ils pourraient être tentés dans ces conditions de rechercher des expédients temporaires dans les accords de troc avec les pays communistes. Ils ne retireraient aucun avantage durable d'un simple déplacement des courants commerciaux. Vraisemblablement ils resteront longtemps encore, surtout tributaires des marchés prospères des pays industrialisés. Par

ailleurs, la demande croissante dont leur production fait l'objet dans les pays communistes, jointe à la demande du camp occidental, se traduira par une hausse des prix de vente qui leur permettra de procéder progressivement à une industrialisation rationnelle.

B. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ECHANGES COMMUNISTES AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

(a) Du point de vue des pays communistes

169. Depuis que la politique d'expansion des échanges a été lancée en 1954, les pays communistes ont progressivement orienté leurs activités commerciales vers un nombre croissant de pays en voie de développement dans diverses parties du monde. Les statistiques commerciales dont on dispose font apparaître que, hors d'Europe, quelque 70 pays non communistes en voie de développement entretiennent des relations commerciales avec le monde communiste : 33 en Afrique, 15 en Amérique Latine, 12 en Asie et 10 au Moyen-Orient (1). On compte cependant 12 cas à peine où le volume des échanges (importations/exportations) avec l'ensemble du monde communiste représente plus de \$ 100 millions par an. Etant donné la situation géographique des pays communistes, il n'est pas étonnant que leurs principaux partenaires commerciaux se trouvent en Asie et au Moyen-Orient. Ces deux régions absorbent près des 3/4 de ce commerce. L'Inde et la République arabe unie qui sont de loin les principaux partenaires commerciaux en absorbent un tiers environ. Les pays suivants se classaient également dans les 15 premiers rangs des partenaires commerciaux :

- en Asie : le Pakistan, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, Ceylan et l'Afghanistan ;
- au Moyen-Orient : l'Iran, la Syrie et l'Irak ;
- en Afrique : le Maroc et l'Algérie ;
- en Amérique Latine : le Brésil et l'Argentine.

170. Au cours de la dernière décennie, l'Afrique et, dans une moindre mesure, le Moyen-Orient ont accru leur part respective dans ces échanges, au détriment de l'Asie et de l'Amérique Latine. On relève également certaines différences dans la répartition géographique des échanges de l'URSS, de la Chine communiste et des pays d'Europe orientale, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

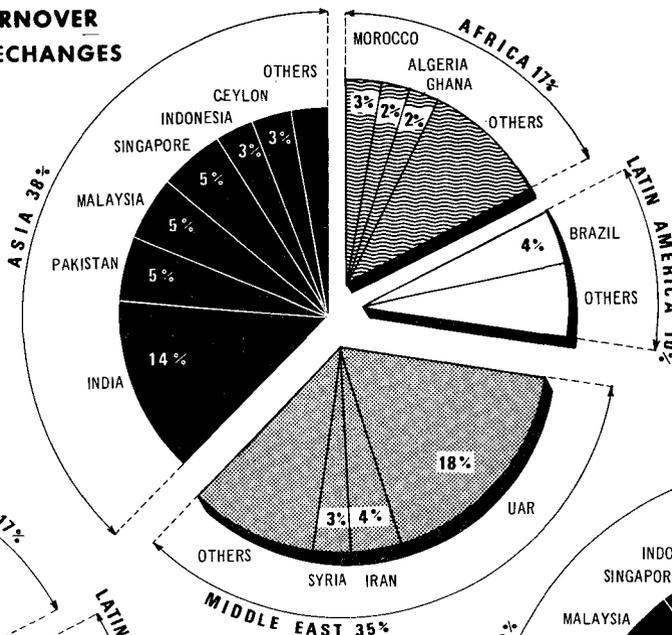
(1) Voir la liste complète de ces pays au tableau XI de l'Annexe statistique.

GRAPH XIII

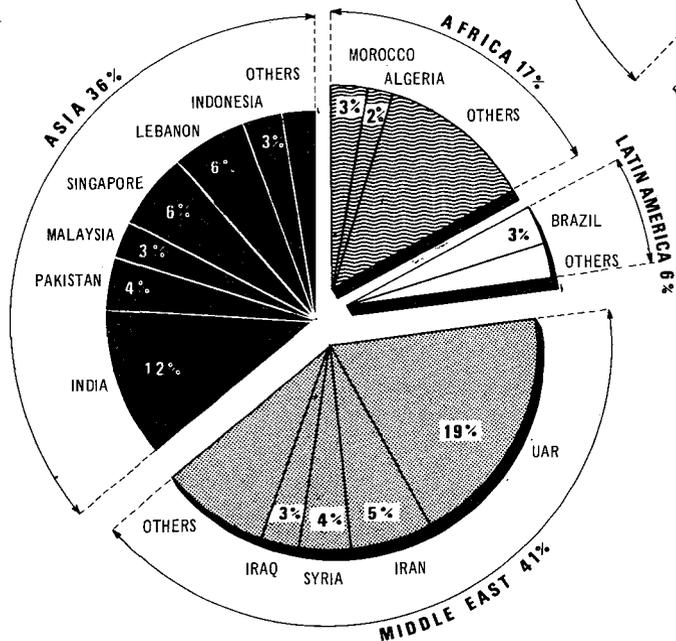
GEOGRAPHICAL DISTRIBUTION OF TRADE OF COMMUNIST COUNTRIES WITH DEVELOPING AREAS OUTSIDE EUROPE

**DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE DES PAYS COMMUNISTES
AVEC LES REGIONS SOUS-DEVELOPPEES HORS DE L'EUROPE**

**TRADE TURNOVER
TOTAL DES ECHANGES**



**COMMUNIST EXPORTS TO
EXPORTATIONS COMMUNISTES VERS**



**COMMUNIST IMPORTS FROM
IMPORTATIONS COMMUNISTES DE**

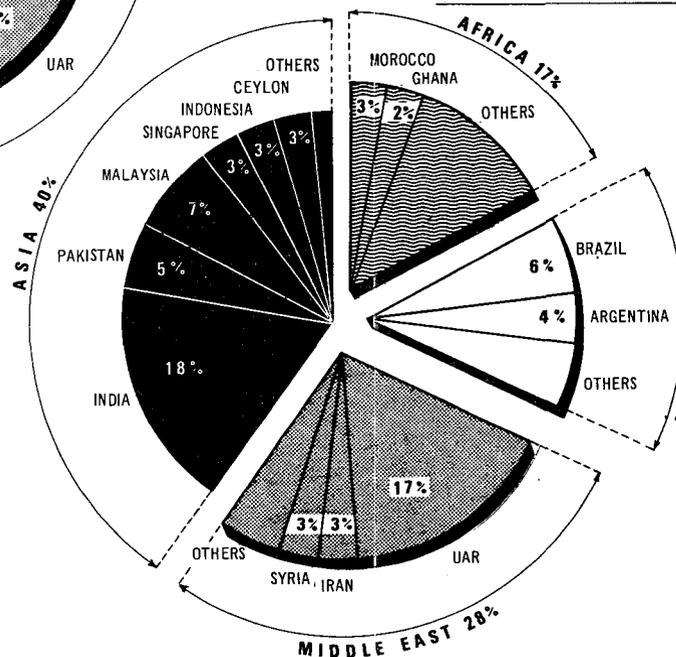


Tableau 15

Répartition géographique du commerce entre l'Union soviétique, l'Europe de l'Est, la Chine communiste et les régions en voie de développement en dehors de l'Europe

en pourcentage

Régions	Union soviétiq.		Europe orient.		Chine commun.	
	Export.	Import.	Export.	Import.	Export.	Import.
Afrique	15	15	18	19	18	20
Asie	34	45	24	30	50	60
Moyen-Orient	48	30	45	27	31	17
Amérique Latine	3	10	13	24	negl.	3
Total pour le Tiers monde	100	100	100	100	100	100

Sources : URSS : Statistiques commerciales de l'Union soviétique pour 1968.
Europe orientale et Chine communiste : données provenant essentiellement des statistiques commerciales pour 1967 des pays en voie de développement.

171. Avant de lancer sa politique d'expansion commerciale, l'Union soviétique entretenait des relations commerciales avec moins de 20 pays non communistes situés hors d'Europe, ses échanges ne revêtant quelque ampleur que dans 4 cas : pour l'année 1954 : Argentine (exportations soviétiques \$ 37 millions ; importations \$ 36 millions) ; Iran (exportations \$ 14 millions ; importations \$ 19 millions) ; Ghana (importations soviétiques \$ 20 millions) ; Uruguay (importations soviétiques \$ 20 millions). En 1968, sur 53 pays en voie de développement non communistes hors d'Europe qui étaient repris dans les statistiques commerciales de l'Union soviétique, il y en avait 15 seulement avec lesquels le volume des échanges représentait \$ 30 millions, alors que pour la moitié d'entre eux, il était inférieur à \$ 10 millions.

172. Les pays en voie de développement avec lesquels l'URSS entretient des échanges commerciaux de quelque importance, peuvent se diviser en trois groupes :

- les pays où les crédits ont contribué à la rapide expansion des exportations soviétiques et auprès desquels l'URSS a, de ce fait, accumulé des excédents commerciaux importants ces dernières années : RAU, Syrie, Irak, Iran, Afghanistan, Pakistan, Algérie ;
- ceux avec lesquels les échanges ont tendance à s'équilibrer plus ou moins : Inde, Maroc, Ghana, Nigeria, Ceylan ;
- les pays d'où l'URSS importe traditionnellement des matières premières et des produits agricoles qu'elle est disposée à régler en devises fortes : Malaisie, Argentine, Brésil.

173. Les pays d'Europe orientale répartissent leurs échanges entre un plus grand nombre de pays de manière plus uniforme que l'Union soviétique. En 1967, les statistiques commerciales de 65 pays en voie de développement faisaient état de transactions avec les pays d'Europe orientale. La tendance des exportations d'Europe orientale d'être, en général, légèrement supérieures aux importations, s'est accentuée récemment dans le cas de pays africains comme l'Algérie, la Libye, l'Ethiopie et la plupart des pays du Moyen-Orient : Liban, Syrie, RAU. L'augmentation des importations en provenance d'autres pays africains (Ghana, Guinée) provient pour une part du remboursement de l'assistance économique fournie précédemment. Cette constatation vaut également pour les importations en provenance de l'Inde, du Maroc et de Ceylan. De leur côté, les pays d'Amérique Latine représentent plus une source d'approvisionnement, qu'un débouché pour la production de l'Europe de l'Est. Dans l'ensemble, la composition géographique du commerce d'Europe orientale ne diffère pas sensiblement de celle de l'Union soviétique, si ce n'est par le rôle beaucoup plus important joué dans le premier cas par l'Amérique Latine.

174. Les échanges de la Chine communiste se font surtout à destination des pays d'Asie. En 1967, Singapour, Ceylan, la Malaisie, le Pakistan et l'Indonésie étaient, hors d'Europe, les principaux partenaires commerciaux de la Chine. Le commerce, sauf avec le Pakistan et Ceylan où il est équilibré, se limite à un courant unilatéral d'exportations chinoises. Il semble vraisemblable que, comme c'est le cas de Hong Kong, une partie des marchandises livrées à Singapour et en Malaisie, est réexportée vers les pays occidentaux, la Chine obtenant ainsi les devises fortes dont elle a besoin pour régler ses importations en provenance des pays industrialisés non communistes. Dans presque tous ces pays, ainsi qu'au Cambodge, les exportations chinoises sont plus importantes que celles de l'Union soviétique et de l'Europe orientale réunies. En 1967, les

livraisons chinoises au Pakistan étaient du même ordre de grandeur que celles de l'URSS ou de l'Europe orientale prises séparément.

175. Ces dernières années, la Chine communiste s'est efforcée résolument de s'infiltrer dans les pays d'Afrique. Elle est entrée ainsi en concurrence ouverte avec l'URSS, en s'efforçant d'asseoir son influence par le biais du commerce. En 1966 et 1967, les exportations chinoises vers l'Afrique ont été supérieures à celles de l'URSS. En 1967, elles étaient égales ou supérieures aux exportations combinées de l'Union soviétique et de l'Europe orientale dans les pays suivants :

- Congo(Brazzaville)
- Dahomey
- Mali
- Mauritanie
- Ile Maurice
- Niger
- Réunion
- Sénégal
- Soudan
- Tanzanie
- Togo

Elles étaient égales et supérieures à celles de l'Union soviétique au :

- Cameroun
- Tchad
- Congo(Kinshasa)
- Ethiopie
- Côte d'Ivoire
- Kenya
- Libye
- Nigeria
- Sierra Leone
- Ouganda
- Zambie

Certes les échanges portent sur de petites quantités, mais étant donné les dimensions économiques de la plupart des pays africains intéressés, les exportations tendent à jouer un rôle plus important que ne le suggèrent leurs seules valeurs.

176. Au Moyen-Orient (RAU, Syrie, Iran, Irak), où le volume des échanges (exportations plus importations) est beaucoup plus important, la Chine communiste ne saurait rivaliser avec l'URSS et l'Europe orientale, cependant qu'elle maintient ses positions au Koweït et en Jordanie. La Chine communiste n'entretient pratiquement pas de relations commerciales avec

l'Afghanistan ou avec l'Inde, et depuis 1966 ses échanges avec l'Amérique Latine sont infimes.

(b) Du point de vue des pays en voie de développement

177. Bien que la part des pays communistes ne dépasse pas 6 à 7% du volume global des échanges du Tiers monde, l'économie de certains pays en voie de développement est beaucoup plus tributaire du commerce avec les pays communistes que ne le donnerait à penser ce pourcentage.

Tableau 16

Part des pays communistes dans le volume des échanges des pays en voie de développement effectuant plus de 20% de leur commerce total avec les pays communistes (1967)

Pays	Total pour les pays communistes	Union soviétique	Europe orientale	Chine
Afghanistan	56	50	4	2
Yémen	50	49	1	pas de données
RAU	41	24	15	2
Guinée	35	11	24	néglig.
Syrie	30	12	13	5
Mali	30	13	3	14

La même répartition se maintient depuis 6 à 7 ans.

178. L'Afghanistan est le pays en voie de développement non communiste qui depuis 10 ans est le plus fortement tributaire de l'Union soviétique tant pour ses importations (dont plus de la moitié proviennent d'URSS) que pour ses exportations (40% environ).

Vient ensuite le Yémen, dont la dépendance se manifeste presque uniquement sur le plan des importations, dont 60% provenaient en 1967 de l'URSS. Presque toutes les exportations de ce pays (+ de 95%) sont destinées à des pays non communistes, limitrophes pour la plupart.

Depuis 1958, la République arabe unie écoule près de la moitié de ses exportations dans les pays communistes (notamment l'Union soviétique et l'Europe orientale) auprès

desquels elle se procure entre un cinquième et un tiers de ses importations.

Au début des années 1960, la Guinée se procurait plus de 40% de ses importations dans les pays communistes. Après 1964, cette proportion devait être ramenée à un tiers environ ; à cette date les importations de Chine communiste s'étaient pratiquement taries, tandis que les achats en Europe orientale rattrapaient le niveau de ceux qu'elle effectuait en Union soviétique. Cependant les pays communistes n'ont jamais réussi à supplanter les pays occidentaux comme débouché pour les matières premières exportées par la Guinée. Ce n'est qu'en 1967 que les exportations guinéennes vers l'Union soviétique et l'Europe orientale avoisinaient 35%, alors qu'elles atteignaient exceptionnellement 30% les années précédentes.

La Syrie a augmenté progressivement la part de ses importations en provenance des pays communistes, qui est passée de 4% environ en 1956 à 16% en 1965 et à 31% en 1967. L'importance des débouchés que le monde communiste offre à la production syrienne a progressé plus rapidement encore jusqu'en 1964, année pendant laquelle plus de 40% des exportations totales de la Syrie étaient destinées aux pays communistes (surtout l'URSS et l'Europe orientale). Cette proportion devait décliner par la suite pour se situer aux alentours de 30% en 1967.

Le Mali est le seul pays où le commerce avec la Chine communiste joue un rôle important, sur le plan des approvisionnements notamment. En 1964, la Chine absorbait près de 10% des exportations du Mali, à qui elle fournissait un pourcentage similaire des importations totales. Le Mali a été amené par la suite à acheter un cinquième environ de ses importations dans ce pays, tandis que ses exportations vers la Chine ne représentent qu'une part négligeable de l'ensemble de ses ventes. Alors qu'en 1964 il écoulait jusqu'à 40% de ses exportations totales dans les pays communistes au moment où près de la moitié de ses importations provenait de ces pays, il a depuis lors cherché à écouler sa production surtout dans le monde non communiste (12% seulement de ses exportations étaient à destination des pays communistes en 1966 et en 1967) toutefois, les importations en provenance des pays communistes représentaient encore en 1967 près de 40% de l'ensemble de ses acquisitions.

179. Le commerce avec les pays communistes représentait plus de 10% du volume total des échanges en 1967 dans les pays ci-après :

En Afrique :	Soudan	16%
	Maroc	13%
	Somalie	12%
	Ghana	11%
	Tunisie	11%

En Asie : Ceylan 18%
 Birmanie 14%
 Cambodge 13%
 Inde 13%
 Pakistan 11%

Aucun pays du Moyen-Orient ou de l'Amérique Latine n'atteignait un tel pourcentage.

Dans la plupart du commerce de ces pays, l'importance relative des pays communistes est en recul depuis 1965, tant comme débouché que comme source d'approvisionnement. Ce n'est que dans le cas de la Somalie, de la Tunisie et du Pakistan que la place qui revient aux pays communistes dans l'ensemble des échanges tend à s'accroître. Au Sierra Leone, en Irak et en Jordanie, les importations des pays communistes dépassaient 10% du total des achats effectués ces dernières années à l'étranger, tandis que les exportations à destination de ces pays restent négligeables (moins de 3,5%).

(c) Conclusion

180. Les échanges des pays communistes en général et de l'Union soviétique en particulier ne s'adressent qu'à un nombre relativement peu élevé de pays, où ils jouent un rôle plus important que ne le laisserait supposer la part que les pays communistes détiennent dans l'ensemble du volume des échanges avec le Tiers monde. Il n'en reste pas moins que même dans ces pays, (à l'exception de l'Afghanistan) ce sont les pays industrialisés d'Occident qui mènent incontestablement devant les pays communistes. L'Afghanistan où, en 1967, le pourcentage du commerce avec l'Union soviétique et les pays d'Europe orientale était comparable à ce qu'il était en 1947 en Yougoslavie, donne l'exemple d'un pays indépendant que des relations économiques ne suffisent pas à attirer dans l'orbite communiste. De même, la place prépondérante que s'est acquise l'Occident dans les échanges avec les pays en voie de développement ne saurait garantir que ces pays ne chercheront pas un rapprochement commercial avec les puissances communistes et ne s'adresseront pas à elles pour obtenir une assistance si, pour des motifs politiques, ils décident d'un tel choix.

181. A en juger par l'évolution suivie au cours de la dernière décennie, il semble très peu probable que les pays communistes puissent intensifier leurs échanges avec les pays en voie de développement au point de couper les pays industrialisés d'Occident de leurs sources traditionnelles d'approvisionnement. Ces dernières années, les pays communistes ont été en mesure, non pas tant d'absorber dans l'immédiat un volume croissant de la production des pays en voie de développement, mais plutôt de leur offrir de nouvelles sources d'approvisionnement en échange d'une augmentation ultérieure de leurs

exportations. Cette tendance est particulièrement marquée au Moyen-Orient et dans les pays d'Afrique qui restent les deux principales régions vers lesquelles s'orientent les efforts d'expansion commerciale du monde communiste. D'après les statistiques commerciales disponibles, il apparaît enfin que la concurrence entre l'URSS et la Chine communiste se fait particulièrement âpre en Afrique.

C. COMPOSITION PAR PRODUITS DU COMMERCE COMMUNISTE AVEC LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

(a) Importations des pays communistes

182. Peu de précisions récentes sur la composition par produits du commerce des pays en voie de développement sont actuellement disponibles. En 1953 les matières premières (caoutchouc, coton, métaux, minerais) représentaient deux tiers du total des achats communistes, ils ont atteint les trois-quarts à la fin des années 1950, ce pourcentage est, depuis lors retombé à 50%. La part des denrées alimentaires accuse de plus larges variations, en fonction des fluctuations de la demande des pays communistes. Ces importations qui représentaient un quart environ du total en 1953, ont été ramenées à un cinquième en 1959 ; elles ont atteint un chiffre record en 1965-1966, date à laquelle plus d'un tiers des importations se composait de denrées et de produits alimentaires et ce pourcentage ne devait baisser que modérément en 1967. Les produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement prennent une part de plus en plus grande, passant de moins de 5% en 1953 à plus du double en 1967.

183. En 1967, les importations de l'Union soviétique en provenance des pays en voie de développement se composaient pour la moitié environ de matières premières, le caoutchouc naturel (15%) et la fibre de coton (14%) occupant le premier rang devant le cuivre, le nickel et le minerais de fer, encore que la part de toutes ces marchandises se soit progressivement réduite depuis 1965. En 1968, il semble qu'elles aient en partie retrouvé l'importance qu'elles avaient perdue. Les denrées et produits alimentaires (surtout le blé) représentaient en 1967 un tiers des importations contre 37% environ en 1964 et 26% en 1963. Les produits manufacturés qui, en 1963 constituaient 9% des importations en provenance des pays en voie de développement, ont pris peu à peu une place de plus en plus importante dans les importations soviétiques.

184. L'Inde fournit à l'Union soviétique le thé, le café, le jute, la laine, le cuir, d'importantes quantités de matériel de conditionnement (jute), ainsi que des chaussures et des vêtements, les noix, les épices, le poivre et le tabac.

Les importations en provenance de la RAU sont moins variées : elles comprennent surtout du coton non traité, des étoffes et des tissus et de considérables quantités de riz. Plusieurs autres pays (Syrie, Soudan) fournissent également du coton et de la laine, le Pakistan livre du jute et du riz, tandis que l'Irak et l'Iran envoient des fruits secs et l'Algérie des oranges et du vin. Le Brésil fournit une large gamme de marchandises diverses : café, cacao, riz, coton, cuir et huiles, tandis que l'Argentine qui en 1967 a vendu 1,5 millions de tonnes de blé, est normalement un fournisseur de cuir et de laine. Les importations en provenance de la Malaisie se composent presque exclusivement de caoutchouc naturel, que viennent compléter de petites quantités d'étain.

185. L'Europe orientale importe relativement moins de matières premières en provenance des pays sous-développés que les Soviétiques, mais davantage de produits alimentaires et de fruits tropicaux. Ces deux principales catégories occupent une place presque équivalente en 1965, bien que les importations de denrées alimentaires ait apparemment reculé depuis lors au bénéfice des matières premières. Les achats de pétrole brut aux pays en voie de développement ne représentent pas encore une fraction importante des importations totales. Le volume des importations de produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement est pratiquement le même que dans le cas de l'Union soviétique.

186. La composition des échanges de la Chine communiste est moins stable que celle de l'Union soviétique ou de l'Europe orientale. Les denrées alimentaires et les matières premières représentent la quasi-totalité des importations (plus de 90%) en provenance des pays en voie de développement. Mais la part des produits alimentaires dans ces échanges a fluctué largement selon les besoins du moment. En 1964-1966, la Chine a acheté notamment pour \$ 80 millions environ de blé par an à l'Argentine, mais a mis fin à ses importations en 1967. La Birmanie fournit du riz à la Chine, Ceylan du caoutchouc, le Maroc les phosphates, le Soudan, la Syrie et la RAU du coton. Les produits manufacturés n'ont commencé à occuper une place notable dans les importations chinoises qu'à partir de 1965 (environ 5% du total).

(b) Exportations des pays communistes

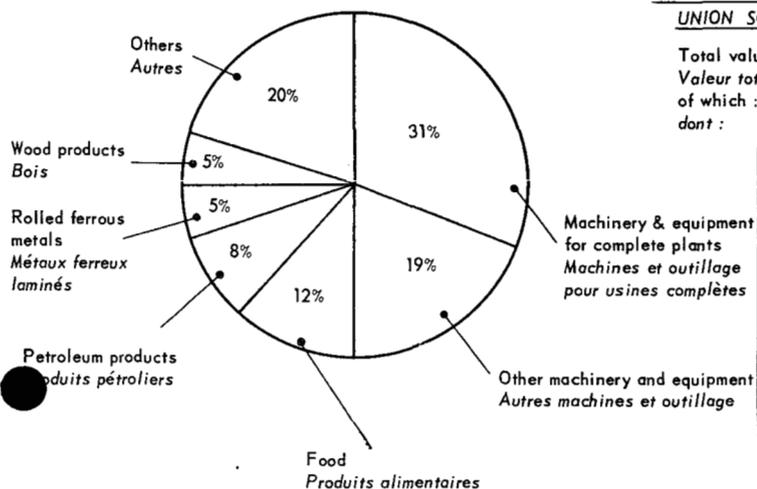
187. Au cours des trois dernières années, les pays communistes ont notamment exporté vers les régions en voie de développement du monde non communiste des machines, des biens d'équipement et des matériels de transport, qui représentent plus de la moitié du total. Près d'un tiers restant se répartit presque également entre les denrées alimentaires et les

GRAPH XIV

COMMODITY COMPOSITION - REPARTITION PAR PRODUITS
OF COMMUNIST TRADE WITH DEVELOPING COUNTRIES
DU COMMERCE DES PAYS COMMUNISTES AVEC CEUX EN VOIE DE DEVELOPEMENT
- 1968 -

EXPORTS - EXPORTATIONS

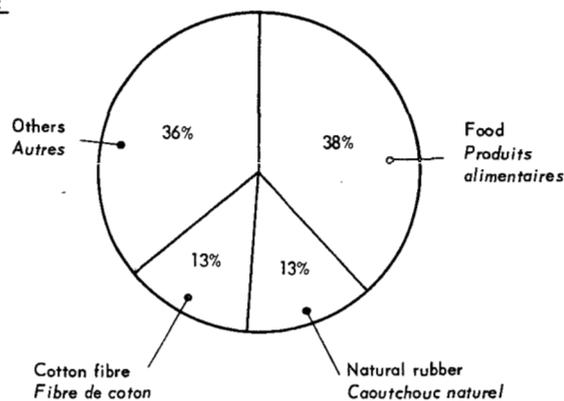
\$ 952 million



(official trade statistics)
(statistiques commerciales officielles)

IMPORTS - IMPORTATIONS

\$ 884 million



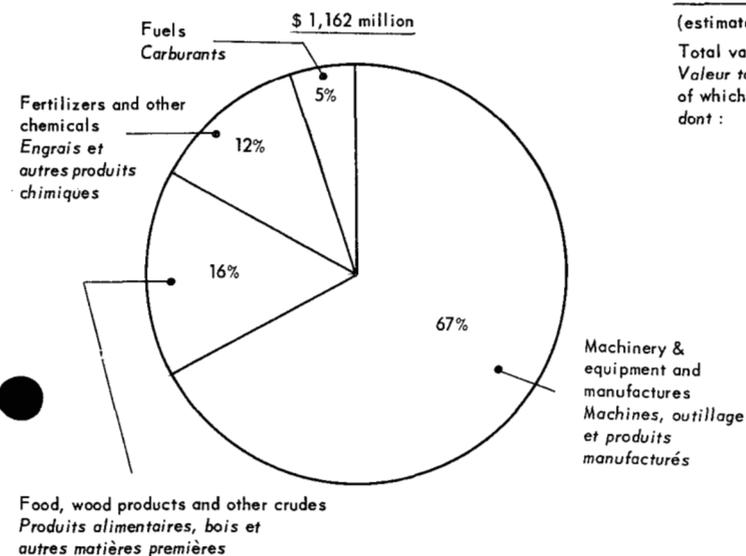
I. SOVIET UNION
UNION SOVIETIQUE

Total value :
Valeur totale :
of which :
dont :

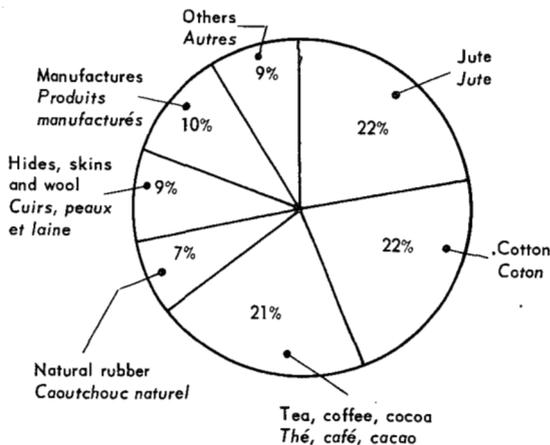
II. EASTERN EUROPE
EUROPE DE L'EST

(estimates - estimations)

Total value :
Valeur totale :
of which :
dont :



\$ 928 million

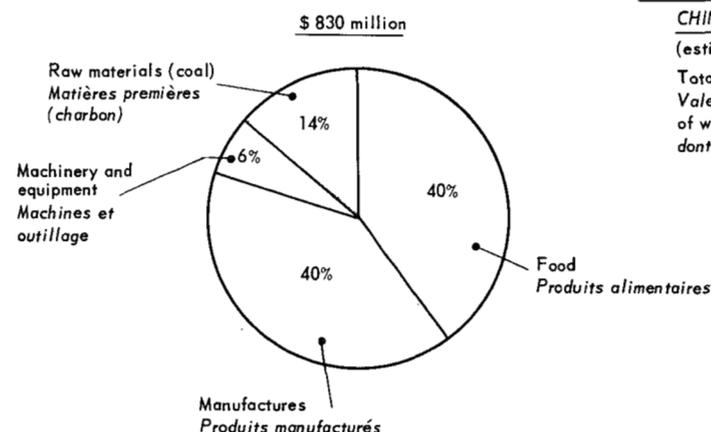


III. COMMUNIST CHINA

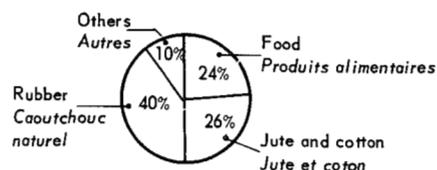
CHINE COMMUNIST

(estimates - estimations)

Total value :
Valeur totale :
of which :
dont :



\$ 216 million



DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

matières premières, la prépondérance revenant aux exportations de combustibles. Le reste consiste en produits divers dont les produits chimiques. Avant 1954, les produits alimentaires étaient le poste d'exportation le plus important, mais leur part dans l'ensemble des exportations a progressivement fléchi devant le volume croissant des exportations de biens d'équipement, tandis que l'importance relative des exportations de produits manufacturés s'accroissait moins rapidement. La part des combustibles dans les exportations, notamment celle des produits pétroliers, s'est développée rapidement jusqu'à la fin des années 50, pour décliner progressivement par la suite.

188. L'outillage industriel constitue le poste le plus important des exportations soviétiques à destination des pays en voie de développement, notamment de ceux qui bénéficient de crédits accordés au titre de l'assistance économique. Ces dernières années (1965-1967), l'outillage industriel a représenté la moitié de l'ensemble des exportations de l'Union soviétique (dont 30% d'usines complètes et 20% de machines et équipements divers). Depuis l'accroissement des livraisons de blé à la RAU, en 1967, et l'augmentation des exportations de sucre et d'huile de tournesol vers divers pays arabes (19% du total), les denrées alimentaires ont retrouvé une importance qu'elles avaient perdue précédemment. Toutefois, en 1968, la part que représentent les produits alimentaires dans le total des exportations a de nouveau fléchi (12% environ). Les exportations de pétrole ne représentaient plus en 1968 que 8% du total, par suite notamment de la chute brutale des livraisons à l'Inde, après la fermeture du canal de Suez. Les produits du bois et les métaux ferreux laminés représentaient également 10% du total des exportations soviétiques à destination des pays en voie de développement, le reste comprenant surtout diverses matières premières.

189. Le tableau ci-après donne un aperçu de l'importance relative (en millions de roubles) des installations et outillages industriels dans les exportations destinées aux pays bénéficiant d'importants crédits. Les chiffres se rapportent à l'année 1966-1967, la répartition par produits et par pays n'étant pas encore connue pour 1968.

Tableau 17

Exportations de l'Union soviétique vers certains
pays en voie de développement

(répartition par produits)

(en millions de roubles)

	1966			1967		
	Outillage industriel		Equipe- ment autre que les machi- nes	Outillage industriel		Equipe- ment autre que l'ou- tillage indus- triel
	Instal- lations complè- tes	Machi- nes diver- ses		Instal- lations complè- tes	Machi- nes diver- ses	
Inde	60	31	83	81	25	40
RAU	77	44	68	73	49	131
Iran	4	4	20	20	10	27
Afghanistan	41	4	21	26	5	20
Syrie	5	5	10	9	15	7
Algérie	1,5	6,5	9	2,5	2	23,5
Irak	4	9	17	4	13	16
Pakistan	5	18	12	4	18	14

190. En ce qui concerne l'équipement mécanique, les principaux postes d'exportation non compris dans les installations complètes, sont le matériel de transport automobile, de terrassement, l'équipement pour centrales électriques, ainsi que le matériel agricole dans le cas de la République arabe unie et l'équipement aéronautique dans celui de l'Inde. En dehors de l'outillage industriel, les exportations comprennent un large éventail de produits. Presque tous les pays mentionnés dans le tableau 17 ont été acquéreurs de produits métallurgiques. En outre, la RAU a importé du charbon et du bois d'oeuvre, l'Inde, l'Afghanistan, la Syrie et la RAU du pétrole. Les produits alimentaires sont surtout écoulés dans les pays arabes.

191. En ce qui concerne les échanges de l'Europe orientale, les produits manufacturés constituent les principaux postes représentant 40% environ des exportations totales à destination des pays en voie de développement. Les outillages industriels et le matériel de transport représentent un quart environ et les produits alimentaires quelque 15%. Les matières premières

et les combustibles interviennent pour 10% du total, les 10% restants sont composés principalement de produits chimiques et d'engrais.

192. Les exportations de la Chine communiste se composent à concurrence de 80% de denrées alimentaires (riz) et de produits manufacturés (textiles), chacun de ces groupes représentant grosso modo 40% des exportations. Le cinquième restant se compose essentiellement de matières premières telles que des combustibles (charbon). Les exportations d'outillages industriels et de matériel de transport ne dépassent guère 5 à 6% du total des exportations de la Chine à destination des pays non communistes en voie de développement.

D. AVANTAGES ET INCONVENIENTS DES ECHANGES COMMERCIAUX
ENTRE LES PAYS COMMUNISTES ET LES PAYS EN VOIE DE
DEVELOPPEMENT

(a) Rôle du commerce avec les pays en voie de développement dans les économies communistes

193. Le rôle que joue le commerce extérieur dans une économie planifiée de type soviétique reste traditionnellement marginal. Abstraction faite de certaines matières premières indispensables qui ne peuvent être obtenues sur place, la théorie communiste tend à voir dans les importations en provenance des pays capitalistes un simple moyen de combler des lacunes temporaires résultant d'une réalisation insuffisante du plan, ou de remédier à un goulot d'étranglement imprévu, tandis que les exportations ne servent guère qu'au règlement de ces importations. L'Union soviétique comme la Chine communiste comptent parmi les pays dont l'économie est la moins tributaire des échanges extérieurs. La part des importations dans le revenu national est, dans ces deux pays, parmi les plus basses qui soient enregistrées dans le monde (moins de 3% du PNB). Indépendamment des motivations idéologiques et des considérations de sécurité nationale, la tendance à l'autarcie dans ces deux pays peut s'expliquer d'un point de vue économique par les dimensions du territoire, les richesses naturelles du sous-sol, les ressources énergétiques et le potentiel agricole.

194. La situation des petites puissances d'Europe orientale, est, à cet égard, fondamentalement différente. Elles ne trouvent sur leur territoire ni les ressources naturelles nécessaires à leur économie, ni des marchés qui soient assez vastes pour permettre le développement de productions à grande échelle. En 1968, les importations totales des pays d'Europe orientale dépassaient en valeur les importations soviétiques de plus de 50%, alors que leur produit national brut est inférieur de 40% à celui de l'Union soviétique. La Pologne

elle-même qui est relativement moins tributaire du commerce extérieur que les autres pays d'Europe orientale, importe néanmoins 25% environ de plus que la Chine communiste, alors que son revenu national ne dépasse guère 40% de celui de ce dernier pays.

195. Union Soviétique. Pour les planificateurs soviétiques, le commerce extérieur doit avant tout permettre de renforcer les liens économiques entre partenaires du COMECON. Cette préoccupation primordiale s'est encore accentuée après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. De tout temps, l'Union soviétique s'est efforcée de faire des pays communistes les plus industrialisés des ateliers de production adaptés à ses besoins propres. En ce qui concerne le commerce avec les pays industrialisés d'Occident, en dépit de ses limitations évidentes, l'importation d'équipement de pointe reste essentielle aux efforts menés par l'Union soviétique pour combler l'écart technologique qui ne fait que s'élargir dans les divers secteurs de sa production industrielle civile. Par rapport à ce type d'importations, le Tiers monde n'a apparemment que très peu à offrir qui, dans l'optique économique actuelle de l'URSS, puisse présenter un intérêt vital. L'URSS a importé certaines matières premières et métaux rares qui ne sont pas disponibles sur place (caoutchouc de Malaisie), qui l'étaient en quantité insuffisante (cuivre du Chili et de Rhodésie) ou dont la production nationale était de qualité médiocre (coton égyptien), de même qu'elle a importé des produits alimentaires indispensables dans des périodes de pénurie (p.e. du blé d'Argentine après la récolte désastreuse de 1963), sans même compenser entièrement ses achats par des exportations, et, le cas échéant, contre paiement direct en devises fortes. Les autres produits de consommation importés par l'Union soviétique (cacao, café, arachides, bananes, sucre de canne, vin, riz, fruits et légumes tropicaux, laine, jute, cuirs et peaux), ou les produits manufacturés par les pays en voie de développement ne représentent pas un apport important pour la réalisation des objectifs de croissance de l'économie, mais contribuent plutôt à relever le niveau de vie de la population. Cependant, l'amélioration du bien-être de la population a des répercussions économiques dont l'Union soviétique tend à prendre de plus en plus conscience.

196. Cet ordre de priorité se reflète dans la composition géographique du commerce soviétique. Pendant les trois dernières années, les deux tiers du commerce ont été orientés vers les pays communistes (56% vers l'Europe orientale et 8% vers Cuba, la Chine communiste et d'autres pays communistes d'Asie). En ce qui concerne le tiers restant des échanges avec les pays non communistes, ceux effectués avec les pays industrialisés d'Occident représentent près du double (22%) de la valeur du commerce avec les pays en voie de développement (12%).

Les exportations de l'Union soviétique vers les pays non communistes en voie de développement représentent un pourcentage négligeable du PNB (moins de 0,5%). Il semble que depuis 1962, l'Union soviétique ait compris qu'elle pouvait, sans imposer de trop lourdes contraintes à son économie, intensifier son commerce avec les pays en voie de développement, en augmentant ses exportations qui pourraient ensuite être compensées, au cours des années suivantes, par un accroissement des importations. Dans le cadre des efforts déployés pour maintenir un courant d'échanges en régulière augmentation, la politique initiale, essentiellement basée sur le développement des achats, semble avoir atteint un certain plafond et les tendances récentes indiquent que les tentatives de relance se basent davantage sur l'expansion des ventes à crédit.

197. L'ampleur, l'orientation et la composition du commerce soviétique résultent non pas du libre jeu de la concurrence internationale sur les marchés mondiaux, mais d'une décision délibérée prise à l'échelon gouvernemental, compte tenu des incidences économiques et politiques. Soucieux, en premier lieu, des graves problèmes domestiques sur les plans économique et politique, des questions de sécurité intérieure et extérieure de leur territoire, de la concurrence de la Chine dans la recherche d'influence dans le monde extérieur et du maintien de l'intégrité du COMECON, les dirigeants soviétiques ne semblent pas actuellement accorder au Tiers monde une place de choix dans l'ordre de priorités de leurs préoccupations. L'exception que constitue la région méditerranéenne et ses prolongements dans les pays arabes ne saurait infirmer cette généralisation. Les efforts déployés pour encourager le commerce en Afrique visent autant à faire face à l'influence croissante de la Chine qu'à réduire l'emprise occidentale. Au cours des 15 dernières années, l'Union soviétique a pris conscience des limites de l'assistance économique et du commerce, en tant que moyens de promouvoir des objectifs purement politiques. L'évolution de divers pays qui avaient noué d'étroites relations économiques avec l'Union soviétique (Guinée, Ghana, Mali, Indonésie, etc.) est venue tempérer l'optimisme de ceux qui s'étaient persuadés que le communisme allait connaître une rapide diffusion sur la lancée du processus de décolonisation. L'évolution prévue des pays en voie de développement vers le communisme en général, et leur rapprochement avec l'Union soviétique en particulier sont désormais présentés officiellement comme des objectifs à longue échéance.

198. Ces dernières années, l'Union soviétique s'est davantage efforcée, par le biais de l'assistance économique et du commerce, d'accroître son influence dans les milieux dirigeants des pays en voie de développement que d'y susciter une agitation sociale. Les gouvernements du Tiers monde peuvent, en fait, se trouver renforcés par des activités économiques soviétiques. La thèse communiste officielle est

évidemment que les dirigeants nationaux seront finalement contraints par la situation intérieure d'adopter une politique plus favorable au communisme. D'autre part, des relations économiques suivies créent des obligations qui ne sauraient être rompues unilatéralement par l'Union soviétique, sans préjudice considérable sur le plan économique comme sur le plan politique, au moment où le défi chinois confère une nouvelle dimension à cette lutte d'influence pour les régions en voie de développement du monde non communiste.

199. Europe orientale. La notion d'Europe orientale a été utilisée dans cette note afin de simplifier la multitude de problèmes que pose le commerce avec les pays en voie de développement. En fait, les pays qui en font partie ne forment pas une entité au sens économique. Les milieux communistes ont envisagé la possibilité de se servir du COMECON comme instrument de coordination des échanges des pays d'Europe orientale en général, et de leur commerce avec les pays en voie de développement en particulier. Rien ne permet d'affirmer jusqu'à présent que ces tentatives aient remporté un grand succès. Ainsi, en mai 1965, la commission permanente du COMECON pour les questions monétaires et financières a étudié le moyen d'utiliser la Banque du COMECON pour susciter l'implantation en commun d'entreprises dans le Tiers monde. Le problème a été soulevé de nouveau en mai 1969, lors de la Conférence de Moscou, et il a été décidé de créer une nouvelle banque d'investissement du COMECON. Toutefois jusqu'à présent aucun pays en voie de développement n'a signalé qu'il avait bénéficié effectivement du régime multilatéral de compensation et d'investissement prévu. L'Union soviétique semble toujours plus soucieuse d'exercer un contrôle direct sur ces activités de coordination, que de faire usage des institutions du COMECON pour ce genre de coordination. Elle s'est, à l'occasion, servie des pays d'Europe orientale comme fer de lance de la pénétration économique soviétique, les pays en voie de développement ayant été considérés comme des partenaires commerciaux plus acceptables (Moyen-Orient, Amérique Latine).

200. Il ne faudrait cependant pas en déduire que les pays d'Europe orientale ne se spécialisent pas dans l'exportation de tel ou tel produit vers les régions en voie de développement. La Pologne exporte surtout de l'équipement de chantier naval, de petites centrales électriques, des fabriques de meubles et des cimenteries. L'Allemagne de l'Est expédie au Tiers monde principalement des presses d'imprimerie, des fabriques de cellulose, des installations de production cinématographique, des usines d'instruments d'optique et d'appareils de mesure. La Tchécoslovaquie, quant à elle, livre des centrales électriques complètes. A la différence de l'Union soviétique, l'Europe orientale exporte vers les pays en voie de développement des usines de petite et moyenne importance qui n'entraînent

pas d'importants investissements de capital. Certains pays, comme la Pologne et la Tchécoslovaquie, ont parfois accepté d'agir comme sous-traitants dans le cadre d'importants marchés soviétiques. Il semble toutefois que cette absence de concurrence entre pays d'Europe de l'Est provienne davantage de la spécialisation de leur production que d'une répartition concertée des marchés étrangers entre partenaires du COMECON.

201. Ces dernières années, les pays d'Europe orientale ont affirmé de nouveau l'intérêt que présentent pour leur économie nationale leurs relations avec les régions en voie de développement du monde non communiste. Ils pourraient trouver dans les pays insuffisamment développés des sources de remplacement en matière d'approvisionnement pour diverses matières premières qu'ils importent actuellement d'URSS. Ainsi leurs échanges avec le Tiers monde peuvent être considérés comme un moyen de limiter dans une certaine mesure leur dépendance économique vis-à-vis de l'Union soviétique. Il ressort toutefois des statistiques disponibles (1) que depuis 1960 seules la Roumanie et la Bulgarie ont intensifié leurs échanges avec les pays en voie de développement à un rythme plus rapide que celui de leur commerce total. En fait depuis le début de la décennie, la Tchécoslovaquie qui a toujours joué un rôle de premier plan dans ce domaine précis, a réduit dans une certaine mesure la part de ses échanges avec les pays non communistes en voie de développement. Les pays du Tiers monde pourraient offrir un débouché intéressant pour divers produits manufacturés et biens d'équipement en provenance d'Europe orientale, mais les circonstances ne se prêtent pas particulièrement à la vente de leurs produits en Europe orientale, alors que les pays de l'Europe de l'Est ne sont généralement pas en mesure de laisser le Tiers monde accumuler un arriéré considérable de dettes commerciales dont les perspectives de remboursement peuvent être incertaines.

202. Depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique a apparemment exercé un contrôle plus sévère sur l'évolution des échanges avec les régions en voie de développement situées hors du camp communiste. C'est ainsi que selon certaines informations, les négociations commerciales poursuivies en novembre 1968 entre la Tchécoslovaquie et l'Iran en vue de la livraison de pétrole brut contre la fourniture de biens d'équipement tchécoslovaques, pour une valeur de \$ 200 millions, ont dû être soumises à l'approbation de l'Union soviétique. A la condition que ces relations ne se développent que progressivement et ne compromettent pas sérieusement la dépendance économique des pays du COMECON vis-à-vis de l'Union soviétique (en ce qui concerne notamment leurs exportations

(1) Voir paragraphe 162.

d'équipements dont l'URSS a besoin) l'Union soviétique a néanmoins intérêt à ce que les pays d'Europe orientale, forts de leur longue expérience du commerce extérieur, développent leurs relations économiques avec les régions en voie de développement, au détriment du camp occidental. Au cours de ces dernières années, l'URSS a demandé à plusieurs reprises, et avec insistance, aux pays d'Europe orientale de contribuer, par leurs investissements, à la mise en valeur de ressources naturelles de l'Union soviétique, et notamment des matières premières exportées vers les partenaires européens du COMECON. L'Union soviétique est probablement moins soucieuse d'exporter ces produits en vue de conserver un levier de contrôle économique que de maintenir ses importations en provenance des pays d'Europe orientale.

203. Les pays d'Europe orientale peuvent néanmoins être considérés comme disposant d'une certaine autonomie, en ce sens qu'ils jouissent d'une liberté de décision dans leur commerce avec les pays en voie de développement, pour autant que les grandes lignes de la répartition géographique définie en accord avec l'Union soviétique soient respectées. Dans leurs activités d'assistance et leurs relations commerciales avec les pays en voie de développement, les pays d'Europe orientale ont accordé davantage d'importance aux facteurs économiques qu'aux considérations de prestige qui interviennent si largement dans le commerce de l'Union soviétique. Ce souci se reflète par exemple dans les conditions auxquelles leurs crédits ont été consentis (taux d'intérêt plus élevé, délais plus courts), jusqu'à ce qu'intervienne un alignement sur la pratique en vigueur en Union soviétique. Cet état de fait se traduit également par une plus large dissémination géographique de leurs échanges, qui s'effectuent avec un plus grand nombre de pays, et une diversification relativement plus poussée des produits importés des régions en voie de développement, en fonction de leurs besoins. Il semble que si des pays industrialisés comme la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie se sentaient libres de le faire, ils pourraient augmenter considérablement leurs exportations de biens d'équipement et de produits manufacturés vers les pays en voie de développement et en importer des marchandises excédentaires et des matières premières. De toute évidence, leur structure économique est plus complémentaire de celle des pays insuffisamment développés que celle de l'Union soviétique. Il est difficile, dans ces conditions, d'expliquer par des considérations uniquement économiques que la part que prend dans leurs échanges le commerce avec les pays en voie de développement soit plus faible que celle que ce commerce représente pour l'Union soviétique.

204. Chine communiste. De tous les pays communistes, la Chine communiste est celui où les ressorts de l'aide économique se distinguent le plus nettement de ceux auxquels obéit

le commerce : les considérations politiques sont l'élément décisif dans le premier cas, et les intérêts économiques dans l'autre. Le niveau d'industrialisation de la Chine ne lui permet pas de concurrencer les pays industrialisés dans la livraison de biens d'équipement à des fins de développement économique. Les Chinois dénoncent à la fois les politiques commerciale et d'aide économique de l'Union soviétique et de l'Occident, comme étant des moyens utilisés par les pays industrialisés pour exploiter les nations moins avancées. En fait, la Chine communiste a précisément besoin des produits et de l'équipement que demandent les pays non communistes, comme elle en voie de développement, et elle n'a en échange pratiquement rien à leur offrir qu'ils ne sauraient se procurer dans d'autres régions en voie de développement (textiles, produits alimentaires, produits de l'industrie légère).

205. Depuis que l'Union soviétique a cessé ses livraisons au titre de l'assistance économique, le commerce entre l'URSS et la Chine communiste a rapidement décliné pour être pratiquement interrompu en 1967 (1). La Chine communiste a recherché tant en Europe orientale que dans le monde occidental des sources de remplacement pour son approvisionnement en matériels et en connaissances technologiques, que lui refusait l'Union soviétique ; mais elle doit se procurer des devises fortes pour acheter des biens d'équipement dans les pays de l'Ouest. Hong Kong constitue évidemment le principal pourvoyeur de la Chine en devises convertibles, mais il est vraisemblable que les exportations de la Chine vers des pays tels que Singapour, Malaisie ou le Koweït, servent également en partie à cette fin. Même pendant les années critiques, la Chine a maintenu ses relations commerciales avec les pays d'Asie et d'Afrique qui fournissent des produits essentiels comme le caoutchouc de Ceylan ou les phosphates du Maroc, en même temps qu'elle s'est tournée vers l'Argentine afin d'obtenir une partie des céréales dont elle avait besoin pour faire face à des pénuries temporaires de denrées alimentaires. Ses besoins d'importations sont parfois à l'origine des relations commerciales qu'elle a nouées avec des pays tiers ; tel est le cas des échanges triangulaires pour lesquels la Chine achète à la Birmanie du riz avec lequel elle paie ses importations de caoutchouc en provenance de Ceylan.

(1) Selon les statistiques commerciales de l'Union soviétique, les échanges sino-soviétiques sont passés de 1.849 millions de roubles en 1959 (exportations soviétiques : 859 millions ; importations soviétiques : 990 millions) à 96 millions de roubles en 1967 et à 86 millions de roubles en 1968 (exportations soviétiques : 53 millions ; importations soviétiques : 33 millions).

206. Abstraction faite de quelques produits de base dont la Chine a un besoin urgent, il est clair que les échanges avec les pays en voie de développement jouent un rôle moins important que ceux avec les pays industrialisés. Dans l'ensemble, cependant, la tendance à l'isolationnisme, caractéristique de tous les pays communistes, est plus prononcée encore dans le cas de la Chine que dans celui de l'Union soviétique. Bien que peu importantes sur le plan du volume comme de la valeur, les exportations de biens d'équipement livrés pour des raisons politiques aux pays en voie de développement, à des conditions de crédit libérales, représentent pour la Chine, eu égard à ses besoins intérieurs, une forme de propagande fort onéreuse. Du seul fait toutefois qu'elles incitent l'Union soviétique à intensifier ses activités d'assistance, elles peuvent avoir une influence sur le volume des livraisons effectuées par les autres pays communistes dans certains pays d'Afrique, où les rivalités d'influence sont particulièrement aiguës.

(b) Rôle du commerce avec le monde communiste du point de vue des pays en voie de développement

207. Pour les pays en voie de développement, le commerce avec les pays communistes, indépendamment des avantages économiques qu'ils ont à pouvoir écouler le cas échéant l'excédent de leur production traditionnelle pour lequel ils ne trouvent pas d'autres acquéreurs, leur donne également l'occasion d'affirmer leur indépendance vis-à-vis de leurs habituels partenaires occidentaux. Tout laisse cependant supposer que, dans l'ensemble, ils préféreraient s'approvisionner auprès des pays industrialisés d'Occident s'ils étaient en mesure de couvrir leurs importations par leurs exportations. La Malaisie et la Rhodésie fournissent l'exemple de pays qui manifestent cette préférence. Les communistes achètent contre devises fortes du caoutchouc naturel à l'état brut dans le premier pays et du cuivre dans l'autre, alors que ni la Malaisie, ni la Rhodésie n'ont des importations correspondantes en provenance du monde communiste. En outre, il est de notoriété publique, qu'à plusieurs reprises certains pays moins développés se sont efforcés d'obtenir, sans succès d'ailleurs, le règlement en devises convertibles de leurs exportations vers les pays communistes.

208. Dans l'ensemble, le volume des exportations des pays en voie de développement à destination des pays communistes est trop peu important pour avoir une influence sensible sur les cours mondiaux. En fait, l'amélioration relative des termes de l'échange, enregistrée ces dernières années, en faveur des pays en voie de développement, s'explique surtout par la demande croissante de produits de base dans les pays occidentaux industrialisés. Les exportations vers les pays communistes

n'ont guère contribué à cette évolution. Les acheteurs communistes ne jouent en général qu'un rôle passif dans la fixation du cours des produits, en effet, comme indicateurs de la valeur relative des produits échangés, ils ne peuvent que se référer aux prix mondiaux en vigueur (1).

(c) Caractéristiques du commerce des pays communistes

209. Commerce d'Etat. L'instauration d'un commerce d'Etat, dont les organismes spécialisés interviennent en fonction des besoins globaux du pays, et agissent comme un groupement d'achats unique, favorise la conclusion d'importants marchés groupés, allant jusqu'à l'acquisition de la totalité des excédents d'une récolte ou de matières premières (2) dans un pays donné. En règle générale, les ventes des pays en voie de développement à ceux du monde occidental se répartissent entre un grand nombre d'acheteurs concurrents dont les achats individuels sont limités, et, par conséquent, moins spectaculaires que les marchés communistes. L'appareil institutionnel du commerce extérieur communiste, avec sa hiérarchie de fonctionnaires, permet au gouvernement d'utiliser les échanges commerciaux comme un instrument au service de sa politique étrangère chaque fois qu'il le désire. En fait, les pays communistes, et l'URSS en particulier, sont intervenus massivement à plusieurs reprises en passant d'importants contrats d'achat avec des pays en voie de développement en proie à des difficultés d'écoulement de leurs produits de base.

210. Accords bilatéraux à caractère de troc. Les pays communistes marquent une nette préférence pour les accords bilatéraux de troc dans leurs relations avec les pays en voie de développement. Ils ne disposent pas de réserves considérables de devises convertibles et d'or (3) et servent presque

-
- (1) Voir paragraphes 216 et suivants.
(2) Plus de 60% de l'ensemble des exportations annuelles de coton égyptien ont été régulièrement absorbées par l'URSS et les pays d'Europe orientale de 1960 à 1965. De même, près de 25% des exportations de riz de Birmanie ont été destinées à l'URSS et 20% aux autres pays communistes. Pendant plusieurs années, l'URSS a acheté au Ghana 20% de sa récolte annuelle de cacao. Le Yémen vend actuellement à l'Union soviétique plus de la moitié de ses exportations de café. Le récent achat de 5 millions d'hectolitres de vin algérien - soit environ les trois quarts de la production annuelle courante - s'inscrit dans le même contexte.
(3) Pour l'Union soviétique, les estimations vont de \$ 1,5 milliards à \$ 2 milliards.

exclusivement à régler les importations essentielles de biens d'équipement en provenance des pays industrialisés occidentaux. Les pays en voie de développement, quant à eux, souffrent des mêmes déficiences chroniques de devises fortes. Ceci rend plus difficile le règlement des déséquilibres dans les balances qui peuvent se présenter au cours de ces échanges commerciaux, aucune des deux parties n'étant disposée à se désaisir de ses rares monnaies convertibles. Le système de compensation des importations par des exportations à l'autre partenaire commercial interdit au pays exportateur le libre choix de ses fournisseurs. Même à l'intérieur du COMECON, les monnaies communistes ne sont pas convertibles, de sorte que les zlotys polonais recueillis par un pays en voie de développement ne lui permettent pas d'acheter, par exemple, des produits tchécoslovaques. Ce problème, qui préoccupe depuis longtemps les pays du COMECON, a, une fois de plus, été remis à l'ordre du jour au cours des premiers mois de 1970. Jusqu'à présent, toutefois, il n'a apparemment pas été possible d'y apporter une réponse satisfaisante, en raison notamment des divergences d'intérêts en présence.

211. Accords gouvernementaux de commerce et de paiement. Dans le cadre de leurs plans quinquennaux, les responsables de la planification prévoient les importations nécessaires à la réalisation de leurs objectifs et ils allouent les ressources en fonction de leurs obligations d'exportation. Un tel système exige que soient déterminés, longtemps à l'avance, les sources d'approvisionnement ainsi que le volume et la valeur des biens à importer. D'où la préférence des pays communistes pour les traités de commerce et de paiement à long terme. Cette procédure répond, dans une certaine mesure, aux vœux des pays en voie de développement qui ont généralement leurs propres plans de développement économique et, parfois, des organes gouvernementaux chargés du commerce extérieur. Ces accords commerciaux étaient auparavant conclus pour une durée d'un an, en principe, renouvelables, mais les pays communistes ont cherché à en étendre la durée à deux, trois ou cinq ans. Depuis 1954, plus de deux cents accords ont été conclus avec les pays en voie de développement, et la majeure partie des échanges communistes s'effectue dans le cadre de ces traités. Ils sont fréquemment complétés par des accords de paiement et divers protocoles prévoyant des crédits de compensation en cas de déséquilibre de la balance commerciale (1) et des dispositions de clearing complémentaires.

212. Dans la plupart des cas, ces accords ne constituent qu'une simple déclaration d'intention : ils fixent le cadre général des échanges sans toutefois constituer des engagements formels. L'expérience a démontré que les contingents proposés sont rarement atteints. Les types de marchandises et les

(1) En anglais "swing credits".

quantités exactes à livrer doivent faire l'objet de négociations ultérieures. Ces accords commerciaux sont néanmoins largement exploités à des fins de propagande, tant au moment de la signature de l'accord initial que des protocoles annuels qui viennent les compléter ; ils permettent en outre de justifier l'envoi de missions commerciales dans divers pays en voie de développement. La ZOS en Allemagne et la Chine communiste, dans leurs tentatives en vue d'obtenir une reconnaissance officielle, ont souvent eu recours aux accords de commerce tant pour leur valeur politique que pour leur intérêt commercial.

(d) Le problème de "la qualité"

213. Ces dernières années, la supériorité technologique des pays industrialisés occidentaux sur les pays d'Europe orientale en général et l'URSS en particulier n'a fait que s'accentuer. Ce retard technologique qui se manifeste dans tous les secteurs de la production civile, est particulièrement prononcé en ce qui concerne les produits manufacturés. Dans le système économique communiste, la production est surtout axée sur la quantité, alors que la qualité médiocre de ces produits a souvent été citée comme un des obstacles à l'expansion du commerce Est/Ouest. Pour respecter leurs contingents, certains pays d'Europe occidentale ont parfois importé des produits manufacturés des pays communistes, impropres à leur consommation intérieure. Ces marchandises sont alors réexportées vers les pays en voie de développement où elles entrent en concurrence avec des produits similaires vendus directement par le pays d'origine.

214. Le matériel et l'équipement industriels soviétiques, qui constituent la majeure partie des exportations de l'URSS vers les pays en voie de développement, se sont dans l'ensemble acquis une réputation de robustesse. Moins raffinés que les produits occidentaux analogues, les biens d'équipement en provenance des pays communistes exigent moins de précautions dans le maniement et l'entretien. L'outillage soviétique peut supporter dans une certaine mesure un traitement brutal de la part d'un personnel qui n'a pas les compétences requises pour utiliser avec précision cet équipement et dont la formation générale reste rudimentaire. En ce sens, les pays communistes ont pu retirer un certain avantage de leur retard technologique dans leurs relations avec des pays disposant d'une main-d'oeuvre à bon marché mais qui n'a pas de tradition industrielle. L'avantage dont dispose ainsi l'Union soviétique sur l'Occident a été mis en lumière dans le cas des aciéries indiennes où la mise en service des équipements soviétiques beaucoup plus simples a rencontré moins de difficultés que celle de l'aciérie hautement perfectionnée sur le plan technique qui a été achevée grâce à l'aide de la République fédérale d'Allemagne.

Il est peut-être utile de rappeler à ce propos que les pays industrialisés du camp occidental se sont efforcés d'organiser la vente d'équipements industriels devenus périmés pour les pays évolués, mais qui pouvaient être considérés comme encore rentables dans les pays en voie de développement, où le coût de la main-d'oeuvre est peu élevé. Il semble que ces efforts n'aient guère rencontré de succès ; le transport s'est avéré coûteux et les pays bénéficiaires ont eu tendance, pour des raisons de prestige, à dédaigner un matériel ayant déjà servi. Si l'outillage soviétique ne lui est pas supérieur en qualité, du moins est-il neuf et le meilleur que puisse offrir l'URSS. Il est arrivé, en revanche, que le matériel soviétique ne supporte pas les conditions climatiques du pays d'importation et que les réparations prennent plus de temps, étant donné que les expéditions de pièces de rechanges en provenance d'Union soviétique ne se distinguent pas par leur rapidité. L'absence de service après vente représente un autre obstacle majeur pour la promotion commerciale des pays communistes.

215. Les livraisons de matières premières en provenance de pays communistes ne soulèvent pas dans l'ensemble de difficultés particulières, sur le plan qualitatif. Cette règle générale comporte cependant une exception : le pétrole brut soviétique contient habituellement une forte proportion de soufre qui peut provoquer de graves ennuis, s'il n'est pas traité dans des raffineries spécialement adaptées à ce type de pétrole. De temps à autre un haut pourcentage de déchets et d'impuretés a été noté dans les produits agricoles et certaines matières premières minérales pondéreux fournis par les pays communistes.

216. Les pays en voie de développement sont parfaitement conscients des avantages considérables que présentent, sur le plan de la qualité, les produits occidentaux. Ils se sont plaints à l'occasion des conditions de livraison de telle ou telle exportation communiste (conditionnement défectueux des livraisons de ciment pendant la mousson, irrégularité des expéditions de houille grasse et de houille maigre, frais de maintenance élevés des avions civils, livraisons de bois d'oeuvre non conformes aux spécifications). Toutefois, dans l'ensemble, le comportement des pays communistes sur le plan commercial ne soulève pas de critiques sérieuses de la part des pays en voie de développement.

(e) Le problème des "prix"

217. Les prix qui, dans les pays communistes, sont fixés par décision arbitraire du gouvernement, ne reflètent pas nécessairement les coûts réels de production, pas plus que les éléments économiques tels que la rareté relative de l'offre ou l'intensité de la demande. De ce fait, les responsables

communistes ne peuvent se référer, dans les négociations portant sur des marchés extérieurs, aux prix pratiqués dans leur pays pour évaluer l'avantage relatif de l'échange envisagé. Par un paradoxe bien connu, les cours pratiqués sur le marché mondial "capitaliste" servent de point de départ aux négociations, même s'il s'agit d'échanges entre partenaires du COMECON. De même, lorsqu'il s'agit de se porter acquéreurs de la production de pays en voie de développement, les négociateurs communistes en sont réduits à se servir de prix fictifs supposés correspondre à la moyenne des cours mondiaux pratiqués entre 1960-1964 pour les articles en cause. Ils prétendent ainsi garantir la stabilité de leurs prix à l'abri des fluctuations de caractère spéculatif qui sont le propre du marché libre et permettre aux pays en voie de développement de s'assurer des recettes stables et sûres.

218. Cette prétendue stabilité ne sert les intérêts des pays en voie de développement que pour autant que les fluctuations se répercutent de manière défavorable sur leurs termes d'échange, comme ce fut le cas jusqu'en 1964. Le prix moyen à l'exportation des produits primaires, après une légère hausse entre 1964 et 1966, est tombé de 1% en 1967, pour se redresser en 1968, améliorant ainsi les termes de l'échange des pays en voie de développement (1). De toute évidence, cette évolution générale masque des fluctuations variables selon les produits. Le cours du caoutchouc, après une baisse brutale en 1967, s'est redressé en 1968. Le prix du coton, en revanche, a monté rapidement pendant la campagne de 1967/1968, mais a baissé de 18% en 1968. Les cours des métaux, qui avaient progressé de 20% en 1966, ont diminué de 7% en 1967, et abstraction faite d'une brève flambée des prix du cuivre à la fin de l'année, ont continué de s'effriter en 1968. En hausse en 1967, les prix des denrées alimentaires ont fléchi de nouveau en 1968. Il est difficile de prévoir ces fluctuations, mais il faut bien reconnaître que les perspectives à long terme ne sont guère réconfortantes pour les pays sous-développés.

219. La propagande communiste se plaît à souligner que les pays industrialisés occidentaux exploitent les "pays libérés" (2) économiquement faibles en relevant le prix de leurs produits fabriqués, tout en payant moins cher les produits de base qu'ils achètent dans les pays en voie de développement. Si tel était réellement le cas, les pays communistes, en adoptant ces cours dans leurs propres transactions commerciales,

(1) Voir paragraphe 147

(2) La terminologie communiste préfère cette expression à celle de "pays en voie de développement", qui depuis peu a néanmoins acquis une certaine respectabilité dans les publications communistes.

ne chercheraient qu'à perpétuer à leur propre avantage l'exploitation qu'ils dénoncent. En favorisant la rigidité des prix, ils compromettent en outre les fonctions essentielles du mécanisme des prix dans un système d'économie de marché où ces fluctuations servent d'indicateur de la rentabilité de la production. Des prix bloqués risquent de faire naître dans les pays en voie de développement l'illusion que la diversification de la production et la modernisation de l'économie ne s'imposent pas d'urgence. Tout en affirmant que les pays en voie de développement devraient remédier à la spécialisation excessive dans la production de quelques matières premières, héritée de leur passé colonial, les pays communistes n'hésitent pas à profiter de ces séquelles pour obtenir ces matières premières aux prix mondiaux alors que leur marché intérieur reste totalement isolé des prix pratiqués dans le commerce extérieur.

220. Presque tous les accords commerciaux signés par les pays communistes stipulent que les prix des marchandises échangées doivent être fixés sur la base des cours du marché mondial, et les accords quinquennaux prévoient généralement l'ouverture de négociations annuelles en vue de déterminer les niveaux de prix applicables. Dès lors, la prétendue "stabilité" des prix est plus apparente que réelle et est chaque année soumise à révision. Comme, dans l'ensemble, la qualité des produits communistes ne correspond pas à celle des biens occidentaux semblables, le problème de leur évaluation par rapport aux cours mondiaux se trouve singulièrement compliqué. Par contre cette difficulté ne se présente pas pour les produits primaires d'exportation des pays en voie de développement qui sont aussi en vente dans d'autres parties du monde. En sa qualité d'acheteur, le pays du Tiers monde se trouve confronté avec la tâche d'évaluer le prix des biens d'équipement communiste hautement techniques pour lesquels la comparaison avec des biens similaires fabriqués par d'autres pays n'est pas toujours aisée.

221. Dans le cadre de la concurrence qui les oppose aux pays occidentaux industrialisés, les pays communistes ont quelques fois profité de leur système de fixation arbitraire des prix pour vendre en dessous des cours pratiqués par l'Occident, afin de s'implanter sur certains nouveaux marchés. Les problèmes que pose pour les pays occidentaux la concurrence des pays communistes sur les marchés des pays en voie de développement, ont été étudiés par l'OCDE. Cette forme de concurrence ne semble pas avoir entravé sérieusement les exportations occidentales sauf dans quelques cas exceptionnels (par exemple : ampoules et appareillages électriques au Ghana et en Arabie Saoudite).

222. Dans les échanges avec les pays communistes, les prix proprement dits ne jouent un rôle que dans la mesure où les importations ne sont pas couvertes par des exportations équivalentes. En règle générale, les accords commerciaux prévoient que les comptes de compensations doivent être réglés soit en roubles, soit dans la devise nationale des partenaires commerciaux, dont le taux de change réel n'est pas toujours facile à fixer. En outre, ces accords mentionnent parfois la possibilité d'effectuer ces règlements dans une devise convenue d'un commun accord, ce qui laisse au pays communiste qui a accumulé un solde créditeur, la faculté de demander paiement en dollars des Etats-Unis, en livres sterling ou en francs suisses. Cette formule est toutefois rarement appliquée, encore que l'insertion d'une clause à cet effet dans les accords commerciaux offre aux pays communistes un moyen de pression éventuel sur les pays du Tiers monde qui achètent leurs produits.

223. Selon la doctrine communiste, les prix ne représentent que des unités de compte permettant d'additionner des quantités de marchandises de nature différente. Etant donné que le commerce entre pays communistes et en voie de développement est essentiellement une question de troc, la soule à régler est généralement réduite et les prix n'ont guère de signification. Lorsqu'ils sont acheteurs, les pays communistes peuvent offrir de payer des prix fictifs très élevés et compenser leurs pertes apparentes en vendant leur production à des prix tout aussi gonflés (1). Les pays en voie de développement qui exportent de grandes quantités de leur production, se trouvent en position de faiblesse lorsqu'ils négocient le prix des articles communistes qu'ils achètent afin de liquider le solde créditeur de leurs comptes de compensation annuels. Il faut cependant remarquer que cette règle joue dans les deux sens ; les Russes ont dû faire appel à des expédients compliqués et artificiels pour maintenir en équilibre apparent leur balance commerciale avec l'Inde. Début 1968, ils ont accepté d'acheter au cours des sept prochaines années une quarantaine de milliers de wagons de chemins de fer construits en Inde, dont il est pour le moins douteux qu'ils puissent convenir à une utilisation dans les conditions et le climat prévalant en Union soviétique.

(1) Certains spécialistes occidentaux prétendent que cette pratique contribue à gonfler artificiellement le volume des échanges entre pays communistes par rapport aux échanges avec le monde non communiste.

E. EVALUATION ET PROJECTIONS A LONG TERME DU COMMERCE DES PAYS COMMUNISTES(a) Evaluation

224. La campagne d'expansion commerciale communiste a été lancée à une époque (1954-1958) où les pays communistes formaient un bloc monolithique sous la direction incontestée de l'Union soviétique. Au cours de la décennie précédente, les progrès économiques de l'URSS avaient été impressionnants. Dissuadés de recourir à l'agression pour réaliser leurs visées par la volonté de l'OTAN de défendre l'intégrité territoriale de ses membres, les porte-parole officiels soviétiques ont eu recours à la "coexistence pacifique", comme moyen indirect de s'assurer l'hégémonie mondiale. Dans ce contexte, le commerce et l'aide devaient être employés comme armes non militaires, pour s'infiltrer dans les pays en voie de développement situés hors de la sphère protégée par l'OTAN, pour les influencer et pour finalement les gagner à la cause du communisme. Cette stratégie accordait d'autant plus d'importance au Tiers monde que les communistes étaient convaincus que le processus de décolonisation une fois déclenché serait irréversible et précipiterait le monde occidental industrialisé dans la grave crise économique prédite depuis longtemps par leurs théoriciens. L'expansion rapide du commerce communiste avec les pays en voie de développement, étayée par des offres d'assistance, devait en principe accélérer ce processus en privant les pays occidentaux de leurs sources d'approvisionnement traditionnelle en matières premières et en produits primaires essentiels, en même temps qu'ils seraient privés d'une importante partie de leurs débouchés. Les progrès économiques réalisés par les pays communistes devaient servir à démontrer l'efficacité du régime économique communiste érigé en modèle unique que les nations en voie de développement n'auraient eu qu'à imiter pour accéder plus rapidement à la prospérité.

225. Le commerce avec les pays communistes était présenté aux états nouvellement promus à l'indépendance comme un moyen d'atteindre rapidement l'autonomie économique vis-à-vis des anciennes puissances coloniales. Pour la plupart d'entre eux, les possibilités de se procurer les devises fortes nécessaires à leur industrialisation dépendaient très largement des exportations de quelques produits primaires et agricoles dont les débouchés étaient limités en raison du manque d'élasticité de la demande dans les pays industriels. En se référant à l'aggravation persistante des termes de l'échange des pays en voie de développement avec les pays occidentaux industrialisés, les pays communistes paraissaient à même d'offrir aux pays sous-développés :

- de nouveaux débouchés, à la fois vastes et appelés à s'étendre, stables et rémunérateurs, pour leurs excédents de produits primaires ;
- de nouvelles sources d'approvisionnement susceptibles de leur fournir de l'équipement industriel et des usines complètes, à des conditions de crédits à long terme, assorties de taux d'intérêt peu élevés, remboursables en monnaies locales (1).

226. Après plus de dix ans d'activités économiques menées par les pays communistes dans les régions en voie de développement, à grand renfort de publicité, le charme de la nouveauté s'est perdu. Les pays en voie de développement n'ont pas tardé à comprendre que si les offres communistes pouvaient éventuellement renforcer leur position à l'occasion de négociations avec l'Occident, afin d'en obtenir certaines concessions, cette attitude avait ses inconvénients, car les échanges avec les pays communistes ne jouent qu'un rôle marginal, par rapport aux marchés des pays industrialisés d'Occident, où l'offre et la demande sont beaucoup plus importantes. Les pays en voie de développement qui, pendant un certain temps, ont détourné au profit des pays communistes un volume assez important de leurs exportations traditionnelles, ont ensuite éprouvé quelques difficultés lorsqu'ils ont voulu retrouver leurs anciens débouchés dans le monde libre.

227. Au début de l' "offensive" économique communiste, les échanges entre pays en voie de développement et pays communistes ont progressé plus rapidement que l'ensemble du commerce du Tiers monde. Depuis les années 60 cependant, le commerce du monde communiste avec les pays en voie de développement ne s'est pas développé beaucoup plus rapidement que le commerce occidental, en raison de l'accélération de la croissance économique de l'Occident, jointe au ralentissement enregistré dans les pays communistes. Etant donné les dimensions des pays du camp communiste, qui groupent près du tiers de la population mondiale, le volume des échanges des pays du Tiers monde absorbés par le monde communiste, 15 ans après le déclenchement de leur offensive commerciale, ne peut que paraître décevant aux pays en voie de développement par rapport aux espérances qu'avaient fait naître les déclarations communistes. En fait, l'Union soviétique comme la Chine communiste demeurent fondamentalement repliées sur elles-mêmes.

(1) Voir les rapports du GATT sur le commerce international en 1957 et 1958.

A l'intérieur de leurs propres frontières, existent des régions insuffisamment développées où elles tentent de promouvoir la production et l'industrialisation et dont les produits concurrencient à l'occasion ceux en provenance des pays en voie de développement (matières premières, minerais, sucre, thé, coton, riz, etc.). Comme la part des pays communistes dans le commerce total des régions en voie de développement est restée extrêmement modeste jusqu'en 1968 (1), il subsiste manifestement de larges possibilités d'expansion, mais il apparaît à la lumière des tendances récentes que le rythme de la croissance n'est pas nécessairement supérieur à celui du commerce occidental.

228. Il se peut que certains pays en voie de développement (comme l'Algérie, l'Afghanistan, le Brésil, l'Inde, le Maroc) aient eu l'impression depuis quelques années, que les pays du COMECON offrent très souvent des débouchés relativement stables, voire en expansion régulière pour leurs produits d'exportation. La Chine communiste constitue cependant une exception : à mesure que la révolution culturelle s'est développée, le commerce extérieur, et notamment les importations en provenance des pays en voie de développement, a décliné. La prétendue stabilité des marchés communistes est apparue illusoire à un grand nombre de pays en voie de développement, c'est ainsi que :

- Les exportations du Nigéria vers les pays communistes ont baissé de 57% en 1966 par rapport à 1965.
- Les exportations en provenance d'Ouganda ont diminué de 72% entre 1965 et 1967, celles de la Birmanie de 66% de 1964 à 1967.
- La valeur des exportations de Ceylan vers les pays communistes a fléchi de 26% en 1967 par rapport à 1966.
- Les exportations de l'Argentine se sont réduites de 70% en 1967 par rapport à 1966.
- En 1966, les exportations mexicaines étaient inférieures de 69% à leur niveau de 1965.
- En 1965, les exportations de l'Uruguay avaient baissé de 53% par rapport à l'année précédente (2).

229. Dans le monde occidental, le commerce export-import est mené par une multitude de firmes individuelles. La situation

(1) Voir les chiffres au tableau XII de l'Annexe
(2) Voir statistiques au tableau XII de l'Annexe

économique d'ensemble est bien entendu le facteur décisif qui détermine l'offre et la demande, mais la multitude d'acheteurs et de vendeurs, agissant séparément, a pour effet de tempérer dans une certaine mesure les fluctuations à court terme. Au contraire, le commerce extérieur communiste, qui obéit aux décisions du gouvernement central, et est influencé par des considérations politiques, se présente sous forme de transactions massives, qui peuvent le cas échéant provoquer des fluctuations désordonnées. Les accords commerciaux communistes ne comportent que rarement des engagements à long terme, fermes et précis pour l'achat de certains produits.

230. Enfin, les communistes se sont montrés, dans leurs négociations commerciales, capables de défendre leurs intérêts commerciaux aussi âprement que leurs homologues occidentaux et les exportations vers les pays communistes ne paraissent pas plus rémunératrices que la vente au monde libre. Il est souvent malaisé d'évaluer les avantages des échanges bilatéraux de troc, alors que les entraves en sont directement ressenties par les pays en voie de développement. Même si les pays communistes ont parfois offert un soulagement temporaire aux pays qui se trouvaient submergés d'excédents par ailleurs invendables, il convient de rappeler les cas où des pays communistes ont revendu une partie de leurs importations en provenance de pays en voie de développement sur les marchés du monde libre, leurs achats ayant dépassé les besoins de la consommation intérieure (sucre cubain, coton égyptien, cacao ghanéen, café d'Amérique du sud).

231. Vers la fin des années 1960, le commerce avec les pays communistes, dont le volume toujours relativement restreint est loin de répondre aux espérances créées, qui ne laisse guère entrevoir d'amélioration rapide, soumis, dans certains cas, à de graves fluctuations annuelles, et fondé essentiellement sur de stricts accords bilatéraux de troc, ne paraissait pas plus attrayant aux pays en voie de développement que les relations commerciales traditionnelles qu'ils entretiennent avec le reste du monde. La scission entre la Chine et l'Union soviétique, l'affirmation de plus en plus marquée de l'intérêt national au sein même du COMECON par les pays qui en font partie, l'invasion de la Tchécoslovaquie, le ralentissement de la croissance économique dans les pays communistes, sont autant de facteurs qui ont terni l'image d'un système économique présenté comme modèle incomparable d'essor économique. Les pays en voie de développement voient certainement dans le débat sur les réformes économiques qui se poursuit dans le monde communiste, le signe que le système ne fonctionne pas comme il le devrait, puisque des améliorations s'imposent. En fait, ils se trouvent actuellement devant un large choix de "modèles" communistes de développement à imiter : cubain, chinois, russe, hongrois, et ils arrivent progressivement à la conclusion que pour résoudre leurs propres problèmes

économiques, ils ne peuvent s'en remettre à un seul modèle universellement valable. En fait, Chinois et Soviétiques se livrent une âpre concurrence pour gagner la faveur des pays en voie de développement qui ont dès lors tout intérêt à ce que se perpétue cet antagonisme.

(b) Projections à long terme

232. Rien n'empêche l'économie planifiée de type soviétique de prévoir l'expansion des échanges avec les pays en voie de développement. Néanmoins les responsables du plan doivent certainement considérer le commerce extérieur avec des pays à économie non planifiée comme un élément venant compliquer leurs calculs. En effet, s'ils peuvent prévoir leurs besoins d'importations il leur est difficile de déterminer à l'avance le volume des exportations requises pour compenser ces importations. L'URSS saisit parfois l'occasion d'une réunion internationale pour annoncer ses intentions en matière d'importations. Ainsi, à la réunion de l'UNCTAD, elle a déclaré qu'elle pourrait, pendant la période 1970-80, plus que quadrupler ses importations actuelles d'agrumes, tripler celles de cacao en graines, d'huile de coprah, d'huile de palme et d'autres oléagineux, et doubler ses achats de café. Elle a signalé qu'elle augmenterait également ses importations de produits suivants : fibres de coton, laine, thé, bananes, pamplemousses, épices, divers produits de l'industrie minière et matières premières destinées à l'industrie chimique. Elle a souligné son intention d'accepter davantage de produits manufacturés et semi-finis en remboursement des crédits fournis. La Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne ont fait des déclarations similaires. Il ne fait pas de doute que s'ils le voulaient, les pays communistes pourraient développer considérablement leurs importations en provenance des pays en voie de développement, tout en accroissant leurs exportations de biens d'équipement vers ces pays. Le potentiel théorique d'un marché de 1,1 milliards de consommateurs ouvre des perspectives fascinantes aux exportateurs des pays non communistes, qu'ils soient industrialisés ou non.

233. Un simple calcul permet cependant de constater que même si pendant la période 1970-1980 les pays en voie de développement tripleraient leurs exportations vers les pays communistes, alors que celles du reste du monde continueraient à progresser en moyenne au même rythme que pendant les quinze dernières années (5½% par an environ), la part des exportations vers les pays communistes ne représenterait guère d'ici à 1980 que 9% des exportations totales contre 71% pour les pays industrialisés d'Occident et 20% pour les autres pays non communistes en voie de développement. Les prévisions faisant état du triplement des échanges communistes avec le Tiers monde restent d'ailleurs des plus contestables.

234. Il est particulièrement difficile de prévoir l'évolution que suivra le commerce de la Chine. La tendance à l'autarcie du régime continuera vraisemblablement à limiter l'expansion des relations commerciales. La Chine, en tant que pays sous-développé, accordera vraisemblablement la priorité aux importations ayant une haute valeur technologique, mais le retour à la stabilité intérieure devrait contribuer à améliorer les relations commerciales avec les pays non communistes en voie de développement. Les offres d'assistance économique de la Chine se limiteront aux pays qui sont déjà politiquement dans l'orbite du communisme et elles seront le résultat plutôt que la cause des modifications d'orientation politique.

235. Il semble peu probable pour le moment que l'Union soviétique puisse encourager une expansion plus rapide des échanges entre pays communistes et pays en voie de développement, qu'entre les membres du COMECON. Une pareille éventualité risquerait en effet de conduire à un relâchement du contrôle que l'URSS continue d'exercer sur ses partenaires d'Europe de l'Est au sein du COMECON. L'avenir du commerce avec les pays en voie de développement dépend dans une large mesure de l'évolution des relations sino-soviétiques et de la conjoncture en URSS.

236. Si le prochain plan quinquennal soviétique (1971-1976) devait s'orienter essentiellement vers une croissance économique plus rapide, de façon à rétablir le prestige de l'Union soviétique, tout en prévoyant le maintien des charges de défense au niveau actuel, ces options entraîneraient un effort en vue de diminuer l'écart technologique qui, ces dernières années, s'est creusé entre l'Union soviétique et l'Occident. Une priorité élevée serait de nouveau accordée à l'expansion du commerce à l'intérieur du COMECON et aux importations en provenance de l'Occident destinées à favoriser la croissance, ce qui ne laisserait subsister qu'une marge étroite pour les importations de biens de consommation qui contribuent relativement peu à la croissance dans une économie de type communiste. Ces importations devraient en outre être compensées par un accroissement délibéré des exportations de biens d'équipement, dont le pays ne pourrait donc plus disposer pour réaliser des objectifs ambitieux nationaux. Si, au contraire, le principal souci devait être le relèvement du niveau de vie du consommateur, l'augmentation des importations en provenance des pays en voie de développement pourrait contribuer à hâter considérablement cette tendance. Il est difficile pour le moment de prévoir les options que prendront les dirigeants soviétiques pour les années à venir, car il y a un grand nombre de combinaisons possibles dans la répartition des ressources entre les divers secteurs de l'économie.

237. Quoi qu'il en soit, il semble raisonnable de prévoir que le commerce entre les pays communistes d'une part et le Tiers monde de l'autre, continuera vraisemblablement à se développer au rythme de 9 à 10% par an, les importations communistes augmentant plus rapidement que les exportations au cours des cinq prochaines années, afin de permettre le redressement de la balance commerciale. D'ici à 1980, les pays communistes absorberont probablement de 7 à 8% du total des exportations des pays en voie de développement. Toutefois, en concentrant leurs efforts commerciaux sur quelques régions choisies (Méditerranée, Afrique : l'Algérie pourrait servir d'exemple à cet égard), les pays communistes pourraient espérer renforcer leur influence au détriment de l'Occident. Il n'en reste pas moins que les pays où se porteraient ces efforts ne deviendront pas des satellites de l'URSS uniquement pour des raisons commerciales. Les événements ont clairement démontré à l'Union soviétique que le recours à des pressions économiques et à la menace d'une réduction des échanges (Yougoslavie, Chine) aboutit généralement à des résultats opposés au but poursuivi.

TABLE I - TABLEAU I

NEW AID COMMITMENTS 1967 - MID 1969

(CREDITS AND GRANTS EXTENDED)

NOUVEAUX ENGAGEMENTS AU TITRE DE L'AIDE 1967 - MI-1969

(CREDITS ET DONS ACCORDES)

(Million US \$ - en millions de \$ US)

TO - A	BY - PAR	USSR URSS	EAST. EUROPE EUROPE DE L'EST	COMM. CHINA CHINE COMM.	TOTAL
Algeria - Algérie		-	50.0	-	50.0
Guinea - Guinée		16.7	7.3	-	24.0
Mali		10.0	-	6.0	16.0
Mauretania - Mauritanie		3.3	-	4.7	8.0
Senegal		3.3	-	-	3.3
Tunisia - Tunisie		0.6	51.2	-	51.8
Zambia - Zambie		5.6	-	16.8	22.4
AFRICA - AFRIQUE		39.5	108.5	27.5	175.5
as % of total - en % du total		(6)	(19)	(25)	(13)
Afghanistan		131.7	-	-	131.7
Burma - Birmanie		-	1.0	-	1.0
India - Inde		-	10.0	-	10.0
Nepal		-	-	2.0	2.0
Pakistan		23.7	-	49.0	72.7
ASIA - ASIE		155.4	11.0	51.0	217.4
as % of total - en % du total		(26)	(2)	(46)	(17)
Iran		200.2	285.0	-	485.2
Iraq		125.1	98.4	-	223.5
South Yemen - Sud Yémen		13.3	-	12.0	25.3
Syria - Syrie		-	25.0	-	25.0
United Arab Rep. - Rep. Arabe Unie		-	22.6	21.0	43.6
MIDDLE EAST - MOYEN-ORIENT		338.6	431.0	33.0	802.6
as % of total - en % du total		(56)	(73)	(29)	(62)
Argentina - Argentine		-	5.0	-	5.0
Chile - Chili		54.8	5.0	-	59.8
Ecuador - Equateur		-	10.0	-	10.0
Peru - Pérou		-	6.0	-	6.0
Uruguay		20.0	10.0	-	30.0
LATIN AMERICA - AMERIQUE LATINE		74.8	36.0	-	110.8
as % of total - en % du total		(12)	(6)	(-)	(8)
GRAND TOTAL - TOTAL GENERAL		608.3	586.5	111.5	1,306.3
(percentage - pourcentage)		(100)	(100)	(100)	(100)
percentage of countries pourcentage des pays		47	45	8	100

TABLE II - TABLEAU II

ECONOMIC AID EXTENDED BY COMMUNIST COUNTRIES

1954-1969

AIDE ECONOMIQUE ACCORDEE PAR DES PAYS COMMUNISTES

1954-1969

(Million US \$ - en millions de \$ US)

YEAR ANNEE	USSR URSS	BULGARIA BULGARIE	CZECHO- SLOVAKIA TCHECO- SLOVAQUIE	HUNGARY HONGRIE	POLAND POLOGNE	RUMANIA ROUMANIE	SOV. ZONE OF GERMANY ZONE SOV. D'OCCUP. ALL.	COMM. CHINA CHINE COMM.	TOTAL
1954	5.8	-	5.0	-	-	-	-	-	10.8
1955	110.9	-	10.0	5.7	-	-	11.6	16.2	154.4
1956	250.8	-	30.9	-	2.3	1.0	5.7	40.2	330.9
1957	255.1	-	21.1	-	-	-	2.3	15.8	294.3
1958	334.8	-	24.9	0.9	41.7	10.1	27.2	34.4	474.0
1959	853.0	-	72.9	-	8.2	-	-	1.2	935.0
1960	596.8	-	55.4	19.2	44.8	-	5.0	73.5	794.7
1961	553.8	10.6	142.6	62.0	73.7	100.9	2.4	163.0	1,109.0
1962	75.9	4.5	57.4	11.2	122.0	-	-	16.3	287.3
1963	261.9	7.5	5.6	-	8.0	-	1.8	89.3	374.1
1964	1,015.7	-	132.2	1.3	99.0	40.0	65.9	312.3	1,666.4
1965	409.2	57.6	103.6	54.0	107.0	116.0	199.3	117.4	1,164.1
1966	968.1	15.0	58.9	51.0	3.5	-	16.4	102.8	1,215.7
1967	125.9	36.9	75.0	10.0	14.0	22.5	-	55.5	339.8
1968	310.9	30.2	206.0	40.0	5.0	82.0	2.5	59.8	736.4
1969(1)	(350)	Estimated total extended by all East European countries : \$ 200 million <i>Estimation du total octroyé par tous les pays de l'Europe de l'Est : 200 millions de dollars</i>						(-)	(550)
TOTAL 1954-69	6,478.6	162.3	1,101.5	255.3	539.2	372.5	430.1	1,097.7	10,437.2

(1) Estimated on the basis of information covering the first half of 1969
Evaluation fondée sur des renseignements intéressant le premier semestre 1969

For a detailed description of individual credits and grants see AC/89-WP/274
Pour le détail des crédits et dons accordés à chaque pays, voir AC/89-WP/274

TABLE III - TABLEAU III

ESTIMATED ANNUAL DRAWINGS BY DEVELOPING COUNTRIES
ON ECONOMIC AID EXTENDED BY COMMUNIST COUNTRIES
DURING THE PERIOD 1967-1968
(ANNUAL AVERAGE)ESTIMATION DES TIRAGES ANNUELS EFFECTUES PAR LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
SUR L'AIDE ECONOMIQUE OCTROYEE PAR DES PAYS COMMUNISTES
AU COURS DE LA PERIODE 1967-1968
(MOYENNE ANNUELLE)

(Million US \$ - en millions de \$ US)

DRAWN - TIRAGES EFFECTUES BY - PAR	ON CREDITS EXTENDED BY SUR DES CREDITS OCTROYES PAR			TOTAL
	USSR URSS	EAST. EUROPE EUROPE DE L'EST	COMM. CHINA CHINE COMM.	
AFRICA - AFRIQUE				
1. Algeria - Algérie	7.2	0.5	4.7	12.4
2. Cameroon - Cameroun	0.1	-	-	0.1
3. Central African Rep. - Rep. Centrafricaine	-	-	0.2	0.2
4. Congo (Brazzaville)	1.0	-	1.5	2.5
5. Ethiopia - Ethiopie	1.0	-	-	1.0
6. Ghana	-	2.0	-	2.0
7. Guinea - Guinée	3.0	1.8	6.2	11.0
8. Kenya	0.5	-	-	0.5
9. Mali	2.2	0.2	4.5	6.9
10. Mauritania - Mauritanie	-	-	0.1	0.1
11. Morocco - Maroc	0.5	-	-	0.5
12. Nigeria	-	-	-	-
13. Senegal	-	-	-	-
14. Sierra Leone	0.4	-	-	0.4
15. Somalia - Somalie	5.2	0.3	0.8	6.3
16. Sudan - Soudan	3.0	-	-	3.0
17. Tanzania - Tanzanie	0.2	0.5	9.8	10.5
18. Tunisia - Tunisie	3.5	0.9	-	4.4
19. Uganda - Ouganda	0.5	-	1.0	1.5
20. Zambia - Zambie	-	-	0.1	0.1
Total AFRICA - Total AFRIQUE (as % of total - en % du total)	28.3 (10)	6.2 (6)	28.9 (44)	63.4 (14)
ASIA - ASIE				
21. Afghanistan	40.5	0.6	2.5	43.6
22. Burma - Birmanie	0.4	1.2	0.3	1.9
23. Cambodia - Cambodge	1.3	0.2	4.7	6.2
24. Ceylon - Ceylan	2.2	1.1	4.5	7.8
25. India - Inde	42.2	19.4	-	61.6
26. Indonesia - Indonésie	2.9	10.0	-	12.9
27. Laos	-	-	-	-
28. Nepal	0.8	-	11.3	12.1
29. Pakistan	12.3	1.1	9.3	22.7
Total ASIA - Total ASIE (as % of total - en % du total)	102.6 (38)	33.6 (31)	32.6 (50)	168.8 (37)
MIDDLE EAST - MOYEN-ORIENT				
30. Iran	25.5	9.2	-	34.7
31. Iraq	6.8	0.5	-	7.3
32. South Yemen - Sud Yémen	-	-	-	-
33. Syria - Syrie	15.0	18.3	-	33.3
34. United Arab Rep. - Rép. Arabe Unie	85.5	34.7	-	120.2
35. Yemen - Yémen	8.1	2.8	3.7	14.6
Total MIDDLE EAST - Total MOYEN-ORIENT (as % of total - en % du total)	140.9 (52)	65.5 (61)	3.7 (6)	210.1 (48)
LATIN AMERICA - AMERIQUE LATINE				
36. Argentina - Argentine	0.7	0.7	-	1.4
37. Brazil - Brésil	-	1.6	-	1.6
38. Chile - Chili	-	-	-	-
39. Colombia - Colombie	-	-	-	-
40. Ecuador - Equateur	-	-	-	-
41. Peru - Pérou	-	-	-	-
42. Uruguay	-	-	-	-
Total LATIN AMERICA - Total AMERIQUE LATINE (as % of total - en % du total)	0.7 (-)	2.3 (2)	-	3.0 (1)
GRAND TOTAL - TOTAL GENERAL pourcentage - pourcentage	272.5 (100)	107.6 (100)	65.2 (100)	445.3 (100)
(as % of total - en % du total)	(61)	(24)	(15)	(100)

TABLE IV - TABLEAU IV
ESTIMATED DRAWINGS BY DEVELOPING COUNTRIES
ON ECONOMIC AID COMMITMENTS UNDERTAKEN BY COMMUNIST COUNTRIES

1954-1969

EVALUATION DES TIRAGES EFFECTUES PAR LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
SUR LES ENGAGEMENTS PRIS AU TITRE DE L'AIDE ECONOMIQUE
PAR DES PAYS COMMUNISTES

1954-1969

YEAR ANNEE	USSR URSS	EASTERN EUROPE EUROPE DE L'EST	COMMUNIST CHINA CHINE COMMUNISTE	TOTAL	CUMULATIVE OUTSTANDING CREDITS CREDITS CUMULATIFS NON UTILISES
1954	1	-	-	1	10
1955	2	1	-	3	161
1956	7	6	19	32	460
1957	30	15	7	52	702
1958	97	22	6	125	1,051
1959	112	14	26	152	1,834
1960	109	29	11	149	2,480
1961	187	44	10	241	3,348
1962	258	87	14	359	3,276
1963	354	57	23	434	3,216
1964	371	113	66	550	4,332
1965	357	89	80	526	4,970
1966	327	83	90	500	5,686
1967	292	97	76	465	5,561
1968	252	119	55	426	5,871
1969(1)	272	108	65	445	5,976
TOTAL	3,028	884	548	4,460	
as % of total en % du total	(68)	(20)	(12)	(100)	
TOTAL extended TOTAL octroyé	6,479	2,860	1,098	10,437	

(1) Preliminary - Préliminaire

TABLE V - TABLEAU V
ECONOMIC AID EXTENDED BY COMMUNIST COUNTRIES
AND DRAWINGS BY DEVELOPING COUNTRIES

TOTAL : 1954 - MID 1969

AIDE ECONOMIQUE DES PAYS COMMUNISTES - ENGAGEMENTS
ET TIRAGES EFFECTUES PAR LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

TOTAL : 1954 - MI 1969

(Million US \$ - en millions de \$ US)

RECIPIENT BENEFICIAIRE	DONOR DONATEUR	POPULATION mid 1968 estimates mi-1968 évaluation (millions)	EXTENDED BY - OCTROYEE PAR				TOTAL DRAWN (Estimated) TOTAL UTILISE (Evaluation)
			USSR URSS	EAST. EUROPE EUROPE DE L'EST	COMM. CHINA CHINE COMM.	TOTAL	
AFRICA - AFRIQUE							
1. Algeria - Algérie		12.9	233.1	72.2	52.0	357.3	67.0
2. Cameroon - Cameroun		5.6	7.8	-	-	7.8	0.2
3. Central African Rep. - Rep. Centrafricaine		1.5	-	-	4.0	4.0	2.8
4. Congo (Brazzaville)		0.9	11.9	-	30.2	42.1	15.0
5. Ethiopia - Ethiopie		24.2	101.8	17.0	-	118.8	21.8
6. Ghana		8.4	93.0	104.1	42.0	239.1	60.0
7. Guinea - Guinée		3.8	106.4	31.7	58.7	196.8	135.0
8. Kenya		10.2	48.7	-	18.1	66.8	6.8
9. Mali		4.8	70.0	22.6	62.2	154.8	89.0
10. Mauritania - Mauritanie		1.1	3.3	-	4.7	8.0	0.5
11. Morocco - Maroc		14.6	43.6	35.2	-	78.8	6.5
12. Nigeria		62.7	-	14.0	-	14.0	-
13. Senegal		3.7	10.0	-	-	10.0	-
14. Sierra Leone		2.5	28.0	-	-	28.0	1.7
15. Somalia - Somalie		2.7	63.2	3.4	23.2	89.8	45.0
16. Sudan - Soudan		14.8	23.0	46.8	-	69.8	17.5
17. Tanzania - Tanzanie		12.5	20.0	6.7	54.4	81.1	39.0
18. Tunisia - Tunisie		4.7	34.1	73.1	-	107.2	25.0
19. Uganda - Ouganda		8.1	15.6	-	15.0	30.6	5.5
20. Zambia - Zambie		4.1	5.6	-	16.8	22.4	2.0
Total AFRICA - Total AFRIQUE			919.1	426.8	381.3	1,727.2	540.3
ASIA - ASIE							
21. Afghanistan		16.1	697.4	11.0	28.0	736.4	553.0
22. Burma - Birmanie		26.4	13.7	26.5	84.0	124.2	40.6
23. Cambodia - Cambodge		6.6	24.9	5.4	92.3	122.6	78.0
24. Ceylon - Ceylan		12.0	30.6	52.1	41.0	123.7	67.0
25. India - Inde		523.9	1,602.8	354.7	-	1,957.5	964.1
26. Indonesia - Indonésie		113.6	372.2	291.0	123.4	786.6	301.2
27. Laos		2.8	7.6	-	6.5	14.1	6.5
28. Nepal		10.7	20.8	-	65.0	85.8	58.0
29. Pakistan		121.8	203.1	56.0	109.0	368.1	122.4
Total ASIA - Total ASIE			2,973.1	796.7	549.2	4,319.0	2,190.8
MIDDLE EAST - MOYEN-ORIENT							
30. Iran		27.0	525.9	432.1	-	958.0	120.0
31. Iraq		8.6	309.0	118.0	-	427.0	152.8
32. South Yemen - Sud Yémen		1.2	13.3	-	12.0	25.3	-
33. Syria - Syrie		5.7	233.8	165.0	16.3	415.1	180.6
34. United Arab Rep. - Rep. Arabe Unie		31.7	1,011.1	565.5	105.7	1,682.3	883.1
35. Yemen - Yémen		5.0	93.0	14.0	42.1	149.1	107.5
Total MIDDLE EAST - Total MOYEN-ORIENT			2,186.1	1,294.6	176.1	3,656.8	1,444.0
LATIN AMERICA - AMERIQUE LATINE							
36. Argentina - Argentine		23.6	44.0	23.7	-	67.7	41.0
37. Brazil - Brésil		88.2	103.0	186.4	-	289.4	31.5
38. Chile - Chili		9.4	54.8	5.0	-	59.8	0.5
39. Colombia - Colombie		19.8	2.5	-	-	2.5	-
40. Ecuador - Equateur		5.7	-	10.0	-	10.0	0.1
41. Peru - Pérou		12.8	-	6.0	-	6.0	-
42. Uruguay		2.8	20.0	10.0	-	30.0	-
Total LATIN AMERICA - Total AMERIQUE LATINE			224.3	241.1	-	465.4	73.1
GRAND TOTAL - TOTAL GENERAL			6,302.6	2,759.2	1,106.6	10,168.4	4,248.2

TABLE VI - TABLEAU VI

NATO CONFIDENTIAL
AC/89-WP/287NON MILITARY TECHNICAL ASSISTANCE PERSONNEL
FROM COMMUNIST COUNTRIES IN THE DEVELOPING AREAS
(at work during the first half of 1969)PERSONNEL NON MILITAIRE ENVOYE AU TITRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE
PAR LES PAYS COMMUNISTES DANS DES REGIONS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
(en poste pendant le premier semestre 1969)

(Number of persons) (a)

TO - A	COUNTRY OF ORIGIN - PAYS D'ORIGINE			TOTAL
	USSR URSS	EAST. EUROPE EUROPE DE L'EST	COMM. CHINA CHINE COMM.	
AFRICA - AFRIQUE				
1. Algeria - Algérie	2,000	720	100	2,820
2. Burundi	10	-	-	10
3. Cameroon - Cameroun	5	-	-	5
4. Central African Rep. - Rép. Centrafricaine	10	-	-	10
5. Chad - Tchad	20	-	-	20
6. Congo (Brazzaville)	150	15	140	305
7. Congo (Kinshasa)	-	20	-	20
8. Ethiopia - Ethiopie	90	105	-	195
9. Ghana	-	80	-	80
10. Guinea - Guinée	350	270	400	1,020
11. Kenya	30	-	-	30
12. Libya - Libye	-	1,970	-	1,970
13. Mali	400	100	880(b)	1,380
14. Mauritania - Mauritanie	15	-	120	135
15. Morocco - Maroc	70	180	-	250
16. Nigeria	15	105	-	120
17. Sierra Leone	15	-	-	15
18. Somalia - Somalie	100	10	60	170
19. Sudan - Soudan	55	220	-	275
20. Tanzania - Tanzanie	100	110	690(a)	900
21. Tunisia - Tunisie	210	1,430	-	1,640
22. Uganda - Ouganda	15	-	-	15
23. Zambia - Zambie	10	-	300	310
Total AFRICA - Total AFRIQUE	3,670	5,335	2,690	11,695
ASIA - ASIE				
24. Afghanistan	900	80	130	1,110
25. Burma - Birmanie	30	-	-	30
26. Cambodia - Cambodge	110	5	100	215
27. Ceylon - Ceylan	85	50	15	150
28. India - Inde	1,100	330	-	1,430
29. Indonesia - Indonésie	100	30	-	130
30. Nepal	80	-	560	640
31. Pakistan	150	5	1,000(d)	1,155
Total ASIA - Total ASIE	2,555	500	1,805	4,860
MIDDLE EAST - MOYEN-ORIENT				
32. Iran	1,100	285	-	1,385
33. Iraq	500	540	-	1,040
34. Kuwait - Koweït	-	5	-	5
35. South Yemen - Sud Yémen	5	10	-	15
36. Syria - Syrie	545	200	10	755
37. United Arab Rep. - Rép. Arabe Unie	800	400	-	1,200
38. Yemen - Yémen	100	60	400	560
Total MIDDLE EAST - Total MOYEN-ORIENT	3,050	1,500	410	4,960
LATIN AMERICA - AMERIQUE LATINE				
39. Argentina - Argentine	-	10	-	10
40. Brazil - Brésil	-	25	-	25
41. Chile - Chili	5	-	-	5
42. Colombia - Colombie	-	10	-	10
43. Mexico - Mexique	5	5	-	10
Total LATIN AMERICA - Total AMERIQUE LATINE	10	50	-	60
GRAND TOTAL - TOTAL GENERAL	9,285	7,385	4,905	21,585

(a) Number of persons present for a period of at least one month. Estimates are rounded to the nearest five.
Nombre de personnes présentes pendant au moins un mois. Evaluation arrondie au plus proche multiple de cinq.

(b) Including 30 North Vietnamese and 50 North Koreans. Y compris 30 Nord-vietnamiens et 50 Nord-coréens.

(c) Including 5 North Koreans. Y compris 5 Nord-coréens.

(d) Nearly all at work on the road construction between North-East Kashmir and Sinkiang. This figure may be an underestimation.
Presque tous travaillent à la construction de la route qui doit relier le Cachemire Nord-oriental au Sinkiang.
Ce chiffre est peut-être inférieur à la réalité.

NATO CONFIDENTIAL

TABLE VII - TABLEAU VII

COMMUNIST NON-MILITARY TECHNICIANS IN LESS-
 DEVELOPED COUNTRIES

TECHNICIENS COMMUNISTES NON MILITAIRES DANS DES PAYS
 ECONOMIQUEMENT MOINS DEVELOPPES

YEAR ANNEE	TOTAL	USSR URSS	EASTERN EUROPE EUROPE DE L'EST	COMMUNIST CHINA CHINE COMMUNISTE
1958	2,725	1,740	930	55
1959	4,935	3,150	930	855
1960	6,210	4,205	1,045	960
1961	7,680	5,330	1,530	820
1962	9,465	6,975	2,065	425
1963	11,885	8,850	2,565	470
1964	14,475	8,705	3,610	2,160
1965	17,810	9,385	4,060	4,365
1966	22,205	11,730	5,340	5,135
1967	21,170	10,790	5,685	4,695
1968	20,920	9,810	7,170	3,940
1969(1)	21,575	9,285	7,385	4,905

(1) First half - Premier semestre

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

TABLE VIII - TABLEAU VIII

"GROSS DRAWINGS" AND "NET FLOWS" OF COMMUNIST AID
(ESTIMATES)

"TIRAGES BRUTS" ET "MONTANTS NETS" DE L'AIDE COMMUNISTE
(EVALUATIONS)

I. SOVIET-UNION - UNION SOVIETIQUE

YEAR ANNEE	DRAWINGS BY DEVELOPING COUNTRIES TIRAGES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT	REPAYMENTS OF PRINCIPAL REMBOURSEMENT DU CAPITAL	PAYMENT OF INTERESTS PAIEMENT D'INTERETS	"NET FLOW" OF AID "MONTANT NET" DE L'AIDE	NET RECEIPTS BY DEVELOPING COUNTRIES MONTANTS NETS RECUS PAR LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
1	2	3	4	(5)=(2)-(3)	(6)=(5)-(4)
1955	3	-	-	3	3
1956	7	-	-	7	7
1957	30	-	-	30	30
1958	97	-	-	97	97
1959	112	7	3	105	102
1960	109	19	6	90	84
1961	187	22	8	165	157
1962	258	30	10	228	218
1963	354	45	15	309	294
1964	371	64	21	307	286
1965	357	83	27	274	247
1966	327	109	36	218	182
1967	292	125	40	167	127
1968	252	135	45	117	72
1969	272	140	50	132	82
TOTAL:	3,028	779	261	2,249	1,988

II. EASTERN EUROPE - EUROPE DE L'EST

1955	1	-	-	1	1
1956	6	-	-	6	6
1957	15	-	-	15	15
1958	22	-	-	22	22
1959	14	(1)	(1)	13	12
1960	29	3	1	26	25
1961	44	6	2	38	36
1962	87	8	3	79	76
1963	57	13	4	44	40
1964	113	18	6	95	89
1965	89	24	8	65	57
1966	83	30	10	53	43
1967	97	38	12	59	47
1968	119	45	15	74	59
1969	108	50	18	58	40
TOTAL:	884	236	80	648	568

III. COMMUNIST CHINA - CHINE COMMUNISTE

1955	-	-	-	-	-
1956	19	-	-	19	19
1957	7	-	-	7	7
1958	6	-	-	6	6
1959	26	-	-	26	26
1960	11	-	-	11	11
1961	10	-	-	10	10
1962	14	1	-	13	13
1963	23	2	-	21	21
1964	66	4	-	62	62
1965	80	6	-	74	74
1966	90	8	-	82	82
1967	76	10	-	66	66
1968	55	10	-	45	45
1969	65	10	-	55	55
TOTAL:	548	51	-	497	497

TABLE IX - TABLEAU IX
THE "NET" FLOW OF ECONOMIC AID TO DEVELOPING COUNTRIES
MONTANT "NET" DE L'AIDE ECONOMIQUE, AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
COMPARISON BETWEEN COMMUNIST AND NATO COUNTRIES' AID
COMPARAISON ENTRE L'AIDE COMMUNISTE ET CELLE DES PAYS OTAN

1968

DONOR COUNTRIES PAYS DONATEURS	POPULATION UN estimates mid 1968 (in 1,000) POPULATION Evaluation ONU mi-1968 (en milliers)	GNP current market prices PNB Prix du marché		NET FLOW OF ECONOMIC AID				MONTANT NET DE L'AIDE ECONOMIQUE				
		Billion US \$ milliards de dollars	Per capita in US \$ par tête en dollars	PUBLIC SECTOR SECTEUR PUBLIC		Flow of financial resources from PRIVATE SECTOR (million \$) Montant de l'aide financière en provenance du SECTEUR PRIVE (en millions de \$)	TOTAL : Public + Private (million \$) TOTAL : Public + Privé (en millions de \$)	AID AS % OF GNP AIDE EN POURCENTAGE DU PNB		AID IN \$ PER INHABITANT AIDE EN \$ PAR HABITANT		
				to non-communist countries (million \$) à des pays non-communistes (en millions de \$)	to communist developing countries (million \$) à des pays en voie de développement (en millions de \$)			TOTAL Development Aid (million \$) TOTAL de l'aide économique (en millions de \$)	to non-communist countries %	TOTAL to communist and non-communist TOTAL aux pays communistes et non communistes	to non-communist (\$) aux pays non communistes (\$)	TOTAL to communist and non-communist (\$) TOTAL aux pays communistes et non communistes (\$)
(0)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(4) as % of (2) (4) % de (2)	(8) as % of (2) (8) % de (2)	(4) divided by (1) (4) divisé par (1)	(8) divided by (1) (8) divisé par (1)
A. Communist countries - Pays Communistes												
1. Bulgaria - Bulgarie	8,370	7.4	884	5	-	5	/	5	0.07	0.07	0.60	0.60
2. Czechoslovakia - Tchécoslovaquie	14,362	22.7	1,581	20	30	50		50	0.09	0.22	1.39	3.48
3. Hungary - Hongrie	10,256	11.6	1,131	9	8	17		17	0.08	0.15	0.88	1.66
4. Poland - Pologne	32,205	31.2	969	20	15	35		35	0.06	0.11	0.62	1.09
5. Rumania - Roumanie	19,721	16.5	837	5	5	10		10	0.03	0.06	0.25	0.51
6. Soviet Zone Germany - Zone d'occupat. Sov. en All.	17,084	27.5	1,610	15	25	40		40	0.05	0.15	0.88	2.34
Eastern Europe Total - Total pour l'Europe de l'Est	101,998	116.9	1,145	74	83	157		(207)	0.06	0.18	0.73	2.05
7. Soviet Union - Union Soviétique	237,798	396.0	1,665	132	315	447		(912)	0.03	0.23	0.56	3.84
8. Communist China - Chine Communiste	730,000	85.0	116	45	95	140		(170)	0.05	0.20	0.06	0.23
Communist World Total - Total pour le monde communiste	1,069,796	597.9	559	252	493	745		(1,289)	0.04	0.22	0.23	1.20
B. NATO countries - Pays OTAN												
1. Belgium - Belgique	9,619	21.7	2,256	88		88	150	243	0.41	1.12	9.15	25.26
2. Denmark - Danemark	4,870	12.4	2,546	29		29	45	74	0.23	0.60	5.95	15.20
3. France	49,920	126.6	2,536	855		855	628	1,483	0.68	1.17	17.13	29.71
4. Federal Republic of Germany République Fédérale d'Allemagne	60,165	132.2	2,197	554		554	1,040	1,635	0.42	1.24	9.21	27.18
5. Italy - Italie	52,750	74.8	1,418	(165)		(165)	(356)	(506)	0.22	0.68	3.13	9.59
6. Netherlands - Pays-Bas	12,743	24.9	1,954	134		134	142	276	0.54	1.11	10.52	21.66
7. Norway - Norvège	3,819	9.0	2,357	26		26	35	58	0.29	0.64	6.81	15.19
8. Portugal	9,465	5.0	528	(42)		(42)	(32)	(74)	0.84	1.48	4.44	7.82
9. United Kingdom - Royaume Uni	55,283	102.1	1,847	428		428	417	845	0.42	0.83	7.74	15.28
NATO Europe Total - Total Europe OTAN	258,634	508.7	1,967	2,321		2,321	2,845	5,194	0.46	1.02	8.97	20.08
10. Canada	20,772	62.3	2,999	175		175	94	307	0.28	0.49	8.42	14.78
11. United States - Etats-Unis	201,152	865.7	4,304	3,347		3,347	2,071	5,676	0.39	0.66	16.64	28.22
NATO Donors Total - Total des pays OTAN donateurs	480,558	1,436.7	2,990	5,843		5,843	5,010	11,177	0.41	0.78	12.16	23.26
TOTAL DAC countries - TOTAL des pays CAD	615,900	1,661.6	2,698	6,471		6,471	5,905	12,855	0.39	0.77	10.51	20.87

See notes on verso
Voir notes au verso

Notes et Sources : Tableau IXColonne (0) : Pays donateurs

Pays CAD : comprennent tous les pays donateurs de l'OTAN, plus : l'Australie, l'Autriche, le Japon, la Suède et la Suisse.

Colonne (1) : Population

Source : Statistiques mensuelles des Nations Unies, novembre 1969.

Colonnes (2) et (3) : PNB

Europe de l'Est : Les chiffres utilisés sont tirés d'évaluations US données page 119 du document US Congress - Joint Economic Committee publication "Soviet Economic Performance 1966-67", mis à jour en 1968. Dans ce document, les évaluations du PNB des pays de l'Europe de l'Est sont faites en dollars pour des prix US afin que ces estimations soient comparables au PNB aux Etats-Unis. Pour arriver à des évaluations du PNB en Europe de l'Est plus facilement comparables à celles des pays de l'Europe OTAN, il faudrait utiliser les prix pratiqués dans l'Europe de l'Ouest. On a appliqué ici un taux de conversion qui a permis de donner des estimations du PNB, calculées en fonction des prix Ouest-allemands, puis converties en dollars au taux officiel. Des estimations plus élevées ne feraient que réduire encore les pourcentages correspondants du PNB consacrés à l'aide économique et renforceraient encore la thèse favorable aux pays de l'Ouest.

Union soviétique et Chine : PNB évalué en dollars d'un pouvoir d'achat équivalent. Ces estimations sont calculées en dollars sur la base de prix US et sont donc comparables au PNB des Etats-Unis.

Source : US Research Memorandum REU-69 (9 décembre 1969) "Indicators of Comparative East-West Economic Strength - 1968".

Pays OTAN : PNB aux prix pratiqués actuellement sur le marché, converti au taux de change officiel indiqué dans le REU-69.

Colonne (4) : Montant de l'Aide Economique Publique aux pays non communistes

En provenance des pays communistes : Le montant net (tirages moins remboursements de capitaux (voir tableau VIII)) correspond aux évaluations faites par les pays de l'Ouest sur la base des plans de remboursement et, lorsqu'ils sont connus, sur la base des accords passés pour l'établissement de nouveaux plans de remboursement.

En provenance des pays OTAN : Source : OCDE Paris "Aide Economique - 1968", dont un premier résumé a été publié sous forme de Communiqué de Presse de l'OCDE du 11 juillet 1969. Les chiffres entre guillemets sont provisoires.

Colonne (5) : Montant de l'Aide Economique à des pays communistes en provenance du secteur public

Pays communistes : Albanie, Cuba, Mongolie, Corée du Nord et Nord Vietnam.

Aucune aide économique n'a été octroyée à ces pays par des pays OTAN.

Colonne (7) : Montant de l'Aide Financière en provenance du secteur privé

Des pays communistes : Dans les pays communistes il n'existe pas de secteur privé qui puisse fournir une aide économique.

Des pays OTAN : Cette rubrique comporte :

Des investissements et prêts privés, nets
Investissements directs
Nouveaux investissements directs
Bénéfices réinvestis
Investissements bilatéraux de portefeuilles et autres investissements multilatéraux de portefeuilles
Crédits privés à l'exportation, nets
Sur 1 à 5 ans (inclus)
Garantis
Non garantis
Sur plus de 5 ans
Garantis
Non garantis

Colonne (8) : Montant total, Secteurs privé et public

Des pays communistes : Comprend l'aide financière spéciale à Cuba (voir paragraphe 45 du présent document), bien que celle-ci ne soit pas accordée à des fins strictement économiques. La ventilation par pays pour l'assistance financière spéciale fournie par les pays de l'Europe de l'Est à Cuba n'est pas disponible. Cette aide est néanmoins comprise dans le total calculé pour les pays de l'Europe de l'Est.

Des pays de l'OTAN : Les écarts qui apparaissent entre le total indiqué dans la colonne "Privé et public" et les chiffres des colonnes 6 et 7 sont dus au fait que le total comprend des fonds publics mis à la disposition des pays en voie de développement en dehors du cadre des programmes d'aide économique officiels (voir OCDE : Aide Economique 1968).

TABLE X - TABLEAU X
MILITARY AID - AIDE MILITAIRE

YEAR ANNEE	EXTENSIONS ENGAGEMENTS	DRAWINGS TIRAGES
1955	110	50
1956	290	260
1957	240	180
1958	470	380
1959	40	110
1960	570	240
1961	850	360
1962	370	810
1963	390	550
1964	1,000	310
1965	360	300
1966	340	520
1967	600	400
1968	200	400
1969(1)	100	300
TOTAL	5,930	5,170
by - par		of which - dont
the Soviet Union - l'Union Soviétique		85%
East European countries - les pays de l'Europe de l'Est		13%
Communist China - la Chine Communiste		2%
(1) provisional on the basis of information covering the first half of the year provisoire sur la base de renseignements intéressant le premier semestre de l'année.		

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

TABLE XI

GEOGRAPHICAL DEFINITION OF THE AREAS AND LIST OF
COUNTRIES WHERE TRADE STATISTICS INDICATE
SOME TRADE WITH THE COMMUNIST COUNTRIES

DEFINITION GEOGRAPHIQUE DES REGIONS ET LISTE DES PAYS DONT
LES STATISTIQUES COMMERCIALES MENTIONNENT UN CERTAIN VOLUME
D'ECHANGES AVEC LES PAYS COMMUNISTES

1. Communist Countries:

Soviet Union
Eastern Europe (Bulgaria, Czechoslovakia, Hungary
Poland, Soviet-occupied Zone of
Germany, Rumania)
Communist China

2. Africa:

Algeria, Angola, Cameroon, Chad, Congo(B), Congo(K),
Dahomey, Ethiopia, Gabon, Ghana, Guinea, Ivory Coast,
Kenya, Libya, Malagasy Republic, Mali, Mauritania,
Mauritius, Morocco, Mozambique, Niger, Nigeria,
Reunion, Rhodesia, Senegal, Sierra Leone, Somalia,
Sudan, Tanzania, Togo, Tunisia, Uganda, Zambia.

3. Asia:

Afghanistan, Burma, Cambodia, Ceylon, India,
Indonesia, Laos, Malaysia, Nepal, Pakistan,
Singapore, Thailand

4. Middle East:

Iran, Iraq, Israel, Jordan, Kuwait, Lebanon, Saudi Arabia,
South Yemen, Syria, United Arab Republic, Yemen.

5. Latin America:

Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Costa
Rica, Ecuador, El Salvador, Guyana, Honduras,
Mexico, Nicaragua, Peru, Uruguay, Venezuela.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

TABLE XII

COMMUNIST TRADE WITH SELECTED DEVELOPING COUNTRIES
ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES PAYS COMMUNISTES ET CERTAINS
PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

	(million US \$)					
Communist imports from and exports to	1962	1963	1964	1965	1966	1967
AFRICAN COUNTRIES						
Imports <u>Algeria</u>	0.6	4.2	9.7	18.4	22.8	22.6
Exports <u>Algeria</u>	0.8	5.1	39.1	29.3	25.8	48.0
Imports <u>Ghana</u>	28.3	35.6	33.9	56.9	47.7	44.1
Exports <u>Ghana</u>	26.9	41.5	53.1	109.5	41.2	22.0
Imports <u>Libya</u>	0.4	0.8	0.6	0.4	0.2	
Exports <u>Libya</u>	6.7	13.2	13.2	23.2	31.0	38.8
Imports <u>Mali</u>	6.9	3.0	7.5	2.6	1.6	2.0
Exports <u>Mali</u>	11.6	15.7	17.6	21.0	20.2	23.7
Imports <u>Morocco</u>	25.0	33.2	53.7	48.8	53.6	56.5
Exports <u>Morocco</u>	29.0	35.4	86.1	71.2	64.1	68.7
Imports <u>Nigeria</u>	5.2	5.1	12.8	21.6	9.2	18.9
Exports <u>Nigeria</u>	19.6	22.1	28.8	33.9	33.4	45.5
Imports <u>Sudan</u>	31.4	45.1	24.2	40.1	33.0	34.1
Exports <u>Sudan</u>	28.8	34.8	28.1	26.8	32.3	35.2
Imports <u>Tanzania</u>	1.2	12.8	11.2	14.8	15.8	14.0
Exports <u>Tanzania</u>	1.7	1.7	2.5	7.3	14.9	11.9
Imports <u>Tunisia</u>	6.2	7.8	10.3	11.0	14.1	18.4
Exports <u>Tunisia</u>	6.4	13.2	16.3	17.2	24.4	22.4
Imports <u>Uganda</u>	1.7	11.7	11.1	21.6	12.6	6.1
Exports <u>Uganda</u>	0.1	1.3	1.7	4.9	7.1	5.6
Imports <u>Zambia</u>	-	-	11.4	5.5	16.0	17.9
Exports <u>Zambia</u>	-	-	0.3	0.4	0.8	3.5
ASIAN COUNTRIES						
Imports <u>Afghanistan</u>	25.8	26.6	27.0	22.0	22.1	25.7
Exports <u>Afghanistan</u>	40.0	50.1	51.9	58.2	79.8	60.5
Imports <u>Burma</u>	35.5	32.5	45.7	33.9	21.8	15.6
Exports <u>Burma</u>	40.0	44.0	47.4	45.9	26.5	18.8
Imports <u>Ceylon</u>	46.2	38.9	59.0	70.0	70.1	51.6
Exports <u>Ceylon</u>	30.5	60.1	89.1	61.3	88.0	68.1
Imports <u>India</u>	160.3	185.5	275.3	302.7	303.8	300.8
Exports <u>India</u>	217.6	317.6	349.9	343.1	324.1	288.6
Imports <u>Indonesia</u>	83.6	85.7	88.5	82.2	54.8	54.2
Exports <u>Indonesia</u>	121.8	113.5	163.2	149.4	79.1	79.4
Imports <u>Malaysia and Singapore</u>	183.6	175.3	105.3	150.6	202.8	160.6
Exports <u>Malaysia and Singapore</u>	121.8	122.1	110.4	116.4	167.8	206.6
Imports <u>Pakistan</u>	13.6	31.1	30.3	67.6	80.2	86.2
Exports <u>Pakistan</u>	17.3	17.5	36.7	49.5	88.4	106.6
MIDDLE EASTERN COUNTRIES						
Imports <u>Iran</u>	29.3	34.3	39.7	39.1	41.5	58.7
Exports <u>Iran</u>	26.6	40.1	47.5	41.6	75.2	120.7
Imports <u>Iraq</u>	10.1	11.8	8.7	10.1	12.5	11.9
Exports <u>Iraq</u>	86.5	79.4	84.1	114.5	101.1	82.0
Imports <u>Lebanon</u>	0.4	5.8	7.5	6.5	8.3	15.3
Exports <u>Lebanon</u>	15.4	31.9	28.5	42.4	50.1	132.6
Imports <u>Kuwait</u>	-	-	-	-	0.1	0.8
Exports <u>Kuwait</u>	11.3	2.9	7.9	29.4	36.8	44.7
Imports <u>Syria</u>	42.0	62.0	72.5	58.6	61.3	45.4
Exports <u>Syria</u>	32.3	32.3	45.4	42.4	86.8	92.9
Imports <u>U.A.R.</u>	170.5	245.6	273.6	353.9	329.7	287.6
Exports <u>U.A.R.</u>	210.2	239.6	256.5	338.9	392.1	448.9
Imports <u>Yemen</u>	1.5	1.6	1.1	1.0	1.6	0.7
Exports <u>Yemen</u>	2.3	3.3	3.2	8.0	11.8	10.7
LATIN AMERICAN COUNTRIES						
Imports <u>Argentina</u>	75.5	60.0	159.8	186.5	247.7	73.2
Exports <u>Argentina</u>	23.2	12.9	18.1	33.9	23.1	19.2
Imports <u>Brazil</u>	70.0	95.8	89.0	93.2	106.0	102.9
Exports <u>Brazil</u>	63.6	68.0	65.4	57.1	64.1	74.7
Imports <u>Mexico</u>	8.2	9.0	22.4	61.5	18.8	18.2
Exports <u>Mexico</u>	1.2	2.5	4.3	5.8	4.2	5.1
Imports <u>Peru</u>	7.9	8.3	12.7	17.6	21.2	19.4
Exports <u>Peru</u>	1.5	1.4	1.6	2.1	3.1	3.0
Imports <u>Uruguay</u>	26.6	12.6	18.7	8.7	19.3	11.4
Exports <u>Uruguay</u>	2.9	1.8	5.4	2.8	2.8	5.2

TABLE XIII

DIRECTION OF COMMUNIST TRADE

MAIN TRADE PARTNERS IN THE DEVELOPING AREAS OUTSIDE EUROPE

(figures between brackets indicate % share of each country in total trade with developing countries)

DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE DES PAYS COMMUNISTES

PRINCIPAUX PARTNERS COMMERCIAUX DES REGIONS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT HORS D'EUROPE

(les chiffres entre parenthèses représentent les pourcentages du commerce total des pays communistes avec ceux des pays en voie de développement)

SOVIET UNION (1968)				EAST EUROPEAN COUNTRIES (1967)				COMMUNIST CHINA (1967)			
Exports		Imports		Exports		Imports		Exports		Imports	
U.A.R.	(23)	India	(23)	U.A.R.	(15)	India	(17)	Singapore	(19)	Pakistan	(16)
India	(21)	U.A.R.	(21)	India	(14)	U.A.R.	(17)	Malaysia	(10)	Ceylon	(14)
Iran	(10)	Malaysia	(12)	Lebanon	(13)	Brazil	(10)	Indonesia	(7)	Singapore	(14)
Iraq	(6)	Iran	(5)	Brazil	(7)	Argentina	(6)	Ceylon	(6)	U.A.R.	(9)
Syria	(5)	Afghanistan	(4)	Iran	(5)	Iran	(4)	Pakistan	(5)	Indonesia	(5)
Afghanistan	(4)	Argentina	(4)	Syria	(5)	Pakistan	(4)	U.A.R.	(4)	Burma	(4)
Pakistan	(4)	Brazil	(3)	Pakistan	(4)	Morocco	(3)	Iraq	(3)	Zambia	(4)
Algeria	(4)	Algeria	(3)	Indonesia	(3)	Indonesia	(3)	Nigeria	(3)	Morocco	(4)
Morocco	(2)	Nigeria	(3)	Iraq	(3)	Peru	(3)	Sudan	(3)	Tanzania	(4)
Sudan	(2)	Syria	(3)	Libya	(3)	Syria	(3)	Kuwait	(3)	Syria	(4)
43 Other developing countries	(19)	43 other developing countries	(20)	55 other developing countries	(30)	55 other developing countries	(32)	41 other developing countries	(39)	41 other developing countries	(23)